

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN****REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2012/27069]

1^{er} MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège (planches 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 et 42/5) en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), notamment les articles 22 à 28, 30, 33, 35, 37 à 42, 43 à 46, 452/21 et 452/25;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 juillet 1993, 4 mai 1995 et 6 février 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2009 (*Moniteur belge* du 19 juin 2009) adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 et 42/5) en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée, du redéploiement des forces armées à Liège-Bierset et des compensations planologiques qui y sont liées;

Vu les réclamations et observations émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 juin au 7 septembre 2009, avec suspension entre le 16 juillet et le 15 août 2009 telle que prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code, dans les communes d'Ans, Awans, Bassenge, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse et Visé;

Vu les séances d'information qui se sont tenues à Bassenge et Grâce-Hollogne le 25 juin 2009 et à Saint-Georges-sur-Meuse et Ans le 30 juin 2009;

Vu les séances de clôture de l'enquête publique qui se sont tenues à Ans, Awans, Bassenge, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse et Visé le 7 septembre 2009;

Vu les réunions de concertation qui se sont tenues à l'issue de l'enquête publique à Bassenge et Saint-Georges-sur-Meuse le 9 septembre 2009 et à Grâce-Hollogne et Ans le 10 septembre 2009;

Vu l'avis du conseil communal de Grâce-Hollogne du 19 octobre 2009, transmis en-dehors des délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis du conseil communal de Fexhe-le-Haut-Clocher du 21 septembre 2009, transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis du conseil communal de Flémalle du 15 octobre 2009, transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis du conseil communal d'Ans du 24 septembre 2009, transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis du conseil communal d'Awans du 22 septembre 2009, transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis du conseil communal de Visé du 21 septembre 2009, transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis du conseil communal de Bassenge du 10 septembre 2009, transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis du conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse du 21 octobre 2009, transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) du 17 décembre 2009 (réf : 09/CRAT A.861-AN), transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 4, alinéa 2, du Code;

Considérant que les réclamations déposées en enquête publique se répartissent comme suit :

- 16 réclamations sur la commune d'Ans;
- 23 réclamations sur la commune de Fexhe-le-Haut-Clocher;
- 2 réclamations sur la commune de Flémalle;
- 61 réclamations sur la commune de Grâce-Hollogne;
- 53 réclamations sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- 321 réclamations sur la commune de Visé;

Considérant que, conformément à l'article 43, § 4, du CWATUPe, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations et procès-verbaux et avis émis lors de l'enquête publique;

Considérant que le Gouvernement wallon a examiné l'ensemble des réclamations avec attention; qu'il ne doit cependant pas donner à chacune d'entre elles une réponse individuelle; que, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, seules les réclamations d'ordre technique doivent être prises en considération;

Considérant que certains points ou réclamations soulevés par des réclamants portent sur des questions qui ne sont pas du ressort du plan de secteur, comme, par exemple, une demande d'échange de parcelles cadastrales, etc; qu'il apparaît en outre que des réclamations sont contradictoires les unes par rapport aux autres;

Considérant que de nombreux points soulevés portent sur la mise en oeuvre des prescriptions du plan de secteur et non sur le plan de secteur lui-même; que ces questions doivent trouver leur réponse dans les décisions administratives - essentiellement les permis administratifs - qui règlent spécifiquement la mise en oeuvre de tel ou tel élément du plan de secteur;

Considérant qu'il peut être répondu à des réclamations par des observations de portée générale dans lesquelles les réclamants peuvent trouver la réponse à leur opposition; que de même, le Gouvernement wallon rencontre de nombreuses réclamations par les modifications apportées au plan de secteur définitif par rapport à ce qui était prévu dans les deux projets soumis à l'enquête publique;

Considérant qu'après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus et après analyse de ceux-ci, la CRAT a en parfaite connaissance de cause, émis son avis;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD) du 4 janvier 2010 (réf : CWEDD/10/AV.27), transmis en-dehors des délais prévus à l'article 43, § 4, alinéa 2, du Code;

Vu l'avis de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGARNE) du Service public de Wallonie du 5 janvier 2010 (réf : DGARNE/AvPAE/2009-RPS0017/Sortie2009 : 28511), transmis en-dehors des délais prévus à l'article 43, § 4, alinéa 2, du Code;

De l'étude d'incidences en général

Considérant que des réclamants estiment que certains documents présentés dans l'étude d'incidences sont inexacts, notamment les photos aériennes et les cartes qui représentent la partie ouest du domaine aéroportuaire, qui ne concordent plus avec la situation des lieux;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que l'auteur d'étude a utilisé les documents les plus récents à sa disposition pour illustrer son étude;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que ces documents doivent être considérés comme des éléments d'illustration de l'étude et qu'à ce titre ils n'altèrent en rien sa complétude;

Considérant que l'article R.82 du Code de l'Environnement stipule que pour tout projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement, le CWEDD remet un avis sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet à l'autorité qui l'a sollicité;

Considérant que le CWEDD estime que « l'auteur de l'étude d'incidences a livré une étude de qualité satisfaisante » et que « l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision »;

Considérant que le CWEDD relève néanmoins que l'auteur d'étude n'a pu tirer de conclusion quant à la viabilité des exploitations agricoles concernées par le projet de plan et recommande en conséquence qu'une évaluation précise de celle-ci soit réalisée et que des mesures compensatoires adéquates soient prises;

Considérant que l'auteur d'étude s'est limité à relever les pertes de terres par exploitant au sein d'une même commune faute d'accès aux informations qui lui auraient été utiles afin de répondre à l'observation du CWEDD;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que l'étude d'incidences a pour objet d'évaluer les incidences du projet de plan sur l'activité agricole à l'échelle du territoire de référence et non exploitation par exploitation;

Considérant que l'appréciation de la viabilité d'une exploitation nécessite des investigations d'une toute autre nature que celles qui doivent être mises en oeuvre dans le cadre d'une étude d'incidences puisqu'elle devrait passer par un examen personnalisé de chaque situation individuelle dont la diversité échappe nécessairement à toute tentative de généralisation;

Considérant que le Gouvernement wallon entend néanmoins rappeler qu'il dispose dans l'étude d'incidences des éléments d'information suffisants quant aux effets du projet de plan qu'il a adopté sur l'activité agricole pour prendre sa décision;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle de manière plus générale en ce qui concerne les emprises dans la zone agricole du plan de secteur que l'inscription de nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural à Ans et Saint-Georges-sur-Meuse comme celle d'une nouvelle zone d'activité économique à Saint-Georges-sur-Meuse est fondée sur le constat d'un déficit d'offre en matière de terrains affectés d'une part à la résidence et d'autre part à l'activité économique dans ces deux communes; qu'il a dès lors dû investiguer les zones non destinées à ces deux affectations;

Considérant que le Gouvernement wallon a concentré sa recherche, pour la commune de Saint-Georges-sur-Meuse, sur des sites situés au sud de l'autoroute E42, dans la partie la plus urbanisée de la commune; que cette option permet entre autres de préserver la vocation rurale du plateau hesbignon situé au nord;

Considérant que le Gouvernement wallon a localisé la zone destinée à la résidence pour la commune d'Ans sur les seuls terrains qui soient attenants à une zone d'habitat et situés à l'extérieur du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset;

Considérant que l'auteur d'étude a validé les superficies projetées par le Gouvernement wallon ainsi que la localisation des nouvelles zones après avoir étudié des variantes pour Ans et Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant en conclusion que le Gouvernement wallon a limité au plus juste les emprises dans la zone agricole du plan de secteur et les a localisées en application d'options conformes à sa politique d'aménagement du territoire;

Considérant que le Gouvernement wallon estime dès lors que l'étude d'incidences fournit suffisamment d'informations quant aux impacts du projet de plan sur l'activité agricole; qu'au regard de l'avis du CWEDD, il estime ne pas avoir à remettre en doute la qualité et la complétude de l'étude d'incidences;

De la révision du plan de secteur en général

Considérant que la CRAT émet un avis favorable sur le projet de plan, moyennant la prise en considération des remarques et observations qu'elle a formulées;

Considérant que le CWEDD recommande qu'une gestion des plus-values et moins-values soit faite suite aux changements d'affectation;

Considérant que des propriétaires se plaignent de la dévaluation de leurs biens;

Considérant que des réclamants demandent quelles sont les indemnisations ou compensations prévues dans le cas de la modification de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation au plan de secteur;

Considérant qu'il n'existe pas dans la législation de dispositif permettant d'indemniser les riverains qui auraient à supporter les éventuelles moins-values immobilières résultant des effets de la modification de l'affectation d'une zone;

Considérant que l'article 70 du Code fixe en revanche les conditions de l'indemnité qui serait éventuellement à charge de la Région dans le cas où l'interdiction de bâtir ou de lotir résulte d'un plan revêtu de la force obligatoire mettant fin à l'affectation donnée au bien par le plan d'aménagement en vigueur au jour précédant l'entrée en vigueur dudit plan; que les personnes qui y satisferont pourront alors faire valoir leurs droits;

Considérant qu'un réclamant se demande si les composantes du projet de plan sont toujours d'actualité étant donné son lancement en 2004;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme les objectifs qui ont conduit à la présente révision du plan de secteur de Liège à l'exception du redéploiement des Forces armées qui ne se justifie plus en raison des dispositions arrêtées par le Gouvernement fédéral visant à regrouper la capacité hélicoptère de la composante air des forces armées sur la base aérienne de Beauvechain;

Considérant l'évaluation du plan prioritaire dit « zones d'activité économique - bis » approuvé par le Gouvernement wallon le 29 octobre 2010;

Considérant que les autorités communales d'Ans ont fait savoir au Gouvernement wallon qu'elles abandonnaient la construction d'un nouveau stade de football et d'une école de formation pour les jeunes sur les terrains circonscrits par les rues Guillaume Reynen, de Lantin et la route militaire;

Considérant par ailleurs que l'étude d'incidences date de l'année 2009;

Considérant que la DGARNE émet un avis défavorable sur le projet de plan;

Considérant que l'avis de la DGARNE est déterminé par l'avis le plus contraignant des six Départements consultés;

Considérant que seul le Département de la Ruralité et des Cours d'eau de la DGARNE a émis un avis défavorable sur le projet de plan;

Considérant que cet avis ne détaille pas les composantes du projet de plan mises en cause, discourt d'une « extension » impossible à identifier, parle de la mise en œuvre d'un « nouveau plan communal d'aménagement » et se réfère à « l'article 46, § 4, alinéa 1^{er}, du CWATUPE », qui est obsolète;

Considérant que ces éléments ne permettent pas au Gouvernement wallon de se prononcer sur cet avis en particulier, ce qui ne remet nullement en cause les avis des autres Départements consultés de la DGARNE qui sont par ailleurs favorables sous certaines conditions;

Considérant que la Direction des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau de la DGARNE a émis un avis favorable sur le projet de plan, à condition de prendre en compte les mesures de protection en vigueur en zones de prévention de captage selon le Code de l'Eau;

Considérant que la Direction des Eaux de Surface a émis un avis favorable sur le projet de plan à condition qu'aucune détérioration des masses d'eau du sous-bassin hydrographique de la Meuse aval ne soit admise, en vertu des objectifs environnementaux fixés par la Directive-Cadre sur l'Eau;

Considérant l'avis favorable du conseil communal de Bassenge sur le projet de plan;

Considérant l'avis favorable du conseil communal d'Ans sur le projet de plan;

Considérant l'avis favorable sous condition du conseil communal d'Awans sur le projet de plan;

Considérant l'avis favorable sous condition du conseil communal de Grâce-Hollogne sur le projet de plan;

Considérant l'avis du conseil communal de Flémalle sur le projet de plan;

Considérant l'avis du conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse sur le projet de plan;

Considérant que le conseil communal de Visé n'exprime pas d'opinion dans son avis sur le projet de plan lui-même mais adresse une demande en vue d'examiner la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel dite de « Lanaye » au titre de compensation planologique dans le cadre de la présente révision;

Considérant l'avis défavorable du conseil communal de Fexhe-le-Haut-Clocher sur le projet de plan;

Considérant que des réclamants s'opposent à toute révision du plan de secteur autour de l'aéroport de Liège-Bierset en raison des nuisances générées par ce dernier, et tant que des mesures ne sont pas prises pour les atténuer;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle à cet égard qu'il a chargé la SOWAER de mettre en œuvre, de suivre et de financer les mesures environnementales qu'il a adoptées en vue d'accompagner et d'encadrer le développement des aéroports wallons; qu'ainsi, la SOWAER intervient dans l'acquisition et l'insonorisation d'immeubles situés autour des aéroports ainsi que dans l'octroi d'indemnités pour troubles commerciaux et professionnels et de primes de déménagement pour les locataires;

Considérant que des réclamants s'opposent à toute révision du plan de secteur dont le résultat serait de faire subir aux habitants davantage de nuisances de toutes sortes;

Considérant que les nuisances provoquées par les différentes composantes du projet de plan ont été étudiées par l'auteur d'étude et que le Gouvernement wallon répond aux remarques précises formulées durant l'enquête publique au cas par cas dans le présent arrêté;

Considérant des réclamants souhaitent la modification en zone destinée à l'urbanisation de leurs propriétés actuellement affectées en zone non destinée à l'urbanisation ainsi que l'adaptation de limites parcellaires aux plans cadastraux;

Considérant que ces demandes ne rencontrent pas les objectifs que s'est fixé le Gouvernement wallon dans le cadre de la présente révision du plan de secteur de Liège;

Considérant que le CWEDD, comme plusieurs des instances publiques consultées pendant l'enquête publique, appuie les recommandations de l'auteur d'étude pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs du projet de plan qu'il a relevés;

Considérant que la mise en œuvre des composantes du projet de plan devra respecter les législations en vigueur, notamment le Code de l'Eau; qu'en particulier, le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval devra être adapté en fonction de l'affectation des nouvelles zones;

Du périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire

Considérant que le Département du Sol et des Déchets de la DGARNE attire l'attention sur le site « BOMA » à Grâce-Hollogne, qui a fait l'objet d'une caractérisation des remblais d'assise en mai 2009 par la SPAQuE;

Considérant que l'inscription du périmètre de réservation n'a pas de lien ou d'incidence au regard de cette constatation;

Considérant que le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse s'oppose à l'inscription du périmètre de réservation « s'il n'est pas prévu de le réviser en 2020 »;

Considérant que la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, modifiée notamment par le décret du 29 avril 2004, en son article 1^{er} bis, § 2, définit le plan de développement à long terme comme les limites maximales de développement des aéroports;

Considérant que le plan de développement à long terme n'a donc pas pour vocation d'être révisable, tout comme le périmètre de réservation qui en découle au plan de secteur;

Considérant que des réclamants estiment que la définition vague donnée au périmètre de réservation et l'absence de détails sur la mise en œuvre concrète de celui-ci, accordant une trop grande marge d'interprétation aux autorités et compromettant la sécurité juridique pour les habitants, risque de conduire à un refus systématique d'octroi des permis d'urbanisme en zone A;

Considérant que le Gouvernement wallon n'a relevé aucune remarque à ce sujet dans l'étude d'incidences, à l'exception de la problématique de l'activité hôtelière;

Considérant que le Gouvernement wallon n'a relevé aucune remarque à cet égard dans les avis des instances consultées à l'issue de l'enquête publique;

Considérant que l'objectif poursuivi par le Gouvernement wallon est de maîtriser l'urbanisation des terrains situés à proximité de l'infrastructure aéroportuaire et, en particulier, d'encadrer strictement les conditions du développement de la fonction résidentielle;

Considérant que cet objectif peut être atteint par l'inscription d'un périmètre de réservation au sens de l'article 40, § 1^{er}, 6^o du CWATUP qui vise « à réserver les espaces nécessaires à la réalisation, la protection ou le maintien de l'infrastructure de communication; les actes et travaux soumis à permis peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières »;

Considérant que le Gouvernement wallon a complété cette disposition par la définition des actes et travaux soumis à permis qui pourront être interdits dans les zones comportant en surimpression le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en conséquence que l'inscription du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire et la prescription y afférente sont claires et sans équivoque quant aux objectifs qu'il poursuit et aux moyens mis en œuvre pour y arriver;

Considérant que des réclamants se demandent pourquoi ne pas modifier l'affectation des zones concernées plutôt que d'inscrire un périmètre de réservation en surimpression de celles-ci;

Considérant que le Gouvernement wallon a motivé les raisons de ce choix dans son arrêté du 19 juillet 2007 décidant la révision du plan de secteur de Liège, notamment en raison du caractère plus opérationnel du périmètre de réservation;

Considérant que des réclamants se demandent s'il est écologique, en matière de déplacements, d'obliger les travailleurs à se loger loin des entreprises;

Considérant que l'auteur d'étude ne relève pas la distance au lieu de travail comme un inconvénient potentiel du périmètre de réservation;

Considérant que le Gouvernement wallon estime par ailleurs que le périmètre de réservation n'impose pas un éloignement excessif des travailleurs souhaitant habiter à proximité de leur lieu de travail mais vise notamment à protéger les riverains de l'aéroport de nuisances trop importantes;

Considérant qu'un réclamation trouve dommage de supprimer la possibilité d'habitat partout au sein du périmètre de réservation car certains endroits sont habitables;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que la notion « habitable » est subjective et qu'il faut utiliser des normes bien définies pour délimiter précisément les zones destinées ou non à la résidence;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'un périmètre de réservation en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

De l'abrogation de la prescription supplémentaire « *S.12 »

Considérant qu'aucune remarque particulière n'a été émise quant à la suppression de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.12 » sur le plan, inscrite sur certaines zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire des communes d'Ans, Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'abrogation de cette prescription supplémentaire et d'inscrire au plan de secteur les zones d'aménagement communal concerté;

Des composantes du projet de plan sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse

De la zone d'activité économique mixte

Considérant qu'un réclamation s'oppose à la modification de la zone d'habitat à caractère rural située le long de la Chaussée verte en zone d'activité économique mixte en raison des nuisances des entreprises, à savoir le bruit, le paysage, l'intimité, la pollution, la sécurité routière, les problèmes de parkings, les inondations, etc.;

Considérant qu'un réclamation estime que l'étude d'incidences est « totalement muette » quant aux « nuisances de tous ordres (bruit, vue, intimité, pollution, sécurité routière, parkings, inondations, etc.) » et aux conséquences du projet de plan sur la zone d'habitat à caractère rural;

Considérant qu'un réclamation estime que les nuisances relevées par l'auteur d'étude sur la partie ouest de la zone d'activité économique mixte projetée s'appliquent également à l'est de la chaussée Verte;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme sa volonté d'intégrer les habitations situées le long de la Chaussée Verte dans la zone d'activité économique mixte projetée;

Considérant que si cette intégration a effectivement une incidence sur les normes de bruit fixées par les conditions générales d'exploitation des établissements applicables à ces terrains, le Gouvernement wallon rappelle que les permis d'environnement fixent les conditions particulières d'exploitation des établissements qui peuvent être plus strictes que ces conditions générales;

Considérant que la vérification du respect de ces normes relève de la mise en œuvre du plan;

Considérant qu'un réclamation souligne que l'auteur d'étude a analysé la zone sans connaître « les programmes réalisables », ce qui laisserait entendre que l'étude d'incidences n'est pas suffisante;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que la présente procédure vise la révision du plan de secteur de Liège, ce qui n'implique pas nécessairement que des projets de mise en œuvre précis soient déjà connus;

Considérant qu'un réclamation souligne le fait qu'il devra désormais obtenir un permis en dérogation s'il souhaite développer un projet résidentiel dans la nouvelle zone projetée;

Considérant que le Gouvernement wallon estime cohérent en termes d'aménagement du territoire de s'assurer que les projets qui pourraient être développés par le réclamation ne mettent pas en cause l'option qu'il a prise de développer une nouvelle d'activité économique; que tel est l'objet de la procédure de dérogation;

Considérant qu'un réclamant souligne que « l'auteur d'étude relève qu'il n'y a aucun élément objectif pour l'inscription d'une zone d'activité économique mixte, si ce n'est d'ordre fiscal »;

Considérant que l'auteur d'étude estime que si le déficit en zone d'activité économique mixte ne semble pas avéré à l'échelle de la commune il l'est bien à l'échelle de la sous-zone sud-ouest gérée par l'intercommunale SPI+;

Considérant que la composante du projet de plan figure, au même titre que les nouvelles zones d'activité économique que le Gouvernement wallon a retenues le 29 octobre 2010, parmi les projets qu'il entend développer afin de répondre au besoin en nouvelles zones d'activité économique relevé dans l'expertise du 21 septembre 2006 de la Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT);

Considérant qu'un réclamant précise qu'aucune autorité administrative ne peut adopter une décision avec comme objectif la régularisation d'une situation infractionnelle;

Considérant que le Gouvernement wallon ne vise en aucune manière la régularisation de situations infraccionnelles à travers l'inscription de cette composante du projet de plan mais estime en revanche que sa configuration présente l'avantage d'intégrer des constructions existantes;

Considérant qu'un réclamant s'interroge sur l'adéquation de cette composante du projet de plan avec le schéma de développement de l'espace régional (SDER) et la Déclaration de politique régionale wallonne qui s'opposent à l'urbanisation en ruban et visent à ramener l'activité économique vers les centres urbanisés;

Considérant que le Gouvernement wallon, suivant en cela l'avis de l'auteur d'étude, estime que l'inscription de la composante du projet de plan participe au développement de l'agglomération liégeoise qui figure bien au SDER comme pôle majeur de développement de la Wallonie;

Considérant que le Gouvernement wallon estime également que la composante du projet de plan participe à l'objectif du SDER visant à structurer les villes et les villages en raison de sa position centrale à Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant que le Gouvernement wallon estime enfin que la composante du projet de plan ne constitue en aucun cas une urbanisation en ruban, conforté en cela par le constat de l'auteur d'étude qu'aucune composante du projet de plan ne prend la forme d'un développement linéaire le long de la voirie;

Considérant qu'un réclamant estime que les terres agricoles concernées par l'inscription de la composante du projet de plan ont « un intérêt d'ordre agricole »;

Considérant que le Gouvernement wallon a répondu à cette remarque dans les considérations générales;

Considérant que l'auteur d'étude relève que dix parcelles agricoles, couvrant une superficie totale de 17,7 ha, seront affectées par la composante du projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que, nonobstant la qualité des terres, la superficie affectée est négligeable à l'échelle de la Wallonie et s'avère plutôt faible compte tenu de la superficie totale de la composante du projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon convient cependant de charger le futur opérateur d'assurer un accompagnement des entreprises, notamment agricoles, dont la viabilité risque d'être fragilisée suite à la mise en œuvre de la zone d'activité économique mixte;

Considérant qu'un réclamant pose la question des nuisances, notamment en termes de trafic, générées par les sociétés Hobby Garden et Ets Laruelle, implantées dans le périmètre de la composante du projet de plan, et dont il se demande si elles relèvent du « petit artisanat »;

Considérant que l'article 30 du CWATUPe exprime que la zone d'activité économique mixte est destinée, notamment, « aux activités d'artisanat » et non de « petit artisanat »;

Considérant qu'il n'appartient cependant pas au Gouvernement wallon de régler les problèmes de trafic engendrés par les entreprises existantes dans le cadre de la présente procédure;

Considérant qu'il lui appartient néanmoins de tenir compte des nuisances potentielles du trafic existant par rapport à l'inscription de la nouvelle zone d'activité économique mixte; qu'à cet égard, l'auteur d'étude souligne que « la composante est idéalement située au point de vue des possibilités d'accès routiers avec la présence de la N614 et la proximité de l'autoroute »;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en conséquence que la majeure partie du trafic empruntera la N614 vers le nord et l'autoroute et n'affectera donc pas la zone d'habitat existante située dans le sud de la nouvelle zone d'activité économique;

Considérant que l'avis de la CRAT est favorable à l'inscription de la zone tout en estimant cependant que l'inscription de la zone d'activité économique mixte à Saint-Georges-sur-Meuse devrait être accompagnée d'une prescription supplémentaire qui exclut l'implantation de commerces de détail, car les besoins en espaces dédiés à l'activité commerciale ne semblent pas avérés sur la commune;

Considérant que l'avis du CWEDD est favorable à l'inscription de la zone tout en appuyant cependant la recommandation de l'auteur d'étude de prévoir une prescription supplémentaire excluant les commerces de détail sur la composante du projet de plan;

Considérant que l'avis du conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse est favorable à l'inscription de la composante du projet de plan;

Considérant que le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse signale par ailleurs que l'étude d'incidences mentionne que des commerces situés à Sur-les-Bois subiront la concurrence de la nouvelle zone d'activité économique mixte alors qu'ils ont disparu;

Considérant que ce constat n'est pas relevé par le CWEDD dans son avis sur la qualité et la complétude de l'étude d'incidences;

Considérant que l'auteur d'étude constate que le déficit en zone d'activité économique sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse porte surtout sur l'activité des petites et moyennes entreprises et petites industries mais pas sur l'activité commerciale;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de suivre les avis de la CRAT et du CWEDD, excluant l'activité commerciale de la composante du projet de plan, et ce contrairement à l'option qu'il a prise dans son arrêté du 7 mai 2009 adoptant provisoirement le projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conclusion l'inscription d'une zone d'activité économique mixte d'une superficie de 28 ha et d'une prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.52 » sur le plan, stipulant que « les activités de commerce de détail et de service à la population n'y sont pas autorisées, sauf si elles sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ou si elles ont été autorisées avant l'entrée en vigueur de la présente révision du plan de secteur de Liège. »;

Des zones d'habitat à caractère rural assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.14 » « Notre-Dame de Hal » et « Stockay »

Considérant que la CRAT estime que l'inscription des zones d'habitat à caractère rural repérées par le sigle « *S.14 » à Saint-Georges-sur-Meuse n'est pas justifiée;

Considérant qu'elle constate cependant que « ces zones ont déjà fait l'objet d'une décision de principe dans l'arrêté du Gouvernement wallon révisant le plan de secteur de Liège du 6 février 2003 (*Moniteur belge* du 9 avril 2003) »;

Considérant que la CRAT est plutôt favorable à la proposition du conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse, émise dans le cadre de l'enquête publique, qui consiste à inscrire une zone d'habitat à caractère rural entre le village de Saint-Georges-sur-Meuse et l'autoroute E42 (cfr infra), ce qui lui semble plus pertinent dans le but de renforcer le noyau villageois;

Considérant que le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse estime qu'il n'a pas été suffisamment consulté pour l'implantation des composantes du projet de plan et des alternatives proposées par l'auteur d'étude;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle qu'il n'a pas à se justifier d'une quelconque concertation lors de l'élaboration de l'avant-projet de plan;

Considérant que le conseil communal a proposé, dans son avis du 24 septembre 2009, de modifier deux zones agricoles en zone d'habitat à caractère rural situées d'une part, dans le centre, entre la rue Albert 1^{er}, la rue du Centre et l'autoroute E42, et d'autre part au nord de l'autoroute, entre la rue du Vicinal, l'ancienne assise du chemin de fer vicinal et la rue du Centre, en alternative aux composantes du projet de plan;

Considérant que des réclamants ont émis des avis défavorables sur les composantes du projet de plan;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription de la composante du projet de plan;

Considérant que cet avis n'apporte cependant pas d'arguments nouveaux en faveur de l'inscription des composantes du projet de plan;

Considérant que les alternatives proposées par le conseil communal ont retenu toute l'attention du Gouvernement wallon;

Considérant que l'alternative située à proximité du centre de Saint-Georges-sur-Meuse répond a priori aux objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon visant à limiter la dispersion de l'habitat et à appuyer son développement à partir des centres existants; que tel n'est pas le cas de l'autre alternative proposée par le conseil communal, trop éloignée du centre aggloméré du territoire communal;

Considérant que le Gouvernement wallon ne peut cependant retenir la proposition du conseil communal qui lui paraît la plus judicieuse sans avoir fait étudier les incidences de l'inscription de la nouvelle zone destinée à la résidence sur l'environnement;

Considérant que le Gouvernement wallon estime cependant que les délais nécessaires d'une part à la réalisation d'un complément d'étude d'incidences sur la nouvelle zone suggérée par le conseil communal et, d'autre part à l'exécution des nouvelles mesures d'enquête publique à observer, sont incompatibles avec ceux qu'il s'était fixé pour rencontrer les autres objectifs qu'il poursuit à travers la révision du plan de secteur de Liège;

Considérant que le fait de renoncer à l'inscription des nouvelles zones destinées à la résidence sur le territoire de Saint-Georges-sur-Meuse dans le cadre de la présente révision du plan de secteur de Liège n'a pas d'impact sur la cohérence de l'aménagement envisagé par cette dernière;

Considérant que le Gouvernement wallon rejoint en conclusion l'avis de la CRAT et décide en conséquence de renoncer à inscrire au plan de secteur les deux zones d'habitat à caractère rural assorties de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan, projetées à Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant que le Gouvernement wallon entend cependant préciser que sa décision n'a pas pour objet de remettre en cause le besoin de nouvelles zones destinées à la résidence sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse qu'il avait relevé à l'article 1^{er}, § 7 de son arrêté du 6 février 2003 qui adoptait définitivement la précédente révision du plan de secteur de Liège;

De la zone de services publics et d'équipements communautaire et de la zone d'habitat à caractère rural dans le centre du village de Saint-Georges-sur-Meuse

Considérant que la CRAT a émis un avis favorable sans condition;

Considérant que le CWEDD a émis un avis favorable, insistant cependant sur le maintien de l'alignement de 14 arbres remarquables existant dans la zone de services publics et d'équipements communautaires, ainsi que sur l'interdiction de construire en zone d'aléa d'inondation faible;

Considérant que le Département de la Nature et des Forêts de la DGARNE constate qu'un alignement d'arbres remarquables semble menacé par le projet de plan;

Considérant que l'auteur d'étude recommande, outre le fait d'établir un périmètre de protection autour des arbres remarquables lors des travaux d'aménagement et de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les effets des inondations sur les personnes et les biens, de réaliser des logements à haute performance énergétique;

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte de ces recommandations qui devront être prises en compte au moment de la mise en œuvre de la zone;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires pour une superficie de sept hectares et d'une zone d'habitat à caractère rural pour une superficie de deux hectares, sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;

Des zones d'aménagement communal concerté comportant le périmètre de réservation en surimpression

Considérant qu'aucune remarque ou observation ne s'oppose à l'inscription de ces composantes du projet de plan pour des raisons qui n'auraient pas déjà trouvé de réponse dans le présent arrêté;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription de deux zones d'aménagement communal concerté pour une superficie totale de dix hectares sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;

Des composantes du projet de plan sur le territoire de la commune de Flémalle

De la zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.04 »

Considérant les avis favorables de la CRAT et du CWEDD;

Considérant que le conseil communal de Flémalle a émis un avis favorable sur le projet de plan, réclamant cependant la suppression de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.04 » sur le plan, sur l'ensemble de la zone d'activité économique dite des « Cahottes » dans le but de pouvoir y installer des entreprises qui ne seraient pas liées aux activités de l'aéroport;

Considérant qu'un réclamant constate la présence d'une conduite de gaz et fait part de difficultés de trafic sur la rue du Cowa;

Considérant que la modification apportée au plan de secteur n'a d'autre objectif que la correction d'une erreur matérielle sur le plan annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège;

Considérant que les objectifs du Gouvernement wallon ne sont pas de remettre en cause les décisions de l'arrêté du 6 février 2003;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Flémalle;

Des composantes du projet de plan sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;

Des zones d'activité économique industrielle de « Ferdoux » et « Fontaine » assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.02 »;

Considérant l'absence de remarques ou observations défavorables à l'inscription de ces composantes du projet de plan;

Considérant l'absence de remarques défavorables à l'inscription d'un périmètre de liaison écologique en surimpression de la nouvelle zone d'activité économique industrielle que le Gouvernement wallon projette d'inscrire à « Ferdoux »;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription des zones d'activité économique industrielle dites de « Ferdoux » et « Fontaine » et de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.02 » sur le plan, pour une superficie de respectivement un et deux hectares sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'un périmètre de liaison écologique en surimpression de la nouvelle zone d'activité économique industrielle qu'il inscrit à « Ferdoux »;

De la zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.05 »

Considérant l'absence de remarques ou d'observations défavorables à l'inscription de cette composante du projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription de la zone d'activité économique mixte et de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.05 » sur le plan, pour une superficie d'un hectare sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;

De la zone d'activité économique mixte « chaussée de Liège »

Considérant que le conseil communal de Grâce-Hollogne a émis un avis favorable sur cette composante du projet de plan, assorti cependant d'un ensemble de mesures à prendre pour sa mise en œuvre, et demandant à la SPI+ d'en assurer la gestion;

Considérant que le CWEDD a émis un avis favorable sur cette composante du projet de plan, suggérant cependant de maintenir la zone d'espaces verts longeant l'autoroute E42;

Considérant que la CRAT estime que l'inscription de cette composante du projet de plan n'est pas justifiée en raison de la proximité immédiate de l'habitat;

Considérant que des réclamants s'inquiètent d'une éventuelle extension de l'entreprise Mafer dans la future zone d'activité économique mixte;

Considérant que des réclamants dénoncent les nombreuses nuisances qu'ils pourraient subir, notamment quant à la dégradation du cadre de vie, les nuisances sonores, le trafic des poids lourds, etc.;

Considérant que des réclamants s'interrogent sur l'opportunité d'inclure les habitations situées le long de la chaussée de Liège dans la zone d'activité économique mixte et, pour ceux qui seraient concernés, sur les conséquences d'éventuelles expropriations;

Considérant que les inquiétudes exprimées par la population quant à l'extension des activités de l'entreprise « Mafer » sur la zone concernée résultent manifestement de confusions liées à l'extension de la zone d'activité économique industrielle dite « Mafer » projetée de l'autre côté de la chaussée de Liège;

Considérant que les précisions apportées lors de la réunion de concertation qui s'est tenue à l'issue de l'enquête publique ont permis de lever cette confusion;

Considérant que l'auteur d'étude ne relève pas d'effets négatifs de l'inscription de la nouvelle zone d'activité économique mixte sur la zone d'habitat voisine qui ne pourraient être évités, réduits ou compensés par d'éventuelles mesures à mettre en œuvre;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que la constitution du périmètre ou du dispositif d'isolement, en particulier vis-à-vis de la zone d'habitat, explicitement imposée à l'article 30 du Code est de nature à éviter, réduire ou compenser les impacts relevés par l'auteur d'étude, et de rencontrer les griefs exprimés par les réclamants et par la CRAT;

Considérant que les autorités communales de Grâce-Hollogne ont elles-mêmes fait part des conditions qu'elles entendraient imposer pour la mise en œuvre de la zone dans leur avis du 19 octobre 2009 : « Lors de la mise en œuvre de cette zone par la SPI+, celle-ci devra tenir compte de la proximité des immeubles et sera tenue de réaliser des zones « tampon » et autorisera uniquement l'installation d'entreprises non polluantes et non bruyantes (excepté le long de l'autoroute). Les seuls accès possibles à cette zone seront créés par la chaussée de Liège. En outre, il conviendra d'évaluer et de réaliser un système de rétention des eaux pluviales (bassin d'orage) évitant la mise en charge du réseau d'égouttage actuel permettant d'éviter les écoulements d'eau vers la rue des Grosses Pierres. »; que ces conditions rencontrent les constats de l'auteur d'étude et sont également de nature à rencontrer les griefs exprimés par les réclamants et par la CRAT;

Considérant que le Gouvernement estime en conséquence que la combinaison du prescrit légal et des mesures d'aménagement qui seront imposées au moment de la conception de l'aménagement de la future zone d'activité économique mixte puis à l'issue de l'instruction de chacun des permis d'urbanisme qui seront sollicités offre des garanties suffisantes pour assurer aux riverains un cadre de vie de qualité;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que l'inscription des habitations situées le long de la chaussée de Liège dans la zone d'activité économique mixte résulte d'une alternative, étudiée et proposée par l'auteur d'étude d'incidences, qui permet, entre autres, de s'assurer de l'accès à la zone par la chaussée de Liège uniquement; que cette disposition permet de rencontrer les inquiétudes des réclamants quant à la gestion du trafic;

Considérant qu'il a été rappelé lors des réunions de concertation qu'un plan de secteur n'est pas un plan d'expropriation et que si une autorité publique entendait procéder aux expropriations nécessaires à la réalisation du plan d'aménagement il lui faudrait être en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Gouvernement wallon;

Considérant que l'auteur d'étude mentionne que les dépendances vertes liées au réseau routier et autoroutier sont d'une importance écologique avérée;

Considérant que les espaces verts autoroutiers constituent effectivement des couloirs de biodiversité et d'échanges entre les espèces;

Considérant que le Gouvernement wallon décide en conséquence de s'écarter de l'avis de la CRAT et de confirmer l'inscription au plan de secteur de la zone d'activité économique mixte dite « chaussée de Liège »;

Considérant que le Gouvernement wallon décide cependant de faire coïncider la limite nord-ouest de la zone d'activité économique mixte avec la limite du domaine de l'autoroute afin de préserver une partie de la zone d'espaces verts existante;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte pour une superficie d'environ cinq hectares;

De la zone d'activité économique industrielle « Bremhove-Mafer »

Considérant que la CRAT a émis un avis défavorable sur cette composante du projet de plan en raison de la proximité de l'habitat et a proposé l'inscription d'une zone d'activité économique mixte comportant une prescription supplémentaire interdisant les commerces, en raison de la mauvaise accessibilité de la zone par des modes alternatifs à la voiture et de sa position décentrée par rapport aux zones urbaines;

Considérant que le conseil communal de Grâce-Hollogne a émis un avis favorable sur cette composante du projet de plan, tout en demandant que les parcelles situées à front de la chaussée de Liège soient inscrites en zone d'activité économique mixte afin de permettre d'y développer le projet de leur propriétaire, actuellement en gestation;

Considérant que l'auteur d'étude constate que l'inscription de la zone d'activité économique industrielle est pertinente vu qu'elle se trouve dans le prolongement direct de l'entreprise Bremhove/Mafer, sur des terrains qu'elle occupe déjà partiellement avec un hangar de stockage;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la vue depuis la chaussée de Liège et les habitations donne sur la zone industrielle déjà actuellement occupée par des bâtiments aux gabarits imposants;

Considérant que l'auteur d'étude, vu ces constats, n'a pas jugé utile d'étudier d'alternative à cette composante du projet de plan; qu'a fortiori il n'a pas étudié la possibilité d'inscrire la composante du projet de plan en zone d'activité économique mixte;

Considérant que des réclamants, s'appuyant sur un permis d'urbanisme délivré le 8 février 2002 et un arrêté ministériel du 7 février 2008, s'opposent à la modification des zones d'espaces verts et d'habitat en zone d'activité économique industrielle, ce qui aurait pour conséquence d'y exclure la résidence et les activités de service;

Considérant que le permis d'urbanisme n'a pas été mis en œuvre et est aujourd'hui périmé;

Considérant que l'arrêté ministériel en question a pour objet d'établir un périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sur les zones concernées; qu'il n'a cependant pas vocation à réviser le plan de secteur et, en particulier, de permettre l'extension de l'activité économique dans la zone d'espaces verts inscrite au plan de secteur le long de l'autoroute E42;

Considérant que l'objectif du Gouvernement wallon d'inscrire une zone d'activité économique industrielle en extension du parc industriel de Grâce-Hollogne conforte les options de l'arrêté ministériel du 7 février 2008;

Considérant que l'auteur d'étude estime que les terrains concernés ne sont plus adaptés à la fonction résidentielle en raison de la proximité de l'autoroute, de la présence d'activités industrielles, de l'aéroport, etc.;

Considérant que des réclamants souhaitent conserver la zone d'habitat et l'étendre sur la zone d'espaces verts;

Considérant que cet avis n'apporte cependant pas d'argumentation permettant d'y répondre;

Considérant que l'auteur d'étude mentionne que les dépendances vertes liées au réseau routier et autoroutier sont d'une importance écologique avérée;

Considérant que le CWEDD a émis un avis favorable sur la composante du projet de plan, suggérant cependant de maintenir la zone d'espaces verts longeant l'autoroute E42;

Considérant que les espaces verts autoroutiers constituent effectivement des couloirs de biodiversité et d'échanges entre les espèces;

Considérant que le Gouvernement wallon décide en conséquence de faire coïncider la limite nord-ouest de la zone d'activité économique industrielle avec la limite du domaine de l'autoroute afin de préserver une partie de la zone d'espaces verts existante;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle pour une superficie d'environ trois hectares;

Considérant que l'auteur d'étude recommande de limiter l'activité sur la zone au stockage et à la manutention, comme c'est actuellement le cas sur la partie déjà occupée, excluant toute activité bruyante ou générant des vibrations pour les habitations proches;

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte de ces recommandations qui devront être prises en compte au moment de la mise en œuvre de la zone;

Des composantes du projet de plan sur le territoire des communes de Grâce-Hollogne et Fexhe-le-Haut-Clocher

De la zone de services publics et d'équipements communautaires nécessaire au redéploiement des Forces armées

Considérant que les Forces armées ont été consultées dans le cadre de l'enquête publique et n'ont émis aucun avis à l'issue de celle-ci;

Considérant que la CRAT et le CWEDD sont favorables à l'inscription de cette composante du projet de plan mais suggèrent de l'assortir d'une prescription supplémentaire portant sur la réversibilité de son affectation afin de revenir à la situation qui prévalait avant la révision du plan de secteur si le Ministre de la Défense dénonçait la convention qui le lie à la Région wallonne;

Considérant que des réclamants craignent les nuisances et les inconvénients divers liés à l'inscription de la composante du projet de plan;

Considérant que des réclamants demandent des adaptations des limites de la composante du projet de plan et des mesures afin d'en atténuer certaines nuisances et inconvénients;

Considérant que le Ministre de la Défense a élaboré un plan de finalisation de la transformation de l'armée qui a été approuvé en conseil des Ministres restreint le 21 octobre 2009;

Considérant que ce plan prévoit de regrouper la capacité hélicoptère de la composante air des forces armées sur la base aérienne de Beauvechain;

Considérant que cette disposition ne nécessite plus d'étendre la zone de services publics et d'équipements communautaires existante ni sur les zones contiguës, afin de construire une nouvelle piste pour hélicoptères ainsi que toutes les infrastructures et bâtiments nécessaires au Wing héli, ni vers la piste de l'aéroport afin de réserver un accès aux pistes de l'aéroport pour les appareils militaires;

Considérant que l'objectif que le Gouvernement wallon poursuivait en décidant la révision du plan de secteur de Liège est aujourd'hui dépassé;

Considérant que le Gouvernement wallon renonce en conséquence à l'inscription de la zone de services publics et d'équipements communautaires destinée à réserver les espaces nécessaires au redéploiement des forces armées suite au développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset sur les terrains qu'elles occupaient;

Des composantes du projet de plan sur le territoire de la commune d'Ans

De la zone d'habitat assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.14 »

Considérant que la CRAT estime que l'inscription de la zone d'habitat repérée par le sigle « *S.14 » à Ans n'est pas justifiée;

Considérant qu'elle constate cependant que « cette zone a déjà fait l'objet d'une décision de principe dans l'arrêté du Gouvernement wallon révisant le plan de secteur de Liège du 6 février 2003 (*Moniteur belge* du 9 avril 2003) »;

Considérant que le CWEDD estime la zone peu pertinente en raison de la présence de nombreuses contraintes et recommande d'en réévaluer la pertinence sur base d'études complémentaires afin de délimiter avec précision les parties qui devront en être exclues;

Considérant que le conseil communal d'Ans a émis un avis favorable sur la composante du projet de plan tout en précisant qu'une étude géotechnique détaillée sera recommandée préalablement à toute demande de construction;

Considérant que Fluxys signale que des conduites de gaz traversent la composante du projet de plan;

Considérant que le conseil communal d'Awans a émis un avis favorable sur le projet de plan à condition « qu'au niveau du développement de la zone d'habitat prévue sur le territoire de la commune d'Ans, une étude approfondie de la mobilité soit réalisée »;

Considérant que l'auteur d'étude a estimé les flux de circulation qui seront engendrés par la mise en œuvre de la zone;

Considérant que l'auteur d'étude en tire la conclusion que les charges supplémentaires de trafic sur les axes concernés devraient pouvoir être absorbées sans trop de difficultés;

Considérant que le Gouvernement wallon rejoint en conséquence la conclusion de l'auteur d'étude;

Considérant qu'un réclamant estime que la zone s'implanterait sur de très bonnes terres agricoles;

Considérant que l'auteur d'étude relève que dix-neuf parcelles agricoles seront affectées par la composante du projet de plan, pour un total de 41,21 ha;

Considérant que l'auteur d'étude a recherché, sur le territoire de la commune d'Ans, des alternatives à la composante du projet de plan et que toutes ont des impacts sur l'activité agricole;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que, nonobstant l'intérêt agricole des terres, il semble donc difficile de répondre à l'objectif de créer de nouvelles zones d'habitat sur le territoire de la commune d'Ans sans affecter l'activité agricole;

Considérant que le Gouvernement wallon convient cependant de charger le futur opérateur d'assurer un accompagnement des entreprises, notamment agricoles, dont la viabilité risque d'être fragilisée suite à la mise en œuvre de la zone d'habitat;

Considérant qu'un réclamant affirme que la zone destinée à l'habitat sera plus grande que prévu car il existe un projet limitrophe sur Awans;

Considérant que la commune d'Awans peut en effet décider d'affecter la zone d'aménagement communal concerté contiguë située sur son territoire à destination de la résidence;

Considérant que ce projet n'est cependant pas actuellement mis en œuvre et qu'il appartiendra donc le cas échéant à la commune d'Awans de tenir compte de la nouvelle zone d'habitat située sur le territoire de la commune d'Ans si elle souhaite mettre en œuvre un tel projet;

Considérant qu'un réclamant estime que la localisation de la composante du projet de plan est totalement excentrée dans la mesure où l'on essaie de réduire l'usage de la voiture et suggère l'utilisation de terrains libres existants entre la rue des Français et la rue de la Tonne;

Considérant que l'auteur d'étude, a précisé, en réunion de concertation, que le sud de la commune présente une urbanisation fort dense; « que la composante a été retenue par élimination de situations non idéales »;

Considérant que la localisation suggérée par le réclamant est inscrite comme zone d'aménagement communal concerté au plan de secteur;

Considérant que l'objectif poursuivi par le Gouvernement wallon est clairement d'inscrire une nouvelle zone d'habitat au plan de secteur sur le territoire de la commune d'Ans en application de l'article 1^{er}, paragraphe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège; qu'à cet égard, une zone d'aménagement communal concerté est déjà du ressort du pouvoir communal, qui peut décider de son propre chef de la mettre en œuvre;

Considérant qu'un réclamant se plaint qu'une cité a déjà été implantée le long de la rue de Juprelle à Xhendremael et que cela dénature le village;

Considérant que ce fait est sans objet dans le cadre de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'une zone d'habitat sur le territoire de la commune d'Ans pour une superficie d'environ 53 ha, dont 10 ha sur une zone d'aménagement communal concerté et le solde sur une zone agricole;

Considérant que le Gouvernement wallon estime, au vu de l'avis du CWEDD et des remarques et observations de Fluxys et de la commune d'Awans, que la maîtrise foncière des terrains par la commune d'Ans n'est pas suffisante pour assurer la gestion des contraintes environnementales de la zone dont l'organisation physique ainsi que les options d'aménagement et de développement durable du territoire concerné devraient être définies dans un document d'orientation avant que ne soient délivrés les permis autorisant sa mise en œuvre;

Considérant que l'obligation d'élaborer un rapport urbanistique et environnemental préalablement à la mise en œuvre d'une zone peut aujourd'hui être imposée en application de l'article 25, 2^o, du décret du 30 avril 2009;

Considérant que le délai d'élaboration d'un tel document reste compatible avec l'objectif poursuivi par le Gouvernement wallon de mettre en œuvre la zone rapidement;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de compléter en ce sens la prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan, qu'il projette d'inscrire sur la zone d'habitat;

Considérant que la prescription supplémentaire susvisée est libellée de la manière suivante : » la mise en œuvre de la zone est conditionnée à l'adoption d'un rapport urbanistique et environnemental dont les options d'aménagement relatives aux infrastructures et à l'urbanisme viseront à mettre en œuvre un aménagement conçu de manière à concentrer les constructions autour d'un ou plusieurs pôles dont la localisation sera établie en fonction des caractéristiques physiques locales, de la performance des réseaux de communication et de distribution et des éventuels projets développés dans la zone d'aménagement communal concerté adjacente située sur le territoire de la commune d'Awans, exécuté par phases dont la succession sera liée à l'achèvement des constructions autour du pôle précédent et du réseau de communication et de distribution »;

Considérant que le CWEDD appuie la recommandation de l'auteur d'étude visant à imposer la réalisation de logements à haute performance énergétique;

Considérant que le Gouvernement wallon n'avait pas jugé nécessaire de l'inscrire au projet de plan qu'il a adopté le 7 mai 2009; que l'avis du CWEDD vient aujourd'hui conforter le Gouvernement dans l'accent qu'il a mis dans la Déclaration de politique régionale 2009-2014 sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité énergétique du logement au bénéfice de ses occupants;

Considérant que cette recommandation devra être prise en compte au moment de la mise en œuvre de la zone; De la zone de services publics et d'équipements communautaires à destination d'infrastructures sportives

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription de la zone en vue d'y développer des infrastructures sportives;

Considérant que la CRAT relève cependant que le site permet une complémentarité avec les infrastructures sportives existantes de l'autre côté de la Route Militaire mais que le programme, incluant notamment un stade de football et une école de formation au football, est « trop lourd »; qu'il convient de privilégier l'activité football et que la problématique de la mobilité devrait être réglée au préalable;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription de la zone, rappelant qu'il a émis des recommandations dans son avis du 9 juin 2008 (CWEDD/08/AV.977) sur le rapport urbanistique et environnemental destiné à mettre en œuvre la zone d'aménagement communal concerté, en particulier au sujet des problèmes de parking, de mobilité et d'intégration paysagère;

Considérant que la procédure de mise en œuvre de cette zone d'aménagement communal concerté, initiée par la commune, est destinée à l'implantation notamment d'un stade de football, d'une école de formation au football, d'un circuit de BMX et d'un practice de golf;

Considérant que des réclamants sont opposés à l'implantation de toute activité appelant un trafic routier important, telle un stade de football, en raison principalement des nuisances environnementales, des encombrements de circulation, des problèmes de parking et des incivilités potentielles;

Considérant que des réclamants estiment que l'étude d'incidences présente des affirmations erronées quant à l'existence d'un préaccord entre les communes d'Ans et Juprelle en termes de mobilité, ou quant à la délivrance du permis d'urbanisme pour la construction d'un stade de football sur la zone, annulé depuis lors par le Conseil d'Etat;

Considérant que le Gouvernement wallon constate que les griefs à l'encontre de l'inscription de la composante du projet de plan portent majoritairement sur le projet sous-jacent d'implantation d'un stade de football et les nuisances qu'un tel équipement pourrait engendrer;

Considérant que le collège communal d'Ans a adressé un courrier le 2 décembre 2009 au Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, signalant l'abandon du projet de stade en raison de la décision des responsables du Royal Football Club Liégeois d'implanter ses infrastructures ailleurs;

Considérant que le collège communal d'Ans a décidé, le 20 janvier 2010, de suspendre la procédure de mise en œuvre de la zone d'aménagement communal concerté située route Militaire dans l'attente de la décision du Gouvernement wallon sur la révision du plan de secteur de Liège dont objet; qu'il relève dans ses motivations qu'il a décidé d'abandonner le projet de construction du stade destiné au Royal Football Club Liégeois;

Considérant que des réclamants constatent que la modification de la zone d'aménagement communal concerté en zone de services publics et d'équipements communautaires ne justifierait plus la nécessité d'établir le rapport urbanistique et environnemental pour lequel la CRAT avait émis un avis négatif (10 juin 2008) et le CWEDD un avis circonstancié (9 juin 2008);

Considérant que des réclamants craignent que tout type de projet puisse être autorisé dans la zone de services publics et d'équipements communautaires sans être soumis à étude d'incidences;

Considérant qu'un réclamant estime que l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires laisse penser que le projet est toujours d'y implanter un stade;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que la modification de l'affectation de la zone ne dispensera pas les projets qui s'y implanteront d'être soumis au système d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, conformément à l'article 124 du CWATUPE et à la partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant que des réclamants estiment que la zone d'aménagement communal concerté actuellement inscrite au plan de secteur de Liège forme un ensemble à cheval sur les communes d'Ans et Juprelle et qu'il serait judicieux de consulter à ce sujet les autorités de Juprelle quant au devenir de la partie située sur leur territoire;

Considérant que la création d'infrastructures sportives est un projet des autorités communales d'Ans et que le Gouvernement wallon n'a jamais eu pour objectif d'étendre la zone de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Juprelle; que la consultation des autorités communales de Juprelle ne fait l'objet à cet égard d'aucune obligation légale;

Considérant que l'auteur d'étude n'a pas relevé d'impact particulier de la zone de services publics et d'équipements communautaires projetée sur la commune d'Ans sur l'aménagement des zones voisines;

Considérant qu'on peut conclure de la lecture des remarques et observations émises par les réclamants qu'ils ne s'opposent pas à l'affectation de la zone aux activités sportives mais bien à la construction d'un stade de football;

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte de ces observations et retient l'opportunité de développer des infrastructures sportives en complément des infrastructures existantes situées à l'ouest de la route Militaire;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune d'Ans pour une superficie d'environ 26 ha;

Des compensations en général

Considérant que la CRAT a émis un avis favorable sur les compensations planologiques retenues par le Gouvernement wallon, assorti d'une condition concernant le site du Fort d'Eben-Emael;

Considérant que le CWEDD a émis un avis favorable sur les compensations planologiques retenues par le Gouvernement wallon à l'exception de l'inscription d'une zone naturelle sur le site du Fort d'Eben-Emael qu'il recommande de remplacer par la modification de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel située à Lanaye, sur le territoire de la commune de Visé, en zone d'espaces verts;

Considérant que le Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole et le Département de la Nature et des Forêts de la DGARNE estiment que les compensations proposées sont clairement insuffisantes en ce qui concerne le patrimoine naturel;

Considérant que ces Départements dressent une liste de compensations leur semblant mieux adaptées que celles du projet de plan;

Considérant que la DGARNE n'a pas soumis ces suggestions dans ses avis du 21 septembre 2007 et du 8 février 2008 sur l'avant-projet de plan et le contenu de l'étude d'incidences;

Considérant que ces alternatives aux compensations planologiques du projet de plan n'ont pas été proposées, et a fortiori étudiées, par l'auteur d'étude;

Considérant que, notwithstanding ces considérations, le Gouvernement wallon relève que l'auteur d'étude n'a pas jugé utile de rechercher des alternatives aux compensations qu'il a proposées;

Considérant par ailleurs que l'auteur d'étude estime que les compensations planologiques proposées par le Gouvernement wallon répondent au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du CWATUPE;

Considérant que des réclamants préfèrent l'inscription en zone non destinée à l'urbanisation de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel située le long de la Meuse à Lanaye, proposée par l'auteur d'étude en première phase de l'étude d'incidences en alternative à la compensation sur le site du Fort d'Eben-Emael et écartée par le Gouvernement wallon;

Considérant que le solde de la superficie de nouvelles zones destinées à l'urbanisation que le Gouvernement wallon projette d'inscrire au plan de secteur de Liège suite à son analyse des remarques et observations de la population et des avis émis par les différentes instances s'élève à 79 ha;

Considérant que les compensations planologiques décidées par le Gouvernement wallon couvrent largement cette superficie, ce qui l'a amené à ne retenir que les plus pertinentes;

Des compensations sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse

Considérant que le CWEDD estime que ces compensations planologiques ne répondent qu'à une logique planologique et ne compensent pas les pertes de terres subies par les exploitants agricoles suite à l'urbanisation de celles-ci;

Considérant que le prescrit réglementaire impose de compenser l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation par la modification de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation; qu'il est dès lors erroné de considérer que le Gouvernement wallon doit rechercher à reconstituer le potentiel agricole existant de la zone qu'il projette d'affecter à l'activité économique à travers les zones qu'il propose d'affecter en zone non destinée à l'urbanisation;

Considérant que l'affectation de ces dernières a été déterminée en fonction de la situation existante, ce qui a conduit le Gouvernement wallon à opter dans certains cas pour une affectation autre que celle de zone agricole;

Considérant que, si l'auteur d'étude estime que « la valorisation en surface agricole n'est pas automatiquement évidente puisque certaines zones présentent un relief marqué », il précise néanmoins que « ces changements d'affectation sont tout à fait souhaitables au regard des principes d'urbanisation et de bon aménagement du territoire »;

Des zones agricoles rue Yernawe et drève du Château

Considérant que des réclamants expriment des craintes quant à l'affectation future de ces zones;

Considérant que le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse a émis un avis favorable sur cette composante du projet de plan;

Considérant qu'au vu de sa décision de renoncer à inscrire au plan de secteur les deux zones d'habitat à caractère rural projetées à Saint-Georges-sur-Meuse comportant une prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan, le Gouvernement wallon décide en conséquence de ne pas inscrire au plan de secteur les zones agricoles « rue Yernawe » et « Drève du Château » sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;

Des zones de parc et agricoles « Warfusée » comportant en surimpression la pointe sud ouest du périmètre de réservation

Considérant que le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse a émis un avis favorable sur cette composante du projet de plan, demandant cependant d'inscrire une zone agricole au lieu de la zone de parc projetée car cette dernière aurait pour effet d'empêcher toute extension de deux bâtiments commerciaux contigus à la zone;

Considérant que l'auteur d'étude estime que l'inscription de la zone de parc est très pertinente car elle permet de valoriser la zone de services publics et d'équipements communautaires contiguë, occupée par des équipements sportifs; que ni le CWEDD, ni la CRAT ne remettent cette option en question;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription de trois zones agricoles et d'une zone de parc comportant en surimpression la pointe sud ouest du périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;

Des zones agricoles à Sur-les-Bois

Considérant que des réclamants souhaitent retrouver le village de Sur-les-Bois tel qu'il était dans le passé et refusent toute révision du plan de secteur qui ne permettrait pas de restaurer le village et ses services de proximité;

Considérant que cette option s'oppose aux objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon de permettre le développement des activités de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que des réclamants s'opposent à la modification de certaines zones destinées à l'urbanisation en zone agricole, ne comprenant pas l'objectif urbanistique de les choisir en pleine zone d'habitat, sur un terrain trop en pente pour le mettre en culture, et se demandent s'il est prévu de donner ces terres aux agriculteurs qui en perdent ailleurs;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que ces modifications concernent des zones d'aménagement communal concerté et une zone d'habitat qui ne pourront par ailleurs pas être affectées à la résidence du fait des prescriptions attachées au périmètre de réservation que le Gouvernement wallon projette d'inscrire en surimpression de celles-ci;

Considérant qu'au vu de sa décision de renoncer à inscrire au plan de secteur les deux zones d'habitat à caractère rural projetées à Saint-Georges-sur-Meuse comportant une prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan, le Gouvernement wallon décide en conséquence de ne pas inscrire au plan de secteur les zones agricoles projetées;

Considérant que cette disposition ne peut cependant être appliquée à la zone d'habitat à caractère rural située à Tincelle, bien qu'elle comporte en surimpression le périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire, dans la mesure où le Gouvernement wallon a toujours recherché à ne pas entretenir de confusion à travers le zonage figurant au plan de secteur sur la possibilité d'y autoriser la construction d'habitations;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme dans ce cas l'inscription de la zone d'aménagement communal concerté et de la zone agricole projetées;

Considérant que le Gouvernement wallon précise que la zone d'aménagement communal concerté qu'il inscrit à Tincelle est intégrée à la zone d'aménagement communal concerté dont il maintient l'inscription au plan de secteur afin de ne constituer qu'une seule zone;

De la compensation sur le territoire de la commune de Flémalle

De la zone agricole « Warfusée »

Considérant que le conseil communal de Flémalle a émis un avis défavorable sur cette composante du projet de plan car il envisage d'utiliser la zone d'aménagement communal concerté existante « comme base d'implantation d'une activité à définir en liaison avec l'affectation du moulin de Gleixhe et le projet de promenade touristique subventionné par la Région wallonne »; qu'il précise que cette opération « est envisagée par l'intermédiaire d'un rapport urbanistique et environnemental à adopter et d'un plan communal d'aménagement »;

Considérant que le Gouvernement wallon n'a pas été saisi à ce jour d'une demande plus explicite des autorités communales lui apportant des éléments concrets d'appréciation lui permettant de renoncer éventuellement à la compensation planologique qu'il a proposée;

Considérant que le Gouvernement wallon ne relève pas d'autres remarques s'opposant à l'inscription de la composante du projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'une zone agricole sur le territoire de la commune de Flémalle;

De la compensation sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne

De la zone d'espaces verts le long de la A604 et de la voie ferrée 36A

Considérant qu'un réclamant émet des réserves quant à l'inscription de la composante du projet de plan en raison de la dévaluation des biens, ne comprenant pas le choix de l'endroit plein d'habitations, et quant au sérieux de la manière dont le dossier a été étudié;

Considérant que le Gouvernement wallon constate que la composante du projet de plan ne comporte aucune habitation;

Considérant que le Gouvernement wallon ne relève pas d'autres remarques s'opposant à l'inscription de la composante du projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription d'une zone d'espaces verts le long de l'autoroute A604 et de la voie ferrée 36A sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;

Des compensations sur le territoire des communes de Bassenge et Visé

Des zones naturelles, agricoles, d'espaces verts et de parc

Considérant que l'auteur d'étude estime que l'affectation du Fort d'Eben-Emael en zone naturelle au plan de secteur pourrait avoir des effets négatifs sur les activités existantes sur le site, en raison des nombreuses limitations qu'elle implique;

Considérant que la CRAT et le CWEDD rejoignent, dans leurs avis, le constat de l'auteur d'étude;

Considérant que la CRAT suggère de modifier le zonage projeté par l'inscription d'une zone d'espaces verts, moins restrictive quant aux travaux qui y sont autorisés;

Considérant que le conseil communal de Bassenge a émis un avis favorable sur cette composante du projet de plan, sans cependant apporter d'arguments nouveaux;

Considérant que le Gouvernement wallon décide pour ces motifs de renoncer à modifier l'affectation des parties de la zone de services publics et d'équipements communautaires où se déroulent l'essentiel des activités existantes;

Considérant que le Gouvernement wallon renonce en conséquence à l'inscription de la zone de parc et d'une partie de la zone naturelle projetée sur le site du Fort d'Eben-Emael, sur les territoires des communes de Bassenge et Visé;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en revanche indispensable de confirmer l'inscription d'une partie de la zone naturelle projetée le long du canal Albert afin de prolonger vers le nord la zone naturelle déjà inscrite au plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conséquence l'inscription de deux zones agricoles, d'une zone d'espaces verts et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Bassenge, ainsi que d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur les territoires des communes de Bassenge et Visé,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Liège (planches 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 et 42/5), en vue de l'inscription :

* sur le territoire des communes d'Ans, Awans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher et Saint-Georges-sur-Meuse :

— d'un périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset.

La prescription suivante est d'application dans l'ensemble du périmètre :

« Les actes et travaux ayant pour objet la construction ou la reconstruction de bâtiments destinés à la résidence ou à l'hébergement de personnes ainsi que la transformation ou la modification de la destination de bâtiments ou partie de bâtiments existants dans le but de les affecter à la résidence ou à l'hébergement de personnes ou d'augmenter le nombre d'unités de logements sont interdits dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire, à l'exception de l'activité hôtelière »;

* sur le territoire de la commune d'Ans :

— d'une zone d'habitat, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan;

— d'une zone de services publics et d'équipements communautaires;

— de deux zones d'aménagement communal concerté;

* sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse :

— d'une zone d'habitat à caractère rural;

— d'une zone de services publics et d'équipements communautaires;

— d'une zone d'activité économique mixte, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.52 » sur le plan;

— d'une zone d'aménagement communal concerté;

- * sur le territoire des communes de Saint-Georges-sur-Meuse et de Flémalle :
 - d'une zone d'aménagement communal concerté;
 - * sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne :
 - d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.05 » sur le plan;
 - de deux zones d'activité économique industrielle assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.02 » sur le plan;
 - d'une zone d'activité économique industrielle;
 - d'une zone d'activité économique mixte;
 - d'un périmètre de liaison écologique en surimpression de la zone d'activité économique industrielle dite de « Ferdoux »;
 - * sur le territoire de la commune de Flémalle :
 - d'une zone d'activité économique mixte;
 ainsi que, au titre de compensation planologique,
 - * sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse :
 - de quatre zones agricoles;
 - d'une zone de parc;
 - * sur le territoire de la commune de Flémalle :
 - d'une zone agricole;
 - * sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne :
 - d'une zone d'espaces verts;
 - * sur le territoire de la commune de Bassenge :
 - de deux zones agricoles;
 - d'une zone d'espaces verts;
 - d'une zone naturelle;
 - * sur le territoire des communes de Bassenge et Visé :
 - d'une zone agricole;
 - d'une zone naturelle,
- est adoptée définitivement conformément au plan et à la déclaration environnementale ci-annexés.

Art. 2. La prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.12 » inscrite sur les zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire des communes d'Ans, Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse est abrogée.

Art. 3. La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle *S.02 sur le plan est d'application dans deux zones d'activité économique industrielle inscrites par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne : « Cette zone sera réservée à des entreprises utilisant les infrastructures de l'aéroport dont l'activité nécessite une localisation à proximité immédiate et reliée à l'aéroport, telles que des entreprises de production ou de distribution de produits, notamment à haute valeur ajoutée; cette zone comportera en bordure des zones d'habitat à caractère rural de Ferdoux et Bierset un périmètre d'isolement d'une largeur minimum de 50 m, constitué de merlons verdurés ou d'écrans végétaux denses selon la topographie du site, accompagné d'un dispositif antibruit adéquat lorsque l'activité projetée le requiert; des gabarits de construction appropriés seront imposés afin d'assurer la transition entre les activités industrielles et la zone agricole ».

Art. 4. La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle « *S.05 » sur le plan est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne : « Cette zone sera réservée aux activités ne générant qu'un charroi léger; les entreprises relevant du secteur du commerce de détail seront exclues; les constructions s'intégreront au bâti existant ».

Art. 5. La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan est d'application dans la zone d'habitat inscrite par le présent arrêté sur le territoire de la commune d'Ans : « Un rapport urbanistique et environnemental couvrant toute la zone devra être élaboré préalablement à sa mise en œuvre. Les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental relatives aux infrastructures et à l'urbanisme viseront à mettre en œuvre un aménagement conçu de manière à concentrer les constructions autour d'un ou plusieurs pôles dont la localisation sera établie en fonction des caractéristiques physiques locales, de la performance des réseaux de communication et de distribution et des éventuels projets développés dans la zone d'aménagement communal concerté adjacente située sur le territoire de la commune d'Awans, exécuté par phases dont la succession sera liée à l'achèvement des constructions autour du pôle précédent et du réseau de communication et de distribution ».

Art. 6. La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle « *S.52 » sur le plan est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse : « les activités de commerce de détail et de service à la population n'y sont pas autorisées, sauf si elles sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ou si elles ont été autorisées avant l'entrée en vigueur de la présente révision du plan de secteur de Liège ».

Art. 7. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} mars 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Liège (planches 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 et 42/5) en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée

I. Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (ci-après, le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège (planches 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1, 42/5) en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée. Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Les réclamations déposées en enquête publique se répartissent comme suit :

- 16 réclamations sur la commune d'Ans;
- 23 réclamations sur la commune de Fexhe-le-Haut-Clocher;
- 2 réclamations sur la commune de Flémalle;
- 61 réclamations sur la commune de Grâce-Hollogne;
- 53 réclamations sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- 321 réclamations sur la commune de Visé.

Cette déclaration environnementale résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Etant, par hypothèse, de nature synthétique, la présente déclaration environnementale renvoie pour le détail au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le second à la chronologie de la révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

II. Objet de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur a été soumise à la procédure prévue aux articles 42 à 44 du CWATUPe.

La révision du plan de secteur porte sur l'inscription :

* sur le territoire des communes d'Ans, Awans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher et Saint-Georges-sur-Meuse :

— d'un périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset.

La prescription suivante est d'application dans l'ensemble du périmètre :

« Les actes et travaux ayant pour objet la construction ou la reconstruction de bâtiments destinés à la résidence ou à l'hébergement de personnes ainsi que la transformation ou la modification de la destination de bâtiments ou partie de bâtiments existants dans le but de les affecter à la résidence ou à l'hébergement de personnes ou d'augmenter le nombre d'unités de logements sont interdits dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire, à l'exception de l'activité hôtelière »;

* sur le territoire de la commune d'Ans :

- d'une zone d'habitat, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan;
- d'une zone de services publics et d'équipements communautaires;
- de deux zones d'aménagement communal concerté;

* sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse :

- d'une zone d'habitat à caractère rural;
- d'une zone de services publics et d'équipements communautaires;
- d'une zone d'activité économique mixte, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.52 » sur le plan;

— d'une zone d'aménagement communal concerté;

* sur le territoire des communes de Saint-Georges-sur-Meuse et de Flémalle :

— d'une zone d'aménagement communal concerté;

* sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne :

— d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.05 » sur le plan;

— de deux zones d'activité économique industrielle assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.02 » sur le plan;

— d'une zone d'activité économique mixte;

— d'une zone d'activité économique industrielle;

— d'un périmètre de liaison écologique en surimpression de la nouvelle zone d'activité économique industrielle dite de « Ferdoux »;

* sur le territoire de la commune de Flémalle :

— d'une zone d'activité économique mixte;

ainsi que, au titre de compensation planologique,

* sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse :

— de quatre zones agricoles;

— d'une zone de parc;

* sur le territoire de la commune de Flémalle :

— d'une zone agricole;

* sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne :

— d'une zone d'espaces verts;

* sur le territoire de la commune de Bassenge :

— de deux zones agricoles;

— d'une zone d'espaces verts;

— d'une zone naturelle;

* sur le territoire des communes de Bassenge et Visé :

— d'une zone agricole;

— d'une zone naturelle.

La prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.12 » en surimpression des zones d'aménagement communal concerté inscrites sur le territoire des communes d'Ans, Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse est abrogée.

La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle *S.02 sur le plan est d'application dans deux zones d'activité économique industrielle inscrites par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne : « Cette zone sera réservée à des entreprises utilisant les infrastructures de l'aéroport dont l'activité nécessite une localisation à proximité immédiate et reliée à l'aéroport, telles que des entreprises de production ou de distribution de produits, notamment à haute valeur ajoutée; cette zone comportera en bordure des zones d'habitat à caractère rural de Ferdoux et Bierset un périmètre d'isolement d'une largeur minimum de 50 m, constitué de merlons verdurés ou d'écrans végétaux denses selon la topographie du site, accompagné d'un dispositif antibruit adéquat lorsque l'activité projetée le requiert; des gabarits de construction appropriés seront imposés afin d'assurer la transition entre les activités industrielles et la zone agricole ».

La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle *S.05 sur le plan est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne : « Cette zone sera réservée aux activités ne générant qu'un charroi léger; les entreprises relevant du secteur du commerce de détail seront exclues; les constructions s'intégreront au bâti existant ».

La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan est d'application dans la zone d'habitat inscrite par le présent arrêté sur le territoire de la commune d'Ans : « Un rapport urbanistique et environnemental couvrant toute la zone devra être élaboré préalablement à sa mise en œuvre. Les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental relatives aux infrastructures et à l'urbanisme viseront à mettre en œuvre un aménagement conçu de manière à concentrer les constructions autour d'un ou plusieurs pôles dont la localisation sera établie en fonction des caractéristiques physiques locales, de la performance des réseaux de communication et de distribution et des éventuels projets développés dans la zone d'aménagement communal concerté adjacente située sur le territoire de la commune d'Awans, exécuté par phases dont la succession sera liée à l'achèvement des constructions autour du pôle précédent et du réseau de communication et de distribution ».

La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle « *S.52 » sur le plan est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse : « les activités de commerce de détail et de service à la population n'y sont pas autorisées, sauf si elles sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ou si elles ont été autorisées avant l'entrée en vigueur de la présente révision du plan de secteur de Liège ».

III. Chronologie de la révision du plan de secteur

Par arrêté du 19 juillet 2007 (*Moniteur belge* du 26 septembre 2007), le Gouvernement wallon décide de la révision du plan de secteur de Liège et adopte l'avant-projet de révision de plan en vue du redéploiement des Forces armées à Liège-Bierset et de l'octroi aux communes d'Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse de compensations planologiques réservées dans le cadre de la révision du plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée.

Par arrêté du 20 décembre 2007 (*Moniteur belge* du 22 janvier 2008), le Gouvernement wallon confirme l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège et adopte l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire des compensations planologiques complémentaires.

Par arrêté du 21 février 2008 (*Moniteur belge* du 25 mars 2008), le Gouvernement wallon décide de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège, adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007, confirmé et complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007. Par décision du 9 juin 2008, le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial a désigné la SA AGORA comme auteur de l'étude d'incidences. Cette dernière a été déposée le 4 mai 2009.

Par arrêté du 7 mai 2009 (*Moniteur belge* du 19 juin 2009), le Gouvernement wallon adopte provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Liège en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée, du redéploiement des Forces armées à Liège-Bierset et des compensations planologiques qui sont liées.

Le projet de révision du plan de secteur a été soumis à enquête publique du 24 juin 2009 au 7 septembre 2009, avec une suspension entre le 16 juillet et le 15 août, dans les communes d'Ans, Awans, Bassenge, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse et Visé.

Le conseil communal de Grâce-Hollogne a transmis son avis du 19 octobre 2009 en-dehors des délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

Le conseil communal de Fexhe-le-Haut-Clocher a transmis son avis le 21 septembre 2009 dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

Le conseil communal de Flémalle a transmis son avis le 15 octobre 2009 dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

Le conseil communal d'Ans a transmis son avis le 24 septembre 2009 dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

Le conseil communal d'Awans a transmis son avis le 22 septembre 2009 dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

Le conseil communal de Visé a transmis son avis le 21 septembre 2009 dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

Le conseil communal de Bassenge a transmis son avis le 10 septembre 2009 dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

Le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse a transmis son avis le 21 octobre 2009 dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

La Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) a transmis son avis du 17 décembre 2009 (réf : 09/CRAT A.861-AN) dans les délais prévus à l'article 43, § 4, alinéa 2, du Code. Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations et procès-verbaux et avis émis lors de l'enquête publique.

Le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD) a transmis son avis du 4 janvier 2010 (réf : CWEDD/10/AV.27) en-dehors des délais prévus à l'article 43, § 4, alinéa 2, du Code. Le CWEDD a estimé que « l'auteur de l'étude d'incidences a livré une étude de qualité satisfaisante » et que « l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision ».

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (D GARNE) du Service public de Wallonie a transmis son avis du 5 janvier 2010 (réf : D GARNE/AvPAE/2009-RPS0017/Sortie2009 : 28511) en-dehors des délais prévus à l'article 43, § 4, alinéa 2, du Code.

IV. Considérations environnementales

La présente déclaration ne porte que sur les considérations environnementales pour lesquelles, à l'une ou l'autre étape du processus de révision de plan de secteur présenté ci-dessus, un impact - positif ou négatif - a été identifié. Elle établit la synthèse de la manière dont le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur les a prises en considération, renvoyant pour le détail au texte de l'arrêté et à l'avis de la CRAT.

Les considérations environnementales visant la révision du plan de secteur dans son ensemble sont abordées en premier lieu, suivies par les considérations visant chacune des zones. Les compensations planologiques clôturent le document.

La révision du plan de secteur dans son ensemble

La CRAT a émis un avis favorable sur le projet de plan, moyennant la prise en considération des remarques et observations portant sur quelques zones en particulier (cfr infra).

Le CWEDD estime que l'auteur d'étude n'a pu tirer de conclusion quant à la viabilité des exploitations agricoles concernées par le projet de plan et recommande en conséquence qu'une évaluation précise de celle-ci soit réalisée et que des mesures compensatoires adéquates soient prises. L'auteur d'étude s'est en effet limité à relever les pertes de terres par exploitant au sein d'une même commune faute d'accès aux informations qui lui auraient été utiles afin de répondre à l'observation du CWEDD.

Le Gouvernement wallon estime que l'étude d'incidences a pour objet d'évaluer les incidences du projet de plan sur l'activité agricole à l'échelle du territoire de référence et non exploitation par exploitation. L'appréciation de la viabilité d'une exploitation nécessite en effet des investigations d'une toute autre nature que celles qui doivent être mises en œuvre dans le cadre d'une étude d'incidences puisqu'elle devrait passer par un examen personnalisé de chaque situation individuelle dont la diversité échappe nécessairement à toute tentative de généralisation.

Le Gouvernement wallon dispose néanmoins dans l'étude d'incidences des éléments d'information suffisants quant aux effets du projet de plan qu'il a adopté sur l'activité agricole pour prendre sa décision. De plus, en ce qui concerne les emprises dans la zone agricole du plan de secteur, l'inscription de nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural à Ans et Saint-Georges-sur-Meuse comme celle d'une nouvelle zone d'activité économique à Saint-Georges-sur-Meuse est fondée sur le constat d'un déficit d'offre en matière de terrains affectés d'une part à la résidence et d'autre part à l'activité économique dans ces deux communes. Le Gouvernement wallon et l'auteur d'étude ont dès lors dû investiguer les zones non destinées à ces deux affectations.

Le Gouvernement wallon a concentré sa recherche, pour la commune de Saint-Georges-sur-Meuse, sur des sites situés au sud de l'autoroute E42, dans la partie la plus urbanisée de la commune. Cette option permet entre autres de préserver la vocation rurale du plateau hesbignon situé au nord.

Le Gouvernement wallon a localisé la zone destinée à la résidence pour la commune d'Ans sur les seuls terrains qui soient attenants à une zone d'habitat et situés à l'extérieur du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset.

L'auteur d'étude a validé les superficies projetées par le Gouvernement wallon ainsi que la localisation des nouvelles zones après avoir étudié des variantes pour Ans et Saint-Georges-sur-Meuse.

Le Gouvernement wallon a limité au plus juste les emprises dans la zone agricole du plan de secteur et les a localisées en application d'options conformes à sa politique d'aménagement du territoire. Il estime dès lors que l'étude d'incidences fournit suffisamment d'informations quant aux impacts du projet de plan sur l'activité agricole. Au regard de l'avis du CWEDD, il estime ne pas avoir à remettre en doute la qualité et la complétude de l'étude d'incidences.

Le CWEDD souhaite également qu'une gestion des plus-values et moins-values suite aux changements d'affectation soit faite. Des propriétaires se plaignent de la dévaluation de leurs biens et/ou souhaitent des indemnités.

Il n'existe pas dans la législation de dispositif permettant d'indemniser les riverains qui auraient à supporter les éventuelles moins-values immobilières résultant des effets de la modification de l'affectation d'une zone. L'article 70 du Code fixe en revanche les conditions de l'indemnité qui serait éventuellement à charge de la Région dans le cas où l'interdiction de bâtir ou de lotir résulte d'un plan revêtu de la force obligatoire mettant fin à l'affectation donnée au bien par le plan d'aménagement en vigueur au jour précédant l'entrée en vigueur dudit plan. Les personnes qui y satisferaient pourraient alors faire valoir leurs droits.

La D GARNE émet un avis défavorable sur le projet de plan. Cet avis est déterminé par l'avis le plus contraignant des six Départements consultés Seul le Département de la Ruralité et des Cours d'eau a émis un avis défavorable. Les éléments soumis ne permettent pas au Gouvernement wallon de se prononcer sur cet avis en particulier, ce qui ne remet nullement en cause les avis des autres Départements consultés de la D GARNE qui sont par ailleurs favorables sous certaines conditions (cfr infra).

La Direction des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau de la D GARNE a émis un avis favorable sur le projet de plan, à condition de prendre en compte les mesures de protection en vigueur en zones de prévention de captage selon le Code de l'Eau. La Direction des Eaux de Surface a émis un avis favorable sur le projet de plan à condition qu'aucune détérioration des masses d'eau du sous-bassin hydrographique de la Meuse aval ne soit admise, en vertu des objectifs environnementaux fixés par la Directive-Cadre sur l'Eau.

En ce qui concerne ces observations, la mise en œuvre des composantes de la révision du plan de secteur devra respecter les législations en vigueur, notamment le Code de l'Eau.

Le conseil communal de Bassenge a émis un avis favorable sur le projet de plan.

Le conseil communal d'Ans a émis un avis favorable sur le projet de plan.

Le conseil communal d'Awans a émis un avis favorable sous condition (cfr infra) sur le projet de plan.

Le conseil communal de Grâce-Hollogne a émis un avis favorable sous condition (cfr infra) sur le projet de plan.

Le conseil communal de Flémalle a émis un avis partiellement favorable (cfr infra) sur le projet de plan.

Le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse a émis un avis partiellement favorable (cfr infra) sur le projet de plan.

Le conseil communal de Visé n'exprime pas d'opinion dans son avis sur le projet de plan lui-même.

Le conseil communal de Fexhe-le-Haut-Clocher a émis un avis défavorable (cfr infra) sur le projet de plan.

Des réclamants s'opposent à toute révision du plan de secteur autour de l'aéroport de Liège-Bierset en raison des nuisances générées par ce dernier, et tant que des mesures ne sont pas prises pour les atténuer.

A cet égard, la SOWAER a été chargée par le Gouvernement wallon de mettre en œuvre, de suivre et de financer les mesures environnementales qu'il a adoptées en vue d'accompagner et d'encadrer le développement des aéroports wallons. La SOWAER intervient dans l'acquisition et l'insonorisation d'immeubles situés autour des aéroports ainsi que dans l'octroi d'indemnités pour troubles commerciaux et professionnels et de primes de déménagement pour les locataires.

Des réclamants s'opposent à toute révision du plan de secteur dont le résultat serait de faire subir aux habitants davantage de nuisances de toutes sortes.

Les nuisances provoquées par les différentes composantes du projet de plan ont été étudiées par l'auteur d'étude et le Gouvernement wallon répond aux remarques précises formulées durant l'enquête publique au cas par cas dans l'arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur.

Le CWEDD, comme plusieurs des instances publiques consultées pendant l'enquête publique, appuie les recommandations de l'auteur d'étude pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs du projet de plan qu'il a relevés.

Le Gouvernement wallon rappelle que la mise en œuvre des composantes du projet de plan devra respecter les législations en vigueur, notamment le Code de l'Eau. En particulier, le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval devra être adapté en fonction de l'affectation des nouvelles zones.

Le périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire

Le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse s'oppose à l'inscription du périmètre de réservation « s'il n'est pas prévu de le réviser en 2020 ».

La loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, modifiée notamment par le décret du 29 avril 2004, en son article 1^{er} bis § 2, définit le plan de développement à long terme comme les limites maximales de développement des aéroports. Le plan de développement à long terme n'a donc pas pour vocation d'être révisable, tout comme le périmètre de réservation qui en découle au plan de secteur.

L'étude d'incidences pointe le fait que la prescription en application dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire pourrait entraîner l'interdiction de l'activité hôtelière. Le Gouvernement wallon a donc décidé de faire exception de l'activité hôtelière dans le contenu de la prescription.

Le contenu de cette prescription est donc : « Les actes et travaux ayant pour objet la construction ou la reconstruction de bâtiments destinés à la résidence ou à l'hébergement de personnes ainsi que la transformation ou la modification de la destination de bâtiments ou partie de bâtiments existants dans le but de les affecter à la résidence ou à l'hébergement de personnes ou d'augmenter le nombre d'unités de logements sont interdits dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire, à l'exception de l'activité hôtelière ».

Des réclamants estiment que la définition vague donnée au périmètre de réservation et l'absence de détails sur la mise en œuvre concrète de celui-ci, accordant une trop grande marge d'interprétation aux autorités et compromettant la sécurité juridique pour les habitants, risque de conduire à un refus systématique d'octroi des permis d'urbanisme en zone A.

En inscrivant ce périmètre de réservation, le Gouvernement wallon confirme bien que la maîtrise de l'urbanisation des terrains situés à proximité de l'infrastructure aéroportuaire constitue un objectif prioritaire qui permet de maintenir à long terme le bon fonctionnement de cette infrastructure. La fonction résidentielle, déjà largement présente, peut constituer de ce point de vue une menace pour le maintien de l'infrastructure si les conditions de son développement ne sont pas strictement encadrées. A cet effet, le refus de permis ou l'octroi d'un permis conditionnel dans le périmètre de réservation constitue clairement un moyen de réserver l'espace nécessaire à la réalisation, la protection ou le maintien de l'infrastructure aéroportuaire.

Des réclamants relèvent que le périmètre de réservation pourrait contraindre les travailleurs de l'aéroport de Liège-Bierset à se loger loin de leur lieu de travail, ce qui ne serait pas écologique. L'auteur d'étude n'a cependant pas relevé cela comme un inconvénient du périmètre de réservation. Le Gouvernement wallon estime que le périmètre n'impose pas un éloignement excessif des travailleurs souhaitant habiter à proximité de leur lieu de travail mais vise notamment à protéger les riverains de l'aéroport de nuisances trop importantes.

Un réclamant trouve dommage de supprimer la possibilité d'habiter partout au sein du périmètre de réservation car certains endroits sont habitables. Le Gouvernement wallon estime néanmoins que la notion « habitable » est subjective et qu'il faut utiliser des normes bien définies pour délimiter précisément les zones destinées ou non à la résidence.

L'abrogation de la prescription *S.12

L'auteur d'étude estime que l'abrogation de la prescription supplémentaire *S.12 aura peu d'impact sur l'environnement naturel et humain. Il recommande des mesures d'isolation acoustique pour les nouvelles habitations qui pourraient être construites dans les zones d'aménagement communal concerté situées hors du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire.

Territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse

La zone d'activité économique mixte

En ce qui concerne les nuisances et impacts potentiels sur la zone d'habitat à caractère rural qui devient de la zone d'activité économique mixte, le Gouvernement wallon confirme sa volonté d'intégrer les habitations dans la zone d'activité économique. Si cette intégration a effectivement une incidence sur les normes de bruit fixées par les conditions générales d'exploitation des établissements applicables à ces terrains, le Gouvernement wallon rappelle que les permis d'environnement fixent les conditions particulières d'exploitation des établissements qui peuvent être plus strictes que ces conditions générales. La vérification du respect de ces normes relève de la mise en œuvre du plan.

En ce qui concerne les nuisances du trafic potentiel généré par la nouvelle zone d'activité économique mixte, l'auteur d'étude souligne que « la composante est idéalement située au point de vue des possibilités d'accès routiers avec la présence de la N614 et la proximité de l'autoroute ». Le Gouvernement wallon estime en conséquence que la majeure du trafic empruntera la N614 vers le nord et l'autoroute et n'affectera donc pas la zone d'habitat existante située dans le sud de la nouvelle zone d'activité économique.

L'auteur d'étude relève un certain nombre d'incidences potentielles de la zone qui résulteraient de l'installation d'implantations commerciales. Il recommande d'assortir la zone d'une prescription supplémentaire interdisant l'activité commerciale. La CRAT et le CWEDD appuient la recommandation de l'auteur d'études. Une prescription *S.52 est donc inscrite en surimpression de la zone d'activité économique mixte, stipulant que « les activités de commerce de détail et de service à la population n'y sont pas autorisées, sauf si elles sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ou si elles ont été autorisées avant l'entrée en vigueur de la présente révision du plan de secteur de Liège ».

Les zones d'habitat à caractère rural *S.14 « Notre-Dame de Hal » et « Stockay »

Le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse a émis un avis négatif sur ces composantes et proposé d'affecter en zone d'habitat à caractère rural d'une part, dans le centre, la zone agricole située entre la rue Albert 1^{er}, la rue du Centre et l'autoroute E42, et d'autre part au nord de l'autoroute, la zone agricole limitée par la rue du Vicinal, l'ancienne assise du chemin de fer vicinal et la rue du Centre, en alternative aux composantes du projet de plan. La CRAT juge intéressante la proposition au sud de l'autoroute E42, près du centre de Saint-Georges-sur-Meuse intéressante.

Des réclamants ont émis des avis défavorables sur les composantes du projet de plan.

L'alternative située à proximité du centre de Saint-Georges-sur-Meuse répond a priori aux objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon visant à limiter la dispersion de l'habitat et à appuyer son développement à partir des centres existants. Tel n'est pas le cas de l'autre alternative proposée par le conseil communal, trop éloignée du centre aggloméré du territoire communal.

Le Gouvernement wallon ne peut cependant retenir la proposition du conseil communal qui lui paraît la plus judicieuse sans avoir fait étudier les incidences de l'inscription de la nouvelle zone destinée à la résidence sur l'environnement.

Le Gouvernement wallon estime cependant que les délais nécessaires d'une part à la réalisation d'un complément d'étude d'incidences sur la nouvelle zone suggérée par le conseil communal et, d'autre part à l'exécution des nouvelles mesures d'enquête publique à observer, sont incompatibles avec ceux qu'il s'était fixé pour la révision du plan de secteur de Liège.

Le Gouvernement wallon décide en conséquence de renoncer à inscrire au plan de secteur les deux zones d'habitat à caractère rural assorties de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan, projetées à Saint-Georges-sur-Meuse et d'inviter les autorités communales à initier l'élaboration d'un plan communal d'aménagement destiné à réviser le plan de secteur afin de faire aboutir leur proposition.

La zone de services publics et d'équipements communautaires et la zone d'habitat à caractère rural dans le centre du village de Saint-Georges-sur-Meuse

L'auteur d'étude constate la présence d'un alignement de quatorze arbres remarquables ainsi qu'un aléa d'inondation faible sur une partie des zones. Le CWEDD et la DGARNE recommandent de tenir compte de ces éléments lors de la mise en œuvre.

La mise en œuvre de la zone devra tenir compte des arbres remarquables. Le Gouvernement wallon recommande que, lors de la phase de mise en œuvre, des mesures soient prises afin de lutter contre les effets des inondations sur la zone, mais aussi en amont et en aval de celle-ci. Par ailleurs, il recommande qu'un périmètre de protection soit mis en place autour des arbres remarquables lors des travaux d'aménagement de la zone.

Les zones d'aménagement communal concerté dans le périmètre de réservation

Les éléments relatifs à l'inscription de ces zones sont compris sous la rubrique « La révision du plan de secteur dans son ensemble » (cfr supra).

Territoire de la commune de Flémalle

La prescription *S.04

S'agissant de la correction d'une erreur matérielle sur le plan, aucune incidence environnementale n'a été relevée.

Territoire de la commune de Grâce-Hollogne

Les zones d'activité économique industrielle *S.02 « Ferdoux » et « Fontaine » et le périmètre de liaison écologique

Aucune incidence environnementale n'est relevée.

La zone d'activité économique mixte *S.05

Aucune incidence environnementale n'est relevée.

La zone d'activité économique mixte « chaussée de Liège »

L'auteur d'étude a mis en évidence un certain nombre de nuisances à la mise en œuvre de cette zone. Des réclamants dénoncent également ces nuisances : impact sur le cadre de vie, nuisances sonores, trafic des poids lourds,.... Certains réclamants s'inquiètent d'une éventuelle extension de l'entreprise Mafer dans la future zone d'activité économique mixte. La CRAT estime que l'inscription de cette zone n'est pas justifiée en raison de la proximité de l'habitat. Des réclamants s'interrogent sur l'opportunité d'inclure les habitations situées le long de la chaussée de Liège dans la zone d'activité économique mixte et, pour ceux qui seraient concernés, sur les conséquences d'éventuelles expropriations. Certains réclamants craignent une dépréciation de leurs biens.

Les inquiétudes liées à une extension de l'entreprise « Mafer » résultent manifestement de confusions liées à l'extension de la zone d'activité économique industrielle dite « Mafer » projetée de l'autre côté de la chaussée de Liège. Les précisions apportées lors de la réunion de concertation qui s'est tenue à l'issue de l'enquête publique ont permis de lever cette confusion.

Les impacts relevés par l'auteur d'étude peuvent tous être évités, réduits et compensés par des mesures à prendre lors de la mise en œuvre de la zone. En particulier, le périmètre ou dispositif d'isolement imposé par l'article 30 du Code est de nature à rencontrer les griefs exprimés par les réclamants et par la CRAT.

Par ailleurs, les autorités communales de Grâce-Hollogne ont fait part des conditions qu'elles entendraient imposer pour la mise en œuvre de la zone dans leur avis du 19 octobre 2009 : « Lors de la mise en œuvre de cette zone par la SPI+, celle-ci devra tenir compte de la proximité des immeubles et sera tenue de réaliser des zones « tampon » et autorisera uniquement l'installation d'entreprises non polluantes et non bruyantes (excepté le long de l'autoroute). Les

seuls accès possibles à cette zone seront créés par la chaussée de Liège. En outre, il conviendra d'évaluer et de réaliser un système de rétention des eaux pluviales (bassin d'orage) évitant la mise en charge du réseau d'égouttage actuel permettant d'éviter les écoulements d'eau vers la rue des Grosses Pierres. »

L'inscription des habitations situées le long de la chaussée de Liège permet, entre autres, de s'assurer de l'accès à la zone par la chaussée de Liège uniquement, ce qui permet de rencontrer les inquiétudes des réclamants quant à la gestion du trafic.

L'auteur d'étude et le CWEDD demandent de préserver les dépendances vertes liées au réseau autoroutier. Le Gouvernement wallon y répond en faisant coïncider la limite nord-ouest de la zone avec la limite du domaine de l'autoroute.

La zone d'activité économique industrielle « Bremhove-Mafer »

L'auteur d'étude estime que le non changement d'affectation de la zone d'habitat existante en zone d'activité économique industrielle risquerait d'aboutir à la formation de friches. Il souligne cependant un certain nombre de nuisances que pourrait générer la mise en œuvre de la zone sur les habitations de la chaussée de Liège. Pour cette raison, la CRAT suggère l'inscription d'une zone d'activité économique mixte.

L'auteur d'étude constate que l'entreprise Bremhove/Mafer occupe déjà partiellement les terrains en zone d'habitat. Il propose des recommandations quant à la mise en œuvre.

La mise en œuvre de la zone d'activité économique industrielle devra limiter l'activité au stockage et à la manutention. Les activités bruyantes et susceptibles de générer des vibrations pour les habitations proches doivent être exclues. Le Gouvernement souhaite par ailleurs que l'accès à la zone se fasse par la zone d'activité économique industrielle existante et non par la chaussée de Liège. Toutes les mesures d'isolement nécessaires seront prises pour limiter les nuisances sonores et visuelles.

L'auteur d'étude et le CWEDD demandent de préserver les dépendances vertes liées au réseau autoroutier. Le Gouvernement wallon y répond en fixant la limite nord-ouest de la zone sur la limite du domaine de l'autoroute.

Territoire des communes de Grâce-Hollogne et Fexhe-le-Haut-Clocher

La zone de services publics et d'équipements communautaires à destination de la base aérienne de la Défense

En raison du départ des militaires de la base de Bierset, l'inscription de la zone est abandonnée.

Territoire de la commune d'Ans

La zone d'habitat *S.14

L'auteur d'étude relève un grand nombre de contraintes à la mise en œuvre de la zone : périmètre d'intérêt paysager ADESA, conduite de gaz haute pression, contamination du sol et des eaux, atteinte à l'activité agricole, instabilité du sol, ... Pour répondre à l'objectif de créer de nouvelles zones d'habitat au plan de secteur sur le territoire de la commune d'Ans, il a étudié des variantes de localisation et de délimitation.

L'analyse de ces variantes ne conclut pas de manière incontestable sur l'intérêt de celles-ci par rapport à la zone projetée. Par ailleurs, ces variantes situées à Xhendremael iraient à l'encontre de l'option communale de respect du caractère rural de cette entité.

Les contraintes liées au périmètre d'intérêt paysager, au captage d'eau et de nature géotechnique peuvent être atténuées par des mesures d'aménagement spécifiques.

La maîtrise foncière de la commune d'Ans sur une grande partie de la zone permettra une gestion coordonnée et centralisée des contraintes environnementales.

En ce qui concerne la présence de conduites de gaz, la société Fluxys impose des prescriptions d'implantation d'infrastructures. Ces prescriptions devront être strictement observées.

Par ailleurs, comme pour toute zone, la mise en œuvre devra respecter l'ensemble des législations urbanistiques et environnementales existantes, notamment le Code de l'Eau.

La zone projetée est donc inscrite au plan de secteur mais sa mise en œuvre sera conditionnée à un rapport urbanistique et environnemental dont les options viseront à imposer la mise en œuvre d'un aménagement conçu de manière à concentrer les constructions autour d'un ou plusieurs pôles dont la localisation sera établie en fonction des caractéristiques physiques locales, de la performance des réseaux de communication et de distribution et des éventuels projets développés dans la zone d'aménagement communal concerté adjacente située sur le territoire de la commune d'Awans, exécuté par phases dont la succession sera liée à l'achèvement des constructions autour du pôle précédent et du réseau de communication et de distribution.

La prescription supplémentaire « *S.14 » en surimpression de la zone est complétée en ce sens.

La zone de services publics et d'équipements communautaires à destination d'infrastructures sportives

La CRAT relève que le projet de stade de football est « trop lourd » pour être localisé sur la zone, notamment en raison des problèmes potentiels de mobilité. Les réclamants soulèvent les nuisances potentielles liées notamment à la mobilité et aux incivilités dues au projet de stade de football.

Le CWEDD a émis des recommandations dans son avis du 9 juin 2008 (CWEDD/08/AV.977) sur le rapport urbanistique et environnemental destiné à mettre en œuvre la zone d'aménagement communal concerté, en particulier au sujet des problèmes de parking, de mobilité et d'intégration paysagère.

Le projet de stade et d'école de football est clairement abandonné en raison de la décision des responsables du Royal Football Club Liégeois d'implanter ses infrastructures ailleurs.

La CRAT et certains réclamants déclarent implicitement ou explicitement qu'ils ne s'opposent pas à l'affectation de la zone en vue d'implanter des infrastructures sportives légères.

Une complémentarité est donc possible avec les infrastructures sportives existantes à l'ouest de la route militaire.

L'inscription de la zone, avec pour objectif la réalisation d'infrastructures sportives légères, diminue considérablement les nuisances potentielles inhérentes au projet de stade de football.

Par ailleurs, l'inscription de la zone ne dispensera pas les projets qui s'y implanteront d'être soumis au système d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, conformément à l'article 124 du CWATUPe et à la partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Les compensations planologiques

Le Gouvernement wallon estime que les compensations planologiques qu'il a proposé répondent bien au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du CWATUPe.

Etant donné que la présente révision inscrit in fine moins de zones urbanisables au plan qu'envisagé dans l'avant-projet, la superficie de compensations planologiques est diminuée en conséquence. Les compensations planologiques les plus pertinentes sont retenues.

Territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse

Le CWEDD estime que ces compensations planologiques ne répondent qu'à une logique planologique et ne compensent pas les pertes de terres subies par les exploitants agricoles suite à l'urbanisation de celles-ci.

Le prescrit réglementaire impose de compenser l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation par la modification de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation. Il est dès lors erroné de considérer que le Gouvernement wallon doit rechercher à reconstituer le potentiel agricole existant de la zone qu'il projette d'affecter à l'activité économique à travers les zones qu'il propose d'affecter en zone non destinée à l'urbanisation.

L'affectation des compensations a été déterminée en fonction de la situation existante, ce qui a conduit le Gouvernement wallon à opter dans certains cas pour une affectation autre que celle de zone agricole.

De plus, l'auteur d'étude estime que si « la valorisation en surface agricole n'est pas automatiquement évidente puisque certaines zones présentent un relief marqué », il précise néanmoins que « ces changements d'affectation sont tout à fait souhaitables au regard des principes d'urbanisation et de bon aménagement du territoire ».

En raison de l'abandon de l'inscription des zones d'habitat à caractère rural assorties de la prescription supplémentaire *S.14, certaines compensations planologiques peuvent être abandonnées sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse. Le Gouvernement wallon souligne toutefois l'opportunité de les affecter en zones non destinées à l'urbanisation. La volonté est de les préserver comme compensations planologiques au plan communal d'aménagement que le Gouvernement wallon suggère à la commune de lancer afin d'inscrire une nouvelle zone d'habitat à proximité du centre de Saint-Georges-sur-Meuse.

Les zones agricoles « rue Yernawe » et « Drève du Château » ne sont donc pas inscrites en zone agricole. De même, les zones agricoles envisagées par le projet de plan sur la zone d'aménagement communal concerté de Sur-les-Bois ne sont pas inscrites.

La proposition d'utiliser ces zones comme compensations planologiques du plan communal d'aménagement à initier par la commune ne les dispenseront évidemment pas de l'étude d'incidences et de l'enquête publique prévue aux articles 50 et 51 du CWATUPe.

Les zones non urbanisables inscrites comme compensations planologiques sur les zones d'habitat à caractère rural au sein du périmètre de réservation sont quant à elles maintenues. Préserver ces zones d'habitat à caractère rural irait en effet à l'encontre de l'objectif du Gouvernement wallon d'empêcher à terme la résidence au sein du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire. L'auteur d'étude trouve justifiée l'inscription de cette zone de parc et de ces zones agricoles comme compensations planologiques.

Territoire de la commune de Flémalle

Aucune considération d'ordre environnemental ne s'oppose à l'inscription de la zone agricole « Warfusée » au plan de secteur.

Territoire de la commune de Grâce-Hollogne

Aucune considération d'ordre environnemental ne s'oppose à l'inscription de la zone d'espaces verts le long de l'autoroute A604 et de la voie ferrée 36A.

Territoire des communes de Bassenge et Visé

L'auteur d'étude relève que l'affectation du Fort d'Eben-Emael en zone naturelle au plan de secteur pourrait avoir des effets négatifs sur les activités existantes sur le site, en raison des nombreuses limitations qu'elle implique. La CRAT et le CWEDD rejoignent le constat de l'auteur d'étude.

Le Gouvernement wallon décide pour ces motifs de renoncer à modifier l'affectation des parties de la zone de services publics et d'équipements communautaires où se déroulent l'essentiel des activités existantes. Il renonce en conséquence à l'inscription de la zone de parc et d'une partie de la zone naturelle projetée sur le site du Fort d'Eben-Emael, sur les territoires des communes de Bassenge et Visé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2012 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège (planches 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 et 42/5) en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée.

Namur, le 1^{er} mars 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Avis relatif à la demande de révision du plan de secteur de Liège en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset, du redéploiement des forces armées et des compensations qui y sont liées sur le territoire des communes d'Ans, Bassenge, Fexhe-Le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-Sur-Meuse et Visé

Introduction

Saisine et réponse

Par son courrier reçu le 28 octobre 2009, la Cellule de Développement Territorial a sollicité l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) sur ledit projet en demandant que cet avis lui soit remis dans un délai de 60 jours. La section « Aménagement normatif » de la CRAT a pris en charge la préparation l'avis.

Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUPe, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis lors de l'enquête publique.

Rétroacte

La CRAT a déjà émis plusieurs avis sur ce projet :

Le 24 août 2007, la CRAT a remis un avis sur l'avant-projet de révision du plan de secteur et sur le projet de contenu de l'étude d'incidences (Réf. : 07/CRAT.A 613-AN);

Le 10 mars 2009, la CRAT a émis des remarques sur la première phase de l'étude d'incidences (Réf. : 09/CRAT A.769-AN);

La CRAT n'a pas formulé de remarques concernant la deuxième phase de l'étude d'incidence étant donné que, si le dossier lui a été exposé oralement le 14 avril 2009, les documents écrits ne lui avaient pas été communiqués en temps utiles.

Contexte du projet

La révision du plan de secteur de Liège poursuit les objectifs suivants :

la réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure de communication que constitue l'aéroport de Liège-Bierset;

la réservation des espaces nécessaires au redéploiement des forces armées suite au développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset sur les terrains qu'elles occupaient;

l'inscription de zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural sur le territoire des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège;

l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de Grâce-Hollogne et de Saint-Georges-sur-Meuse;

l'inscription de zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire des communes d'Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse.

La révision du plan de secteur vise l'inscription des zones suivantes :

* sur le territoire des communes de Ans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher et Saint-Georges-sur-Meuse :

— un périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

* sur le territoire de la commune d'Ans :

— une zone d'habitat, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan;

— une zone de services publics et d'équipements communautaires;

* sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse :

— deux zones d'habitat à caractère rural assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.14 » sur le plan;

— une zone d'habitat à caractère rural;

— une zone de services publics et d'équipements communautaires;

— une zone d'activité économique mixte;

— deux zones d'aménagement communal concerté;

* sur le territoire des communes de Fexhe-le-Haut-Clocher et Grâce-Hollogne :

— deux zones de services publics et d'équipements communautaires;

* sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne :

— une zone d'activité économique mixte;

— une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.05 » sur le plan;

— deux zones d'activité économique industrielle assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.02 » sur le plan;

— une zone d'activité économique industrielle;

— un périmètre de liaison écologique en surimpression de la zone d'activité économique industrielle dite de « Ferdoux »;

* sur la commune de Flémalle :

— la limite de la zone d'activité économique mixte située sur le territoire de la commune de Flémalle qui ne fait pas l'objet de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.04 » sur le plan.

A titre de compensations planologiques, la révision de plan de secteur prévoit l'inscription des zones suivantes :

* sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse :

— dix zones agricoles;

— une zone de parc;

* sur le territoire de la commune de Flémalle :

— une zone agricole;

* sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne :

— une zone d'espaces verts;

* sur le territoire de la commune de Bassenge :

— une zone de parc;

— une zone naturelle;

— une zone d'espaces verts;

— deux zones agricoles;

* sur le territoire des communes de Bassenge et Visé :

— une zone naturelle;

— une zone agricole.

AVIS

Après avoir pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés au point 1.1 et après une visite de terrain, la CRAT remet un avis favorable sur le projet moyennant la prise en considération des remarques et observations suivantes :

Sur la zone d'activité économique mixte à Saint-Georges-sur-Meuse

La CRAT estime que l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Saint-Georges-sur-Meuse devrait faire l'objet d'une prescription supplémentaire qui exclut l'implantation de commerces de détail dans la zone. Les besoins en espaces dédiés à l'activité commerciale sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse ne semblent en effet pas avérés.

Sur les zones d'habitat à caractère rural à Saint-Georges-sur-Meuse

La CRAT est d'avis que l'inscription de deux zones d'habitat à Saint-Georges-sur-Meuse n'est pas justifiée. La zone d'habitat « Notre-Dame de Hal » se trouve en partie sur des smectites de Herve qui peuvent présenter des problèmes de stabilité et la zone d'habitat « de la Sarte » est relativement isolée des principaux réseaux routiers. La CRAT constate cependant que ces zones ont déjà fait l'objet d'une décision de principe dans le cadre de la procédure de révision du plan de secteur de Liège adoptée par un A.G.W. du 6 février 2003.

La CRAT est plutôt favorable à la proposition du Conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse émise dans le cadre de l'enquête publique qui consiste à inscrire une zone d'habitat à caractère rural entre le village et l'autoroute E42. Cette proposition semble plus pertinente car elle permettrait de renforcer le noyau bâti du village de Saint-Georges-sur-Meuse.

Sur la ZAEI « MAFER » à Grâce-Hollogne

La CRAT est défavorable à l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à cet endroit au vu des impacts que pourraient avoir une activité industrielle sur l'habitat tout proche.

La CRAT estime plus opportune l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à cet endroit avec une prescription interdisant les commerces. L'implantation de commerces n'est pas pertinente au vu de sa mauvaise accessibilité par des modes alternatifs à la voiture et de sa position décentrée par rapport aux zones urbaines.

Sur la ZAEM « chaussée de Liège » à Grâce-Hollogne

La CRAT considère que l'inscription d'une zone d'activité économique mixte de type tertiaire et de commerce de détail à Grâce-Hollogne ne semble pas justifiée au vu de sa proximité immédiate avec l'habitat existant. De plus, étant donné que la CRAT propose l'inscription d'une ZAEM sur la zone dite « Mafer », l'offre en terrain destiné à l'activité économique sur le territoire de Grâce-Hollogne semble suffisante.

Sur la zone de services publics et d'équipements communautaires à Fexhe-le-Haut-Clocher et Grâce-Hollogne

Au vu de l'incertitude relative au redéploiement des forces armées sur le territoire national, la CRAT suggère d'appliquer à la zone de services publics et d'équipements communautaires une clause de réversibilité. Cette zone telle que définie fait suite à une convention entre la Région wallonne et la Défense nationale (2002-2003), toujours en vigueur aujourd'hui. La Région a respecté ses engagements en réservant cette zone au plan de secteur mais la Défense nationale pourrait décider de dénoncer cette convention. Dans ce cas, la clause de réversibilité permettrait de revenir à la situation qui prévalait à la révision du plan de secteur.

Sur la ZAEM des Cahottes à Flémalle

La CRAT appuie la suppression de la prescription *SO4 de la zone d'activité mixte des Cahottes à Flémalle, telle que proposée par le Gouvernement dans son projet de révision du plan de secteur, étant donné qu'il s'agit de la correction d'une erreur matérielle et au vu du taux d'occupation actuel de la zone.

Sur la ZACC « Warfusée » à Flémalle

La CRAT est favorable à la désurbanisation de cette zone.

Sur la zone d'habitat à Ans

La CRAT estime que l'inscription d'une zone d'habitat de 43 hectares à Ans n'est pas justifiée au regard de l'offre existante en zone urbanisable sur la commune. La zone présente également des contraintes environnementales (présence d'anciennes exploitations de phosphate, présences de galeries drainantes...) qui rendent difficile l'urbanisation de la zone. La CRAT constate cependant que cette zone a déjà fait l'objet d'une décision de principe dans le cadre de la procédure de révision du plan de secteur de Liège adoptée par un A.G.W. du 6 février 2003.

Sur la zone de services publics et d'équipements communautaires à Ans

La CRAT approuve la réaffectation en zone de services publics et d'équipements communautaires en vue d'y développer des infrastructures sportives. Elle réitère cependant son avis émis dans le cadre du Rapport urbanistique et environnemental de la ZACC dite « Route militaire » (réf : 08/CRAT A. 691-AN). Elle y relève que le site permet de créer une complémentarité avec les infrastructures sportives existantes de l'autre côté de la route militaire (vélodrome, tennis, pétanque...) mais que le programme est trop lourd (stade de football, école de formation au football, circuit BMX, practice de golf). Elle considère qu'il convient de privilégier l'activité football et qu'il y a lieu de régler la problématique de la mobilité au préalable.

Sur la Zone naturelle du Fort d'Eben-Emael à Bassenge

La CRAT considère que les compensations planologiques relatives au Fort d'Eben-Emael sont susceptibles d'avoir des effets sur les activités du fort. En effet, dans la zone naturelle, ne sont admis que les actes et travaux nécessaires à la protection active ou passive des milieux naturels de grande valeur biologique ou des espèces dont la conservation s'impose.

Afin de favoriser le maintien de l'activité du fort et de permettre les travaux d'entretien des bâtiments, la CRAT suggère d'affecter la zone en zone d'espaces verts, moins restrictive quant aux travaux qui y sont autorisés.

Liste des réclamants

Commune d'Ans

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
CHEVREMONT	Jacqueline	Rue du Fays	55	4450	LANTIN
COURTOIS	Thérèse	Rue J. Martin	12	4450	LANTIN
DELSA	Philippe	Rue Basse Voie	45	4450	LANTIN
DEUSE	Denis	Rue du Fays	55	4450	LANTIN
GEERTS	Daniel	Rue du Fays	40	4450	JUPRELLE
GOREUX	Guy	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
GOREUX	Vincent	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
HERMANS	Isabelle	Rue du Fays	40	4450	JUPRELLE
LAMOLINE	Thierry	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
LAMOLINE	Guillaume	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
LAMPERTZ	Maria	Rue Basse Voie	49	4450	LANTIN
LEJEUNE	André	Rue J. Martin	12	4450	LANTIN
MARECHAL	M. Rose	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
MOCKELS	Johan	Rue Basse Voie	49	4450	LANTIN
NAVEAU	Claire	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
PEETERS	Karine	Rue Basse Voie	45	4450	LANTIN

Commune de Fexhe-le-Haut-Clocher

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
BRESMAL	Charles et famille	Grand-Route	35	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
CREPIN	Marianne	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux
DELEDICQ - CHARLIER	Jean-Marie et Chantal	Grand-Route	5	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
DELPORT	Marie	Rue de la Cornette	20	4347	Voroux-Goreux
DIEUDONNE - CAVE-RENNE	Alfred et Anne-Marie	Rue de la Chapelle	78	4347	Voroux-Goreux
DOCK - BEN MOUSSA	Lionel et Nathalie	Grand-Route	25	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
FRESON	Sophie	Rue de la Cornette	12-14	4347	Voroux-Goreux
GONDA	Estelle	Grand-Route	9	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
KALBUSCH - SERVAIS	Pascal et Anne	Grand-Route	3	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
KORDA - DIDION	Benoît et Aurélie	Rue de Velroux	45	4347	Voroux-Goreux
MATHY	H.	Rue de la Cornette	26	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
MEROLA - LEPRINCE	Christophe et Delphine	Grand-Route	21	4347	Voroux-Goreux
ORBAN	Jean-Paul	Rue de la Cornette	32	4347	Voroux-Goreux
PARENT - BUSTIN	Frédéric et Sophie	Rue de la Cornette	30	4347	Voroux-Goreux
PETERS - DELREE	Luc et Odette	Rue de la Cornette	22	4347	Voroux-Goreux
RENWART	Marc et famille	Grand-Route	35	4347	Voroux-Goreux
VANEETVELD	Jenny	Avenue Rogier	8/3	4000	Liège
VANEETVELD	Alain	Grand-Route	9	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
VANGENECHTEN	Marie-Josée	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
VOSSSEN	Gaëlle	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
VOSSSEN - ADAM	Germain et Michèle	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
WOUTERS (AWOUTERS)	Servais	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux
WOUTERS (AWOUTERS)	Jean-Pierre	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux

Commune de Flémalle

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
Famille POITIER		Rue des Awirs	226	4400	AWIRS

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
Famille MAAS-PIROTTE		Rue du Cowâ	213	4400	LES AWIRS

Commune de Grâce-Hollogne

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
ANTROP	Nicole	Rue des Grosses Pierres	11	4460	GRACE-HOLLOGNE
Architecte Pierre GERMAY pour la Société BREMHOVE		Rue du Bois de Breux	122b	4020	LIEGE
AUGUSTO-HANNESSE	Fransisco-Jacqueline	Rue Sainte-Anne	91	4460	GRACE-HOLLOGNE
AUGUSTO-MARTINEZ	Laurie	Rue Sainte-Anne	91	4460	GRACE-HOLLOGNE
BALDON	Ida	Rue des Grosses Pierres	7	4460	GRACE-HOLLOGNE
BARBE	Saggiorato	Rue des Grosses Pierres	43	4460	GRACE-HOLLOGNE
BAWIN	Luc	Pas Saint-Martin	2	4460	GRACE-HOLLOGNE
BEAULEN	Andrée	Rue des Grosses Pierres	6	4460	GRACE-HOLLOGNE
BEK	Stéphanie	Rue des Saules	20	4460	GRACE-HOLLOGNE
BENTINEGUA	Giovanni	Chaussée de Liège	126	4460	GRACE-HOLLOGNE
Bureau Avocat Gérald HORNE pour M. et Mme Robert et Dominique RINGLET		Rue Huit Mai	59	4460	GRACE-HOLLOGNE
Bureau Avocat Gérald HORNE pour Mme ROMAND Pascale		Rue Huit Mai	59	4460	GRACE-HOLLOGNE
Bureau Elegis pour M GRUTMAN Marc		Place des Nations-Unies	7	4020	LIEGE
CASTELLE	Claude	Rue des Grosses Pierres	81/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
CROUGHS	Henri	Chaussée d'Hannut	563/561	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANGELIS	Emmanuelle	Rue des Grosses Pierres	2/3	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANTINO	Stéphanie	Rue des Grosses Pierres	32	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANTINO	Alberto	Rue des Grosses Pierres	32	4460	GRACE-HOLLOGNE
DEWAELEHEYS	Jacqueline	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
DUPONT	Henri	Chaussée d'Hannut	557	4460	GRACE-HOLLOGNE
FAMILLE RAMAKERS-BALDON		Rue des Grosses Pierres	23	4460	GRACE-HOLLOGNE
FRANCK-FOURNEAU	Yvette	Rue Sainte-Anne	75	4460	GRACE-HOLLOGNE
GHENNE	Cécile	Chaussée de Liège	138	4460	GRACE-HOLLOGNE
GILNAY	Jenny	Chaussée de Liège	144	4460	GRACE-HOLLOGNE
GODIN	Philippe	Rue des Grosses Pierres	24	4460	GRACE-HOLLOGNE
HANNESSE-SAGGORATO	Georges-Mirella	Rue des Grosses Pierres	22	4460	GRACE-HOLLOGNE
HEUSDOIN	Fernand	Chaussée de Liège	130	4460	GRACE-HOLLOGNE
INFONTIGO	David	Chaussée de Liège	138	4460	GRACE-HOLLOGNE
IPPOLITO	Salvatore	Grosses Lurris	2	4460	GRACE-HOLLOGNE
JACOB	Pierre	Rue des Grosses Pierres	27/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
JEHAER	Marguerite	Chaussée de Liège	161	4460	GRACE-HOLLOGNE
JOTTAY	Anne	Rue des Grosses Pierres	27/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMBOTTE	David	Rue des Grosses Pierres	2/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMCHACHTI	Sarah	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMCHACHTI	Aldo	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEJEUNE	Mireille	Rue des Grosses Pierres	64	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Paul	Rue des Grosses Pierres	15	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Marc	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Jacques	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
LIPOWSKI-STEMPNIEWICK	Elisabeth	Rue des Saules	12	4460	GRACE-HOLLOGNE
MAHURAGIZA	Léonard	Chaussée de Liège	128	4460	GRACE-HOLLOGNE
MASSIN	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	81	4460	GRACE-HOLLOGNE
MELTON	David	Rue Sainte-Anne	99	4460	GRACE-HOLLOGNE
MESTRE-SEVERI	Marie-Louise	Rue des Grosses Pierres	39	4460	GRACE-HOLLOGNE
MICCOLI	Alvira	Rue des Grosses Pierres	22	4460	GRACE-HOLLOGNE
PAUWELS	Luc	Rue des Grosses Pierres	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
PAUWELS	Marc	Rue des Grosses Pierres	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
PIGNOLONI	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	38	4460	GRACE-HOLLOGNE
RAMAKERS	Isabelle	Rue des Grosses Pierres	23	4460	GRACE-HOLLOGNE
RENE	Didier	Rue des Grosses Pierres	64	4460	GRACE-HOLLOGNE
RENIER	A.	Rue Sainte-Anne	93	4460	GRACE-HOLLOGNE
RINGLET	Robert-Dominique	Rue du Village	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
ROSTUCCIA	Paolo	Rue des Grosses Pierres	16	4460	GRACE-HOLLOGNE
SCALISE	Graziella	Rue des Grosses Pierres	2/2	4460	GRACE-HOLLOGNE
SPRL LOFIAM		Chaussée de Liège	130	4460	GRACE-HOLLOGNE
TITS	Véronique	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VANKEREKHOVEN-TAKAS		Rue des Grosses Pierres	25	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Sévène	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Jean-François	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Michaël	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE

Commune de Saint-Georges-sur-Meuse

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
ALBERT	Mr	Avenue Eugène Ysaye	26	4053	EMBOURG
ALBERT	Camille	Avenue Eugène Ysaye	26	4053	EMBOURG
BEELEN	Monsieur et Madame M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BELLEAU	Yves et Alexandra	Rue de la Vallée	6	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BODSON	J.	Rue de la Bourse	40	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BONHIVER-BOURGUIGNON	J. et C.	Campagne d'Oulhay	1	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BOURGEOIS	Lucie	Rue Albert 1 ^{er}	41A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Bureau Bours & Associés pour CRESPO MENCAS	Maria-Rosa	Chaussée Verte	77	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Bureau Bours & Associés pour la société FRANIM SA		Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
Bureau Bours & Associés pour M. Jacques CRESPO		Chaussée Verte	78	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Bureau Bours & Associés pour M. Pol PIROTTE		Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
CARLISI	Monsieur et Madame R.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
CARLISI	Monsieur et Madame M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DARVILLE	Véronique	Avenue Grand Cortil	39	4053	EMBOURG
DARVILLE	Pierre	Rue du Centre	75	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAVID	Jacques	Rue E. Delcour	63	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
DAVID	Arthur	Rue de Warfusée	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAWANCE	Monsieur et Madame T.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DESMET	Monsieur et Madame M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
FLUXYS					
FONTAINE	Monsieur et Madame J-D	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
FOSSOUL	Louis	Rue Albert 1 ^{er}	41A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GABRIEL	Mme et Mr Claude	Rue de Bende	10	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GRZEMPOWSKI		Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GRZEMPOWSKI - NAHON		Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GUSTIN-RUELLE	Mr et Mme	Rue Warfée	14	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HAVELANGE	Paul	Chaussée Verte	155	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HAVELANGE	Marie-Louise	Chaussée Verte	155	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HUBY	Madame S.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
KAESMACHER - MAUHIN	Mr et Mme	Rue de la Vallée	4	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT	André	Rue Reine Astrid	52	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT	Jean-Marie	Rue Emile Delcourt	86	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT-FONTAINE	Madame L.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Philippe	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Joseph	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	André	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Jules	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MARECHAL	Philippe	Rue du Centre	128	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MARECHAL	Philippe, Monique, Suzanne	Rue du Centre	128	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MEROTTE	J.				
MEROTTE	Flore	Rue E. Delcour	72	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MEROTTE	Marie-Claire	Rue E. Delcour	72	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ORBAN	Victor	Rue du Centre	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ORBAN	Suzanne	Rue du Centre	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
PETRODIS SA		Rue Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
POTY	Jean	Rue Hamels	56	4367	CRISNEE
RAEMAKERS	Monsieur et Madame N.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
SOCIETE MEUSE CONDROZ LOGEMENT					

NOM	PRENOM	Rue	N°	CP	Ville
SWENNEN	Gilbert	Rue de la Vallée	8	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
VANHEESWYCK	Jean-Paul	Rue Albert Pirson	29	4540	AMAY
VANHEESWYCK	Michel et Isabelle	Boulevard des Combattants	1	4470	STOCKAY
WILMART-BABA	Monsieur et Madame	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ZIMMERMAN	Marie-Claire	Rue Grevesse	44	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE

Commune de Visé

NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
AERTS	Théza	Maison de repos « Les Peupliers »		HERMALLE-SS-ARGENTEAU
AERTS-HENQUET	M. et Mme	Rue Saint-Léonard, 284	4000	LIEGE
ALTMANN	Gaëlle	Rue des Battes 19	4600	WISE (Lanaye)
ANDREAE	E.	Rue du Village 90	4600	WISE (Lanaye)
ANTELIO	Marisa	Rue de l'Ecluse 71	4600	WISE (Lixhe)
ARETZ	Pierre	Rue Mississippi 9	4000	LIEGE
AUTMANNS	Fanny	Les Cerisiers 56	4800	PETIT-RECHAIN
BAILLIAN	Daniel	Rue Wislet 3	4600	WISE (Lanaye)
BALAMONTE	B.	rue Long Prés 16/A	4680	HERMEE
BALTUS	Marie	Rue du Village 33	4600	WISE (Lanaye)
BANEUX (?)	Laurie (?)	Rue de l'Ecluse 22	4600	WISE
BAR	Marie-Josée	Rue aux Chevaux 26	4600	WISE (Lixhe)
BAR	Paulette	Rue de la Croix 40	4600	WISE (Lixhe)
BARTHOL	Annette	Sur les Roches 4	4600	WISE
BASTIAENS		Rue de Liège 130	4600	WISE (Lixhe)
BASTIEN	Michaël	Rue de la Croix 44	4600	WISE (Lixhe)
BEGASSE	René	Rue des Trois Fermes 5	4600	WISE (Loën)
BELLEN	J.	Rue Basse 40 D/2	4600	WISE
BERTHUS	Georgette	Rue du Village 74	4600	WISE (Lanaye)
BETTONVILLE - BEERTS	Jean-Lucienne	Rue du Bois du Bosquet 85	1331	ROSIERE
BLAFFART	Danielle	Rue de Liège 45	4600	WISE (Lixhe)
BLAFFART	Nico	Rue de Liège 47	4600	WISE (Lixhe)
BLAFFART	Théo	Rue de l'Abbaye 23	4520	WANZE
BOX	Carine	Rue de l'Ecluse 85	4600	WISE (Lixhe)
BRAILLON	Gérard	Rue Lambert Mayers 23	4600	WISE (Lixhe)
BRAINE	Yvonne	Rue Wislet 12	4600	WISE (Lanaye)
BRINK	Albertha	Rue de Lanaye 91	4600	WISE (Lanaye)
BRISBOIS	Georgette	Rue Crémers 1	4600	WISE (Lanaye)
BRISBOIS	Suzanne	Rue du Village 26	4600	WISE (Lanaye)
BRUYERE	Christine	Rue de Lixhe 59	4600	WISE (Lixhe)
BULLY	Chantal	Rue des Battes 22	4600	WISE (Lixhe)
CAENEN	Jeanne	Rue de l'Ecluse 15	4600	WISE (Lanaye)
CAILLARD	Jean Claude	Rue de l'Ecluse 102	4600	WISE (Lixhe)

NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
CHARPENTIER	Audrey	Rue Paradis 4	4600	WISE (Lixhe)
CHASTREUX	Nathalie	Rue de la Croix 30	4600	WISE (Lixhe)
CHASTREUX	Patrick	Rue de la Croix 36	4600	WISE (Lixhe)
CHASTREUX	Patrick	Rue du Cimetière 1	4600	WISE (Lanaye)
CHAVEZ	Sonia	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
CHEVIGNE	Nicole	Rue du Midi 21	4130	ESNEUX
CHIODO	Luigi	Rue Aux Chevaux 22	4600	WISE (Lixhe)
CLAESSENS	Cox	Rue du Hourmay 26	4600	WISE (Loën)
CLAESSENS	Christian	Rue Martin Gritte 6	4600	WISE (Lixhe)
CLAEYS	Anne	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WISE (Lixhe)
COLINET	Geneviève	Rue Paradis 20	4600	WISE (Lixhe)
COLLINET	Marie-José	Rue Seronval 1	4600	WISE (Lanaye)
CORSWAREM	Line	Rue E. Renan 3/2	4460	GRACE-HOLLOGNE
CORTIS (?)	Isabelle	Rue de Lanaye 37	4600	WISE (Lanaye)
COUCLET	Pascal	Rue de Loën 15	4600	WISE (Lixhe)
COUMANS	Joëlle	Rue Lambert Mayers 7	4600	WISE (Lixhe)
CRUTZEN	Eric	Rue de Lanaye 33	4600	WISE (Lanaye)
CRUTZEN	X.	Rue du Village 59	4600	WISE (Lanaye)
DAEMEN		Rue de Lanaye 132	4600	WISE (Lanaye)
DAEMEN	Nelly	Rue du Village 30	4600	WISE (Lanaye)
DARDENNE	Dominique	Rue de Liège 124	4600	WISE (Lixhe)
DE MOOR	Céline	Rue Biesmans 8	4600	WISE (Lanaye)
DEBIE	Martine	Rue Piralewe 4	4600	WISE (Lanaye)
DEBY	Noémie	Rue de la Croix 9	4600	WISE (Lixhe)
DEFAUX	René	Rue Wislet 12	4600	WISE (Lanaye)
DEFAYS		Clos de la Sucrierie, 10	4600	WISE
DELATTE	Ph.	Rue Grand Moulin 22	4671	SAIVE
DELCOURT	J-P	Rue Lucassen 1	4600	WISE (Lanaye)
DELEPONT	Lambert	Rue Haute 106	4690	BASSENGE
DELVAUX	Josée	Rue de Lanaye 124	4600	WISE (Lanaye)
DELVAUX	Sophie	Rue Sauvenière 96	4900	SPA
DEMOOR	Albert	Rue Martin Gritte 8	4600	WISE (Lixhe)
DEPREZ	A.	Rue de Liège 77	4600	WISE (Lixhe)
DERINE	Monique	Rue Deru Dehayes 15	4802	HEUSY
DESUTTER	Jacqueline	Rue F. Nicolay 255	4420	SAINT-NICOLAS
DHOOME	Ch.	Rue du Château 32	4600	WISE (Lixhe)
DIMANCHE	Caroline	Quai du Barrage 44	4600	WISE (Lixhe)
DISCART	Alain	Rue Bartels 11	4600	WISE (Lanaye)
DOCHAIN	Charles	Rue de l'Ecluse 99	4600	WISE (Lixhe)
DOSSERAY		Rue des Battes 18	4600	WISE (Lanaye)
DOTHEE	M-P	Rue Wislet 11	4600	WISE (Lanaye)
DRICOT	Patrick	Rue de l'Ecluse 69	4600	WISE

NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
DROUGUET	Guy	Cour Phillipart 7	4600	WISE (Lixhe)
DUBOIS	Nadine	Rue Wislet 10	4600	WISE (Lanaye)
DUFOUR	Christian	Rue Spinard 12	4600	WISE (Lixhe)
DUMONT	Myriam	Rue Bartels, 1	4600	WISE (Lanaye)
DUPONT	M. et Mme	Rue des Battes 25	4600	WISE (Lanaye)
EMBRECHTS	René	Rue Village 116	4600	WISE (Lanaye)
EMO	Didier	Rue de Lixhe 59	4600	WISE (Lixhe)
EMO (?)	Sandra	Rue de Liège 172	4600	WISE (Lixhe)
ERHABOR	Patrice	Rue du Village 90	4600	WISE (Lanaye)
FAUCONNIER	Marie-José	Rue Seronval 2	4600	WISE (Lanaye)
FEDERICO	Stefania (?)	Rue du Village 35	4600	WISE (Lanaye)
FERRANTE		Rue Long Prés 16	4680	HERMEE
FERRARO	Antonio	Rue du Village 35	4600	WISE (Lanaye)
FOURNY	Jacques	Rue de la Croix 48	4600	WISE (Lixhe)
FRAIKIN	Emile	Rue Vaux 2	4600	WISE (Lixhe)
FRIJNS	Pierre	Rue de Liège 52	4600	WISE (Lixhe)
GAERTS	Marcelle	Quai de Coronmeuse 5	4000	LIEGE
GAION	Madeleine	Rue aux Chevaux 24	4600	WISE (Lixhe)
GALLER	Marie-Astrid	Rue de Lixhe 49	4600	WISE (Lixhe)
GEBOERS	Pascale	Rue des Battes 2A	4600	WISE (Lanaye)
GEBOERS	P.	Rue Wislet 11	4600	WISE (Lanaye)
GIELISSEN	Thanaëlle	Rue Martin Gritte 17	4600	WISE (Lixhe)
GIETKA	Joseph	Rue Collinet 5	4600	WISE (Lanaye)
GILISSEN	Pierre	Rue du Calvaire 59	4000	LIEGE
GILLET-VERDIN	M. et Mme	Rue Vieille Tour 3	4600	WISE (Lixhe)
GODFRIN		Rue du Village 84	4600	WISE (Lanaye)
GOMEZ	Ch	Rue des Battes 28	4600	WISE (Lanaye)
GORISSEN	Emilie	Calamine 103	4801	STEMBERT
GRAEVEN	Henri	Rue du Canal 5	4600	WISE (Lixhe)
GRAFF	Patricia	Rue de Lanaye 89	4600	WISE (Lanaye)
GRAILET	Michaël	Avenue des Thermes 128/2	4050	CHAUDFONTAINE
GRAILET	Paul-Henri	Rue de Maestricht 15	4600	WISE
GRAILET	Jean-François	Rue de Maestricht 15	4600	WISE
GREFFE	Alain	Rue de Liège 16	4600	WISE (Lixhe)
GREFFE	Murielle	Rue Spinard 12	4600	WISE (Lixhe)
GROSJEAN	Mariette	Rue Paradis 45	4600	WISE (Lixhe)
GUERRERO	Carmen	Place du Tige 11	4600	WISE (Lixhe)
GUILLAUME	Marthe	Rue Basse Hez 13	4653	BOLLAND
HABAY	Séverine	Rue Piralewe 3	4600	WISE
HAEKENS	Maxime	Rue du Village 74	4600	WISE (Lanaye)
HALLEUX	Jean-Marie	Rue des Battes 11	4600	WISE (Lanaye)
HALLEUX	Benjamin	Rue des Battes 24	4600	WISE (Lanaye)

NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
HAMOIR	Bruno	Rue d'Anixhe 132	4450	JUPRELLE
HARDY	Henriette	Rue de lanaye 100	4600	WISE (Lanaye)
HARDY	Alain	Rue Michel	4684	OUPEYE (Haccourt)
HARDY	Jacques	Sur les Roches 23	4600	WISE
HARDY-BLAFFART	M. et Mme	Rue de Lanaye 79	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Henri	Rue des Battes 16/B	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Damien	Rue des Battes 16/B	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Laëtitia	Rue des Battes 24/A1	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Nicole	Rue du Village 20	4600	WISE (Lanaye)
HEGGEN	Pauline	Rue de Visé 697	4020	LIEGE (Wandre)
HENQUET	Jean-Pierre	Quai du Barrage 44	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Claire	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Pierre	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	François	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Benjamin	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Henri	Rue Crémers 1	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Valérie	Rue Cremers 1A	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Théo	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Denis	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Martin	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Marguerite	Rue de la Croix 38	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Thibault	Rue de Lixhe 27	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Vincent	Rue de Lixhe 27	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Bernadette	Rue de Lixhe 28	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Stéphanie	Rue des Peupliers 3/A1	4690	Roclenge S/Geer
HENQUET	Anne	Rue du village 79	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Damien	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET	Nicolas	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET	Remy	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET-HAERDEN		Rue du Village 17 (?)	4600	WISE (Lanaye)
HERMAN	Ginette	Rue de Strasbourg 2		BOURDON
HERMANS	Michel	Rue du Canal 5	4600	WISE (Lixhe)
HERMANS	Guy	Rue du Canal 5	4600	WISE (Lixhe)
HERMANS-LACROIX	M. et Mme	Rue de Liège 80	4600	WISE (Lixhe)
HEYNEN	J-P	Chaussée de Battice 50	4607	DALHEM
HOUBEN	Miette	Rue du Village 65	4600	WISE (Lanaye)
HUYNEN	Dominique	Rue de Lixhe 28	4600	WISE (Lixhe)
HUYNEN	R.	Rue de Lixhe 28	4600	WISE (Lixhe)
ISERENTANT	G.	Rue des Prés 82	4802	VERVIERS
JADOT	René	Rue de Liège 87	4347	Fexhe-le-haut Clocher
JANSEN	M.	Rue Wislet 9	4600	WISE (Lanaye)
JANSSEN	Sébastien	Rue Biesmans 8	4600	WISE (Lanaye)

NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
JANSSEN	François	Rue de Lanaye 128	4600	WISE (Lanaye)
JANSSEN-OTTEY	M. et Mme	Rue Collinet 26	4600	WISE (Lanaye)
JOCKIN	Céline	Rue de la Croix 42	4600	WISE (Lixhe)
JOCKIN	Jean-Marie	Rue Blanchamps Hamois 1		HAMOIS
JOCKIN	Nicolas	Rue Houlet 5	4520	WANZE
JOCKIN	Hilda	Rue de l'Abbaye 23	4520	WANZE
JOCKIN	Marguerite	Clos des Mésanges 29	4020	JUPILLE
JONLET	Lisette	Rue des Ponts 9	4684	HACCOURT
JUDONG	Philippe	Rue Neuve-Haye 15	4670	BLEGNY
JUPRELLE	Marie-Louise	Rue Paradis 19	4600	WISE (Lixhe)
KURT	Augustyniak	rue du Brouck 60	4600	WISE (Loën)
LABYE		Clos Robinson 31	4600	WISE
LACROIX	E.	Rue H. Collard 7	4600	WISE (Lanaye)
LAMBERT	Jean-Marie	Rue des Battes 22	4600	WISE (Lanaye)
LAMBERT	Daniel	Rue Piralewe 2	4600	WISE (Lanaye)
LAZARIK	Claude	Rue de Liège 41	4600	WISE (Lixhe)
LECOMTE	Marceline	Rue de Lixhe 44	4600	WISE (Lixhe)
LEDUC	Gabriel	Rue du Village 20	4600	WISE (Lanaye)
LEENDERS	Marie-Louise	Rue des Pervenches 27	4600	WISE
LEHENERZ		Rue Spinard 10	4600	WISE (Lixhe)
LEJEUNE		Rue du Cimetière 9	4600	WISE (Lanaye)
LELTZ	JD	Rue Maison Blanche 1	4600	WISE (Lanaye)
LEMLIN	Françoise	Rue de Liège 118	4600	WISE (Lanaye)
LEMLIN	Gérard	Rue du Village 65	4600	WISE (Lanaye)
LEMLIN	Julie	Rue du Village 65	4600	WISE (Lanaye)
LENAERTS	Vincent	Rue Jean Lacroix 6	4600	WISE (Lanaye)
LENAERTS-BELBOOM	M. et Mme	Place du Roi Albert 21	4600	WISE (Lanaye)
LENBERT	Fabienne	Quai du Barrage 8	4600	WISE (Lixhe)
LEROY	Joseph	Rue des Ponts 9	4684	HACCOURT
LETINON-VRANCKEN	M. et Mme	Rue L'auumont 5	4690	EBEN-EMAEL
LEVAUX	Albert	Rés. J. Lambert 49	4607	DALHEM
LHEUREUX	Yves	Rue de la Montange 73	4600	WISE (Loën)
LICKI	Josette	Rue de Liège 104	4600	WISE (Lixhe)
LICKI	Yvette	Rue de Liège 116	4600	WISE (Lixhe)
LOIX	Daniel	Rue de Liège 72	4600	WISE (Lixhe)
LOVERIX	Marie-Josée	Rue de Liège 172	4600	WISE (Lixhe)
LOWETTE	Alex	Rue de Lanaye 100	4600	WISE (Lanaye)
LUX	Eric	Rue Martin Gritte 14	4600	WISE (Lixhe)
MAGNUS	François	Rue du Village 76	4600	WISE (Lanaye)
MAJEAN	Albert	Rue de l'Ecluse 98	4600	WISE (Lixhe)
MAJEAN	Bénédictte	Rue de l'Ecluse 99	4600	WISE (Lixhe)
MARGIOTTA	Roberto	Rue de Lixhe 43	4600	WISE (Lixhe)

NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
MARTIAL	Dany	Rue de Lanaye 122	4600	WISE (Lanaye)
MARTIN	Joseph	Cour Phillipart 2	4600	WISE (Lixhe)
MASSART	Louis	Rue de Visé 5	4607	DALHEM
MASTELINCK	Colette	Rue Lambert Mayers 23	4600	WISE (Lixhe)
MATHELIN	Christelle	Rue des Battes 2/C	4600	WISE (Lanaye)
MAWHIN	Stéphanie	Rue de Clécy 88	4610	BEYNE-HEUSAY
MEIJERS	Maria	Rue du Cimetière 6	4600	WISE (Lanaye)
MESTEROM	Jean	Rue de Lixhe 46	4600	WISE (Lixhe)
MILET	Jean-François	Rue Bartels 1	4600	WISE (Lanaye)
MOOR	Julie	Rue du Vicinal 30	4670	BLEGNY
MORRIER	Françoise	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
MORRIER	Pierre	Rue de la Croix 38	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	M-A	Rue de la Croix 9	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	Léon	Rue dela Croix 28	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	Louis	Rue Paradis 20	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	Michel	Rue Paradis 20	4600	WISE (Lixhe)
MOUTON	Fabienne	Hodbomont 6	4910	THEUX
Natagora, représentée par Mme POSKIN Elise		Rue du Wisconsin 3	5000	NAMUR
NEIMRY	Lucienne	Rue H. FONTAINE 32	5020	VEDRIN
NELIS	Marianne	rue de Lanaye 121	4600	WISE (Lanaye)
NIVETTE	Cathy	Rittwiger 67	4910	THEUX
NOBILE	Anne-Marie	Rue Paradis 23	4600	WISE (Lixhe)
OCHELEN	Marie	Quai de Coronmeuse 5	4000	LIEGE
OGER	Christian	Rue des Carmes 15/B	4600	WISE
ONCLIN	Gerard	Rue de Lanaye 99	4600	WISE (Lanaye)
OOMS	M-P	Place du Roi Albert 19	4600	WISE (Lanaye)
ORTMANS	Stéphanie	Rue Wislet 13	4600	WISE (Lanaye)
OTTE	Eric	Rue du Brouck 61/A	4600	WISE (Loën)
PAIN	Elise	Rue Jean Lacroix 3	4600	WISE (Lanaye)
PALMANS	Louis	Rue W. Dewé 121	4000	LIEGE
PAQUOT	Danielle	Rue Parais 1	4600	WISE (Lixhe)
PARTOUNE	André	Place du Tige 5	4600	WISE (Lixhe)
PERPETE	M-L	Rue de la Croix 24	4600	WISE (Lixhe)
PHILIPPART-EMBRECHTS	M. et Mme	Rue de Liège 130/B	4600	WISE (Lixhe)
PHILIPPE	Fabrice	Rue Wislet 2	4600	WISE (Lanaye)
PIRE	Raphaël	Allée des Perches 7	4920	REMOUCHAMPS
PIRENNE	M-C	Rue de Maestricht 15	4600	WISE
PISCINA	Silvio	Place Roi Albert 42	4600	WISE (Lanaye)
PLOEMMEN	Irène	Rue de l'Ecluse 98	4600	WISE (Lixhe)
POLI	Vincenzo	Rue Paradis 8	4600	WISE (Lixhe)
PONCELET	Véronique	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
PONCELET	Pierre	Rue Porte de Mouland 6	4600	WISE

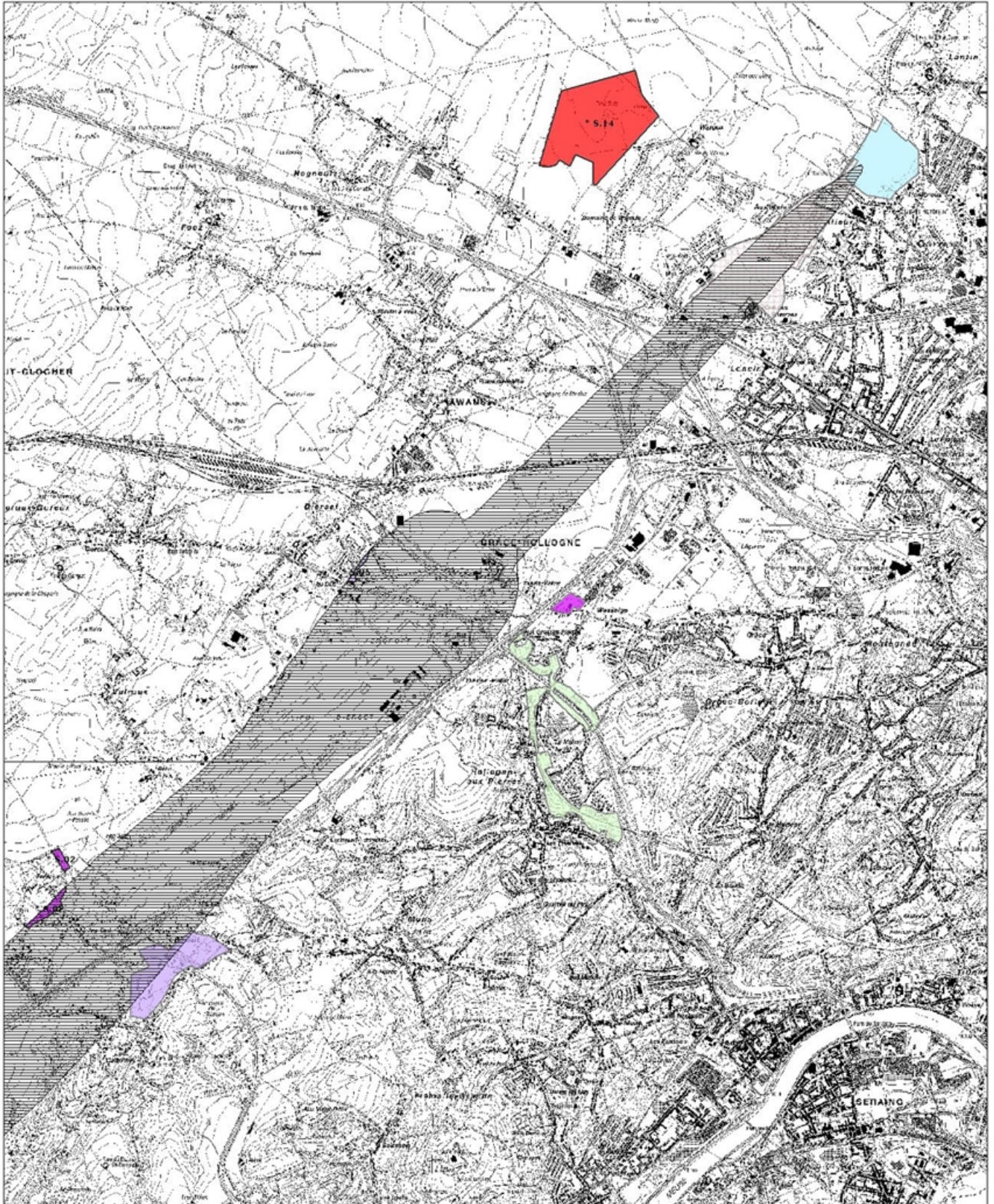
NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
PONCELET	Hugues	Rue du Perron 19	4681	HERMALLE
PONCIN	Hector	Rue des Battes 12	4600	WISE (Lanaye)
POSA	G.	Rue Corneil Gomzé 57	4800	VERVIERS
PRICK	Joëlle	Rue Collard 1	4600	WISE (Lanaye)
PRIEMEN	Fabrice	Rue de la Halle 10	4600	WISE (Lixhe)
QUERINJEAN	Christelle	Rue F. Chèvremont 74	4621	RETINNE
RAHIER	Francine	Rue Gabrielle Coune 10b	4600	WISE (Lixhe)
RAIMARCKERS	Christian	Rue du Village 33	4600	WISE (Lanaye)
RAUSCH	Jean-Michel	Rue du Plaidoir 11	4670	BLEGNY
REMACLE	Nadine	Avenue du Centre 308	4821	ANDRIMONT
REMI	C.	Rue de Lanaye 78	4600	WISE (Lanaye)
RENSONNET	C.	Rue Vaux 34	4600	WISE (Lixhe)
REUL	Marguerite	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WISE (Lixhe)
RISILIA	Mohamet	Rue Naniot 123	4000	LIEGE
ROSEN	Geoffrey	Rue des Battes 18	4600	WISE (Lanaye)
ROUX	Laure	Rue six Août 81	4621	RETINNE
SAIVE	Josée	Asse 436	4654	CHARNEUX
SCHERPENBERGS	Stéphanie	Rue de Lixhe 43	4600	WISE (Lixhe)
SCHETTERS-JANSSEN	M. et Mme	Quai du Barrage 2	4600	WISE (Lanaye)
SCHIFFER	Valérie	Avenue des Thermes 128/2	4050	CHAUDFONTAINE
SCHMITZ	Frédérique	Rue Simon Lobet 115	4800	VERVIERS
SCHOONBROODT	Elodie	Rue Riga 21	4684	HACCOURT
SCHREURS	Manu	Rue de Lanaye 119	4600	WISE (Lanaye)
SCHREURS	Romy	Rue de Lanaye 119	4600	WISE (Lanaye)
SCHREURS	J-M	Rue de Lanaye 119	4600	WISE (Lanaye)
SCHWARTZ	Thérèse	Rue des Battes 25	4600	WISE (Lanaye)
SCHYNS	Armel	Place Roi Albert 48	4600	WISE (Lanaye)
SCIBILIA	Franco	Quai du Barrage 17	4600	WISE (Lixhe)
SIMON	Françoise	Rue de Lanaye 116	4600	WISE (Lanaye)
SIMONI	Jean-Marc	Rue Spinard 7	4600	WISE (Lixhe)
SMEETS	Zéphirin	Rue de Lanaye 112	4600	WISE (Lanaye)
SMITS	Carla	Rue de la Croix 8	4600	WISE (Lixhe)
SPRONCK	Anne-Marie	Rue de la Croix 36	4600	WISE (Lixhe)
STAS	Y	Rue des Marguerites 24	4600	WISE
STASSAR	Eric	Rue de Liège 79	4600	WISE (Lixhe)
STOMMEN	Gaspard	Rue de l'Ecluse 83	4600	WISE (Lixhe)
SWENEN	Michel	Rue de Campine 17	4684	OUPEYE
SWENEN	Jean-Paul	Rue des Taillis 6	4600	WISE (Lixhe)
TANNIER	M. et Mme	Rue de la Croix 46	4600	WISE (Lixhe)
TASSET	Raphaël	Rue A. Libert 3	4600	WISE (Lanaye)
TASSET	Henri	Rue de Liège 69	4600	WISE (Lixhe)
TASSIER	Gisèle	Rue de Lixhe 48	4600	WISE (Lixhe)

NOM	PRENOM	Rue - N°	CP	Ville
THEUNISSEN	Rita	Rue de Visé 5	4607	DALHEM
THEUNISSEN	Denise	Rue des Battes 8	4600	WISE (Lanaye)
THEUNISSEN	Michelle	Rue Vieille Tour 6	4600	WISE (Lixhe)
TIMMERMANS	Georges (?)	Rue des Marguerites 24	4600	WISE
TOSSENS	Cécile	Rue du Village 93	4600	WISE (Lanaye)
TRIEPELS	R.	Rue du Village 22	4600	WISE (Lanaye)
VAES	Tilly	Rue des Battes 16/B	4600	WISE (Lanaye)
VALENTINI	Pauline	Rue de l'Athénée 102	4630	SOUMAGNE
VALENTINI	Simon	Rue de l'Athénée 102	4630	SOUMAGNE
VALLEM	Geneviève	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WISE (Lixhe)
VAN DE VOORT	Marie-Claire	Rue des Battes 23	4600	WISE (Lanaye)
VAN den BERG	Annick	Cour Phillipart 7	4600	WISE (Lixhe)
VAN DEN BERG		Rue du Village 26	4600	WISE (Lanaye)
VAN EMELEN	Jean	Rue de la Waide 42	4670	BLEGNY
VAN WAEBECK	J.	Rue du Village 69	4600	WISE (Lanaye)
VANDERHEYNDEN	Joseph	Rue Piralewe 3	4600	WISE
VANDERSMISSEN	Marie-Rose	Rue Martin Gritte 13	4600	WISE (Lixhe)
VANDEVEN	Sylvain	Rue Wislet 13	4600	WISE (Lanaye)
VANDORMAEL	Michel	Rue Paradis 23	4600	WISE (Lixhe)
VANHERCK	Rudi	Rue Lambert Mayers 32	4600	WISE (Loën)
VANHEUKELOM	Jean-Yves	Quai du Barrage 45	4600	WISE (Lixhe)
VANMOLLEKOT	Audrey	Rue Spinard 7	4600	WISE (Lixhe)
VERJAN	Michaël	Rue des 4 journées 2	1000	BRUXELLES
VOS	André	Rue Pavé du Gosson 258	4420	MONTEGNEE
VOSLOVAL	Olivier	Rue de Liège 172	4600	WISE (Lixhe)
WAGEMANS	Annick	Rue Bartels 11	4600	WISE (Lanaye)
WAMY	Meijer	Rue de Lanaye 91	4600	WISE (Lanaye)
WEIJDEN	JVD	Rue Lucassen 1	4600	WISE (Lanaye)
WELKENHUYSSEN	Marianne	Rue Martin Gritte 8	4600	WISE (Lanaye)
WILKIN	MJ.	Fays Polleur 36	4910	THEUX
WILLEM	Véronique	Rue du Brouck 60	4600	WISE (Loën)
WILLEMS	Claude	Rue de Lanaye 97	4600	WISE (Lanaye)
ZADEMACKERS		Rue Wiselt 10	4600	WISE (Lanaye)
ZANZEN-BOTTY	Joseph-Jacqueline	Place du Roi Albert 34	4600	WISE (Lanaye)
ZECCHINON	Laurent	Rue de Lixhe 15	4600	WISE (Lixhe)
ZECCHINON	Lucien	Rue Vieille Tour 9	4600	WISE (Lixhe)

Révision du plan de secteur de Liège

en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée.

Carte 1/3



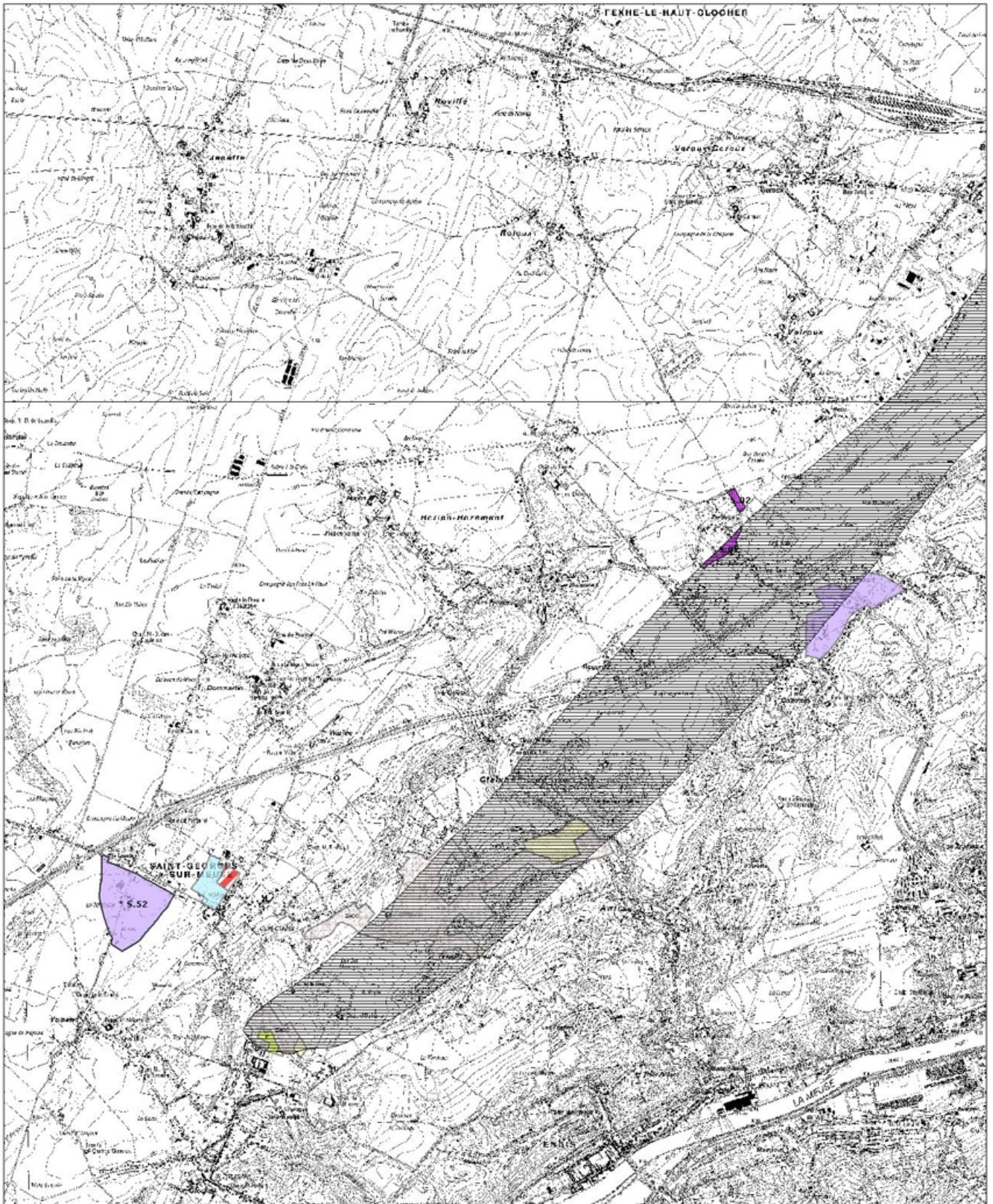
La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000

1.000 500 0 1.000 2.000 Mètres

Révision du plan de secteur de Liège

en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée.

Carte 2/3



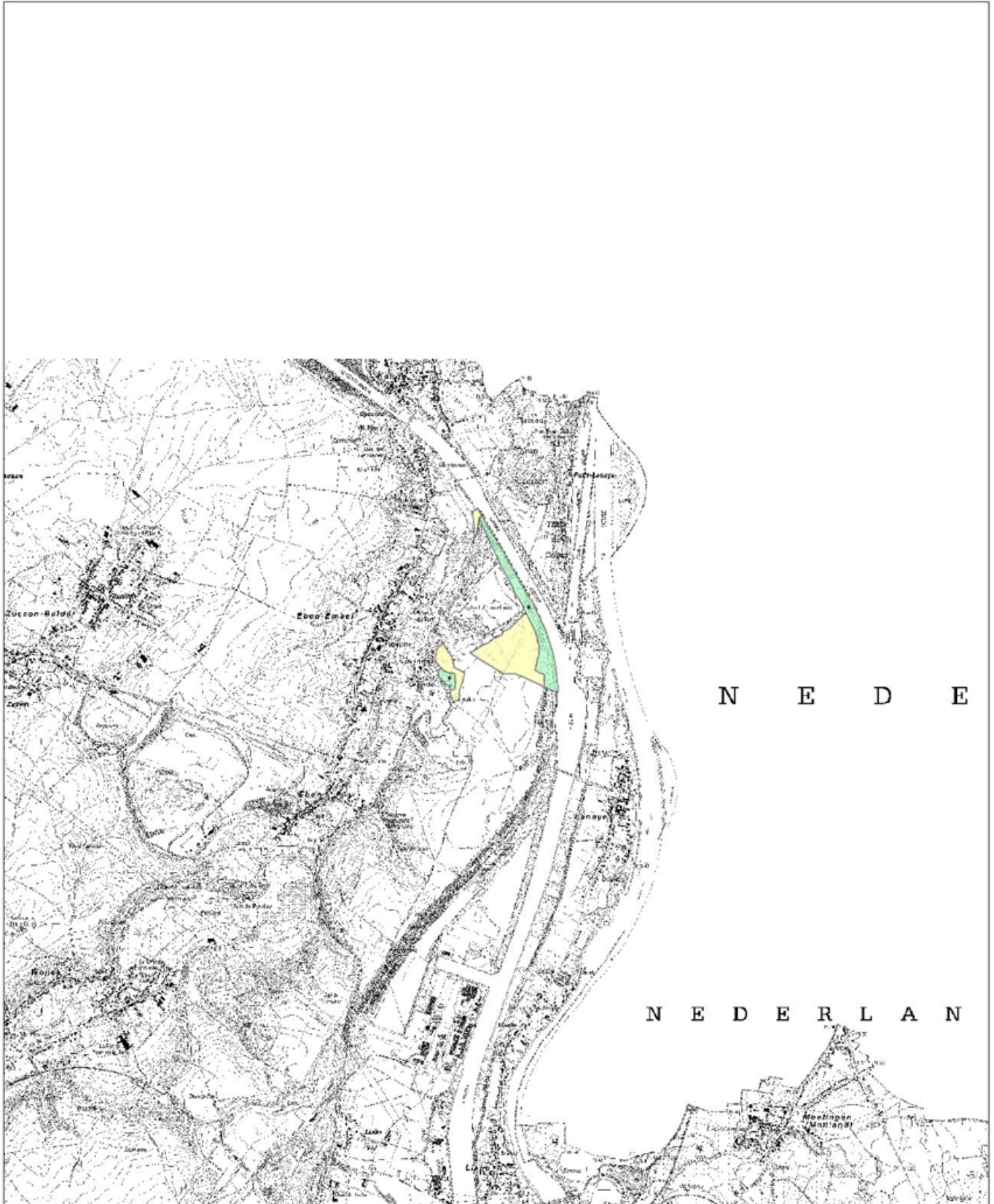
La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000



Révision du plan de secteur de Liège

en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée.

Carte 3/3



La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000

1.000 500 0 1.000 2.000 Mètres

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2012/27069]

1. MÄRZ 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Lüttich (Karten 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 und 42/5) zwecks der weiteren Entwicklung der Flughafentätigkeit von Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Aktivität

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUpe), insbesondere der Artikel 22 bis 28, 30 bis 33, 35, 37 bis 42, 43 bis 46, 452/21 und 452/25;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Festlegung des Sektorenplans von Lüttich, abgeändert insbesondere durch den Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1992 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993, 4. Mai 1995 und 6. Februar 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2009 (*Belgisches Staatsblatt* vom 19. Juni 2009) zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 34/6, 34/7, 41/4, 41/8; 42/1 und 42/5) im Hinblick auf die Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der mit ihr verbundenen Aktivität, die Verlagerung der Streitkräfte in Lüttich-Bierset und die damit verbundenen raumplanerischen Ausgleichmaßnahmen;

Aufgrund der anlässlich der in Artikel 4, Absatz 1, 2° des Gesetzbuches vorgesehenen öffentlichen Untersuchung, die vom 24. Juni bis zum 7. September 2009, mit einer Unterbrechung zwischen dem 16. Juli und dem 15. August 2009 in den Gemeinden Ans, Awans, Bassenge, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse und Visé stattgefunden hat, geäußerten Beanstandungen und Anmerkungen;

Aufgrund der Informationsveranstaltungen, die am 25. Juni 2009 in Bassenge und Grâce-Hollogne und am 30. Juni 2009 in Saint-Georges-sur-Meuse und Ans stattgefunden haben;

Aufgrund der Versammlungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung, die am 7. September 2009 in Ans, Awans, Bassenge, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse und Visé stattgefunden haben;

Aufgrund der Konzertierungsversammlungen, die am Abschluss der öffentlichen Untersuchung am 9. September 2009 in Bassenge und Saint-Georges-sur-Meuse und am 10. September 2009 in Grâce-Hollogne und in Ans stattgefunden haben;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates Grâce-Hollogne vom 19. Oktober 2009, das außerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Fexhe-le-Haut-Clocher vom 21. September 2009, das innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Flémalle vom 15. Oktober 2009, das innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Ans vom 24. September 2009, das innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Awans vom 22. September 2009, das innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Visé vom 21. September 2009, das innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Bassenge vom 10. September 2009, das innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Saint-Georges-sur-Meuse vom 21. Oktober 2009, das innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) vom 17. Dezember 2009 (Ref. 09/CRAT A.861-AN), das innerhalb der in Artikel 43, § 3, Absatz 2 des Gesetzbuches übermittelt wurde;

In der Erwägung, dass sich die Beschwerden, die im Laufe der öffentlichen Untersuchung eingereicht wurden, wie folgt verteilen:

- 16 Beschwerden in der Gemeinde Ans;
- 23 Beschwerden in der Gemeinde Fexhe-le-Haut-Clocher;
- 2 Beschwerden in der Gemeinde Flémalle;
- 61 Beschwerden in der Gemeinde Grâce-Hollogne;
- 53 Beschwerden in der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- 321 Beschwerden in der Gemeinde Visé;

In der Erwägung, dass sich das Gutachten des CRAT gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUpe auf die Akte mit dem Planentwurf bezieht, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigelegt sind;

Angesichts der Tatsache, dass alle Beschwerden sorgfältig von der Regierung geprüft wurden; dass die Regierung jedoch nicht jeder einzelnen Beschwerde Folge leisten muss; dass gemäß der Rechtsprechung des Staatsrates, nur die Beschwerden technischer Art in Betracht zu ziehen sind;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerden oder Aspekte der betreffenden Beschwerden sich auf Fragen beziehen, die nichts mit dem Sektorenplan selbst zu tun haben, zum Beispiel ein Antrag auf Austausch von Katasterparzellen; dass es außerdem ersichtlich wird, dass einige Beschwerden in Widerspruch mit anderen stehen;

In der Erwägung, dass zahlreiche aufgeworfene Punkte sich auf die Anwendung der Vorschriften des Sektorenplans und nicht auf den Sektorenplan beziehen; dass diese Fragen durch die administrativen Beschlüsse beantwortet werden müssen, hauptsächlich durch die administrativen Genehmigungen zur Regelung der Anwendung des einen oder anderen Elementes des Sektorenplans;

In der Erwägung, dass die Antwort auf diese Beschwerden Bemerkungen allgemeiner Natur sein können, in denen die Beschwerdeführer die Antwort auf ihren Einwand finden; dass die wallonische Regierung zahlreichen Beschwerden durch die Änderungen des endgültigen Sektorenplanes im Verhältnis mit dem, was in den beiden Projekten, die der öffentlichen Untersuchung unterworfen worden waren, vorgesehen war, entgegenkommt;

In der Erwägung, dass nach Kenntnisnahme aller oben aufgezählten Elemente der Akte und nach deren Analyse der CRAT sein Gutachten in voller Kenntnis der Sachlage abgegeben hat;

Aufgrund des am 4. Januar 2010 abgegebenen Gutachtens des «Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable» (Wallonischer Umwelttrat für eine nachhaltige Entwicklung - CWEDD) (Ref. CWEDD/10/AV.27), das außerhalb der in Artikel 43, § 4, Absatz 2 des Gesetzbuches vorgesehenen Frist übermittelt wurde;

Aufgrund des Gutachtens der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (DGARNE) vom öffentlichen Dienst der Wallonie vom 5. Januar 2010 (Ref. DGARNE/AvPAE/2009-RPS0017/Sortie2009: 28511), das außerhalb der in Artikel 43, § 4, Absatz 2 des Gesetzbuches vorgesehenen Frist übermittelt wurde.

Umweltverträglichkeitsprüfung im Allgemeinen

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass bestimmte in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegten Dokumente inexakt sind, insbesondere die Luftbildphotographien und die Karten, die den westlichen Teil des Flughafengebiets darstellen und die mit der Lage vor Ort nicht mehr übereinstimmen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die neuesten Dokumente, über die er verfügte, zur Illustrierung seiner Studie benutzt hat,

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung erachtet, dass diese Dokumente als Dokumente zum Veranschaulichen der Studie zu betrachten sind, und dass sie in dieser Eigenschaft ihre Vollständigkeit keinesfalls beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass Artikel R.82 des Umweltgesetzbuchs vorsieht, dass der CWEDD für jeden Entwurf, der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt, der beantragenden Behörde ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und die Umweltrelevanz des Projekts abgibt;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine zufriedenstellende Qualität aufweist» und «dass die zuständige Behörde darin die Elemente findet, um ihren Beschluss zu fassen»;

In der Erwägung, dass der CWEDD jedoch bemerkt, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer keine Schlussfolgerung über die Lebensfähigkeit der durch den Planentwurf betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe ziehen konnte, und daher empfiehlt, dass eine genaue Bewertung dieses Entwurfs durchgeführt wird und dass geeignete Ausgleichsmaßnahmen getroffen werden;

In der Erwägung, dass sich der Umweltverträglichkeitsprüfer darauf beschränkt hat, die Bodenverluste je Betreiber innerhalb einer selben Gemeinde aufzulisten, weil er keinen Zugang zu Informationen hatte, die ihm nützlich gewesen wären, um auf die Bemerkung des CWEDD zu antworten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zum Gegenstand hat, die Auswirkungen des Planentwurfs auf die landwirtschaftliche Aktivität auf Ebene des Bezugsgebiets und nicht für jeden einzelnen Betrieb zu bewerten;

In der Erwägung, dass die Bewertung der Lebensfähigkeit eines Betriebs Untersuchungen benötigt, die ganz anderer Art sind als diejenigen, die im Rahmen einer Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen sind, da sie eine personalisierte Prüfung jeder einzelnen Lage voraussetzt, dass aber diese Lagen so vielfältig sind, dass keine Verallgemeinerung möglich ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch daran erinnern möchte, dass sie in der Umweltverträglichkeitsprüfung über ausreichende Informationselemente über die Wirkungen des Planentwurfs, den er verabschiedet hat, verfügt, um ihren Beschluss zu fassen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung im Allgemeinen daran erinnert, dass was die Landentnahmen in dem Agrargebiet des Sektorenplans betrifft, die Eintragung neuer Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter in Ans und Saint-Georges-sur-Meuse wie auch die Eintragung eines neuen Gewerbegebiets in Saint-Georges-sur-Meuse auf der Feststellung eines mangelnden Angebots an zu Wohnzwecken einerseits und zu gewerblichen Zwecken andererseits bestimmten Grundstücken auf dem Gebiet dieser beiden Gemeinden beruht; dass sie demnach nach Gebieten suchen musste, die nicht zu diesen beiden Zwecken bestimmt waren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung für die Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse ihre Suche auf Gelände konzentriert hat, die südlich der Autobahn E42 in dem am meisten gesiedelten Teil der Gemeinde gelegen sind; dass diese Wahl unter anderem ermöglicht, die ländliche Bestimmung des im Norden gelegenen Hespengauer Plateaus zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung für die Gemeinde Ans das zu Wohnzwecken bestimmte Gebiet auf die Gelände begrenzt hat, die an ein Wohngebiet angrenzen, und die sich außerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset befinden;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die von der Wallonischen Regierung geplanten Flächen sowie die Standortwahl der neuen Gebiete gebilligt hat, nachdem er die Varianten für Ans und Saint-Georges-sur-Meuse überprüft hat;

In Erwägung, als Schlussfolgerung, dass die Wallonische Regierung die Landentnahmen innerhalb des Agrargebiets des Sektorenplans auf das Minimum begrenzt hat, und deren Standort in Anwendung von mit ihrer Raumordnung vereinbaren Optionen gewählt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daher der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung genug Information über die Auswirkungen des Planentwurfs auf die landwirtschaftliche Aktivität gibt; dass sie angesichts des Gutachtens des CWEDD erachtet, dass sie die Qualität und Vollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht in Frage zu stellen hat.

Revision des Sektorenplans im Allgemeinen

In der Erwägung, dass der CRAT unter Vorbehalt der Berücksichtigung der von ihm geäußerten Bemerkungen und Beobachtungen ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgibt;

In der Erwägung, dass der CWEDD empfiehlt, dass eine Verwallung der Wertsteigerungen und -minderungen infolge der Zweckentfremdungen vorgenommen wird;

In der Erwägung, dass sich einige Eigentümer über die Wertminderung ihrer Güter beschweren;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer fragen, welche Entschädigungen oder Ausgleichs im Falle der Umwandlung von zur Verstädterung bestimmten Gebieten in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete im Sektorenplan vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass es in der Gesetzgebung keine Regelung gibt, die es ermöglichen würde, die Anwohner zu entschädigen, weil ihre Immobiliengüter eine Wertminderung aufweisen, die auf eine Änderung der Zweckbestimmung eines Gebiets zurückzuführen ist;

In der Erwägung, dass Artikel 70 des Gesetzbuches jedoch die Bedingungen der Entschädigung festlegt, die die Region ggf. zu zahlen hätte, falls das Bau- oder Parzellierungsverbot aus einem verbindlichen Plan hervorgeht, durch den der Nutzung, die dem Immobiliargut durch den am Tage vor dem Inkrafttreten des besagten Plans geltenden Raumordnungsplan gegeben wird, ein Ende gesetzt wird; dass die Personen, die diesen Bedingungen genügen, ihre Ansprüche werden gelten lassen können;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich fragt, ob die Komponenten des Planentwurfs immer noch aktuell sind, da er 2004 eingeleitet wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Zielsetzungen, die zur vorliegenden Revision des Sektorenplans Lüttich geführt haben, bestätigt, mit Ausnahme der Verlagerung der Streitkräfte, die nicht mehr gerechtfertigt ist, da die föderale Regierung Bestimmungen erlassen hat, um die Hubschrauberkapazität der Luftstreitkräfte im Einsatzbasis Beauvechain zu gruppieren;

In Erwägung der Bewertung des «Gewerbegebiete – bis» genannten vorrangigen Plans, der durch die Wallonische Regierung am 29. Oktober 2010 genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Ans der Regierung haben wissen lassen, dass sie den Bau eines neuen Fußballstadions sowie einer Schule für die Ausbildung von Jugendlichen auf Geländen innerhalb des von den Straßen rue Guillaume Reynen, rue de Lantin und route militaire gebildeten Umkreises aufgeben;

In der Erwägung außerdem, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung im Jahre 2009 durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass die DGARNE ein ungünstiges Gutachten über den Planentwurf abgibt;

In der Erwägung, dass das Gutachten der DGARNE durch das am meisten zwingende Gutachten der sechs Abteilungen bestimmt ist, die zu Rate gezogen wurden;

In der Erwägung, dass nur die Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe der DGARNE ein ungünstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben hat;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten die in Frage gestellten Komponenten des Planentwurfs nicht einzeln angibt, über eine «Erweiterung» spricht, die unmöglich zu identifizieren ist, die Durchführung eines «neuen kommunalen Raumordnungsplans» erwähnt und sich auf «Artikel 46, § 4, Absatz 1 des CWATUpe», der veraltet ist, bezieht;

In der Erwägung, dass diese Elemente der wallonischen Regierung nicht erlauben, Stellung über dieses besondere Gutachten zu nehmen, was die Gutachten der anderen zu Rate gezogenen Abteilungen der DGARNE, die übrigens vorbehaltlich bestimmter Bedingungen günstig sind, keineswegs in Frage stellt;

In der Erwägung, dass die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser der DGARNE ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben hat, unter der Bedingung, dass die in den Präventivzonen zur Wassergewinnung geltenden Schutzmaßnahmen gemäß dem Wassergesetzbuch berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass die Direktion der Oberflächengewässer ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben hat, unter der Bedingung, dass aufgrund der von der Rahmenrichtlinie «Wasser» festgelegten Umweltzielen keine Beschädigung der Wassermassen des Zwischeneinzugsgebiets der Maas stromabwärts zugelassen wird;

In Erwägung des günstigen Gutachtens des Gemeinderates Bassenge über den Planentwurf;

In Erwägung des günstigen Gutachtens des Gemeinderates Ans über den Planentwurf;

In Erwägung des bedingten günstigen Gutachtens des Gemeinderates Awans über den Planentwurf;

In Erwägung des bedingten günstigen Gutachtens des Gemeinderates Grâce-Hollogne über den Planentwurf;

In Erwägung des Gutachtens des Gemeinderates Flémalle über den Planentwurf;

In Erwägung des Gutachtens des Gemeinderates Saint-Georges-sur-Meuse über den Planentwurf;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat Visé in seinem Gutachten keine Stellung über den Plan selbst nimmt, aber einen Antrag einreicht, um das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter genannt «Lanaye» als raumplanerischer Ausgleich im Rahmen der vorliegenden Revision in Betracht zu ziehen;

Aufgrund des negativen Gutachtens des Gemeinderates Fexhe-le-Haut-Clocher über den Planentwurf;

In der Erwägung, dass sich bestimmte Beschwerdeführer jeder Revision des Sektorenplans rund um den Flughafen Lüttich-Bierset wegen der von dem Flughafen verursachten Belästigung widersetzen, solange keine Maßnahmen zu deren Milderung getroffen werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in dieser Hinsicht daran erinnert, dass sie der SOWAER mit der Einleitung, Überwachung und Finanzierung der Umweltmaßnahmen, die sie zur Begleitung und Förderung der Entwicklung der wallonischen Flughäfen getroffen hat, beauftragt hat; dass sich die SOWAER somit an dem Erwerb und der Schallisierung der Gebäude, die um die Flughäfen gelegen sind, sowie in der Gewährung von Entschädigungen wegen gewerblicher und beruflicher Störungen und von Umzugsprämien für die Mieter beteiligt;

In der Erwägung, dass sich bestimmte Beschwerdeführer jeder Revision des Sektorenplans widersetzen, die dazu führen würde, dass die Bewohner noch mehr verschiedenartige Belästigungen erleiden müssen;

In der Erwägung, dass die von den verschiedenen Komponenten des Planentwurfs verursachten Belästigungen von dem Umweltverträglichkeitsprüfer analysiert worden sind, und dass die Wallonische Regierung auf die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten genauen Bemerkungen individuell geantwortet hat;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Umwandlung in ein zur Verstädterung bestimmtes Gebiet ihrer Eigentümer, die zur Zeit in einem nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiet gelegen sind, sowie die Anpassung der Parzellengrenzen an die Katasterpläne wünschen;

In der Erwägung, dass diese Anträge den Zielen, die sich die Wallonische Regierung im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans Lüttich gesetzt hat, nicht entsprechen;

In der Erwägung, dass der CWEDD, wie auch mehrere in der öffentlichen Untersuchung zu Rate gezogenen öffentlichen Instanzen, die Empfehlungen des Umweltverträglichkeitsprüfers zur Vermeidung, Reduzierung oder zum Ausgleich der von ihm festgestellten negativen Auswirkungen des Planentwurfs unterstützt;

In der Erwägung, dass bei der Durchführung der Komponenten des Planentwurfs die geltenden Gesetzgebungen, insbesondere das Wassergesetzbuch, beachtet werden müssen; dass der Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts unter Berücksichtigung der Zweckbestimmung der neuen Gebiete angepasst werden muss;

Reserveumkreis der notwendigen Räume für den Schutz und die Erhaltung der Flughafeninfrastruktur

In der Erwägung, dass die Abteilung Boden und Abfälle der DGARNE auf den Standort «BOMA» in Grâce-Hollogne aufmerksam macht, deren Befestigungsaufschüttungen im Mai 2009 durch die SPAQuE charakterisiert worden sind;

In der Erwägung, dass angesichts dieser Erwägung die Eintragung des Reserveumkreises keine Verbindung oder Auswirkung hat;

In der Erwägung, dass sich der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse der Eintragung des Reserveumkreises widersetzt, «wenn es nicht vorgesehen ist, ihn 2020 zu revidieren»;

In der Erwägung, dass das Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, abgeändert insbesondere durch das Dekret vom 29. April 2004, in seinem Artikel 1bis, § 2 den langfristigen Entwicklungsplan als die maximale Entwicklungsgrenze der Flughäfen definiert;

In der Erwägung, dass der langfristige Entwicklungsplan also nicht vorgesehen ist, um revidiert zu werden, sowie der Reserveumkreis, der sich daraus im Sektorenplan ergibt;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer denken, dass die vage Definition des Reserveumkreises und das Fehlen von Einzelheiten über dessen konkrete Durchführung, wobei den Behörden eine zu große Auslegungsspanne erteilt wird und die Rechtssicherheit für die Einwohner gefährdet wird, zu einer systematischen Ablehnung der Städtebaugenehmigungen in dem Gebiet A führen könnten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung keine Bemerkung in dieser Hinsicht in der Umweltverträglichkeitsprüfung festgestellt hat, mit Ausnahme der Problematik der Aktivitäten im Gaststättenbereich;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung keine Bemerkung in dieser Hinsicht in den Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen festgestellt hat;

In der Erwägung, dass das von der Wallonischen Regierung verfolgte Ziel darin besteht, die Verstädterung der in der Nähe der Flughafeninfrastruktur gelegenen Grundstücke zu beherrschen, und insbesondere den Bedingungen der Entwicklung der Wohnfunktion einen strikten Rahmen zu geben;

In der Erwägung, dass dieses Ziel durch die Eintragung eines Reserveumkreises im Sinne von Artikel 40, § 1, 6° des CWATUPe erreicht werden kann: dieser ist» dazu bestimmt, die notwendigen Flächen zur Verwirklichung, zum Schutz oder zur Erhaltung einer Kommunikationsinfrastruktur vorzubehalten; die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, können in einem solchen Umkreis entweder verboten oder mit besonderen Bedingungen verbunden werden»;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung diese Bestimmung durch die Definition der Handlungen und Arbeiten, die einer Genehmigung bedürfen und die in den Gebieten, die den Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur im Überdruck enthalten, verboten werden können, ergänzt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung infolgedessen der Ansicht ist, dass die Eintragung des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur und die damit verbundene Vorschrift klar und deutlich sind, was die verfolgten Ziele und die eingesetzten Mittel betrifft;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer sich fragen, warum die Zweckbestimmung der betroffenen Gebiete nicht abgeändert werden kann, anstatt ein Reserveumkreis im Überdruck auf diesen einzutragen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Gründe dieser Wahl in ihrem Erlass vom 19. Juli 2007, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Lüttich einer Revision zu unterziehen, gegeben hat, insbesondere weil der Reserveumkreis operationeller ist;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich fragen, ob es angesichts der Fahrten umweltfreundlich ist, die Arbeiter zu zwingen, weit entfernt von den Betrieben zu wohnen;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die Entfernung bis zum Arbeitsplatz nicht als potentieller Nachteil des Reserveumkreises betrachtet;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung außerdem erachtet, dass der Reserveumkreis keine übermäßige Entfernung der Arbeiter, die in der Nähe ihres Arbeitsplatzes wohnen möchten, auferlegt, sondern u.a. darauf abzielt, die Anwohner des Flughafens gegen übermäßige Belästigungen zu schützen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer schade findet, jede Wohnmöglichkeiten im ganzen Reserveumkreis zu beseitigen, da bestimmte Orte bewohnbar sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass der Begriff «bewohnbar» subjektiv ist, und dass genau bestimmte Normen anzuwenden sind, um die zu Wohnzwecken oder nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebiete festzulegen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daher die Eintragung eines Reserveumkreises als Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset liegen, bestätigt;

Aufhebung der zusätzlichen Vorschrift «*S.12»

In der Erwägung, dass keine besondere Bemerkung über die Beseitigung der zusätzlichen, auf dem Sektorenplan mit «*S.12» gekennzeichneten Vorschrift, die bestimmte Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung betrifft, die auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen sind, geäußert wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die Aufhebung dieser zusätzlichen Vorschrift und die Eintragung im Sektorenplan der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung bestätigt;

Komponenten des Planentwurfs auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse.

Das gemischte Gewerbegebiet

In der Erwägung, dass sich ein Beschwerdeführer der Umwandlung des entlang der «Chaussée verte» gelegenen Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein gemischtes Gewerbegebiet wegen der Belästigungen der Betriebe, nämlich betreffend den Lärm, die Landschaft, die Privatsphäre, die Verschmutzung, die Verkehrssicherheit, die Parkplatzprobleme, die Überschwemmungen usw. widersetzt;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung «kein Wort über die Belästigungen jeglicher Art (Lärm, Landschaft, Privatsphäre, Verschmutzung, Verkehrssicherheit, Parkplatzprobleme, Überschwemmungen usw.) und die Folgen des Planentwurfs über das Wohngebiet mit ländlichem Charakter zu finden ist»;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die vom Umweltverträglichkeitsprüfer hervorgehobenen Belästigungen in dem westlichen Teil des geplanten gemischten Gewerbegebiets ebenfalls für den Osten der «chaussée Verte» gelten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ihren Willen, die entlang der «chaussée Verte» gelegenen Wohngebäude in das geplante gemischte Gewerbegebiet einzugliedern, bestätigt;

In der Erwägung, dass auch wenn die Mitherrücksichtigung dieser Gebäude tatsächlich Folgen betreffend die auf diese Gelände anwendbaren und in den allgemeinen Betriebsbedingungen der Betriebe festgelegten Lärmnormen hat, die Wallonische Regierung jedoch daran erinnert, dass die besonderen Betriebsbedingungen der Unternehmen in den Umweltgenehmigungen bestimmt werden, und dass diese strenger als die allgemeinen Bedingungen sein können;

In der Erwägung, dass die Einhaltung dieser Normen im Rahmen der Durchführung des Sektorenplans zu kontrollieren ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer betont, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer das Gebiet analysiert hat, ohne die «durchführbaren Programme» zu kennen, was darauf andeuten würde, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung nicht ausreicht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass das vorliegende Verfahren die Revision des Sektorenplans Lüttich bezweckt, was nicht unbedingt voraussetzt, dass genaue Durchführungsprojekte bereits gekannt sind;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Tatsache unterstreicht, dass er jetzt eine abweichende Genehmigung erhalten muss, wenn er ein Wohnprojekt in dem neuen geplanten Gebiet entwickeln möchte;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung es für kohärent im Hinblick auf die Raumordnung hält, sich zu vergewissern, ob die Projekte, die von dem Beschwerdeführer entwickelt werden könnten, die von ihr getroffene Wahl zur Entwicklung einer neuen wirtschaftlichen Tätigkeit nicht in Frage stellen, und dass genau dieses den Gegenstand des Abweichungsverfahrens bildet;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer unterstreicht, dass «der Autor der Studie bemerkt, dass kein objektives Element zur Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets vorliegt, mit Ausnahme von steuerlichen Gründen»

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass wenn das mangelnde Angebot an gemischten Gewerbegebieten auf Gemeindeebene nicht als erwiesen scheint, es jedoch auf Ebene des Untergebiets Südwest, das von der Interkommunale SPI+ verwaltet wird, sicher ist;

In der Erwägung, dass die Komponente des Planentwurfs in derselben Eigenschaft als die neuen Gewerbegebiete, die von der Wallonischen Regierung am 29. Oktober 2010 gewählt hat, unter den Projekten zählt, die sie zu entwickeln plant, um dem Bedarf an neuen Gewerbegebieten entgegenzukommen, der in der Begutachtung vom 21. September 2006 der ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung (CPDT) festgestellt worden ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer angibt, dass keine Verwaltungsbehörde einen Beschluss fassen darf, mit dem Ziel, eine Verstoßlage zu regularisieren.

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung keinesfalls die Regularisierung von Verstoßlagen durch die Eintragung dieser Komponente des Planentwurfs bezweckt, jedoch der Ansicht ist, dass ihre Gestaltung den Vorteil bietet, bereits bestehende Bauten zu integrieren;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich fragt, ob diese Komponente des Planentwurfs mit dem Entwicklungsplan des regionalen Raums (SDER) und der regionalpolitischen Erklärung vereinbar ist, die gegen die bandartige Verstädterung Stellung nehmen und darauf abzielen, dass sich die gewerbliche Aktivitäten wieder in den besiedelten Zentren niederlassen;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung in dieser Hinsicht dem Gutachten des Umweltverträglichkeitsprüfers anschließt und erachtet, dass die Eintragung der Komponente des Planentwurfs zur Entwicklung des Lütticher Ballungsraums, der im SDER als Hauptpole zur Entwicklung der Wallonie genannt ist, beiträgt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls der Ansicht ist, dass die Komponente des Planentwurfs zum Ziel des SDER, das die Strukturierung der Städte und Dörfer betrifft, angesichts seiner Zentrallage in Saint-Georges-sur-Meuse beiträgt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung schließlich der Meinung ist, dass die Komponente des Planentwurfs keinesfalls eine bandartige Verstädterung darstellt. Sie wird in ihrer Meinung durch die Feststellung des Projektautors bestärkt, der erklärt, dass keine Komponente des Planentwurfs die Form einer linearen Entwicklung entlang des Wegenetzes aufweist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Agrarflächen, die von der Eintragung der Komponente des Planentwurfs betroffen sind, ein «landwirtschaftliches Interesse» aufweisen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in den allgemeinen Erwägungsgründen auf diese Anmerkung eingegangen ist;

In der Erwägung, dass der Projektautor feststellt, dass zehn landwirtschaftliche Parzellen mit einer Gesamtfläche von 17,7 ha von der Komponente des Planentwurfs betroffen sein werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die betroffene Fläche - ungeachtet der Qualität der Ländereien - auf Ebene der Wallonie unbedeutend ist und unter Berücksichtigung der Gesamtfläche der Komponente des Planentwurfs einen geringen Anteil darstellt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch einwilligt, den zukünftigen Projektträger zu beauftragen, Maßnahmen zur Betreuung der Unternehmen zu treffen, insbesondere für die landwirtschaftlichen Betriebe, deren Lebensfähigkeit durch die Realisierung des gemischten Gewerbegebiets gefährdet werden könnte;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Frage nach den Belästigungen stellt, insbesondere hinsichtlich des Verkehrsaufkommens, das durch die Unternehmen Hobby Garden und Ets Laruelle, die innerhalb des Umkreises der Komponente des Planentwurfs angesiedelt sind, entsteht, wobei er sich fragt, ob diese wirklich als «kleine Handwerksbetriebe» gelten;

In der Erwägung, dass Artikel 30 des CWATUPE angibt, dass das gemischte Gewerbegebiet unter anderem «für handwerkliche Tätigkeiten» bestimmt ist und nicht für «für Tätigkeiten des Kleinhandwerks»;

In der Erwägung, dass es im Rahmen des vorliegenden Verfahrens jedoch nicht die Aufgabe der Wallonischen Regierung ist, die Verkehrsprobleme zu lösen, die durch bestehende Unternehmen entstehen;

In der Erwägung, dass sie jedoch die potentiellen Beeinträchtigungen des bestehenden Verkehrs im Hinblick auf die Eintragung des neuen gemischten Gewerbegebiets zu berücksichtigen hat; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer diesbezüglich unterstreicht, dass «die Komponente hinsichtlich der möglichen Verkehrsverbindungen mit dem Vorhandensein der N614 und der Nähe der Autobahn ideal gelegen ist»;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung folglich der Ansicht ist, dass der Hauptverkehr auf der N614 in Richtung Norden und auf der Autobahn stattfindend wird und sich demnach nicht auf das bestehende, südlich des neuen Gewerbegebiets gelegene Wohngebiet auswirken wird;

In der Erwägung, dass der CRAT eine Eintragung des Gebiets befürwortet, wobei er jedoch der Ansicht ist, dass die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets in Saint-Georges-sur-Meuse Gegenstand einer zusätzlichen Vorschrift sein sollte, die die Ansiedlung von Einzelhandelsgeschäften in diesem Gebiet ausschließt, da die Bedürfnisse an Räumlichkeiten für die Handelstätigkeit auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse nicht erwiesen erscheinen;

In der Erwägung, dass der CWEDD die Eintragung des Gebiets befürwortet, wobei er jedoch die Empfehlung des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung, eine zusätzliche Vorschrift vorzusehen, die die Ansiedlung von Einzelhandelsgeschäften auf der Komponente des Planentwurfs ausschließt, unterstützt;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse die Eintragung der Komponente des Planentwurfs befürwortet;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse des weiteren darauf hinweist, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeführt wird, dass die Geschäfte von Sur-les-Bois unter der Konkurrenz des neuen gemischten Gewerbegebiets leiden werden, obwohl diese Geschäfte nicht mehr existieren;

In der Erwägung, dass diese Feststellung durch den CWEDD in seinem Gutachten über die Qualität und Vollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht hervorgehoben wurde;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer feststellt, dass das Defizit an Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse sich insbesondere auf die Tätigkeit der kleinen und mittleren Unternehmen sowie der kleinen Industriebetriebe bezieht, nicht jedoch auf die Handelstätigkeit;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, sich den Gutachten des CRAT und des CWEDD, die Handelstätigkeit von der Komponente des Planentwurfs auszuschließen, eine Entscheidung, die im Gegensatz steht zu ihrer im Rahmen des Erlasses vom 7. Juli 2009 zur Verabschiedung des Vorentwurfs getroffenen Entscheidung;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung schlussfolgernd die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets mit einer Fläche von 28 ha einerseits und die Eintragung einer zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.52» eingetragen wird und der zufolge «die Einzelhandelsgeschäfte und Betriebe für Dienstleistungen an die Bevölkerung dort untersagt sind, außer wenn sie Hilfstätigkeiten zugunsten der in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten sind oder wenn sie vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Revision des Sektorenplans von Lüttich zugelassen worden sind» andererseits bestätigt;

Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift «Notre-Dame de Hal» und «Stockay»;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass die Eintragung von auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Wohngebieten mit ländlichem Charakter in Saint-Georges-sur-Meuse nicht gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass er jedoch feststellt, dass «diese Gebiete bereits Gegenstand einer prinzipiellen Entscheidung im Rahmen des durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 (*Belgisches Staatsblatt* vom 9. April 2003) verabschiedeten Revisionsverfahrens des Sektorenplans Lüttich gewesen sind»;

In der Erwägung, dass der CRAT dem Vorschlag des Gemeinderates Saint-Georges-sur-Meuse, der im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegeben wurde und darin besteht, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter zwischen dem Dorf und der Autobahn E42 einzutragen (siehe unten) eher zustimmt, da dieser Vorschlag angemessener scheint, um den bebauten Dorfkern zu stärken;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse der Meinung ist, er sei in der Frage der Ansiedlung der Komponenten des Planentwurfs und der durch den Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagenen Alternativen nicht ausreichend konsultiert worden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass sie nicht verpflichtet ist, im Rahmen der Ausarbeitung des Vorprojekts des Sektorenplans eine Konzertierung durchzuführen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat in seinem Gutachten vom 24. September 2009 als Alternative zu den Komponenten des Planentwurfs vorgeschlagen hat, zwei Agrargebiete in Wohngebiete mit ländlichem Charakter umzuwandeln, und zwar einerseits im Zentrum zwischen der rue Albert I^{er}, der Rue du Centre und der Autobahn E42 sowie andererseits nördlich der Autobahn zwischen der Rue du Vicinal, dem ehemaligen Schienenbett der Kleinbahn und der Rue du Centre;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer ungünstige Gutachten über die Komponenten des Planentwurfs abgegeben haben;

In der Erwägung, dass der CWEDD die Eintragung der Komponenten des Planentwurfs befürwortet;

In der Erwägung, dass in diesem Gutachten jedoch keine neuen Argumente zu Gunsten der Eintragung der Komponenten des Planentwurfs geäußert werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die von dem Gemeinderat vorgebrachten Alternativen aufmerksam geprüft hat;

In der Erwägung, dass die Alternative in der Nähe des Zentrums von Saint-Georges-sur-Meuse grundsätzlich den von der Wallonischen Regierung verfolgten Zielsetzungen zur Einschränkung der Zerstreuung des Wohnbereichs und zur Unterstützung seiner Entwicklung ab den bestehenden Zentren entspricht; dass dies nicht der Fall ist, was die andere, vom Gemeinderat vorgeschlagene Alternative betrifft, die zu weit von den Siedlungen des Gemeindegebiets entfernt liegt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch den Vorschlag des Gemeinderats, der ihr am sinnvollsten erscheint, nicht in Betracht ziehen kann, ohne die Auswirkungen der Eintragung des neuen, zu Wohnzwecken bestimmten Gebiets auf die Umwelt untersuchen gelassen zu haben;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch der Ansicht ist, dass die Fristen, die einerseits zur Ausarbeitung eines Nachtrags zu der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des neuen, vom Gemeinderat vorgeschlagenen Gebiets und andererseits zur Ausführung der neuen Maßnahmen für eine öffentliche Untersuchung erforderlich sind, mit denjenigen Fristen, die sie festgelegt hat, um die sich im Rahmen der Revision des Sektorenplans von Lüttich verfolgten Ziele zu erreichen, unvereinbar sind;

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans von Lüttich auf die Eintragung neuer zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten auf dem Gebiet von Saint-Georges-sur-Meuse verzichtet wird, keinerlei Auswirkungen auf die Kohärenz der bevorstehenden Planung im Rahmen dieser Revision hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich schlussfolgernd dem Gutachten des CRAT anschließt und folglich beschließt, auf die geplante Eintragung von zwei Wohngebieten mit ländlichem Charakter in Saint-Georges-sur-Meuse mit einer zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift zu verzichten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch hervorheben möchte, dass ihre Entscheidung nicht darauf abzielt, den Bedarf an neuen zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten auf dem Gebiet von Saint-Georges-sur-Meuse in Frage zu stellen, den sie in Artikel 1, § 7 ihres Erlasses vom 6. Februar 2003 über die endgültige Verabschiedung der vorherigen Revision des Sektorenplans Lüttich festgestellt hatte;

Das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen und das Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Dorfzentrum von Saint-Georges-sur-Meuse

In der Erwägung, dass der CRAT ein bedingungslos günstiges Gutachten abgegeben hat;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten abgegeben hat, wobei er jedoch betonte, dass die Reihe von vierzehn bemerkenswerten Bäumen, die innerhalb des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen stehen zu wahren sei, und dass es verboten sei, in dem Gebiet mit einer geringen Überschwemmungsgefahr zu bauen;

In der Erwägung, dass die Abteilung Natur und Forstwesen der DGARNE zu der Feststellung gelangt, dass die Reihe mit bemerkenswerten Bäumen durch das Projekt gefährdet scheint;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer zusätzlich zu der Errichtung eines Schutzperimeters um die bemerkenswerten Bäume herum während der Einrichtungsarbeiten des Gebietes und der Festlegung der erforderlichen Maßnahmen zur Bekämpfung der Auswirkungen der Überschwemmungen auf Personen und Güter den Bau von energetisch hocheffizienten Wohnungen empfiehlt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung diese Empfehlungen zur Kenntnis nimmt, denen zum Zeitpunkt der Einrichtung des Gebiets Rechnung zu tragen sein wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend die Eintragung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen mit einer Fläche von sieben Hektar und eines Wohngebiet mit ländlichem Charakter mit einer Fläche von zwei Hektar auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse bestätigt;

Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung mit einem Reserveumkreis im Überdruck

In der Erwägung, dass keine Anmerkung oder Beobachtung gegen eine Eintragung dieser Komponenten des Planentwurfs spricht aus Gründen, auf die nicht bereits in dem vorliegenden Erlass eingegangen worden wäre;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die Eintragung von zwei Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung mit einer Gesamtfläche von zehn Hektar auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse bestätigt.

Die Komponenten des Planentwurfs auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle

Das gemischte Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.04» eingetragenen Vorschrift

In der Erwägung der günstigen Gutachten des CRAT und des CWEDD;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Flémalle ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben hat, wobei er jedoch die Streichung der auf dem Plan mit «*.S04» gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift für das gesamte Gewerbegebiet «des Cahottes» fordert, um dort Unternehmen ansiedeln zu können, deren Tätigkeit nicht in direktem Zusammenhang mit der Betriebstätigkeit des Flughafens stehen würde;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer feststellt, dass eine Gasleitung vor Ort existiert, und dass die rue de Cowa Verkehrsprobleme kennt;

In der Erwägung, dass die Abänderung des Sektorenplans lediglich darauf abzielt, einen materiellen Fehler auf dem Plan, der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans von Lüttich beigefügt ist, zu berichtigen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung nicht beabsichtigt, die Beschlüsse des Erlasses vom 6. Februar 2003 in Frage zu stellen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle bestätigt.

Die Komponenten des Planentwurfs auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne

Die industriellen Gewerbegebiete «Ferdoux» und «Fontaine» mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.02» eingetragenen Vorschrift;

In der Erwägung, dass keinerlei Anmerkungen oder Beobachtungen gegen die Eintragung dieser Komponenten des Planentwurfs sprechen;

In der Erwägung, dass keine Anmerkungen gegen die Eintragung eines Umkreises mit ökologischen Verbindungen im Überdruck zusätzlich zu dem neuen industriellen Gewerbegebiet, das die Wallonische Regierung in «Ferdoux» einzutragen beabsichtigt, sprechen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend die Eintragung der industriellen Gewerbegebiete «Ferdoux» und «Fontaine» mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.02» eingetragenen Vorschrift mit einer Fläche von jeweils einem und zwei Hektar auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne bestätigt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend die Eintragung eines Umkreises mit ökologischen Verbindungen im Überdruck zu dem neuen industriellen Gewerbegebiet, das sie in «Ferdoux» einträgt, bestätigt.

Das gemischte Gewerbegebiet mit der zusätzlichen mit dem Kennzeichen «*S.05» eingetragenen Vorschrift

In der Erwägung, dass keinerlei Anmerkungen oder Beobachtungen gegen die Eintragung dieser Komponenten des Planentwurfs sprechen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend die Eintragung des gemischten Gewerbegebiets mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.05» eingetragenen Vorschrift mit einer Fläche von einem Hektar auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne bestätigt;

Das gemischte Gewerbegebiet «chaussée de Liège»

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Grâce-Hollogne ein günstiges Gutachten über diese Komponente des Planentwurfs abgegeben hat, wobei er diesem Gutachten jedoch eine Reihe von Maßnahmen für dessen Umsetzung beigefügt hat und die SPI+ gebeten hat, deren Durchführung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über diese Komponente des Planentwurfs abgegeben hat, wobei er jedoch empfiehlt, das Grüngebiet entlang der Autobahn E42 zu erhalten;

In der Erwägung, dass der CRAT der Meinung ist, dass die Eintragung dieser Komponente des Planentwurfs nicht gerechtfertigt ist, da sich in unmittelbarer Nähe ein Wohngebiet befindet;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer einer Erweiterung des Betriebs Mafer innerhalb des geplanten gemischten Gewerbegebietes mit Besorgnis entgegensehen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer sich über die zahlreichen Beeinträchtigungen beschweren, die sie erleiden könnten, insbesondere die Beeinträchtigung ihres Lebensrahmens, die Lärmbelästigung, der Schwerlastverkehr, usw.;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Zweckmäßigkeit der Einbeziehung der entlang der chaussée de Liège gelegenen Wohngebäude in das gemischte Gewerbegebiet in Frage stellen und, für die Betroffenen, die Auswirkungen eventuell stattfindender Enteignungen;

In der Erwägung, dass die mit einer Erweiterung der Aktivitäten des Betriebs Mafer verbundene Besorgnis der Bevölkerung offensichtlich durch Unklarheiten entsteht, die mit der auf der anderen Seite der chaussée de Liège geplanten Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets, genannt «Mafer», zusammenhängen;

In der Erwägung, dass die näheren Angaben, die während der Konzertierungsversammlung am Abschluss der öffentlichen Untersuchung gemacht wurden, es erlaubt haben, diese Unklarheiten zu beseitigen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung keine negativen Auswirkungen festgestellt hat, die durch die Eintragung des neuen gemischten Gewerbegebiets auf dem nahegelegenen Wohngebiet entstehen würden und die nicht durch Maßnahmen vermieden, verringert oder ausgeglichen werden könnten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass die Errichtung des Abschirmgebiets oder der Abschirmvorrichtung, insbesondere für das Wohngebiet, die ausdrücklich durch Artikel 30 des Gesetzbuches auferlegt wird, geeignet ist, um die durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung festgestellten Auswirkungen zu verringern oder auszugleichen und den Beschwerdegründen, die von den Beschwerdeführern und dem CRAT angegeben wurden, Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Grâce-Hollogne selbst in ihrem Gutachten vom 19. Oktober 2009 die Bedingungen mitgeteilt haben, die sie für die Inbetriebnahme des Gebiets auferlegen möchten: «Während der Inbetriebnahme dieses Gebiets durch den SPI+ hat dieser die Nähe der Gebäude zu berücksichtigen, wird verpflichtet, Pufferzonen einzurichten, und wird ausschließlich die Niederlassung umweltfreundlicher, nicht lärmintensiver Unternehmen genehmigen (außer entlang der Autobahn). Die einzigen möglichen Zugänge zu diesem Gebiet werden durch die chaussée de Liège eingerichtet. Außerdem wird es angebracht sein, ein Rückhaltesystem des Regenwassers (Regenauffangbecken) zu bewerten und einzusetzen, das die Belastung des derzeit das Vermeiden von Wasserabfließen zu der Rue des Grosses Pierres erlaubenden Entwässerungsnetzes verhütet.» ; dass diese Bedingungen eine Antwort auf die Feststellungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung darstellen und zudem ermöglichen, den von den Beschwerdeführern und dem CRAT vorgebrachten Beschwerdegründen Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung folglich der Ansicht ist, dass die Kombination der gesetzlichen Vorschriften und der Raumordnungsmaßnahmen, die bei der Planung der Gestaltung des einzurichtenden neuen gemischten Gewerbegebiets und anschließend bei der Prüfung jeder einzelnen beantragten Städtebaugenehmigung, auferlegt werden, ausreichende Garantien bietet, um den Anwohnern ein hochqualitatives Lebensumfeld zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass die Eintragung der entlang der chaussée de Liège gelegenen Wohngebäude in das gemischte Gewerbegebiet das Ergebnis einer Alternative ist, die durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung geprüft und vorgeschlagen wurde, und die unter anderem ermöglicht, den Zugang zum Gebiet ausschließlich über die chaussée de Liège sicherzustellen, womit ermöglicht wird, der Besorgnis der Beschwerdeführer bezüglich des Verkehrsaufkommens entgegenzukommen;

In der Erwägung, dass anlässlich der Konzertierungsversammlungen daran erinnert worden ist, dass ein Sektorenplan kein Enteignungsplan ist, und dass für den Fall, dass eine öffentliche Behörde die für die Durchführung eines Raumordnungsplans notwendigen Enteignungen vorzunehmen beabsichtigt, sie im Besitz eines von der Wallonischen Regierung genehmigten Enteignungsplans sein muss;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung erwähnt, dass die mit dem Straßen- und Autobahnnetz verbundenen grünen Nebenanlagen eine erwiesene ökologische Bedeutung haben;

In der Erwägung, dass die Grünzonen entlang der Autobahnen effektiv Korridore der Biodiversität und Verbindungswege für die Arten darstellen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge beschließt, von dem Gutachten des CRAT abzuweichen und die Eintragung des gemischten Gewerbegebiets «chaussée de Liège» im Sektorenplan zu bestätigen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, die nordwestliche Grenze des gemischten Gewerbegebiets mit der Grenze des Autobahngebiets übereinstimmen zu lassen, um so einen Teil der bestehenden Grünzonen zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets mit einer Fläche von etwa fünf Hektar beschließt;

Das industrielle Gewerbegebiet «Bremhove-Mafer»

In der Erwägung, dass der CRAT aufgrund der Nähe des Wohngebiets ein ungünstiges Gutachten über diese Komponente des Planentwurfs abgegeben hat und die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets vorgeschlagen hat, gebunden an eine zusätzliche Vorschrift, die die Ansiedlung von Geschäften untersagt wegen der schlechten Zugänglichkeit des Gebiets durch andere Verkehrsmittel als dem PKW und wegen seiner dezentralen Lage zu den städtischen Gebieten;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Grâce-Hollogne über diese Komponente des Planentwurfs ein günstiges Gutachten abgegeben hat, wobei er jedoch die Eintragung der direkt an der chaussée de Liège gelegenen Parzellen in ein gemischtes Gewerbegebiet beantragt, damit dort das Projekt des Eigentümers dieser Parzellen, das sich derzeit in der Planungsphase befindet, durchgeführt werden kann;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung feststellt, dass eine Eintragung des industriellen Gewerbegebiets zweckmäßig ist, insofern es sich in der direkten Verlängerung des Unternehmens «Bremhove-Mafer» befindet und zwar auf Grundstücken, die dieses Unternehmens bereits teilweise für eine Lagerhalle benutzt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Meinung vertritt, dass die Sicht von der Chaussée de Liège und den Wohnungen aus auf das Industriegebiet bereits jetzt durch große Gebäude verbaut ist;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung es aufgrund dieser Feststellungen nicht als notwendig erachtet hat, diese Alternative zu der Komponente des Planentwurfs zu prüfen; dass er dementsprechend auch die Möglichkeit, die Komponente des Planentwurfs in ein gemischtes Gewerbegebiet einzutragen, nicht geprüft hat;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer sich auf eine am 8. Februar 2002 erteilte Städtebaugenehmigung sowie einen Ministerialerlass vom 7. Februar 2008 berufen, um sich der Umwandlung der Grün- und Wohngebiete in ein industrielles Gewerbegebiet zu widersetzen, da diese Umwandlung dazu führen würde, dort die Ansiedlung von Wohn- und Dienstleistungsgebäuden auszuschließen;

In der Erwägung, dass diese Städtebaugenehmigung nicht umgesetzt worden ist und nunmehr verfallen ist;

In der Erwägung, dass der fragliche Ministerialerlass darauf abzielt, einen Anerkennungsumkreis im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten auf den betreffenden Gebieten einzurichten, dass er jedoch nicht darauf abzielt, den Sektorenplan einer Revision zu unterziehen, und insbesondere die Ausdehnung der gewerblichen Tätigkeiten in der im Sektorenplan eingetragenen Grünzone entlang der Autobahn E42 zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass die Zielsetzung der Wallonischen Regierung, die darin besteht, ein industrielles Gewerbegebiet in Ausdehnung des Industrieparks von Grâce-Hollogne einzutragen, die Zielsetzungen des Ministerialerlasses vom 7. Februar 2008 bestärkt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die betreffenden Grundstücke aufgrund ihrer Nähe zu der Autobahn, zu Industrien und zu dem Flughafen usw. nicht mehr für den Bau von Wohnungen geeignet sind;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Funktion als Wohngebiet aufrecht erhalten möchten, und dieses Gebiet auf das Grüngelände ausdehnen möchten;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten jedoch keinerlei Argumente umfasst, die ermöglichen würden, diesem Wunsch nachzukommen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung erwähnt, dass die mit dem Straßen- und Autobahnnetz verbundenen grünen Nebenanlagen eine erwiesene ökologische Bedeutung haben;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die Komponente des Planentwurfs abgegeben hat, wobei er jedoch empfiehlt, das Grüngelände entlang der Autobahn E42 zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Grünzonen entlang der Autobahnen effektiv Korridore der Biodiversität und Verbindungswege für die Arten darstellen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend beschließt, die nordwestliche Grenze des industriellen Gewerbegebiets mit der Grenze des Autobahngebiets übereinstimmen zu lassen, um so einen Teil der bestehenden Grünzonen zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets mit einer Fläche von etwa drei Hektar beschließt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, die Tätigkeit innerhalb des Gebiets auf Lagerung und Handhabung zu begrenzen, wie dies auf dem genutzten Teil bereits der Fall ist, um so jegliche Aktivitäten, die lärmintensiv sind und Schwingungen für die nahegelegenen Wohngebäude verursachen könnten, auszuschließen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung diese Empfehlungen zur Kenntnis nimmt, denen zum Zeitpunkt der Einrichtung des Gebiets Rechnung zu tragen sein wird;

Die Komponente des Planentwurfs auf dem Gebiet der Gemeinden Grâce-Hollogne und Fexhe-le-Haut-Clocher

Das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen für die Verlagerung der Streitkräfte

In Erwägung, dass die Streitkräfte im Rahmen der öffentlichen Untersuchung befragt worden sind und sie sich im Rahmen dieser Untersuchung nicht geäußert haben;

In der Erwägung, dass der CRAT und der CWEDD die Eintragung dieser Komponente des Planentwurfs zwar befürworten, sie jedoch empfehlen, eine zusätzliche Vorschrift über die Umkehrbarkeit der Zweckbestimmung beizufügen, um eine Rückkehr in die Lage, die vor der Revision des Sektorenplans bestand, zu ermöglichen, sollte der Verteidigungsminister die Vereinbarung, die ihn an die Wallonische Region bindet, auflösen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer befürchten, dass die Eintragung der Komponente des Planentwurfs mit verschiedenen Beeinträchtigungen und Nachteilen verbunden sein wird;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer Anpassungen der Grenzen der Komponente des Planentwurfs fordern, sowie Maßnahmen, um manche Beeinträchtigungen und Nachteile zu mindern;

In der Erwägung, dass der Verteidigungsminister einen Plan zur Durchführung der Umwandlung der Streitkräfte ausgearbeitet hat, der durch den engeren Ministerrat auf seiner Sitzung am 21. Oktober 2009 genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass dieser Plan vorsieht, die gesamte Hubschrauberkapazität der Luftstreitkräfte innerhalb des Luftwaffenstützpunkts Beauvechain zu vereinen;

In der Erwägung, dass diese Bestimmung es nicht weiter erfordert, das bestehende Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auszudehnen, und zwar weder auf die angrenzenden Gebiete auszudehnen, um eine neue Landebahn für Hubschrauber sowie alle für die Abteilung «Wing héli» notwendigen Infrastrukturen und Gebäude zu bauen, noch auf die Landebahn des Flughafens, um den Militärflugzeugen einen Zugang zu den Pisten des Flughafens vorzubehalten;

In der Erwägung, dass die Zielsetzung, die die Wallonische Regierung verfolgte, als sie die Revision des Sektorenplans von Lüttich beschloss, aktuell nicht mehr den Gegebenheiten entspricht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge auf die Eintragung des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, mit dem Zweck, die notwendigen Flächen für die Verlagerung der Streitkräfte im Anschluss an die Ausdehnung der Flughafenaktivität in Lüttich-Bierset auf den Grundstücken, die sie nutzen, vorzusehen, verzichtet.

Die Komponenten des Planentwurfs auf dem Gebiet der Gemeinde Ans

Das Wohngebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass die Eintragung des mit dem Kennzeichen «*S.14» gekennzeichneten Wohngebiet nicht gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass er jedoch feststellt, «dass dieses Gebiet bereits Gegenstand einer prinzipiellen Entscheidung im Rahmen des durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 (*Belgisches Staatsblatt* vom 9. April 2003) verabschiedeten Revisionsverfahrens des Sektorenplans Lüttich gewesen ist»;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass das Gebiet wenig geeignet ist, da zahlreiche Einschränkungen vorhanden sind, und er folglich empfiehlt, die Zweckmäßigkeit auf der Grundlage zusätzlicher Studien neu zu bewerten, um die auszuschließenden Abschnitte genau abzugrenzen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Ans ein günstiges Gutachten über die Komponente des Planentwurfs abgegeben hat, wobei er erklärt, dass im Rahmen eines Antrags über ein Bauvorhaben eine ausführliche geotechnische Studie empfohlen wird;

In der Erwägung, dass Fluxys darauf hinweist, dass Gasleitungen die Komponente des Planentwurfs durchqueren;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Awans ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben hat, unter der Bedingung, «dass zur Frage der Entwicklung des auf dem Gebiet der Gemeinde Ans vorgesehenen Wohngebiets eine ausführliche Mobilitätsstudie durchgeführt wird»;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die durch die Einrichtung des Gebiets entstehenden Verkehrsströme bewertet hat;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung zu dem Schluss kommt, dass das zusätzliche Verkehrsaufkommen auf den betreffenden Verkehrsstraßen ohne größere Schwierigkeiten aufgenommen werden kann;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung folglich der Schlussfolgerung des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung anschließt;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Meinung ist, dass das Gebiet auf sehr gutem Agrarland angesiedelt würde;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass neunzehn landwirtschaftliche Parzellen mit einer Gesamtfläche von 41,21 ha von der Komponente des Planentwurfs betroffen sind;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung auf dem Gebiet der Gemeinde Ans nach Alternativen zu der Komponente des Planentwurfs gesucht hat, und dass diese alle Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit haben;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung trotz der Bedeutung der Ländereien für die Landwirtschaft der Ansicht ist, dass es daher schwierig scheint, die Zielsetzung, auf dem Gebiet der Gemeinde Ans neue Wohngebiete einzurichten, zu erreichen, ohne gleichzeitig die landwirtschaftliche Tätigkeit zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch einwilligt, den zukünftigen Projektträger zu beauftragen, Maßnahmen zur Betreuung der Unternehmen zu treffen, insbesondere für die landwirtschaftlichen Betriebe, deren Lebensfähigkeit durch die Realisierung des gemischten Gewerbegebiets gefährdet werden könnte;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer erklärt, dass die Wohngebiet größer als vorgesehen ausfallen wird, das in Awans ein angrenzendes Projekt existiert;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Awans in der Tat beschließen kann, das auf ihrem Gebiet gelegene angrenzende Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung für die Einrichtung eines Wohngebiets zu verwenden;

In der Erwägung, dass dieses Projekt jedoch momentan nicht realisiert wird, und dass es daher Aufgabe der Gemeinde Awans sein wird, dieses neue auf dem Gebiet der Gemeinde Ans gelegene Wohngebiet zu berücksichtigen, falls sie ebenfalls ein derartiges Projekt durchführen möchte;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Meinung ist, dass die Komponente des Planentwurfs völlig exzentrisch gelegen ist, angesichts der Tatsache, dass versucht wird, den PKW weniger zu nutzen; dass er folglich die Nutzung der verfügbaren Grundstücke zwischen der rue des Français und der la rue de la Tonne empfiehlt;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer während einer Konzertierungsversammlung darauf hingewiesen hat, dass der südliche Teil der Gemeinde sehr dicht besiedelt ist; «dass die Komponente berücksichtigt wurde, nachdem nicht ideale Situationen beseitigt worden sind»;

In der Erwägung, dass die vom Beschwerdeführer vorgeschlagene Lokalisierung im Sektorenplan als Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung eingetragen ist;

In der Erwägung, dass das von der Wallonischen Regierung verfolgte Ziel deutlich die Eintragung eines neuen, in der Gemeinde Ans befindlichen Wohngebiets in den Sektorenplan ist, in Anwendung von Artikel 1, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 über die endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Lüttich; dass ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung in dieser Hinsicht bereits in den Zuständigkeitsbereich der kommunalen Behörde fällt, die selbst eigenmächtig über die Durchführung eines solchen Gebiets entscheiden kann;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darüber klagt, dass eine Siedlung bereits entlang der rue de Juprelle in Xhendremael eingerichtet wurde, was das Dorf entstellt;

In der Erwägung, dass diese Tatsache im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans gegenstandslos ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend die Eintragung eines 53 Ha großen Wohngebiets in der Gemeinde Ans bestätigt, wovon 10 Ha in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung, und der Rest in einem Agrargebiet;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts des Gutachtens des CWEDD und der Bemerkungen von Fluxys und der Gemeinde Awans der Meinung ist, dass die Gemeinde Ans nicht genügend Land kontrolliert, um die Umweltbelastungen in dem Gebiet zu beherrschen, dessen physikalische Organisation sowie die Optionen für die nachhaltige Gestaltung und Entwicklung des betreffenden Raums in einem Rahmendokument bestimmt werden müssten, bevor die Genehmigung für dessen Einrichtung erteilt werden;

In der Erwägung, dass die Pflicht zur Ausarbeitung eines Städtebau- und Umweltberichts heute in Anwendung von Artikel 25, 2^o des Dekrets vom 30. April 2009 vor der Einrichtung eines Gebiets auferlegt werden kann;

In der Erwägung, dass die Frist für die Ausarbeitung eines solchen Dokuments mit dem von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziel einer raschen Einrichtung des Gebiets vereinbar bleibt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, die zusätzliche, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» gekennzeichnete Vorschrift in diesem Sinne zu ergänzen, deren Eintragung in dem Wohngebiet sie beabsichtigt;

In der Erwägung, dass die oben genannte zusätzliche Vorschrift wie folgt formuliert ist: «die Einrichtung des Gebiets wird durch die Verabschiedung eines Städtebau- und Umweltberichts bedingt, dessen Gestaltungsoptionen in Bezug auf die Infrastrukturen und den Urbanismus darauf abzielen, eine Raumgestaltung durchzuführen, die so entworfen wird, dass die Bauten um einen oder mehrere Pole konzentriert werden, deren Standort aufgrund der örtlichen physikalischen Eigenschaften, der Leistung der Kommunikations- und Versorgungsnetzwerke und der eventuellen Projekte, die im angrenzenden, in der Gemeinde Awans befindlichen Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung entwickelt werden, festgelegt wird; sie wird phasenweise umgesetzt je nach der Fertigstellung der Bauten um den vorherigen Pol und des Kommunikations- und Versorgungsnetzes»;

In der Erwägung, dass der CWEDD die Empfehlung des Umweltverträglichkeitsprüfers bezüglich der Pflicht zum Bau von energetisch hocheffizienten Wohnungen unterstützt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Eintragung dieser Maßnahme in dem von ihr am 7. Mai 2009 verabschiedeten Planentwurf nicht als notwendig betrachtet hatte; dass das Gutachten des CWEDD heute die Regierung bestätigt, was den Nachdruck auf die Verbesserung der Qualität und der Energieeffizienz der Wohnungen zugunsten ihrer Bewohner betrifft, in Übereinstimmung mit der regionalpolitischen Erklärung 2009-2014;

In der Erwägung, dass dieser Empfehlung zum Zeitpunkt der Einrichtung des Gebiets Rechnung zu tragen sein wird;

Das für Sportinfrastrukturen bestimmte Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen

In der Erwägung, dass der CRAT eine Eintragung des Gebiets zwecks der Entwicklung von Sportinfrastrukturen befürwortet;

In der Erwägung, dass der CRAT jedoch darauf hinweist, dass der Standort eine Komplementarität mit den Sportinfrastrukturen erlaubt, die sich auf der anderen Seite der Route Militaire befinden, dass das Programm aber, das u.a. ein Fußballstadion sowie eine Fußballschule umfasst, «zu schwer» ist; dass es gilt, die Aktivität «Fußball» zu bevorzugen, und dass zuvor der Problematik der Mobilität eine Lösung zu finden ist;

In der Erwägung, dass der CWEDD die Eintragung des Gebiets befürwortet, und daran erinnert, dass er in seinem Gutachten vom 9. Juni 2008 (CWEDD/08/AV.977) Empfehlungen über den Städtebau- und Umweltbericht gemacht hat, der darauf abzielt, das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung einzurichten, insbesondere was die Problematik der Parkplätze, die Mobilität und die landschaftliche Integration betrifft;

In der Erwägung, dass das von der Gemeinde in die Wege geleitete Verfahren zur Einrichtung dieses Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung u.a. für die Niederlassung folgender Anlagen bestimmt ist: ein Fußballstadion, eine Fußballschule, ein BMW-Rennbahn und eine Golfpractice-Anlage;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich gegen die Niederlassung von Aktivitäten geäußert haben, die einen bedeutenden Straßenverkehr verursachen, wie z.B. ein Fußballstadion, hauptsächlich wegen der damit verbundenen Umweltbelastungen, Verkehrs- und Parkprobleme und potentiellen Missetaten;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Meinung sind, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung falsche Behauptungen enthält, u.a. was das Vorhandensein einer Vorvereinbarung zwischen den Gemeinden Ans und Juprelle über die Mobilität oder die Erteilung der (seitdem vom Staatsrat annullierten) Städtebaugenehmigung für den Bau eines Fußballstadions auf dem Gebiet betrifft;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung feststellt, dass die Beschwerden gegen die Eintragung der Komponente des Planentwurfs hauptsächlich das zugrundeliegende Vorhaben der Ansiedlung eines Fußballstadiums und die Belästigungen, die mit einer solchen Infrastruktur einhergehen können, betreffen;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Ans am 2. Dezember 2009 dem Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sport ein Schreiben zugesandt hat, in dem es auf das Projekt des Stadiums verzichtet, dies wegen des Beschlusses der Leitung des «Royal Football Club Liégeois», seine Infrastrukturen an einem anderen Ort anzusiedeln;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Ans am 20. Januar 2010 beschlossen hat, das Verfahren zur Einrichtung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung auf der «Route Militaire» in Erwartung des Beschlusses der Wallonischen Regierung über die Revision des hier betroffenen Sektorenplans von Lüttich aufzuheben; dass es in seinen Begründungen den Beschluss mitteilt, auf den Bau des Stadiums für den «Royal Football Club Liégeois» zu verzichten;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer feststellen, dass die Änderung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen die Notwendigkeit der Erstellung des Städtebau- und Umweltberichts nicht mehr begründen würde, für den der CRAT am 10. Juni 2008 ein negatives Gutachten und der CWEDD am 9. Juni 2008 ein ausführliches Gutachten abgegeben hatten;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer befürchten, dass allerlei Arten von Projekten in dem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen genehmigt werden können, ohne dass sie einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfen würden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Eintragung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen darauf hindeutet, dass das Projekt noch immer der Bau eines Stadiums ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass die Abänderung der Zweckbestimmung des Gebiets keinesfalls zur Folge hat, dass die Projekte, die dort durchgeführt werden sollen, von einer vorherigen Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt nach Artikel 124 des CWATUP und nach Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches befreit werden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass das zur Zeit im Sektorenplan von Lüttich eingetragene Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung sich auf die beiden Gemeinden Ans und Juprelle ausdehnt, und es demnach wünschenswert wäre, die Behörden von Juprelle über die Zukunft des in ihrer Gemeinde befindlichen Teils zu konsultieren;

In der Erwägung, dass die Schaffung von Sportinfrastrukturen ein Vorhaben der Gemeindebehörden von Ans ist, und dass es nie die Absicht der Wallonischen Regierung gewesen ist, das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf das Gebiet der Gemeinde Juprelle zu erweitern; dass die Konsultierung der Gemeindebehörden von Juprelle demnach keiner gesetzlichen Verpflichtung unterliegt;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer keine besonderen Auswirkungen des geplanten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans auf die Einrichtung der benachbarten Gebiete festgestellt hat;

In der Erwägung, dass man aus den von den Beschwerdeführern erörterten Bemerkungen und Beobachtungen schlussfolgern kann, dass sie sich nicht gegen eine Zweckbestimmung des Gebiets für Sportaktivitäten, sondern gegen den Bau eines Fußballstadiums äußern;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung diese Bemerkungen zur Kenntnis nimmt, und die Zweckmäßigkeit der Entwicklung von Sportinfrastrukturen in Ergänzung zu den bestehenden, westlich der Route Militaire befindlichen Infrastrukturen in Betracht zieht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend die Eintragung eines 26 Ha großen Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans bestätigt.

Ausgleichsmaßnahmen im Allgemeinen

In der Erwägung, dass der CRAT ein günstiges Gutachten über die von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen abgegeben hat, das mit einer Bedingung betreffend den Standort der Festung von Eben-Emael ergänzt wird;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen abgegeben hat, mit Ausnahme der Eintragung eines Naturgebiets am Standort der Festung von Eben-Emael, das er empfiehlt, durch die Umwandlung des in Lanaye auf dem Gebiet der Gemeinde Visé befindlichen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter in ein Grüngebiet zu ersetzen;

In der Erwägung, dass die Abteilung Studien des Natur- und Agrarbereichs und die Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt der Ansicht sind, dass die vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen offensichtlich unzureichend sind, was den Schutz des Naturerbes betrifft;

In der Erwägung, dass diese Abteilungen ein Verzeichnis von Ausgleichsmaßnahmen aufgelistet haben, die ihrer Ansicht nach geeigneter sind als diejenigen, die im Planentwurf angegeben sind;

In der Erwägung, dass die Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt diese Vorschläge in ihren Gutachten über den Planentwurf und den Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung vom 21. September 2007 und 8. Februar 2008 nicht unterbreitet hat;

In der Erwägung, dass diese Alternativen zu den raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen des Planentwurfs vom Umweltverträglichkeitsprüfer nicht vorgeschlagen und somit selbstverständlich auch nicht untersucht worden sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung trotz dieser Beobachtungen feststellt, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer es nicht als nützlich erachtet hat, Alternativen zu den von ihm vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen zu recherchieren;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen den Vorschriften von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE Rechnung tragen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Eintragung des in Lanaye, entlang der Maas befindlichen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter als nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet bevorzugen, was übrigens vom Umweltverträglichkeitsprüfer in der ersten Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung als Alternative zum Ausgleich am Standort der Festung von Eben-Emael vorgeschlagen, und von der Regierung abgelehnt worden war;

In der Erwägung, dass die Restfläche der neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiete, deren Eintragung im Sektorenplan von Lüttich von der Wallonischen Regierung anschließend an die Untersuchung der Bemerkungen der Bevölkerung und der Gutachten der verschiedenen Instanzen beabsichtigt wird, 79 Ha beträgt;

In der Erwägung, dass die von der Wallonischen Regierung beschlossenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen mehr als diese Fläche decken, was sie dazu gebracht hat, nur die relevantesten Maßnahmen in Betracht zu ziehen.

Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass diese raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nur einer raumplanerischen Logik entsprechen, und die Verluste an Erdreich seitens der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber anschließend an die Urbanisierung ihres Ackerlandes keinesfalls ausgleichen;

In der Erwägung, dass aufgrund der vorschriftsmäßigen Bestimmungen die Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets durch die Umwandlung von zur Verstädterung bestimmten Gebieten in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete ausgeglichen werden muss; dass es demzufolge falsch ist, zu denken, dass das Wallonische Regierung danach streben sollte, das Agrarpotential des Gebiets, das es der wirtschaftlichen Aktivität zu widmen gedenkt, mittels der Gebiete, die sie als nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete vorschlägt, neu zu bilden;

In der Erwägung, dass die Zweckbestimmung der Letzteren unter Berücksichtigung der bestehenden Lage festgelegt wurde, was die Wallonische Regierung dazu geführt hat, sich in manchen Fällen für eine andere Zweckbestimmung als diejenige eines Agrargebiets zu entscheiden;

In der Erwägung, dass obschon der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass «die Valorisierung als landwirtschaftlich genutzte Fläche nicht automatisch von selbst geht, da bestimmte Zonen starke Höhenunterschiede aufweisen», er jedoch angibt, dass «diese Änderungen der Zweckbestimmung angesichts der Grundsätze der Urbanisierung und einer gut geführten Raumgestaltung ganz und gar wünschenswert sind»;

Die Agrargebiete rue Yernawe und drève du Château

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer ihre Besorgnis betreffend die künftige Zweckbestimmung dieser Gebiete äußern;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse ein günstiges Gutachten über diese Komponente des Planentwurfs abgegeben hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts ihres Beschlusses, auf die Eintragung von zwei Wohngebieten mit ländlichem Charakter in Saint-Georges-sur-Meuse mit einer zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift zu verzichten, und demzufolge beschließt, die Agrargebiete «rue Yernawe» und «drève du Château» auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse nicht in den Sektorenplan einzutragen;

Die Park- und Agrargebiete «Warfusée» mit der südwestlichen Spitze des Reserveumkreises im Überdruck

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse ein günstiges Gutachten über diese Komponente des Planentwurfs abgegeben hat, wobei er jedoch die Eintragung eines Agrargebiets anstatt des geplanten Parkgebiets beantragt hat, da Letzteres jegliche Erweiterung von zwei gewerblichen Gebäuden, die an das Gebiet angrenzen, verhindern würde;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die Eintragung des Parkgebiets sehr zweckmäßig ist, da sie es ermöglicht, das angrenzende Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, auf dem sich Sportanlagen befinden, zu valorisieren; dass weder der CWEDD noch der CRAT diese Option in Frage stellen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die Eintragung dreier Agrargebiete und eines Parkgebiets bestätigt, mit der südwestlichen Spitze des Reserveumkreises im Überdruck für die Flächen, die zum Schutz und zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse notwendig sind.

Die Agrargebiete in Sur-les-Bois

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich das Dorf von Sur-les-Bois erwünschen, so wie es früher war, und jegliche Revision des Sektorenplans verweigern, die nicht darauf abzielen würde, das Dorf und seine Nachbarschaftsdienste wieder wie früher herzustellen;

In der Erwägung, dass diese Option den von der Wallonischen Regierung verfolgten Zielen in Bezug auf die Weiterentwicklung der Aktivitäten der Flughafens Lüttich-Bierset entgegen steht;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich gegen die Umwandlung einiger zur Verstädterung bestimmter Gebiete in ein Agrargebiet äußern, da sie das urbanistische Ziel nicht verstehen, sie mitten in einem Wohngebiet, und auf einem viel zu schrägen Gelände, als das es landwirtschaftlich bewirtschaftet werden könnte, auszuwählen, und sich fragen, ob diese Landparzellen Landwirten gegeben werden sollten, die irgendwo anders ihre Parzellen verlieren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass diese Abänderungen Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung und ein Wohngebiet betreffen, die andererseits nicht zu Wohnzwecken bestimmt werden können, dies wegen der Vorschriften, die mit dem Reserveumkreis verbunden sind, den die Wallonische Regierung im Überdruck zu Letzteren eintragen möchte;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts ihres Beschlusses, auf die Eintragung von zwei Wohngebieten mit ländlichem Charakter in Saint-Georges-sur-Meuse mit einer zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift zu verzichten, demzufolge beschließt, die geplanten Agrargebiete nicht im Sektorenplan einzutragen;

In der Erwägung, dass diese Bestimmung jedoch nicht auf das in Tincelle gelegene Wohngebiet mit ländlichem Charakter angewandt werden kann, obwohl es im Überdruck den Reserveumkreis der für den Schutz und die Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendigen Räume umfasst, dies insofern die Wallonische Regierung immer danach gestrebt hat, durch die im Sektorenplan angegebene Zoneneinteilung keine Verwirrung über die Möglichkeit, dort den Bau von Wohngebäuden zu genehmigen, zu unterhalten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in diesem Fall die Eintragung des geplanten Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung und des geplanten Agrargebiets bestätigt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung deutlich darauf hinweist, dass das von ihr in Tincelle eingetragene Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung in das Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung integriert ist, dessen Eintragung in den Sektorenplan sie aufrechterhält, um auf diese Weise nur ein einziges Gebiet zu bilden.

Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle

Das Agrargebiet «Warfusée»

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Flémalle über diese Komponente des Planentwurfs ein ungünstiges Gutachten abgegeben hat, da er beabsichtigt, das bestehende Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung als »Basis für die Niederlassung einer in Verbindung mit der Bestimmung der Mühle von Gleixhe und dem Projekt einer von der Wallonischen Region bezuschussten touristischen Wanderstrecke noch zu bestimmenden Aktivität« zu benutzen; dass er darauf hinweist, dass diese Maßnahme «mittels eines zu verabschiedenden Städtebau- und Umweltberichts und eines kommunalen Raumordnungsplans in Betracht gezogen wird»;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung bis auf heute keinen genaueren Antrag seitens der kommunalen Behörden erhalten hat, durch den konkrete Bewertungselemente hervorgebracht werden, die es ihr erlauben würden, ggf. auf die von ihr vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen zu verzichten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung keine weiteren Bemerkungen gegen die Eintragung der Komponente des Planentwurfs feststellt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die Eintragung eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle bestätigt.

Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne

Das Grüngelände entlang der A604 und der Eisenbahnlinie 36A

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer gegen die Eintragung der Komponente des Planentwurfs Vorbehalte hat, wegen der Entwertung der Güter, weil er die Wahl eines Standorts voller Wohngebäude nicht versteht, und weil er daran zweifelt, dass die Akte mit der erforderlichen Verlässlichkeit untersucht wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung feststellt, dass die Komponente des Planentwurfs überhaupt kein Wohngebäude umfasst;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung keine weiteren Bemerkungen gegen die Eintragung der Komponente des Planentwurfs feststellt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die Eintragung eines Grüngeländes entlang der Autobahn A604 und der Eisenbahnlinie 36A auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne bestätigt.

Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé

Natur-, Agrar-, Grün- und Parkgebiete

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die Eintragung der Festung von Eben-Emael in einem Naturgebiet im Sektorenplan negative Auswirkungen auf die am Standort bestehenden Aktivitäten haben könnte, dies wegen der zahlreichen damit verbundenen Begrenzungen;

In der Erwägung, dass der CRAT und der CWEDD in ihrem Gutachten mit der Feststellung des Umweltverträglichkeitsprüfers einverstanden sind;

In der Erwägung, dass der CRAT vorschlägt, die geplante Zoneneinteilung durch die Eintragung eines Grüngeländes abzuändern, welches hinsichtlich der dort erlaubten Arbeiten nicht so einschränkend ist;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Bassenge ein günstiges Gutachten über diese Komponente des Planentwurfs abgegeben hat, jedoch ohne neue Argumente hervorzubringen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen beschließt, auf eine Abänderung der Zweckbestimmung derjenigen Teile des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, wo der Hauptteil der bestehenden Aktivitäten stattfindet, zu verzichten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge auf die Eintragung des Parkgebiets und eines Teils des am Standort der Festung von Eben-Emael geplanten Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé verzichtet;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung es andererseits für notwendig hält, die Eintragung eines Teils des entlang des Albert-Kanals geplanten Naturgebiets zu bestätigen, um das bereits im Sektorenplan eingetragene Naturgebiet nach Norden zu erweitern;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die Eintragung zweier Agrargebiets, eines Grüngeländes und eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge, sowie eines Agrargebiets und eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé bestätigt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplans von Lüttich (Karten 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 und 42/5), zwecks der Eintragung folgender Gebiete:

* auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Awans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher und Saint-Georges-sur-Meuse:

— ein Reserveumkreis für die Flächen, die zum Schutz und zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendig sind, der im Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans eingetragen wird, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset liegen.

Die folgende Vorschrift findet auf den gesamten Umkreis Anwendung:

« Die Handlungen und Arbeiten zum Bau oder Wiederbau von Gebäuden mit einer Wohn- bzw. Unterkunftfunktion oder der Umbau bzw. die Änderungen der Zweckbestimmung von bestehenden Gebäuden oder Teilen von Gebäuden, mit dem Ziel, ihnen eine Wohn- bzw. Unterkunftfunktion zu vergeben, oder die Anzahl der Wohneinheiten zu vergrößern, sind im Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur verboten, mit Ausnahme der Aktivitäten im Gaststättenbereich.»

* auf dem Gebiet der Gemeinde Ans:

— ein Wohngebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift;

— ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

— zwei Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse:

— ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter;

— ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

— ein gemischtes Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.52» eingetragenen Vorschrift;

— ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

* auf dem Gebiet der Gemeinden Saint-Georges-sur-Meuse und Flémalle:

— ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne:

— ein gemischtes Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.05» eingetragenen Vorschrift;

— zwei gemischte Gewerbegebiete mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.02» eingetragenen Vorschrift;

— ein industrielles Gewerbegebiet;

— ein gemischtes Gewerbegebiet;

— ein Umkreis mit ökologischen Verbindungen im Überdruck zusätzlich zum industriellen Gewerbegebiet von «Ferdoux»;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle:

— ein gemischtes Gewerbegebiet;

sowie als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen:

* auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse:

— vier Agrargebiete;

— ein Parkgebiet;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle:

— ein Agrargebiet;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne:

— ein Grüngelände;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge:

— zwei Agrargebiete;

— ein Grüngelände;

— ein Naturgebiet;

* auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé:

— ein Agrargebiet;

— ein Naturgebiet,

wird gemäß dem beigefügten Plan und der beigefügten Umwelterklärung endgültig beschlossen.

Art. 2 - Die zusätzliche, auf dem Sektorenplan mit «*S.12» gekennzeichnete Vorschrift, die die Gebiete für konzentrierte kommunale Raumordnung betrifft, die auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen sind, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen «*S.02» auf dem Plan findet in zwei industriellen Gewerbegebieten Anwendung, die durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne eingetragen werden: «Diese Zone wird den Betrieben vorbehalten, die die Infrastrukturen des Flughafens benutzen, und deren Tätigkeit einen Standort in unmittelbarer Nähe und in Verbindung mit dem Flughafen benötigt, wie z.B. Betriebe für die Herstellung und den Vertrieb von Produkten, u.a. mit hohem Wertzuwachs; diese Zone umfasst am Rande des ländlichen Wohngebietes von Bierset ein mindestens 50 m breites Isolierumfeld, das sich je nach Beschaffenheit des Geländes aus grünen Zinnen oder pflanzlich dicht bewachsenen Stellwänden zusammensetzt und falls es die geplante Tätigkeit erfordert, über einen entsprechenden Lärmschutzwald verfügt; geeignete Baunormen zur Gewährleistung des Übergangs zwischen der Gewerbezone und der Agrarzone werden auferlegt».

Art. 4 - Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen «*S.05» auf dem Plan findet in dem gemischten Gewerbegebiet Anwendung, das durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne eingetragen wird: «Besagte Zone ist den Tätigkeiten vorbehalten, die nur ein geringes Transportaufkommen verursachen; die Unternehmen aus dem Einzelhandel sind ausgeschlossen; Neubauvorhaben werden in die bereits bestehende Baumasse integriert».

Art. 5 - Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen «*S.14» auf dem Plan findet in dem Wohngebiet Anwendung, das durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Ans eingetragen wird: «Ein Städtebau- und Umweltbericht, der das ganze Gebiet deckt, muss vor dessen Einrichtung ausgearbeitet werden. Die Gestaltungsoptionen des Städtebau- und Umweltberichtes in Bezug auf die Infrastrukturen und den Urbanismus zielen darauf ab, eine Raumgestaltung durchzuführen, die so entworfen wird, dass die Bauten um einen oder mehrere Pole konzentriert werden, deren Standort aufgrund der örtlichen physikalischen Eigenschaften, der Leistung der Kommunikations- und Versorgungsnetzwerke und der eventuellen Projekte, die im angrenzenden, in der Gemeinde Awans befindlichen Gebiet für konzentrierte kommunale Raumordnung entwickelt werden, festgelegt wird; sie wird phasenweise umgesetzt je nach der Fertigstellung der Bauten um den vorherigen Pol und das Kommunikations- und Versorgungsnetz».

Art. 6 - Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen «*S.52» auf dem Plan findet in dem gemischten Gewerbegebiet Anwendung, das durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen wird: «Aktivitäten von Einzelhandelsgeschäften und Dienstleistungen an die Bevölkerung sind dort nicht gestattet, außer wenn es sich dabei um Hilfstätigkeiten zugunsten der in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten handelt oder wenn sie vor dem Inkrafttreten vorliegender Revision des Sektorenplans von Lüttich gestattet waren».

Art. 7 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. März 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

Umwelterklärung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Lüttich (Karten 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 und 42/5) zwecks der weiteren Entwicklung der Flughafentätigkeit von Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Aktivität

I. Einleitung

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund des Artikels 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend das Gesetzbuch genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Lüttich (Karten 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 und 42/5) zwecks der weiteren Entwicklung der Flughafentätigkeit von Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Aktivität beigefügt. Sie wird zusammen mit diesem Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In vorliegender Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in die Revision des Sektorenplans einbezogen worden sind, und wie die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind. Die Beschwerden, die im Laufe der öffentlichen Untersuchung eingereicht wurden, werden wie folgt verteilt:

- 16 Beschwerden in der Gemeinde Ans;
- 23 Beschwerden in der Gemeinde Fexhe-le-Haut-Clocher;
- 2 Beschwerden in der Gemeinde Flémalle;
- 61 Beschwerden in der Gemeinde Grâce-Hollogne;
- 53 Beschwerden in der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- 321 Beschwerden in der Gemeinde Visé.

Die Gründe für die Entscheidungen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen untersuchten vernünftigen Lösungen getroffen worden sind, werden ebenfalls in dieser Umwelterklärung zusammengefasst.

Die vorliegende Umwelterklärung hat grundsätzlich einen zusammenfassenden Charakter; für die Details sollte man sich auf den Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung beziehen.

Aus Gründen der Lesefreundlichkeit wird die Umwelterklärung in drei Kapitel geteilt: das erste Kapitel betrifft den Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite die Chronologie dieser Revision und das dritte Kapitel umfasst Bemerkungen zur Umweltproblematik.

II. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans wurde dem in den Artikeln 42 bis 44 des CWATUPE vorgesehenen Verfahren unterzogen.

Die Revision des Sektorenplans bezieht sich auf die Eintragung der folgenden Gebiete:

* auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Awans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher und Saint-Georges-sur-Meuse:

— ein Reserveumkreis für die Flächen, die zum Schutz und zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendig sind, der im Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans eingetragen wird, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset liegen.

Die folgende Vorschrift findet auf den gesamten Umkreis Anwendung:

«Die Handlungen und Arbeiten zum Bau oder Wiederaufbau von Gebäuden mit einer Wohn- bzw. Unterkunftfunktion oder der Umbau bzw. die Änderungen der Zweckbestimmung von bestehenden Gebäuden oder Teilen von Gebäuden, mit dem Ziel, ihnen eine Wohn- bzw. Unterkunftfunktion zu vergeben, oder die Anzahl der Wohneinheiten zu vergrößern, sind im Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur verboten, mit Ausnahme der Aktivitäten im Gaststättenbereich.»

*auf dem Gebiet der Gemeinde Ans:

- ein Wohngebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift;
- ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;
- zwei Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung;

*auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse:

- ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter;
- ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

— ein gemischtes Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.52» eingetragenen Vorschrift;

— ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

* auf dem Gebiet der Gemeinden Saint-Georges-sur-Meuse und Flémalle:

— ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

*auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne:

— ein gemischtes Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.05» eingetragenen Vorschrift;

— zwei industrielle Gewerbegebiete mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.02» eingetragenen Vorschrift;

— ein gemischtes Gewerbegebiet;

— ein industrielles Gewerbegebiet;

— ein Umkreis mit ökologischen Verbindungen im Überdruck zusätzlich zum neuen industriellen Gewerbegebiet von «Ferdoux»;

*auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle:

— ein gemischtes Gewerbegebiet;

sowie als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen;

*auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse:

- vier Agrargebiete;
- ein Parkgebiet;

*auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle:

- ein Agrargebiet;

*auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne:

- ein Grüngelände;

*auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge:

- zwei Agrargebiete;
- ein Grüngelände;
- ein Naturgebiet;

*auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé:

- ein Agrargebiet;
- ein Naturgebiet.

Die zusätzliche, auf dem Sektorenplan mit «*S.12» gekennzeichnete Vorschrift, die die Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung betrifft, die auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen sind, wird außer Kraft gesetzt.

Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen *S.02 auf dem Plan findet in zwei industriellen Gewerbegebieten Anwendung, die durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne eingetragen werden: «Diese Zone wird den Betrieben vorbehalten, die die Infrastrukturen des Flughafens benutzen, und deren Tätigkeit einen Standort in unmittelbarer Nähe und in Verbindung mit dem Flughafen benötigt, wie z.B. Betriebe für die Herstellung oder den Vertrieb von Produkten, u.a. mit hohem Wertzuwachs; diese Zone umfasst am Rande des ländlichen Wohngebietes von Ferdoux und Bierset ein mindestens 50 m breites Isolierumfeld, das sich je nach Beschaffenheit des Geländes aus grünen Zinnen oder pflanzlich dicht bewachsenen Stellwänden zusammensetzt und falls es die geplante Tätigkeit erfordert, über einen entsprechenden Lärmschutzwall verfügt; geeignete Baunormen zur Gewährleistung des Übergangs zwischen den industriellen Aktivitäten und dem Agrargebiet werden aufgelegt».

Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen «*S.05» auf dem Plan findet in dem gemischten Gewerbegebiet Anwendung, das durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne eingetragen wird: «Besagte Zone ist den Tätigkeiten vorbehalten, die nur ein geringes Transportaufkommen verursachen; die Unternehmen aus dem Einzelhandel sind ausgeschlossen; Neubauvorhaben werden in die bereits bestehende Baumasse integriert».

Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen «*S.14» auf dem Plan findet in dem Wohngebiet Anwendung, das durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Ans eingetragen wird: «Ein Städtebau- und Umweltbericht, der das ganze Gebiet deckt, muss vor dessen Einrichtung ausgearbeitet werden. Die Gestaltungsoptionen des Städtebau- und Umweltberichtes in Bezug auf die Infrastrukturen und den Urbanismus zielen darauf ab, eine Raumgestaltung durchzuführen, die so entworfen wird, dass die Bauten um einen oder mehrere Pole konzentriert werden, deren Standort aufgrund der örtlichen physikalischen Eigenschaften, der Leistung der Kommunikations- und Versorgungsnetzwerke und der eventuellen Projekte, die im angrenzenden, in der Gemeinde Awans befindlichen Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung entwickelt werden, festgelegt wird; sie wird phasenweise umgesetzt je nach der Fertigstellung der Bauten um den vorherigen Pol und das Kommunikations- und Versorgungsnetz.»

Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen «*S.52» auf dem Plan findet in dem gemischten Gewerbegebiet Anwendung, das durch den vorliegenden Erlass auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen wird: «Aktivitäten von Einzelhandelsgeschäften und Dienstleistungen an die Bevölkerung sind dort nicht gestattet, außer wenn es sich dabei um Hilfstätigkeiten zugunsten der in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten handelt oder wenn sie vor dem Inkrafttreten vorliegender Revision des Sektorenplans von Lüttich gestattet waren».

III. Chronologie der Revision des Sektorenplans

Durch Erlass vom 19. Juli 2007 (*Belgisches Staatsblatt* vom 26. September 2007) beschließt die Wallonische Regierung die Revision des Sektorenplans von Lüttich und verabschiedet den Vorentwurf zur Planrevision im Hinblick auf die Verlagerung der Streitkräfte in Lüttich-Bierset und zur Gewährung zugunsten der Gemeinden Ans und Saint-Georges von vorbehaltlichen planologischen Ausgleichsmaßnahmen im Rahmen der Revision des Sektorenplans Lüttich, um die Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der mit ihr verbundenen Aktivität zu ermöglichen.

Durch Erlass vom 20. Dezember 2007 (*Belgisches Staatsblatt* vom 22. Januar 2008) bestätigt die Wallonische Regierung den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans von Lüttich und verabschiedet den Vorentwurf zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen.

Durch Erlass vom 21. Februar 2008 (*Belgisches Staatsblatt* vom 25. März 2008) beschließt die Wallonische Regierung, eine Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 verabschiedeten und durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 bestätigten und ergänzten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans von Lüttich durchführen zu lassen. Durch Beschluss vom 9. Juni 2008 hat der Minister für Wohnungswesen, Transportwesen und räumliche Entwicklung die «SA AGORA» als Umweltverträglichkeitsprüfer bezeichnet. Diese Umweltverträglichkeitsprüfung ist am 4. Mai 2009 hinterlegt worden.

Durch Erlass vom 7. Mai 2009 (*Belgisches Staatsblatt* vom 19. Juni 2009) verabschiedet die Wallonische Regierung vorläufig den Entwurf zur Revision des Sektorenplans von Lüttich im Hinblick auf die Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der mit ihr verbundenen Aktivität, die Verlagerung der Streitkräfte in Lüttich-Bierset und die damit verbundenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen.

Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans wurde zwischen dem 24. Juni 2009 und dem 7. September 2009 mit einer Unterbrechung zwischen dem 16. Juli und dem 15. August einer öffentlichen Untersuchung in den Gemeinden Ans, Awans, Bassenge, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse und Visé unterzogen.

Der Gemeinderat von Grâce-Hollogne hat sein Gutachten vom 19. Oktober 2009 außerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Gemeinderat von Fexhe-le-Haut-Clocher hat sein Gutachten am 21. September 2009 innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Gemeinderat von Flémalle hat sein Gutachten am 15. Oktober 2009 innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Gemeinderat von Ans hat sein Gutachten am 24. September 2009 innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Gemeinderat von Awans hat sein Gutachten am 22. September 2009 innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Gemeinderat von Visé hat sein Gutachten am 21. September 2009 innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Gemeinderat von Bassenge hat sein Gutachten am 10. September 2009 innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse hat sein Gutachten am 21. Oktober 2009 innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

Der Regionalausschuss für Raumordnung (CRAT) hat sein Gutachten am 17. Dezember 2009 (Ref. 09/CRAT A.861-AN) innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt. Gemäß Artikel 43, § 4 des CWATUPE bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

Der «Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable» (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung - CWEDD) hat sein Gutachten vom 4. Januar 2010 (Ref. CWEDD/10/AV.27) außerhalb der in Artikel 43, § 4, Absatz 2 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt. Der CWEDD war der Ansicht, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine zufriedenstellende Qualität aufweist» und «dass die zuständige Behörde darin die Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen».

Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (D GARNE) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie hat ihr Gutachten vom 5. Januar 2010 (Ref. D GARNE/AvPAE/2009-RPS0017/Sortie2009: 28511) außerhalb der in Artikel 43, § 4, Absatz 2 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt.

IV. Überlegungen zum Umfeld und zur Umwelt

Die vorliegende Erklärung betrifft nur die umweltrelevanten Aspekte, für die im Laufe des oben dargestellten Verfahrens zur Revision des Sektorenplans positive oder negative Auswirkungen identifiziert worden sind. In der Erklärung wird zusammengefasst, inwiefern der vorliegende Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans diese Erwägungen berücksichtigt hat, wobei für die Einzelheiten auf den Text des Erlasses und auf das Gutachten des CRAT verwiesen wird.

Die umweltrelevanten Aspekte, die sich auf die Revision des Sektorenplans in seiner Gesamtheit beziehen, werden zuerst angeschnitten; anschließend folgen die Erwägungen bezüglich eines jeden Gebiets. Das Dokument wird mit den planologischen Ausgleichmaßnahmen abgeschlossen.

Die Revision des Sektorenplans in seiner Gesamtheit

Der CRAT hat unter Vorbehalt der Berücksichtigung der von ihm geäußerten Bemerkungen und Beobachtungen insbesondere über einige Gebiete ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben (siehe infra).

Der CWEDD ist der Ansicht, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer keine Schlussfolgerungen ziehen konnte, was die Lebensfähigkeit der vom Planentwurf betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe betrifft, und empfiehlt demnach, dass eine genaue Bewertung dieser Lebensfähigkeit durchgeführt wird und angemessene Ausgleichmaßnahmen getroffen werden. Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat sich in Ermangelung des Zugangs zu den Informationen, die ihm zur Entgegnung auf die Beobachtung des CWEDD nützlich gewesen wären, in der Tat darauf beschränkt, den Verlust an Grundstücken pro Betreiber innerhalb einer selben Gemeinde hervorzuheben.

Die Wallonische Regierung ist der Ansicht, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zum Gegenstand hat, die Auswirkungen des Planentwurfs auf die landwirtschaftliche Tätigkeit auf Ebene des Bezugsgebiets und nicht für jeden Betrieb einzeln zu bewerten. Die Beurteilung der Lebensfähigkeit eines Betriebs erfordert in der Tat Ermittlungen anderer Art als diejenigen, die im Rahmen einer Umweltverträglichkeitsprüfung angestellt werden müssen, da sie über eine Untersuchung erfolgen müsste, die auf jede individuelle Lage zugeschnitten ist, deren Vielfältigkeit zwangsläufig jedem Versuch einer Verallgemeinerung entgeht.

Die Wallonische Regierung verfügt jedoch in der Umweltverträglichkeitsprüfung über die ausreichenden Informationselemente, was die Auswirkungen des von ihr verabschiedeten Planentwurfs auf die landwirtschaftliche Tätigkeit betrifft, um ihren Beschluss zu fassen. Was außerdem die Landentnahmen im Agrargebiet des Sektorenplans betrifft, beruht die Eintragung neuer Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter in Ans und Saint-Georges-sur-Meuse, wie auch diejenige eines neuen Gewerbegebiets in Saint-Georges-sur-Meuse, auf der Feststellung eines mangelnden Angebots an einerseits zur Wohnzwecken und andererseits zur gewerblichen Tätigkeit bestimmten Grundstücken in diesen beiden Gemeinden. Die Wallonische Regierung und der Umweltverträglichkeitsprüfer mussten demnach die Gebiete ermitteln, die nicht zu diesen Zwecken bestimmt sind.

Die Wallonische Regierung hat ihre Nachforschungen, was die Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse betrifft, auf Geländen südlich der Autobahn E42, in dem am meisten verstädterten Teil der Gemeinde konzentriert. Durch diese Entscheidung besteht unter anderem die Möglichkeit, die ländliche Zweckbestimmung des nördlich gelegenen Hespengauer Plateaus zu erhalten.

Die Wallonische Regierung hat das für die Gemeinde Ans zu Wohnzwecken bestimmte Gebiet auf die einzigen Gelände begrenzt, die an ein Wohngebiet angrenzen, und die sich außerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset befinden.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat die von der Wallonischen Regierung geplanten Flächen, sowie die Lokalisierung der neuen Gebiete für gültig erklärt, nachdem er die Varianten für Ans und Saint-Georges-sur-Meuse untersucht hat.

Die Wallonische Regierung hat die Landentnahmen auf das Genaueste im Agrargebiet des Sektorenplans beschränkt und sie in Anwendung von Zielsetzungen, die mit ihrer Raumordnungspolitik übereinstimmen, örtlich festgelegt. Demnach ist sie der Ansicht, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung genügend Informationen in Bezug auf die Auswirkungen des Planentwurfs auf die landwirtschaftliche Tätigkeit liefert. Hinsichtlich des Gutachtens des CWEDD ist sie der Ansicht, dass sie die Qualität und Vollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung keineswegs in Zweifel zu ziehen braucht.

Der CWEDD wünscht ebenfalls, dass die Mehr- und Minderwerte infolge der Änderungen der Zweckbestimmungen verwaltet werden. Die Eigentümer beklagen sich über die Wertminderung ihrer Güter und/oder verlangen Entschädigungen.

In der Gesetzgebung gibt es keine Regelung, die es ermöglichen würde, die Anwohner zu entschädigen, weil ihre Immobiliengüter eine Wertminderung aufweisen, die auf eine Änderung der Zweckbestimmung eines Gebiets zurückzuführen ist. Artikel 70 des Gesetzbuches legt jedoch die Bedingungen der Entschädigung fest, die die Region ggf. zu zahlen hätte, falls das Bau- oder Parzellierungsverbot aus einem verbindlichen Plan hervorgeht, durch den der Nutzung, die dem Immobiliargut durch den am Tage vor dem Inkrafttreten des besagten Plans geltenden Raumordnungsplan gegeben wird, ein Ende gesetzt wird. Die Personen, die diesen Bedingungen genügen, werden dann ihre Ansprüche gelten lassen können.

Die DGARNE gibt ein ungünstiges Gutachten über den Planentwurf ab. Dieses Gutachten wird durch das am meisten einschränkende Gutachten der sechs zu Rate gezogenen Abteilungen bestimmt. Nur die Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe hat ein ungünstiges Gutachten abgegeben. Die unterbreiteten Elemente ermöglichen nicht der Wallonischen Regierung, sich insbesondere zu diesem Gutachten zu äußern, was keineswegs die Gutachten der anderen zu Rate gezogenen Abteilungen der DGARNE, die überdies unter gewissen Bedingungen (siehe infra) günstig sind, in Frage stellt.

Die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser der DGARNE hat ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben unter der Bedingung, die in den Präventivzonen zur Wassergewinnung geltenden Schutzmaßnahmen gemäß dem Wassergesetzbuch zu berücksichtigen. Die Direktion der Oberflächen gewässer hat ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben unter der Bedingung, dass aufgrund der in der Rahmenrichtlinie über das Wasser festgelegten umweltbezogenen Zielsetzungen keine Verschlechterung der Wasserkörper des Zwischeneinzugsgebiets der Maas stromabwärts zugelassen wird.

In Anbetracht dieser Beobachtungen müssen bei der Durchführung der Komponenten der Revision des Sektorenplans die geltenden Gesetzgebungen, insbesondere das Wassergesetzbuch, beachtet werden.

Der Gemeinderat von Bassenge hat ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben.

Der Gemeinderat von Ans hat ein günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben.

Der Gemeinderat von Awans hat ein bedingt günstiges (siehe infra) Gutachten über den Planentwurf abgegeben.

Der Gemeinderat von Grâce-Hollogne hat ein bedingt (siehe infra) günstiges Gutachten über den Planentwurf abgegeben.

Der Gemeinderat von Flémalle hat ein teilweise günstiges (siehe infra) Gutachten über den Planentwurf abgegeben.

Der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse hat ein teilweise günstiges (siehe infra) Gutachten über den Planentwurf abgegeben.

Der Gemeinderat von Visé äußert keine Stellungnahme in seinem Gutachten über den Planentwurf selbst.

Der Gemeinderat von Fexhe-le-Haut-Clocher hat ein ungünstiges (siehe infra) Gutachten über den Planentwurf abgegeben.

Manche Beschwerdeführer widersetzen sich jeder Revision des Sektorenplans rund um den Flughafen von Lüttich-Bierset wegen den von Letzterem verursachten Belästigungen und solange keine Maßnahmen getroffen werden, um diese zu mildern.

Diesbezüglich wurde die SOWAER von der Wallonischen Regierung damit beauftragt, die von Letzterem im Hinblick auf die Begleitung und Förderung der Entwicklung der wallonischen Flughäfen verabschiedeten Umweltmaßnahmen durchzuführen, zu überwachen und zu finanzieren. Die SOWAER ist am Erwerb und an der Schalldämmung von Gebäuden, die in der Nähe der Flughäfen liegen, sowie an der Gewährung von Schadenersatz für gewerbliche und berufliche Störungen und von Umzugsprämien für die Mieter beteiligt.

Manche Beschwerdeführer widersetzen sich jeglicher Revision des Sektorenplans, aus der sich ergeben würde, die Einwohner noch mehr Belästigungen jeder Art erleiden zu lassen.

Die durch die verschiedenen Komponenten des Planentwurfs verursachten Belästigungen sind vom Umweltverträglichkeitsprüfer untersucht worden und die Wallonische Regierung beantwortet von Fall zu Fall die während der öffentlichen Untersuchung geäußerten Bemerkungen in dem Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans.

Wie mehrere der während der öffentlichen Untersuchung zu Rate gezogenen öffentlichen Instanzen bekräftigt der CWEDD die Empfehlungen des Umweltverträglichkeitsprüfers, um die negativen Auswirkungen des Planentwurfs, die er hervorgehoben hat, zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen.

Die Wallonische Regierung erinnert daran, dass bei der Durchführung der Komponenten des Planentwurfs die geltenden Gesetzgebungen, insbesondere das Wassergesetzbuch, beachtet werden müssen. Insbesondere der Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts wird je nach der Zweckbestimmung der neuen Gebiete angepasst werden müssen.

Reserveumkreis der notwendigen Räume für den Schutz und die Erhaltung der Flughafeninfrastruktur

Der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse widersetzt sich der Eintragung des Reserveumkreises, «wenn nicht vorgesehen ist, ihn im Jahr 2020 einer Revision zu unterziehen».

Das Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere abgeändert durch das Dekret vom 29. April 2004, definiert den langfristigen Entwicklungsplan in seinem Artikel 1, § 2 als die maximalen Entwicklungsgrenzen der Flughäfen. Der langfristige Entwicklungsplan hat demnach nicht zum Zweck, revidiert zu werden, wie auch der Reserveumkreis, der sich im Sektorenplan daraus ergibt.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird die Tatsache unterstrichen, dass die angewandte Vorschrift im Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur das Verbot der Aktivitäten im Gaststättenbereich nach sich ziehen könnte. Die Wallonische Regierung hat demnach beschlossen, im Inhalt der Vorschrift von der Aktivitäten im Gaststättenbereich eine Ausnahme zu machen.

Demnach lautet der Inhalt dieser Vorschrift folgendermaßen: «Die Handlungen und Arbeiten zum Bau oder Wiederbau von Gebäuden mit einer Wohn- bzw. Unterkunftfunktion, sowie der Umbau bzw. die Änderung der Zweckbestimmung von bestehenden Gebäuden oder Teilen von Gebäuden, mit dem Ziel, ihnen eine Wohn- bzw. Unterkunftfunktion zu vergeben, oder die Anzahl der Wohneinheiten zu vergrößern, sind im Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur verboten, mit Ausnahme der Aktivitäten im Gaststättenbereich.»

Manche Beschwerdeführer sind der Ansicht, dass die undeutliche Definition, die dem Reserveumkreis gegeben wird, und der Mangel an Einzelheiten über dessen konkrete Durchführung, die den Behörden eine zu große Interpretationsspanne lassen und die rechtliche Sicherheit für die Einwohner in Frage stellen, zu einer systematischen Verweigerung der Gewährung der Städtebaugenehmigung in der Zone A führen könnten.

Durch die Eintragung dieses Reserveumkreises bestätigt die Wallonische Regierung wohl, dass die Kontrolle der Verstärkung der Gelände in der Nähe der Flughafeninfrastruktur eine prioritäre Zielsetzung bildet, die eine langfristige Erhaltung der guten Funktionsweise dieser Infrastruktur garantiert. Die bereits weitgehend vorhandene Wohnfunktion kann unter diesem Gesichtspunkt eine Bedrohung für die Erhaltung der Infrastruktur darstellen, wenn die Bedingungen ihrer Weiterentwicklung nicht streng begrenzt werden. Zu diesem Zweck stellt die Verweigerung oder Gewährung einer bedingten Genehmigung im Reserveumkreis, eindeutig ein Mittel dar, um den zur Umsetzung, zum Schutz oder zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendigen Raum zu reservieren.

Manche Beschwerdeführer heben hervor, dass der Reserveumkreis die Arbeitnehmer des Flughafens von Lüttich-Bierset zwingen könnte, eine Wohnung weit von ihrem Arbeitsplatz entfernt zu nehmen, was nicht ökologisch wäre. Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat dies jedoch nicht als ein Nachteil des Reserveumkreises hervorgehoben. Die Wallonische Regierung ist der Ansicht, dass der Umkreis den Arbeitnehmern, die in der Nähe ihres Arbeitsplatzes wohnen möchten, keine übermäßige Entfernung auferlegt, jedoch insbesondere darauf abzielt, die Anwohner des Flughafens gegen übermäßige Belästigungen zu schützen.

Ein Beschwerdeführer bedauert, dass die Wohnmöglichkeit überall innerhalb des Reserveumkreises nicht mehr gegeben wird, da manche Orte bewohnbar sind. Die Wallonische Regierung ist jedoch der Ansicht, dass der Begriff «bewohnbar» subjektiv ist und deutlich festgelegte Normen benutzt werden müssen, um die Gebiete, die zu Wohnzwecken bestimmt sind oder nicht, genau abzugrenzen.

Aufhebung der Vorschrift *S.12

Der Umweltverträglichkeitsprüfer ist der Ansicht, dass die Aufhebung der zusätzlichen Vorschrift *S.12 wenig Auswirkungen auf die natürliche und menschliche Umwelt haben wird. Er empfiehlt Lärmdämmungsmaßnahmen für die neuen Wohngebäude, die in den außerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur gelegenen Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung gebaut werden könnten.

Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse

Das gemischte Gewerbegebiet

Angesichts der potenziellen Belästigungen und Auswirkungen auf das Wohngebiet mit ländlichem Charakter, die zu einem gemischten Gewerbegebiet wird, bestätigt die Wallonische Regierung ihren Willen, die Wohnungen in das gemischte Gewerbegebiet zu integrieren. Auch wenn diese Integration tatsächlich Folgen betreffend die Lärmnormen hat, die in den allgemeinen Betriebsbedingungen der Betriebe, die auf diese Gelände anwendbar sind, festgelegt werden, erinnert die Wallonische Regierung jedoch daran, dass die Umweltgenehmigungen die besonderen Betriebsbedingungen der Unternehmen bestimmen, und diese strenger als die allgemeinen Bedingungen sein können. Die Überprüfung der Einhaltung dieser Normen fällt unter die Durchführung des Planes.

Was die Belästigungen des potenziellen Verkehrs betrifft, der durch das neue gemischte Gewerbegebiet verursacht wird, unterstreicht der Umweltverträglichkeitsprüfer, dass «die Komponente hinsichtlich der möglichen Verkehrsverbindungen mit dem Vorhandensein der N614 und der Nähe der Autobahn ideal gelegen ist». Die Wallonische Regierung ist folglich der Ansicht, dass der Hauptverkehr auf der N614 in Richtung Norden und auf der Autobahn stattfinden wird und sich demnach nicht auf das bestehende, südlich des neuen Gewerbegebiets gelegene Wohngebiet auswirken wird.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hebt einige potenzielle Auswirkungen des Gebiets hervor, die sich aus den gewerblichen Ansiedlungen ergeben würden. Er empfiehlt, dem Gebiet eine zusätzliche Vorschrift beizufügen, die die gewerbliche Tätigkeit untersagt. Der CRAT und der CWEDD bekräftigen die Empfehlung des Umweltverträglichkeitsprüfers. Eine Vorschrift *S.52 demnach als Überdruck zum gemischten Gewerbegebiet eingetragen, in der festgelegt wird, dass «die Einzelhandelsgeschäfte und Betriebe für Dienstleistungen an die Bevölkerung dort untersagt sind, außer wenn sie Hilfstätigkeiten zugunsten der in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten sind oder wenn sie vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Revision des Sektorenplans von Lüttich zugelassen worden sind».

Wohngebiete mit ländlichem Charakter *S.14 «Notre-Dame de Hal» und «Stockay»

Der Gemeinderat von Saint-Georges-sur-Meuse hat ein ungünstiges Gutachten über diese Komponenten abgegeben und vorgeschlagen, im Zentrum dem zwischen der Rue Albert I, der Rue du Centre und der Autobahn E42 gelegenen Agrargebiet einerseits, und nördlich der Autobahn dem durch die Rue du Vicinal, das ehemalige Schienenbett der Kleinbahn und der Rue du Centre abgegrenzten Agrargebiet andererseits die Zweckbestimmung eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter zu geben als Alternative zu den Komponenten des Planentwurfs. Der CRAT erachtet den Vorschlag südlich der Autobahn E42 in der Nähe des Zentrums von Saint-Georges-sur-Meuse als interessant.

Manche Beschwerdeführer haben ungünstige Stellungnahmen über die Komponenten des Planentwurfs geäußert.

Die Alternative in der Nähe des Zentrums von Saint-Georges-sur-Meuse entspricht grundsätzlich den von der Wallonischen Regierung verfolgten Zielsetzungen zur Einschränkung der Zerstreuung des Wohnbereichs und zur Unterstützung seiner Entwicklung ab den bestehenden Zentren. Dies ist nicht der Fall, was die andere, vom Gemeinderat vorgeschlagene Alternative betrifft, die zu weit von den Siedlungen des Gemeindegebiets entfernt liegt.

Die Wallonische Regierung kann jedoch den Vorschlag des Gemeinderats, der ihr am sinnvollsten erscheint, nicht in Betracht ziehen, ohne die Auswirkungen der Eintragung des neuen, zu Wohnzwecken bestimmten Gebiets auf die Umwelt untersuchen lassen zu haben.

Die Wallonische Regierung ist jedoch der Ansicht, dass die Fristen, die einerseits zur Ausarbeitung eines Nachtrags zu der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des neuen, vom Gemeinderat vorgeschlagenen Gebiets und andererseits zur Ausführung der neuen Maßnahmen für eine öffentliche Untersuchung erforderlich sind, mit denjenigen Fristen, die sie sich für die Revision des Sektorenplans von Lüttich vorgenommen hat, unvereinbar sind.

Demnach beschließt die Wallonische Regierung, auf die Eintragung in den Sektorenplan der beiden, in Saint-Georges-sur-Meuse geplanten Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift zu verzichten, und die Gemeindebehörden aufzufordern, die Ausarbeitung eines kommunalen Raumordnungsplans zwecks der Revision des Sektorenplans einzuleiten, damit ihr Vorschlag erzielt wird.

Das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen und das Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Dorfzentrum von Saint-Georges-sur-Meuse

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung stellt das Vorhandensein einer Reihe von vierzehn bemerkenswerten Bäumen sowie einer geringen Überschwemmungsgefahr auf einem Teil dieser Gebiete fest. Der CWEDD und die DGARNE empfehlen, diese Elemente während der Einrichtung in Betracht zu nehmen.

Die Einrichtung des Gebiets muss die bemerkenswerten Bäume berücksichtigen. Die Wallonische Regierung empfiehlt, dass während der Phase der Einrichtung Maßnahmen zur Bekämpfung der Auswirkungen der Überschwemmungen auf das Gebiet, aber auch oberhalb und unterhalb dessen, getroffen werden. Außerdem empfiehlt sie, dass während der Einrichtungsarbeiten des Gebietes ein Schutzzumkreis um die bemerkenswerten Bäume herum errichtet wird.

Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung im Reserveumkreis

Die Elemente bezüglich der Eintragung dieser Gebiete werden unter der Rubrik «Die Revision des Sektorenplans als Ganzes» behandelt (siehe oben).

Gebiet der Gemeinde Flémalle

Die Vorschrift *S.04

Was die Berichtigung eines materiellen Fehlers auf dem Plan angeht, wurden keine Auswirkungen auf die Umwelt festgestellt.

Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne

Die industriellen Gewerbegebiete *S.02 «Ferdoux» und «Fontaine» und der Umkreis zur ökologischen Verbindung

Es werden keine Auswirkungen auf die Umwelt festgestellt.

Das gemischte Gewerbegebiet *S.05

Es werden keine Auswirkungen auf die Umwelt festgestellt.

Das gemischte Gewerbegebiet «chaussée de Liège»

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung hat eine gewisse Anzahl Belästigungen für die Einrichtung dieses Gebiets hervorgehoben. Auch manche Beschwerdeführer beklagen sich über diese Belästigungen: Auswirkungen auf das Lebensumfeld, Lärmbelästigungen, LKW-Verkehr... Einige Beschwerdeführer sind über eine etwaige Erweiterung des «Mafer»-Betriebs im künftigen gemischten Gewerbegebiet besorgt. Der CRAT ist der Ansicht, dass die Eintragung dieses Gebiets wegen der Nähe des Wohngebiets nicht gerechtfertigt ist. Beschwerdeführer stellen sich Fragen über die Zweckmäßigkeit der Einbeziehung der entlang der chaussée de Liège gelegenen Wohngebäude in das gemischte Gewerbegebiet und, für die Betroffenen, über die Folgen etwaiger Enteignungen. Einige Beschwerdeführer befürchten eine Wertminderung ihrer Besitze.

Die mit einer Erweiterung des «Mafer»-Betriebs verbundene Besorgnis entsteht offensichtlich durch Unklarheiten, die mit der auf der anderen Seite der chaussée de Liège geplanten Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets, genannt «Mafer», zusammenhängen. Die näheren Angaben, die während der Konzertierungsversammlung am Abschluss der öffentlichen Untersuchung gemacht wurden, haben es erlaubt, diese Unklarheiten zu beseitigen.

Alle von dem Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung festgestellte Auswirkungen können vermieden, verringert oder ausgeglichen werden durch Maßnahmen, die während der Einrichtung des Gebiets zu ergreifen sind. Besonders das (die) durch Artikel 30 des Gesetzbuches auferlegte Abschirmgebiet oder -vorrichtung trägt seiner (ihrer) Natur wegen den Beschwerdegründen Rechnung, die von den Beschwerdeführern und dem CRAT angegeben wurden.

Übrigens haben die Gemeindebehörden von Grâce-Hollogne die Bedingungen mitgeteilt, die sie für die Einrichtung des Gebiets in ihrem Gutachten vom 19. Oktober 2009 auferlegen möchten: «Während der Einrichtung dieses Gebiets durch den SPI+ soll dieser die Nähe der Gebäude berücksichtigen und wird verpflichtet, Pufferzonen einzurichten, und wird ausschließlich die Niederlassung umweltfreundlicher, nicht lärmintensiver Unternehmen (außer entlang der Autobahn) gestatten. Die einzigen möglichen Zugänge zu diesem Gebiet werden durch die chaussée de Liège eingerichtet. Außerdem wird es angebracht sein, ein Rückhaltesystem des Regenwassers (Regenauffangbecken) zu bewerten und einzusetzen, das die Belastung des derzeit das Vermeiden von Wasserabfließen zu der Rue des Grosses Pierres erlaubenden Entwässerungsnetzes verhütet.»

Die Eintragung der entlang der chaussée de Liège gelegenen Wohngebäude ermöglicht es u.a., den Zugang zum Gebiet nur durch die Chaussée de Liège sicherzustellen, was daher erlaubt, der Besorgnis der Beschwerdeführer über die Verkehrsverwaltung entgegenzukommen.

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung und der CWEDD fordern den Schutz der mit dem Autobahnnetz verbundenen grünen Nebenanlagen. Die Wallonische Regierung antwortet darauf, indem sie die nordwestliche Grenze des Gebiets auf die Grenze des Autobahngebiets abstimmt.

Das industrielle Gewerbegebiet «Bremhove-Mafer»

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass eine fehlende Änderung der Zweckbestimmung des im industriellen Gewerbegebiet bestehenden Wohngebiets zur Entstehung von Brachflächen führen könnte. Allerdings hebt er eine gewisse Anzahl Belästigungen auf die Wohngebäude der chaussée de Liège hervor, die die Einrichtung des Gebiets verursachen könnte. Aus diesem Grund schlägt der CRAT die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets vor.

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung stellt fest, dass das Unternehmen Bremhove/Mafer die Gelände des Wohngebiets schon teilweise benutzt. Er macht Empfehlungen zur Einrichtung.

Die Einrichtung des industriellen Gewerbegebiets wird die Tätigkeit auf Lagerung und Handhabung begrenzen müssen. Aktivitäten, die laut sind und Schwingungen für die nahegelegenen Wohngebäude verursachen könnten, müssen ausgeschlossen werden. Übrigens erwünscht die Regierung einen Zugang zum Gebiet durch das bestehende industrielle Gewerbegebiet und nicht durch die chaussée de Liège. Alle notwendige Isolierungsmaßnahmen werden ergriffen, um Lärm- und Sichtbelästigungen zu begrenzen.

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung und der CWEDD fordern den Schutz der mit dem Autobahnnetz verbundenen grünen Nebenanlagen. Die Wallonische Regierung antwortet darauf, indem sie die nordwestliche Grenze des Gebiets auf die Grenze des Autobahngebiets festlegt.

Gebiet der Gemeinden Grâce-Hollogne und Fexhe-le-Haut-Clocher

Das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen für den Luftstützpunkt der Landesverteidigung

Da das Militär den Luftstützpunkt von Bierset verlassen hat, wird die Eintragung des Gebiets aufgegeben.

Gebiet der Gemeinde Ans

Das Wohngebiet *S.14

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung stellt eine große Anzahl Einschränkungen für die Einrichtung des Gebiets fest: Umkreis landschaftlichen Interesses der ADESA, Hochdruckgasleitung, Verseuchung des Bodens und des Wassers, Gefährdung der landwirtschaftlichen Tätigkeit, Bodeninstabilität... Um das Ziel einer Schaffung neuer Wohngebiete im Sektorenplan auf dem Gebiet der Gemeinde Ans zu erreichen, hat er Standort- und Abgrenzungsvarianten überprüft.

Die Analyse dieser Varianten zieht keine unwiderlegbaren Schlussfolgerungen über ihre Bedeutung im Verhältnis zum geplanten Gebiet. Übrigens würden diese Varianten des Standortes Xhendremael der gemeindlichen Option der Wahrung des ländlichen Charakters dieser Gebietseinheit zuwiderlaufen.

Die mit dem Umkreis landschaftlichen Interesses und der Wasserentnahmestelle verbundenen Einschränkungen und die geotechnischen Einschränkungen können mit Hilfe von spezifischen Raumordnungsmaßnahmen vermindert werden.

Die Kontrolle der Gemeinde Ans über Grund und Boden eines großen Teils des Gebiets wird eine koordinierte, zentralisierte Verwaltung der Umweltbelastungen ermöglichen.

Was das Vorhandensein von Gasleitungen angeht, erfordert die Gesellschaft Fluxys Vorschriften bezüglich der Ansiedlung von Infrastrukturen. Diese Vorschriften müssen streng eingehalten werden.

Außerdem wird die Einrichtung, wie in jedem Gebiet, die gesamten bestehenden städtebaulichen und umweltbezogenen Gesetzgebungen beachten müssen, insbesondere das Wassergesetzbuch.

Demnach wird das geplante Gebiet im Sektorenplan eingetragen, aber ihre Einrichtung wird einem Städtebau- und Umweltbericht unterliegen, deren Optionen darauf abzielen werden, die Durchführung einer Raumgestaltung aufzuerlegen, die so entworfen wird, dass die Bauten um einen oder mehrere Pole konzentriert werden, deren Standort aufgrund der örtlichen physikalischen Eigenschaften, der Leistung der Kommunikations- und Versorgungsnetzwerke und der eventuellen Projekte, die im angrenzenden, in der Gemeinde Awans befindlichen Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung entwickelt werden, festgelegt wird; sie wird phasenweise umgesetzt je nach der Fertigstellung der Bauten um den vorherigen Pol und das Kommunikations- und Versorgungsnetz.

Die zusätzliche Vorschrift «*S.14» im Überdruck über dem Gebiet wird in diesem Sinne ergänzt.

Das für Sportinfrastrukturen bestimmte Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen

Der CRAT stellt fest, dass der Entwurf eines Fußballstadiums «von zu großem Umfang» ist, um auf dem Gebiet verwirklicht zu werden, insbesondere wegen der möglichen Probleme der Mobilität. Die Beschwerdeführer weisen auf die möglichen Belästigungen hin, die insbesondere mit der Mobilität und Missetaten infolge des Entwurfs eines Fußballstadiums zusammenhängen.

Der CWEDD hat in seinem Gutachten vom 9. Juni 2008 (CWEDD/08/AV.977) Empfehlungen über den Städtebau- und Umweltbericht gemacht, der darauf abzielt, das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung einzurichten, insbesondere was die Problematik der Parkplätze, die Mobilität und die landschaftliche Integration betrifft.

Es wird deutlich auf den Entwurf eines Fußballstadiums und einer Fußballschule verzichtet, dies wegen des Beschlusses der Leitung des «Royal Football Club Liégeois», seine Infrastrukturen an einem anderen Ort anzusiedeln.

Der CRAT und einige Beschwerdeführer erklären implizit oder explizit, dass sie sich der Eintragung des Gebiets zwecks der Ansiedlung von leichten Sportinfrastrukturen nicht widersetzen.

Eine Komplementarität mit den bestehenden Sportinfrastrukturen, die sich westlich der Route militaire befinden, ist also möglich.

Mit einer Eintragung des Gebiets zwecks der Einrichtung von leichten Sportinfrastrukturen werden die möglichen Belästigungen erheblich verringert, die mit dem Entwurf eines Fußballstadiums verbunden sind.

Außerdem hat die Eintragung des Gebiets keinesfalls zur Folge, dass die Projekte, die dort durchgeführt werden sollen, von einer vorherigen Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt nach Artikel 124 des CWATUP und nach Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches befreit werden.

Die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen

Die Wallonische Regierung ist der Ansicht, dass die von ihr vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen den Vorschriften von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3^o des CWATUPE zweckmäßig Rechnung tragen.

Angesichts dessen, dass in fine die vorliegende Revision weniger verstädterbare Gebiete im Sektorenplan einträgt, als im Vorentwurf vorgesehen wurde, wird die raumplanerische Ausgleichsfläche dementsprechend verringert. Die relevantesten raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen werden angenommen.

Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse

Der CWEDD ist der Ansicht, dass diese raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nur einer raumplanerischen Logik entsprechen, und die Bodenverluste seitens der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber infolge der Verstädterung ihres Ackerlandes keinesfalls ausgleichen.

Durch die vorschriftsmäßigen Bestimmungen wird der Ausgleich der Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets durch die Umwandlung von zur Verstädterung bestimmten Gebieten in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete auferlegt. Es ist demzufolge ein Irrtum, zu meinen, dass die Wallonische Regierung sich darum bemühen muss, das bestehende landwirtschaftliche Potenzial des Gebiets, das sie für die wirtschaftliche Tätigkeit zu bestimmen gedenkt, mittels der Gebiete, die sie als nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete einzutragen vorschlägt, wiederherzustellen.

Die Zweckbestimmung der Ausgleichsmaßnahmen wurde unter Berücksichtigung der bestehenden Lage festgelegt, was die Wallonische Regierung dazu geführt hat, sich in manchen Fällen für eine andere Zweckbestimmung als diejenige eines Agrargebiets zu entscheiden.

Überdies gibt der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung an – obschon er der Ansicht ist, dass «die Valorisierung als landwirtschaftlich genutzte Fläche nicht automatisch von selbst geht, da bestimmte Zonen starke Höhenunterschiede aufweisen» –, dass «diese Änderungen der Zweckbestimmung angesichts der Grundsätze der Urbanisierung und einer gut geführten Raumgestaltung ganz und gar wünschenswert sind».

Angesichts dessen, dass auf die Eintragung der Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit der zusätzlichen Vorschrift *S.14 verzichtet wurde, können manche raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse aufgegeben werden. Die Wallonische Regierung hebt immerhin die Zweckmäßigkeit dessen hervor, sie als nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete einzutragen. Ziel ist es, sie als raumplanerische Ausgleichsflächen für den kommunalen Raumordnungsplan zu erhalten, dessen Einführung die Wallonische Regierung der Gemeinde vorschlägt, um ein neues Wohngebiet in der Nähe vom Zentrum von Saint-Georges-sur-Meuse einzutragen.

Die Agrargebiete «rue Yernawe» und «drève du Château» werden also nicht als Agrargebiete eingetragen. Ebenso werden diejenigen Agrargebiete nicht eingetragen, die durch den Planentwurf auf dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von Sur-les-Bois vorgesehen waren.

Der Vorschlag, diese Gebiete als raumplanerische Ausgleichsgebiete für den von der Gemeinde einzuleitenden kommunalen Raumordnungsplan zu benutzen, wird natürlich keinesfalls zur Folge haben, dass sie von einer Umweltverträglichkeitsprüfung und einer öffentlichen Untersuchung, so wie sie in den Artikeln 50 und 51 des CWATUPE vorgesehen ist, befreit werden.

Ihrerseits werden die auf den Wohngebieten mit ländlichem Charakter innerhalb des Reserveumkreises als raumplanerische Ausgleichsgebiete eingetragenen nicht verstädterbaren Gebiete beibehalten. In der Tat würde die Bewahrung dieser Wohngebiete mit ländlichem Charakter der Zielsetzung der Wallonischen Regierung zuwiderlaufen, die Wohnfunktion innerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur langfristig zu verhindern. Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung findet, dass die Eintragung dieses Parkgebiets und dieser Agrargebiete als raumplanerische Ausgleichsgebiete gerechtfertigt ist.

Gebiet der Gemeinde Flémalle

Es laufen keine umweltbezogene Erwägungsgründe der Eintragung des Agrargebiets «Warfusée» im Sektorenplan zuwider.

Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne

Es laufen keine umweltbezogene Erwägungsgründe der Eintragung des Grüngelands entlang der A604 und der Eisenbahnlinie 36A zuwider.

Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung stellt fest, dass die Eintragung der Festung von Eben-Emael als Naturgebiet im Sektorenplan negative Auswirkungen auf die am Standort bestehenden Aktivitäten haben könnte, dies wegen der zahlreichen damit verbundenen Begrenzungen. Der CRAT und der CWEDD sind mit der Feststellung des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung einverstanden.

Die Wallonische Regierung beschließt aus diesen Gründen, auf eine Abänderung der Zweckbestimmung derjenigen Teile des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, wo der Hauptteil der bestehenden Aktivitäten stattfindet, zu verzichten. Demzufolge verzichtet sie auf die Eintragung des Parkgebiets und eines Teils des am Standort der Festung von Eben-Emael geplanten Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. März 2012 zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Lüttich (Karten 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 und 42/5) zwecks der weiteren Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Aktivität als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. März 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Gutachten über den Antrag auf die Revision des Sektorenplans Lüttich im Hinblick auf die Ausdehnung der Flughafenaktivität in Lüttich-Bierset, die Verlagerung der Streitkräfte und die damit verbundenen Ausgleichsmaßnahmen, gültig für die Gemeinden Ans, Bassenge, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne Saint-Georges-sur-Meuse und Visé

Einleitung

Einreichung des Antrags und Antwort

Durch ihr am 28. Oktober 2009 eingegangenes Schreiben hat die Zelle für räumliche Entwicklung den CRAT um sein Gutachten über das o.a. Projekt ersucht, mit der Bitte, dieses Gutachten binnen 60 Tagen abzugeben. Die Abteilung normative Planung des CRAT hat sich mit der Vorbereitung des Gutachtens befasst.

Gemäß Artikel 43, § 4 des CWATUP bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

Vorgeschichte

Der CRAT hat bereits mehrere Gutachten über dieses Projekt abgegeben:

24. August 2007: der CRAT hat ein Gutachten über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans und den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung abgegeben (Zeichen: 07/CRAT.A 613-AN);

10. März 2009: Der CRAT hat Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung geäußert (Zeichen: 09/CRAT A.769-AN);

Der CRAT hat keine Bemerkungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung geäußert, denn obwohl ihm diese Akte am 14. April 2009 mündlich dargestellt wurde, waren ihm die Schriftstücke nicht rechtzeitig übermittelt worden.

Kontext des Entwurfs

Die Revision des Sektorenplans Lüttich hat die folgenden Ziele:

die Reservierung der notwendigen Räume für den Schutz und die Erhaltung der Kommunikationsinfrastruktur, die der Flughafen Lüttich-Bierset bildet;

die Reservierung der notwendigen Räume für die Verlagerung der Streitkräfte anschließend an die Entwicklung der Flughafenaktivität in Lüttich-Bierset auf den früher von den Streitkräften benutzten Geländen;

die Eintragung von Wohngebieten oder Gebieten mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 über die endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Lüttich;

die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet von Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse;

die Eintragung von Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse.

Die Revision des Sektorenplans Lüttich hat die Eintragung der folgenden Gebiete zum Ziel:

* auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher und Saint-Georges-sur-Meuse:

— ein Reserveumkreis für die Flächen, die zum Schutz und zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendig sind, der im Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans eingetragen wird, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset liegen;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Ans:

— ein Wohngebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift;

— ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse:

— * zwei Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.14» eingetragenen Vorschrift;

— ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter;

— ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

— ein gemischtes Gewerbegebiet;

— zwei Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung;

* auf dem Gebiet der Gemeinden Fexhe-le-Haut-Clocher und Grâce-Hollogne:

— zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne:

— ein gemischtes Gewerbegebiet;

— ein gemischtes Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.05» eingetragenen Vorschrift;

— zwei gemischte Gewerbegebiete mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen «*S.02» eingetragenen Vorschrift;

— ein industrielles Gewerbegebiet;

— ein Umkreis mit ökologischen Verbindungen im Überdruck zusätzlich zum industriellen Gewerbegebiet von »Ferdoux«;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle:

— die Grenze des gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle, die nicht Gegenstand der auf dem Plan mit «*S.04» gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift ist.

Zum raumplanerischen Ausgleich sieht die Revision des Sektorenplans die Eintragung folgender Gebiete vor:

* auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse:

— zehn Agrargebiete;

— ein Parkgebiet;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle:

— ein Agrargebiet;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne:

— ein Grüngelände;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge:

— ein Parkgebiet;

— ein Naturgebiet;

— ein Grüngelände;

— zwei Agrargebiete;

* auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé:

— ein Naturgebiet;

— ein Agrargebiet.

BERICHT

Nachdem der CRAT alle unter Punkt 1.1 aufgezählten Elemente der Akte zur Kenntnis genommen und analysiert hat, und nach einem Geländebesuch, gibt er ein günstiges Gutachten über den Entwurf unter Vorbehalt der Berücksichtigung folgender Bemerkungen und Beobachtungen ab:

Über das gemischte Gewerbegebiet in Saint-Georges-sur-Meuse

Der CRAT ist der Ansicht, dass die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets in Saint-Georges-sur-Meuse Gegenstand einer zusätzlichen Vorschrift sein sollte, die die Ansiedlung von Einzelhandelsgeschäften in diesem Gebiet ausschließt. In der Tat erscheinen die Bedürfnisse an Räumen für die Handelstätigkeit auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse als nicht erwiesen.

Über die Wohngebiete mit ländlichem Charakter in Saint-Georges-sur-Meuse

Der CRAT ist der Ansicht, dass die Eintragung zweier Wohngebiete in Saint-Georges-sur-Meuse nicht gerechtfertigt ist. Das Wohngebiet «Notre-Dame de Hal» ist teilweise auf Stabilitätsprobleme verursachenden Herver Smekiten gelegen und das Wohngebiet «de la Sarte» ist ziemlich weit von den Hauptstraßennetzen gelegen. Der CRAT stellt jedoch fest, dass diese Gebiete schon Gegenstand einer prinzipiellen Entscheidung im Rahmen des durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 verabschiedeten Revisionsverfahrens des Sektorenplans Lüttich gewesen sind.

Der CRAT stimmt dem Vorschlag des Gemeinderates Saint-Georges-sur-Meuse eher zu, der im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegeben wurde und darin besteht, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter zwischen dem Dorf und der Autobahn E42 einzutragen. Dieser Vorschlag scheint relevanter, insofern er es erlauben würde, den bebauten Wohnkern des Dorfes Saint-Georges-sur-Meuse zu verstärken.

Über das industrielle Gewerbegebiet «MAFER» in Grâce-Hollogne

Angesichts der Auswirkungen, die eine industrielle Tätigkeit auf das nahe gelegene Wohngebiet haben könnte, stimmt der CRAT der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets an diesem Ort nicht zu.

Der CRAT ist der Ansicht, dass die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets an diesem Ort mit einer Vorschrift zur Untersagung der Geschäfte zweckmäßiger wäre. Die Ansiedlung von Geschäften ist wegen der schlechten Zugänglichkeit des Gebiets durch andere Verkehrsmittel als den Wagen und wegen seiner dezentralen Lage zu den städtischen Gebieten irrelevant.

Über das gemischte Gewerbegebiet «chaussée de Liège» in Grâce-Hollogne

Der CRAT ist der Ansicht, dass die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets für Dienstleistungen und Einzelhandelsgeschäft in Grâce-Hollogne angesichts seiner unmittelbaren Nähe zu dem bestehenden Wohngebiet nicht gerechtfertigt scheint. Überdies scheint das Angebot von Grundstücken für die wirtschaftliche Tätigkeit ausreichend, da der CRAT die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets auf dem als «Mafer» genannten Gebiet vorschlägt.

Über das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in Fexhe-le-Haut-Clocher und Grâce-Hollogne

Angesichts der Ungewissheit bezüglich der Verlagerung der Streitkräfte auf dem nationalen Gebiet schlägt der CRAT vor, dass auf das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen eine Umkehrbarkeitsklausel angewandt wird. Dieses Gebiet, so wie es bestimmt wurde, folgt auf eine heute immer noch geltende Vereinbarung zwischen der Wallonischen Region und der Landesverteidigung (2002-2003). Die Region hat ihre Verpflichtungen beachtet, indem sie dieses Gebiet im Sektorenplan vorbehielt; die Landesverteidigung könnte sich aber entscheiden, diese Vereinbarung zu kündigen. In diesem Fall würde die Umkehrbarkeitsklausel eine Rückkehr zu der während der Revision des Sektorenplans bestehenden Lage erlauben.

Über das gemischte Gewerbegebiet «des Cahottes» in Flémalle

Der CRAT unterstützt die Abschaffung der Vorschrift *S.04 im gemischten Gewerbegebiet «des Cahottes» in Flémalle, so wie sie von der Regierung in ihrem Entwurf zur Revision des Sektorenplans vorgeschlagen wurde, da es sich um die Berichtigung eines materiellen Fehlers handelt, und angesichts des gegenwärtigen Benutzungsgrads dieses Gebiets.

Über das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung «Warfusée» in Flémalle

Der CRAT stimmt der Entstädterung dieses Gebiets zu.

Über das Wohngebiet in Ans

Der CRAT ist der Ansicht, dass die Eintragung eines 43 Ha großen Wohngebiets in Ans angesichts des bestehenden Angebots von verdichteten Gebieten in der Gemeinde nicht gerechtfertigt ist. Das Gebiet weist auch Umweltschränkungen auf (Vorhandensein von ehemaligen Phosphatgruben, von Sickerstollen...), die die Verdichtung des Gebiets erschweren. Der CRAT stellt jedoch fest, dass dieses Gebiet schon Gegenstand einer prinzipiellen Entscheidung im Rahmen des durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 verabschiedeten Revisionsverfahrens des Sektorenplans Lüttich gewesen ist.

Über das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in Ans

Der CRAT stimmt der Umwandlung in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen zwecks der Entwicklung von Sportinfrastrukturen zu. Jedoch beharrt er auf seinem Gutachten, das im Rahmen des Städtebau- und Umweltberichts (Zeichen: 08/CRAT A. 691-AN) über das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, genannt «Route militaire», abgegeben wurde. Er weist darauf hin, dass der Standort die Schaffung einer Komplementarität mit den bestehenden Sportinfrastrukturen auf der anderen Seite der «Route militaire» (Radrennstrecke, Tennis, Boulespiel...) ermöglicht, dass das Programm aber von zu großem Umfang ist (Fußballstadion, Fußballschule, BMX-Rennbahn, Golfpractice-Anlage). Er ist der Ansicht, dass es angebracht ist, die Fußball-Aktivität zu bevorzugen und zuvor die Problematik der Mobilität zu lösen.

Über das Naturgebiet der Festung von Eben-Emael in Bassenge

Der CRAT ist der Ansicht, dass die raumplanerischen Ausgleichmaßnahmen bezüglich der Festung von Eben-Emael Auswirkungen auf die Aktivitäten der Festung haben könnten. In der Tat sind in dem Naturgebiet nur die Handlungen und Arbeiten gestattet, die zum aktiven oder passiven Schutz der Lebensräume mit hohem biologischem Wert bzw. der Arten, deren Erhaltung erforderlich ist, dienen.

Um die Erhaltung der Aktivität der Festung zu begünstigen und die Arbeiten zur Instandhaltung der Gebäude zu ermöglichen schlägt der CRAT vor, das Gebiet als Grüngebiet einzutragen, welches hinsichtlich der dort erlaubten Arbeiten weniger einschränkend ist.

Philippe BARRAS,
Vorsitzender

Liste der Beschwerdeführer

Gemeinde Ans

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	Stadt
CHEVREMONT	Jacqueline	Rue du Fays	55	4450	LANTIN
COURTOIS	Thérèse	Rue J. Martin	12	4450	LANTIN
DELSA	Philippe	Rue Basse Voie	45	4450	LANTIN
DEUSE	Denis	Rue du Fays	55	4450	LANTIN
GEERTS	Daniel	Rue du Fays	40	4450	JUPRELLE

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	Stadt
GOREUX	Guy	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
GOREUX	Vincent	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
HERMANS	Isabelle	Rue du Fays	40	4450	JUPRELLE
LAMOLINE	Thierry	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
LAMOLINE	Guillaume	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
LAMPERTZ	Maria	Rue Basse Voie	49	4450	LANTIN
LEJEUNE	André	Rue J. Martin	12	4450	LANTIN
MARECHAL	M. Rose	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
MOCKELS	Johan	Rue Basse Voie	49	4450	LANTIN
NAVEAU	Claire	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
PEETERS	Karine	Rue Basse Voie	45	4450	LANTIN

Gemeinde Fexhe-le-Haut-Clocher

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	Stadt
BRESMAL	Charles und Familie	Grand-Route	35	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
CREPIN	Marianne	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux
DELEDICQ - CHARLIER	Jean-Marie und Chantal	Grand-Route	5	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
DELPORT	Marie	Rue de la Cornette	20	4347	Voroux-Goreux
DIEUDONNE CAVERENNE	Alfred und Anne-Marie	Rue de la Chapelle	78	4347	Voroux-Goreux
DOCK - BEN MOUSSA	Lionel und Nathalie	Grand-Route	25	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
FRESON	Sophie	Rue de la Cornette	12-14	4347	Voroux-Goreux
GONDA	Estelle	Grand-Route	9	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
KALBUSCH - SERVAIS	Pascal und Anne	Grand-Route	3	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
KORDA - DIDION	Benoît und Aurélie	Rue de Velroux	45	4347	Voroux-Goreux
MATHY	H.	Rue de la Cornette	26	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
MEROLA - LEPRINCE	Christophe und Delphine	Grand-Route	21	4347	Voroux-Goreux
ORBAN	Jean-Paul	Rue de la Cornette	32	4347	Voroux-Goreux
PARENT - BUSTIN	Frédéric und Sophie	Rue de la Cornette	30	4347	Voroux-Goreux
PETERS - DELREE	Luc und Odette	Rue de la Cornette	22	4347	Voroux-Goreux
RENWART	Marc und Familie	Grand-Route	35	4347	Voroux-Goreux
VANEETVELD	Jenny	Avenue Rogier	8/3	4000	Lüttich
VANEETVELD	Alain	Grand-Route	9	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
VANGENECHTEN	Marie-Josée	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
VOSSSEN	Gaëlle	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
VOSSSEN - ADAM	Germain und Michèle	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
WOUTERS (AWOUTERS)	Servais	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux
WOUTERS (AWOUTERS)	Jean-Pierre	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux

Gemeinde Flémalle

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	Stadt
Familie POITIER		Rue des Awirs	226	4400	AWIRS
Familie MAAS-PIROTTE		Rue du Cowâ	213	4400	LES AWIRS

Gemeinde Grâce-Hollogne

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	Stadt
ANTROP	Nicole	Rue des Grosses Pierres	11	4460	GRACE-HOLLOGNE
Architekt Pierre GERMA für die Gesellschaft BREM- HOVE		Rue du Bois de Breux	122b	4020	LÜTTICH

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	Stadt
AUGUSTO-HANNESSE	Fransisco-Jacqueline	Rue Sainte-Anne	91	4460	GRACE-HOLLOGNE
AUGUSTO-MARTINEZ	Laurie	Rue Sainte-Anne	91	4460	GRACE-HOLLOGNE
BALDON	Ida	Rue des Grosses Pierres	7	4460	GRACE-HOLLOGNE
BARBE	Saggiorato	Rue des Grosses Pierres	43	4460	GRACE-HOLLOGNE
BAWIN	Luc	Pas Saint-Martin	2	4460	GRACE-HOLLOGNE
BEAULEN	Andrée	Rue des Grosses Pierres	6	4460	GRACE-HOLLOGNE
BEK	Stéphanie	Rue des Saules	20	4460	GRACE-HOLLOGNE
BENTINEGUA	Giovanni	Chaussée de Liège	126	4460	GRACE-HOLLOGNE
Anwaltsbüro Gérald HORNE für Herrn und Frau Robert und Dominique RINGLET		Rue Huit Mai	59	4460	GRACE-HOLLOGNE
Anwaltsbüro Gérald HORNE für Frau ROMAND Pascale		Rue Huit Mai	59	4460	GRACE-HOLLOGNE
Elegis-Büro für Herrn GRÜTMAN Marc		Place des Nations Unies	7	4020	LÜTTICH
CASTELLE	Claude	Rue des Grosses Pierres	81/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
CROUGHS	Henri	Chaussée d'Hannut	563/561	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANGELIS	Emmanuelle	Rue des Grosses Pierres	2/3	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANTINO	Stéphanie	Rue des Grosses Pierres	32	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANTINO	Alberto	Rue des Grosses Pierres	32	4460	GRACE-HOLLOGNE
DEWAELEHEYN	Jacqueline	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
DUPONT	Henri	Chaussée d'Hannut	557	4460	GRACE-HOLLOGNE
FAMILIE RAMAKERS-BALDON		Rue des Grosses Pierres	23	4460	GRACE-HOLLOGNE
FRANCK-FOURNEAU	Yvette	Rue Sainte-Anne	75	4460	GRACE-HOLLOGNE
GHENNE	Cécile	Chaussée de Liège	138	4460	GRACE-HOLLOGNE
GILNAY	Jenny	Chaussée de Liège	144	4460	GRACE-HOLLOGNE
GODIN	Philippe	Rue des Grosses Pierres	24	4460	GRACE-HOLLOGNE
HANNESSE-SAGGORATO	Georges-Mirella	Rue des Grosses Pierres	22	4460	GRACE-HOLLOGNE
HEUSDOIN	Fernand	Chaussée de Liège	130	4460	GRACE-HOLLOGNE
INFONTIGO	David	Chaussée de Liège	138	4460	GRACE-HOLLOGNE
IPPOLITO	Salvatore	Grosses Lurris	2	4460	GRACE-HOLLOGNE
JACOB	Pierre	Rue des Grosses Pierres	27/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
JEHAER	Marguerite	Chaussée de Liège	161	4460	GRACE-HOLLOGNE
JOTTAY	Anne	Rue des Grosses Pierres	27/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMBOTTE	David	Rue des Grosses Pierres	2/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMCHACHTI	Sarah	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMCHACHTI	Aldo	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEJEUNE	Mireille	Rue des Grosses Pierres	64	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Paul	Rue des Grosses Pierres	15	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Marc	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Jacques	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LIPOWSKI-STEMPNIEWICK	Elisabeth	Rue des Saules	12	4460	GRACE-HOLLOGNE
MAHURAGIZA	Léonard	Chaussée de Liège	128	4460	GRACE-HOLLOGNE
MASSIN	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	81	4460	GRACE-HOLLOGNE
MELTON	David	Rue Sainte-Anne	99	4460	GRACE-HOLLOGNE
MESTRE-SEVERI	Marie-Louise	Rue des Grosses Pierres	39	4460	GRACE-HOLLOGNE
MICCOLI	Alvira	Rue des Grosses Pierres	22	4460	GRACE-HOLLOGNE
PAUWELS	Luc	Rue des Grosses Pierres	79	4460	GRACE-HOLLOGNE

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	Stadt
PAUWELS	Marc	Rue des Grosses Pierres	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
PIGNOLONI	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	38	4460	GRACE-HOLLOGNE
RAMAKERS	Isabelle	Rue des Grosses Pierres	23	4460	GRACE-HOLLOGNE
RENE	Didier	Rue des Grosses Pierres	64	4460	GRACE-HOLLOGNE
RENIER	A.	Rue Sainte-Anne	93	4460	GRACE-HOLLOGNE
RINGLET	Robert-Dominique	Rue du Village	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
ROSTUCCIA	Paolo	Rue des Grosses Pierres	16	4460	GRACE-HOLLOGNE
SCALISE	Graziella	Rue des Grosses Pierres	2/2	4460	GRACE-HOLLOGNE
SPRL LOFIAM		Chaussée de Liège	130	4460	GRACE-HOLLOGNE
TITS	Véronique	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VANKEREKHOVEN-TAKAS		Rue des Grosses Pierres	25	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Sévène	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Jean-François	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Michaël	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE

Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	STADT
ALBERT	Herr	Avenue Eugène Ysaye	26	4053	EMBOURG
ALBERT	Camille	Avenue Eugène Ysaye	26	4053	EMBOURG
BEELEN	Herr und Frau M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BELLEAU	Yves und Alexandra	Rue de la Vallée	6	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BODSON	J.	Rue de la Bourse	40	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BONHIVER-BOURGUIGNON	J. und C.	Campagne d'Oulhay	1	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BOURGEOIS	Lucie	Rue Albert 1 ^{er}	41A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Büro Bours & Associés für CRESPO MENCAS	Maria-Rosa	Chaussée Verte	77	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Büro Bours & Associés für die Gesellschaft FRANIM SA		Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
Büro Bours & Associés für Herrn Jacques CRESPO		Chaussée Verte	78	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Büro Bours & Associés für Herrn Pol PIROTTE		Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
CARLISI	Herr und Frau R.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
CARLISI	Herr und Frau M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DARVILLE	Véronique	Avenue Grand Cortil	39	4053	EMBOURG
DARVILLE	Pierre	Rue du Centre	75	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAVID	Jacques	Rue E. Delcour	63	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAVID	Arthur	Rue de Warfusée	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAWANCE	Herr und Frau T.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DESMET	Herr und Frau M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
FLUXYS					

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	STADT
FONTAINE	Herr und Frau J-D	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
FOSSOUL	Louis	Rue Albert 1 ^{er}	41A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GABRIEL	Frau und Herr Claude	Rue de Bende	10	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GRZEMPOWSKI		Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GRZEMPOWSKI - NAHON		Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GUSTIN-RUELLE	Herr und Frau	Rue Warfée	14	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HAVELANGE	Paul	Chaussée Verte	155	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HAVELANGE	Marie-Louise	Chaussée Verte	155	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HUBY	Frau S.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
KAESMACHER - MAUHIN	Herr und Frau	Rue de la Vallée	4	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT	André	Rue Reine Astrid	52	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT	Jean-Marie	Rue Emile Delcourt	86	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT-FONTAINE	Frau L.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Philippe	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Joseph	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	André	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Jules	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MARECHAL	Philippe	Rue du Centre	128	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MARECHAL	Philippe, Monique, Suzanne	Rue du Centre	128	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MEROTTE	J.				
MEROTTE	Flore	Rue E. Delcour	72	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MEROTTE	Marie-Claire	Rue E. Delcour	72	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ORBAN	Victor	Rue du Centre	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ORBAN	Suzanne	Rue du Centre	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
PETRODIS SA		Rue Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
POTY	Jean	Rue Hamels	56	4367	CRISNEE
RAEMAKERS	Herr und Frau N.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
SOCIETE MEUSE CONDROZ LOGEMENT					
SWENNEN	Gilbert	Rue de la Vallée	8	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
VANHEESWYCK	Jean-Paul	Rue Albert Pirson	29	4540	AMAY
VANHEESWYCK	Michel und Isabelle	Boulevard des Combattants	1	4470	STOCKAY
WILMART-BABA	Herr und Frau	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE

NAME	VORNAME	Straße	Nr.	PLZ	STADT
ZIMMERMAN	Marie-Claire	Rue Grevesse	44	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE

Gemeinde Visé

NAME	VORNAME	Straße – Nr.	PLZ	STADT
AERTS	Théza	Erholungsheim «Les Peupliers»		HERMALLE-SS-ARGENTEAU
AERTS-HENQUET	Herr und Frau	Rue Saint-Léonard, 284	4000	LÜTTICH
ALTMANN	Gaëlle	Rue des Battes 19	4600	WISE (Lanaye)
ANDREAE	E.	Rue du Village 90	4600	WISE (Lanaye)
ANTELIO	Marisa	Rue de l'Ecluse 71	4600	WISE (Lixhe)
ARETZ	Pierre	Rue Mississippi 9	4000	LÜTTICH
AUTMANNS	Fanny	Les Cerisiers 56	4800	PETIT-RECHAIN
BAILLIAN	Daniel	Rue Wislet 3	4600	WISE (Lanaye)
BALAMONTE	B.	Rue Long Prés 16/A	4680	HERMEE
BALTUS	Marie	Rue du Village 33	4600	WISE (Lanaye)
BANEUX (?)	Laurie (?)	Rue de l'Ecluse 22	4600	WISE
BAR	Marie-Josée	Rue aux Chevaux 26	4600	WISE (Lixhe)
BAR	Paulette	Rue de la Croix 40	4600	WISE (Lixhe)
BARTHOL	Annette	Sur les Roches 4	4600	WISE
BASTIAENS		Rue de Liège 130	4600	WISE (Lixhe)
BASTIEN	Michaël	Rue de la Croix 44	4600	WISE (Lixhe)
BEGASSE	René	Rue des Trois Fermes 5	4600	WISE (Loën)
BELLEN	J.	Rue Basse 40 D/2	4600	WISE
BERTHUS	Georgette	Rue du Village 74	4600	WISE (Lanaye)
BETTONVILLE - BEERTS	Jean-Lucienne	Rue du Bois du Bosquet 85	1331	ROSIERE
BLAFFART	Danielle	Rue de Liège 45	4600	WISE (Lixhe)
BLAFFART	Nico	Rue de Liège 47	4600	WISE (Lixhe)
BLAFFART	Théo	Rue de l'Abbaye 23	4520	WANZE
BOX	Carine	Rue de l'Ecluse 85	4600	WISE (Lixhe)
BRAILLON	Gérard	Rue Lambert Mayers 23	4600	WISE (Lixhe)
BRAINE	Yvonne	Rue Wislet 12	4600	WISE (Lanaye)
BRINK	Albertha	Rue de Lanaye 91	4600	WISE (Lanaye)
BRISBOIS	Georgette	Rue Crémers 1	4600	WISE (Lanaye)
BRISBOIS	Suzanne	Rue du Village 26	4600	WISE (Lanaye)
BRUYERE	Christine	Rue de Lixhe 59	4600	WISE (Lixhe)
BULLY	Chantal	Rue des Battes 22	4600	WISE (Lixhe)
CAENEN	Jeanne	Rue de l'Ecluse 15	4600	WISE (Lanaye)
CAILLARD	Jean Claude	Rue de l'Ecluse 102	4600	WISE (Lixhe)
CHARPENTIER	Audrey	Rue Paradis 4	4600	WISE (Lixhe)
CHASTREUX	Nathalie	Rue de la Croix 30	4600	WISE (Lixhe)
CHASTREUX	Patrick	Rue de la Croix 36	4600	WISE (Lixhe)
CHASTREUX	Patrick	Rue du Cimetière 1	4600	WISE (Lanaye)
CHAVEZ	Sonia	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
CHEVIGNE	Nicole	Rue du Midi 21	4130	ESNEUX
CHIODO	Luigi	Rue Aux Chevaux 22	4600	WISE (Lixhe)
CLAESSENS	Cox	Rue du Hourmay 26	4600	WISE (Loën)
CLAESSENS	Christian	Rue Martin Gritte 6	4600	WISE (Lixhe)
CLAEYS	Anne	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WISE (Lixhe)
COLINET	Geneviève	Rue Paradis 20	4600	WISE (Lixhe)
COLLINET	Marie-José	Rue Seronval 1	4600	WISE (Lanaye)

NAME	VORNAME	Straße – Nr.	PLZ	STADT
CORSWAREM	Line	Rue E. Renan 3/2	4460	GRACE-HOLLOGNE
CORTIS (?)	Isabelle	Rue de Lanaye 37	4600	WISE (Lanaye)
COUCLET	Pascal	Rue de Loën 15	4600	WISE (Lixhe)
COUMANS	Joëlle	Rue Lambert Mayers 7	4600	WISE (Lixhe)
CRUTZEN	Eric	Rue de Lanaye 33	4600	WISE (Lanaye)
CRUTZEN	X.	Rue du Village 59	4600	WISE (Lanaye)
DAEMEN		Rue de Lanaye 132	4600	WISE (Lanaye)
DAEMEN	Nelly	Rue du Village 30	4600	WISE (Lanaye)
DARDENNE	Dominique	Rue de Liège 124	4600	WISE (Lixhe)
DE MOOR	Céline	Rue Biesmans 8	4600	WISE (Lanaye)
DEBIE	Martine	Rue Piralewe 4	4600	WISE (Lanaye)
DEBY	Noémie	Rue de la Croix 9	4600	WISE (Lixhe)
DEFAUX	René	Rue Wislet 12	4600	WISE (Lanaye)
DEFAYS		Clos de la Sucrierie 10	4600	WISE
DELATTE	Ph.	Rue Grand Moulin 22	4671	SAIVE
DELCOURT	J-P	Rue Lucassen 1	4600	WISE (Lanaye)
DELEPONT	Lambert	Rue Haute 106	4690	BASSENGE
DELVAUX	Josée	Rue de Lanaye 124	4600	WISE (Lanaye)
DELVAUX	Sophie	Rue Sauvenière 96	4900	SPA
DEMOOR	Albert	Rue Martin Gritte 8	4600	WISE (Lixhe)
DEPREZ	A.	Rue de Liège 77	4600	WISE (Lixhe)
DERINE	Monique	Rue Deru Dehayes 15	4802	HEUSY
DESUTTER	Jacqueline	Rue F. Nicolay 255	4420	SAINT-NICOLAS
DHOOME	Ch.	Rue du Château 32	4600	WISE (Lixhe)
DIMANCHE	Caroline	Quai du Barrage 44	4600	WISE (Lixhe)
DISCART	Alain	Rue Bartels 11	4600	WISE (Lanaye)
DOCHAIN	Charles	Rue de l'Ecluse 99	4600	WISE (Lixhe)
DOSSERAY		Rue des Battes 18	4600	WISE (Lanaye)
DOTHEE	M-P	Rue Wislet 11	4600	WISE (Lanaye)
DRICOT	Patrick	Rue de l'Ecluse 69	4600	WISE
DROUGUET	Guy	Cour Phillipart 7	4600	WISE (Lixhe)
DUBOIS	Nadine	Rue Wislet 10	4600	WISE (Lanaye)
DUFOUR	Christian	Rue Spinard 12	4600	WISE (Lixhe)
DUMONT	Myriam	Rue Bartels 1	4600	WISE (Lanaye)
DUPONT	Herr und Frau	Rue des Battes 25	4600	WISE (Lanaye)
EMBRECHTS	René	Rue Village 116	4600	WISE (Lanaye)
EMO	Didier	Rue de Lixhe 59	4600	WISE (Lixhe)
EMO (?)	Sandra	Rue de Liège 172	4600	WISE (Lixhe)
ERHABOR	Patrice	Rue du Village 90	4600	WISE (Lanaye)
FAUCONNIER	Marie-José	Rue Seronval 2	4600	WISE (Lanaye)
FEDERICO	Stefania (?)	Rue du Village 35	4600	WISE (Lanaye)
FERRANTE		Rue Long Prés 16	4680	HERMEE
FERRARO	Antonio	Rue du Village 35	4600	WISE (Lanaye)
FOURNY	Jacques	Rue de la Croix 48	4600	WISE (Lixhe)
FRAIKIN	Emile	Rue Vaux 2	4600	WISE (Lixhe)
FRIJNS	Pierre	Rue de Liège 52	4600	WISE (Lixhe)
GAERTS	Marcelle	Quai de Coronmeuse 5	4000	LÜTTICH
GAION	Madeleine	Rue aux Chevaux 24	4600	WISE (Lixhe)
GALLER	Marie-Astrid	Rue de Lixhe 49	4600	WISE (Lixhe)
GEBOERS	Pascale	Rue des Battes 2A	4600	WISE (Lanaye)
GEBOERS	P.	Rue Wislet 11	4600	WISE (Lanaye)

NAME	VORNAME	Straße – Nr.	PLZ	STADT
GIELISSEN	Thanaëlle	Rue Martin Gritte 17	4600	WISE (Lixhe)
GIETKA	Joseph	Rue Collinet 5	4600	WISE (Lanaye)
GILISSEN	Pierre	Rue du Calvaire 59	4000	LÜTTICH
GILLET-VERDIN	Herr und Frau	Rue Vieille Tour 3	4600	WISE (Lixhe)
GODFRIN		Rue du Village 84	4600	WISE (Lanaye)
GOMEZ	Ch	Rue des Battes 28	4600	WISE (Lanaye)
GORISSEN	Emilie	Calamine 103	4801	STEMBERT
GRAEVEN	Henri	Rue du Canal 5	4600	WISE (Lixhe)
GRAFF	Patricia	Rue de Lanaye 89	4600	WISE (Lanaye)
GRAILET	Michaël	Avenue des Thermes 128/2	4050	CHAUDFONTAINE
GRAILET	Paul-Henri	Rue de Maestricht 15	4600	WISE
GRAILET	Jean-François	Rue de Maestricht 15	4600	WISE
GREFFE	Alain	Rue de Liège 16	4600	WISE (Lixhe)
GREFFE	Murielle	Rue Spinard 12	4600	WISE (Lixhe)
GROSJEAN	Mariette	Rue Paradis 45	4600	WISE (Lixhe)
GUERRERO	Carmen	Place du Tige 11	4600	WISE (Lixhe)
GUILLAUME	Marthe	Rue Basse Hez 13	4653	BOLLAND
HABAY	Séverine	Rue Piralewe 3	4600	WISE
HAEKENS	Maxime	Rue du Village 74	4600	WISE (Lanaye)
HALLEUX	Jean-Marie	Rue des Battes 11	4600	WISE (Lanaye)
HALLEUX	Benjamin	Rue des Battes 24	4600	WISE (Lanaye)
HAMOIR	Bruno	Rue d'Anixhe 132	4450	JUPRELLE
HARDY	Henriette	Rue de Lanaye 100	4600	WISE (Lanaye)
HARDY	Alain	Rue Michel	4684	OUPEYE (Haccourt)
HARDY	Jacques	Sur les Roches 23	4600	WISE
HARDY-BLAFFART	Herr und Frau	Rue de Lanaye 79	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Henri	Rue des Battes 16/B	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Damien	Rue des Battes 16/B	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Laëtitia	Rue des Battes 24/A1	4600	WISE (Lanaye)
HEBRANS	Nicole	Rue du Village 20	4600	WISE (Lanaye)
HEGGEN	Pauline	Rue de Visé 697	4020	LÜTTICH (Wandre)
HENQUET	Jean-Pierre	Quai du Barrage 44	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Claire	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Pierre	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	François	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Benjamin	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Henri	Rue Crémers 1	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Valérie	Rue Cremers 1A	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Théo	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Denis	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Martin	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Marguerite	Rue de la Croix 38	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Thibault	Rue de Lixhe 27	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Vincent	Rue de Lixhe 27	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Bernadette	Rue de Lixhe 28	4600	WISE (Lixhe)
HENQUET	Stéphanie	Rue des Peupliers 3/A1	4690	Roclenge S/Geer
HENQUET	Anne	Rue du Village 79	4600	WISE (Lanaye)
HENQUET	Damien	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET	Nicolas	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET	Remy	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET-HAERDEN		Rue du Village 17 (?)	4600	WISE (Lanaye)

NAME	VORNAME	Straße – Nr.	PLZ	STADT
HERMAN	Ginette	Rue de Strasbourg 2		BOURDON
HERMANS	Michel	Rue du Canal 5	4600	WISE (Lixhe)
HERMANS	Guy	Rue du Canal 5	4600	WISE (Lixhe)
HERMANS-LACROIX	Herr und Frau	Rue de Liège 80	4600	WISE (Lixhe)
HEYNEN	J-P	Chaussée de Battice 50	4607	DALHEM
HOUBEN	Miette	Rue du Village 65	4600	WISE (Lanaye)
HUYNEN	Dominique	Rue de Lixhe 28	4600	WISE (Lixhe)
HUYNEN	R.	Rue de Lixhe 28	4600	WISE (Lixhe)
ISERENTANT	G.	Rue des Prés 82	4802	VERVIERS
JADOT	René	Rue de Liège 87	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
JANSEN	M.	Rue Wislet 9	4600	WISE (Lanaye)
JANSSEN	Sébastien	Rue Biesmans 8	4600	WISE (Lanaye)
JANSSEN	François	Rue de Lanaye 128	4600	WISE (Lanaye)
JANSSEN-OTTEY	Herr und Frau	Rue Collinet 26	4600	WISE (Lanaye)
JOCKIN	Céline	Rue de la Croix 42	4600	WISE (Lixhe)
JOCKIN	Jean-Marie	Rue Blanchamps Hamois 1		HAMOIS
JOCKIN	Nicolas	Rue Houlet 5	4520	WANZE
JOCKIN	Hilda	Rue de l'Abbaye 23	4520	WANZE
JOCKIN	Marguerite	Clos des Mésanges 29	4020	JUPILLE
JONLET	Lisette	Rue des Ponts 9	4684	HACCOURT
JUDONG	Philippe	Rue Neuve-Haye 15	4670	BLEGNY
JUPRELLE	Marie-Louise	Rue Paradis 19	4600	WISE (Lixhe)
KURT	Augustyniak	Rue du Brouck 60	4600	WISE (Loën)
LABYE		Clos Robinson 31	4600	WISE
LACROIX	E.	Rue H. Collard 7	4600	WISE (Lanaye)
LAMBERT	Jean-Marie	Rue des Battes 22	4600	WISE (Lanaye)
LAMBERT	Daniel	Rue Piralewe 2	4600	WISE (Lanaye)
LAZARIK	Claude	Rue de Liège 41	4600	WISE (Lixhe)
LECOMTE	Marceline	Rue de Lixhe 44	4600	WISE (Lixhe)
LEDUC	Gabriel	Rue du Village 20	4600	WISE (Lanaye)
LEENDERS	Marie-Louise	Rue des Pervenches 27	4600	WISE
LEHENERZ		Rue Spinard 10	4600	WISE (Lixhe)
LEJEUNE		Rue du Cimetière 9	4600	WISE (Lanaye)
LELTZ	JD	Rue Maison Blanche 1	4600	WISE (Lanaye)
LEMLIN	Françoise	Rue de Liège 118	4600	WISE (Lanaye)
LEMLIN	Gérard	Rue du Village 65	4600	WISE (Lanaye)
LEMLIN	Julie	Rue du Village 65	4600	WISE (Lanaye)
LENAERTS	Vincent	Rue Jean Lacroix 6	4600	WISE (Lanaye)
LENAERTS-BELBOOM	Herr und Frau	Place du Roi Albert 21	4600	WISE (Lanaye)
LENBERT	Fabienne	Quai du Barrage 8	4600	WISE (Lixhe)
LEROY	Joseph	Rue des Ponts 9	4684	HACCOURT
LETINON-VRANCKEN	Herr und Frau	Rue L'aumont, 5	4690	EBEN-EMAEL
LEVAUX	Albert	Résidence J. Lambert 49	4607	DALHEM
LHEUREUX	Yves	Rue de la Montange 73	4600	WISE (Loën)
LICKI	Josette	Rue de Liège 104	4600	WISE (Lixhe)
LICKI	Yvette	Rue de Liège 116	4600	WISE (Lixhe)
LOIX	Daniel	Rue de Liège 72	4600	WISE (Lixhe)
LOVERIX	Marie-Josée	Rue de Liège 172	4600	WISE (Lixhe)
LOWETTE	Alex	Rue de Lanaye 100	4600	WISE (Lanaye)
LUX	Eric	Rue Martin Gritte 14	4600	WISE (Lixhe)
MAGNUS	François	Rue du Village 76	4600	WISE (Lanaye)

NAME	VORNAME	Straße – Nr.	PLZ	STADT
MAJEAN	Albert	Rue de l'Ecluse 98	4600	WISE (Lixhe)
MAJEAN	Bénédicte	Rue de l'Ecluse 99	4600	WISE (Lixhe)
MARGIOTTA	Roberto	Rue de Lixhe 43	4600	WISE (Lixhe)
MARTIAL	Dany	Rue de Lanaye 122	4600	WISE (Lanaye)
MARTIN	Joseph	Cour Phillipart 2	4600	WISE (Lixhe)
MASSART	Louis	Rue de Visé 5	4607	DALHEM
MASTELINCK	Colette	Rue Lambert Mayers 23	4600	WISE (Lixhe)
MATHELIN	Christelle	Rue des Battes 2/C	4600	WISE (Lanaye)
MAWHIN	Stéphanie	Rue de Clécy 88	4610	BEYNE-HEUSAY
MEIJERS	Maria	Rue du Cimetière 6	4600	WISE (Lanaye)
MESTEROM	Jean	Rue de Lixhe 46	4600	WISE (Lixhe)
MILET	Jean-François	Rue Bartels 1	4600	WISE (Lanaye)
MOOR	Julie	Rue du Vicinal 30	4670	BLEGNY
MORRIER	Françoise	Rue Collard 2	4600	WISE (Lanaye)
MORRIER	Pierre	Rue de la Croix 38	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	M-A	Rue de la Croix 9	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	Léon	Rue de la Croix 28	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	Louis	Rue Paradis 20	4600	WISE (Lixhe)
MORRIER	Michel	Rue Paradis 20	4600	WISE (Lixhe)
MOUTON	Fabienne	Hodbomont 6	4910	THEUX
Natagora, vertreten durch Frau POSKIN Elise		Rue du Wisconsin 3	5000	NAMUR
NEIMRY	Lucienne	Rue H. FONTAINE 32	5020	VEDRIN
NELIS	Marianne	Rue de Lanaye 121	4600	WISE (Lanaye)
NIVETTE	Cathy	Rittwiger 67	4910	THEUX
NOBILE	Anne-Marie	Rue Paradis 23	4600	WISE (Lixhe)
OCHÉLEN	Marie	Quai de Coronmeuse 5	4000	LÜTTICH
OGER	Christian	Rue des Carmes 15/B	4600	WISE
ONCLIN	Gerard	Rue de Lanaye 99	4600	WISE (Lanaye)
OOMS	M-P	Place du Roi Albert 19	4600	WISE (Lanaye)
ORTMANS	Stéphanie	Rue Wislet 13	4600	WISE (Lanaye)
OTTE	Eric	Rue du Brouck 61/A	4600	WISE (Loën)
PAIN	Elise	Rue Jean Lacroix 3	4600	WISE (Lanaye)
PALMANS	Louis	Rue W. Dewé 121	4000	LÜTTICH
PAQUOT	Danielle	Rue Parais 1	4600	WISE (Lixhe)
PARTOUNE	André	Place du Tige 5	4600	WISE (Lixhe)
PERPETE	M-L	Rue de la Croix 24	4600	WISE (Lixhe)
PHILIPPART-EMBRECHTS	Herr und Frau	Rue de Liège 130/B	4600	WISE (Lixhe)
PHILIPPE	Fabrice	Rue Wislet 2	4600	WISE (Lanaye)
PIRE	Raphaël	Allée des Perches 7	4920	REMOUCHAMPS
PIRENNE	M-C	Rue de Maestricht 15	4600	WISE
PISCINA	Silvio	Place Roi Albert 42	4600	WISE (Lanaye)
PLOEMMEN	Irène	Rue de l'Ecluse 98	4600	WISE (Lixhe)
POLI	Vincenzo	Rue Paradis 8	4600	WISE (Lixhe)
PONCELET	Véronique	Rue de la Croix 1	4600	WISE (Lixhe)
PONCELET	Pierre	Rue Porte de Mouland 6	4600	WISE
PONCELET	Hugues	Rue du Perron 19	4681	HERMALLE
PONCIN	Hector	Rue des Battes 12	4600	WISE (Lanaye)
POSA	G.	Rue Corneil Gomzé 57	4800	VERVIERS
PRICK	Joëlle	Rue Collard 1	4600	WISE (Lanaye)
PRIEMEN	Fabrice	Rue de la Halle 10	4600	WISE (Lixhe)

NAME	VORNAME	Straße – Nr.	PLZ	STADT
QUERINJEAN	Christelle	Rue F. Chèvremont 74	4621	RETINNE
RAHIER	Francine	Rue Gabrielle Coune 10 <i>b</i>	4600	WISE (Lixhe)
RAIMARCKERS	Christian	Rue du Village 33	4600	WISE (Lanaye)
RAUSCH	Jean-Michel	Rue du Plaidoir 11	4670	BLEGNY
REMACLE	Nadine	Avenue du Centre 308	4821	ANDRIMONT
REMI	C.	Rue de Lanaye 78	4600	WISE (Lanaye)
RENSONNET	C.	Rue Vaux 34	4600	WISE (Lixhe)
REUL	Marguerite	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WISE (Lixhe)
RISILIA	Mohamet	Rue Naniot 123	4000	LÜTTICH
ROSEN	Geoffrey	Rue des Battes 18	4600	WISE (Lanaye)
ROUX	Laure	Rue six Août 81	4621	RETINNE
SAIVE	Josée	Asse 436	4654	CHARNEUX
SCHERPENBERGS	Stéphanie	Rue de Lixhe 43	4600	WISE (Lixhe)
SCHETTERS-JANSSEN	Herr und Frau	Quai du Barrage 2	4600	WISE (Lanaye)
SCHIFFER	Valérie	Avenue des Thermes 128/2	4050	CHAUDFONTAINE
SCHMITZ	Frédérique	Rue Simon Lobet 115	4800	VERVIERS
SCHOONBROODT	Elodie	Rue Riga 21	4684	HACCOURT
SCHREURS	Manu	Rue de Lanaye 119	4600	WISE (Lanaye)
SCHREURS	Romy	Rue de Lanaye 119	4600	WISE (Lanaye)
SCHREURS	J-M	Rue de Lanaye 119	4600	WISE (Lanaye)
SCHWARTZ	Thérèse	Rue des Battes 25	4600	WISE (Lanaye)
SCHYNS	Armel	Place Roi Albert 48	4600	WISE (Lanaye)
SCIBILIA	Franco	Quai du Barrage 17	4600	WISE (Lixhe)
SIMON	Françoise	Rue de Lanaye 116	4600	WISE (Lanaye)
SIMONI	Jean-Marc	Rue Spinard 7	4600	WISE (Lixhe)
SMEETS	Zéphirin	Rue de Lanaye 112	4600	WISE (Lanaye)
SMITS	Carla	Rue de la Croix 8	4600	WISE (Lixhe)
SPRONCK	Anne-Marie	Rue de la Croix 36	4600	WISE (Lixhe)
STAS	Y	Rue des Marguerites 24	4600	WISE
STASSAR	Eric	Rue de Liège 79	4600	WISE (Lixhe)
STOMMEN	Gaspard	Rue de l'Ecluse 83	4600	WISE (Lixhe)
SWENEN	Michel	Rue de Campine 17	4684	OUPEYE
SWENEN	Jean-Paul	Rue des Taillis 6	4600	WISE (Lixhe)
TANNIER	Herr und Frau	Rue de la Croix 46	4600	WISE (Lixhe)
TASSET	Raphaël	Rue A. Libert 3	4600	WISE (Lanaye)
TASSET	Henri	Rue de Liège 69	4600	WISE (Lixhe)
TASSIER	Gisèle	Rue de Lixhe 48	4600	WISE (Lixhe)
THEUNISSEN	Rita	Rue de Visé 5	4607	DALHEM
THEUNISSEN	Denise	Rue des Battes 8	4600	WISE (Lanaye)
THEUNISSEN	Michelle	Rue Vieille Tour 6	4600	WISE (Lixhe)
TIMMERMANS	Georges (?)	Rue des Marguerites 24	4600	WISE
TOSENS	Cécile	Rue du Village 93	4600	WISE (Lanaye)
TRIEPELS	R.	Rue du Village 22	4600	WISE (Lanaye)
VAES	Tilly	Rue des Battes 16/B	4600	WISE (Lanaye)
VALENTINI	Pauline	Rue de l'Athénée 102	4630	SOUMAGNE
VALENTINI	Simon	Rue de l'Athénée 102	4630	SOUMAGNE
VALLEM	Geneviève	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WISE (Lixhe)
VAN DE VOORT	Marie-Claire	Rue des Battes 23	4600	WISE (Lanaye)
VAN den BERG	Annick	Cour Phillipart 7	4600	WISE (Lixhe)
VAN DEN BERG		Rue du Village 26	4600	WISE (Lanaye)
VAN EMELEN	Jean	Rue de la Waide 42	4670	BLEGNY

NAME	VORNAME	Straße – Nr.	PLZ	STADT
VAN WAEBECK	J.	Rue du Village 69	4600	WISE (Lanaye)
VANDERHEYNDEN	Joseph	Rue Piralewe 3	4600	WISE
VANDERSMISSEN	Marie-Rose	Rue Martin Gritte 13	4600	WISE (Lixhe)
VANDEVEN	Sylvain	Rue Wislet 13	4600	WISE (Lanaye)
VANDORMAEL	Michel	Rue Paradis 23	4600	WISE (Lixhe)
VANHERCK	Rudi	Rue Lambert Mayers 32	4600	WISE (Loën)
VANHEUKELOM	Jean-Yves	Quai du Barrage 45	4600	WISE (Lixhe)
VANMOLLEKOT	Audrey	Rue Spinard 7	4600	WISE (Lixhe)
VERJAN	Michaël	Rue des 4 journées 2	1000	BRÛSSEL
VOS	André	Rue Pavé du Gosson 258	4420	MONTEGNEE
VOSLOVAL	Olivier	Rue de Liège 172	4600	WISE (Lixhe)
WAGEMANS	Annick	Rue Bartels 11	4600	WISE (Lanaye)
WAMY	Meijer	Rue de Lanaye 91	4600	WISE (Lanaye)
WEIJDEN	JVD	Rue Lucassen 1	4600	WISE (Lanaye)
WELKENHUYSSEN	Marianne	Rue Martin Gritte 8	4600	WISE (Lanaye)
WILKIN	MJ.	Fays Polleur 36	4910	THEUX
WILLEM	Véronique	Rue du Brouck 60	4600	WISE (Loën)
WILLEMS	Claude	Rue de Lanaye 97	4600	WISE (Lanaye)
ZADEMACKERS		Rue Wiselt 10	4600	WISE (Lanaye)
ZANZEN-BOTTY	Joseph-Jacqueline	Place du Roi Albert 34	4600	WISE (Lanaye)
ZECCHINON	Laurent	Rue de Lixhe 15	4600	WISE (Lixhe)
ZECCHINON	Lucien	Rue Vieille Tour 9	4600	WISE (Lixhe)

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2012/27069]

1 MAART 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik (bladen 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 en 42/5) met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de daaraan verbonden activiteit

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (CWATUPe), inzonderheid op de artikelen 22 tot 28, 30, 33, 35, 37 tot 42, 43 tot 46, 452/21 en 452/25;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot opstelling van het gewestplan Luik, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 juli 1993, 4 mei 1995 en 6 februari 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 19 juni 2009) tot voorlopige aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Luik (bladen 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 en 42/5) met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de daaraan verbonden activiteit, de herontplooiing van de Strijdkrachten te Luik-Bierset en de verwante planologische compensaties;

Gelet op de bezwaren en opmerkingen geformuleerd tijdens het openbaar onderzoek dat werd gevoerd in de gemeente van Ans, Awans, Bitsingen, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse en Wezet tussen 24 juni en 7 september 2009, met schorsing tussen 16 juli en 15 augustus 2009 zoals bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°, van het Wetboek;

Gelet op de informatievergaderingen die op 25 juni 2009 in Bitsingen en Grâce-Hollogne en op 30 juni 2009 in Saint-Georges-sur-Meuse en Ans gehouden werden;

Gelet op de afsluitende vergaderingen van het openbaar onderzoek, die in Ans, Awans, Bitsingen, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse en Wezet gehouden werden op 7 september 2009;

Gelet op de overlegvergaderingen die na afloop van het openbaar onderzoek op 9 september 2009 in Bitsingen en Saint-Georges-sur-Meuse en op 10 september 2009 in Grâce-Hollogne en Ans gehouden werden;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Grâce-Hollogne van 19 oktober 2009, dat buiten de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Fexhe-le-Haut-Clocher van 21 september 2009, dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Flémalle van 15 oktober 2009, dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Ans van 24 september 2009, dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Awans van 22 september 2009, dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Wezet van 21 september 2009, dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Bitsingen van 10 september 2009, dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse van 21 oktober 2009, dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'aménagement du territoire » (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) van 17 december 2009 (ref : 09/CRAT A.861-AN) dat binnen de termijnen bedoeld in artikel 43, § 4, tweede lid, van het Wetboek, overgemaakt is;

Overwegende dat de bezwaren ingediend tijdens het openbaar onderzoek als volgt verdeeld worden :

- 16 bezwaren voor de gemeente Ans;
- 23 bezwaren voor de gemeente Fexhe-le-Haut-Clocher;
- 2 bezwaren voor de gemeente Flémalle;
- 61 bezwaren voor de gemeente Grâce-Hollogne;
- 53 bezwaren voor de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- 321 bezwaren voor de gemeente Wezet;

Overwegende dat het advies van de « CRAT », overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, betrekking heeft op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectenonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de Waalse Regering elk bezwaar aandachtig heeft bestudeerd; dat ze echter niet verplicht is om aan ieder bezwaar een individueel antwoord te geven; dat, overeenkomstig de rechtspraak van de Raad van State, enkel rekening gehouden moet worden met bezwaren van technische aard;

Overwegende dat bepaalde klachten of punten aangestipt door de bezwaarindieners betrekking hebben op vragen die niet ressorteren onder het gewestplan zoals bijvoorbeeld een aanvraag tot uitwisseling van kadastrale percelen,...enz.; dat bovendien blijkt dat verschillende bezwaren tegenstrijdig zijn;

Overwegende dat vele van de aangestipte punten betrekking hebben op de inwerkingstelling van voorschriften van het gewestplan en niet op het gewestplan zelf; dat deze vragen beantwoord moeten worden door administratieve beslissingen - hoofdzakelijk de administratieve vergunningen - die de inwerkingstelling van een of ander element van het gewestplan regelen;

Overwegende dat met algemene opmerkingen kan worden geantwoord op de bezwaren waarin de bezwaarindieners het antwoord op hun voorstel terugvinden; dat de Regering bovendien talrijke bezwaren krijgt met betrekking tot de wijzigingen, aangebracht aan het definitieve gewestplan, in vergelijking met wat was voorzien in de twee ontwerpen voorgesteld in het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de « CRAT » nadat ze kennis heeft genomen van het geheel van de hierbovenvermelde elementen van het dossier en na analyse ervan, haar advies met perfecte kennis van zaken heeft uitgebracht;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » (Waalse Raad voor Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) van 4 februari 2010 (ref : CWEDD/10/AV.27), dat buiten de termijnen bedoeld in artikel 43, § 4, tweede lid, van het Wetboek, overgemaakt is;

Gelet op het advies van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Landelijke Aangelegenheden en Leefmilieu (DGARNE) van de Waalse Overheidsdienst van 5 januari 2010 (ref : DGARNE/AvPAE/2009-RPS0017/Sortie2009 : 28511), dat buiten de termijnen bedoeld in artikel 43, § 4, tweede lid, van het Wetboek overgemaakt is;

Effectenonderzoek in het algemeen.

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat sommige documenten van het effectenonderzoek onjuist zijn, o.a. de luchtfoto's en de kaarten die het westelijk gedeelte van het luchthavendomein voorstellen, die niet langer overeenstemmen met de plaatselijke toestand;

Overwegende dat de Waalse Regering van mening is dat de auteur van het onderzoek de recentste documenten waarover hij beschikt, heeft gebruikt om zijn onderzoek te illustreren;

Overwegende dat de Waalse Regering vindt dat deze documenten als een illustratie van het onderzoek beschouwd moeten worden en dat ze in dat opzicht de volledigheid van het onderzoek geenszins aantasten;

Overwegende dat artikel R.82 van het Milieuwetboek bepaalt dat voor elk ontwerp dat onderworpen wordt aan een milieueffectenonderzoek, de CWEDD de verzoekende overheid van advies dient over de kwaliteit van het effectenonderzoek en over de milieu-adequatie van het ontwerp;

Overwegende dat de CWEDD geacht heeft dat « de auteur van het effectenonderzoek een onderzoek van voldoende kwaliteit geleverd heeft » en dat « de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen »;

Overwegende dat de CWEDD niettemin vaststelt dat de auteur van het onderzoek geen conclusie heeft kunnen trekken wat de leefbaarheid betreft van de landbouwbedrijven die betrokken zijn bij het ontwerp van plan en bijgevolg aanbeveelt om een nauwkeurige evaluatie hiervan te maken en gepaste compenserende maatregelen te nemen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek zich beperkt heeft tot het opmeten van het grondverlies per uitbater binnen eenzelfde gemeente bij gebrek aan toegang tot de voor hem nuttige informatie om een antwoord te geven op de opmerking van de CWEDD;

Overwegende dat de Waalse Regering vindt dat het effectenonderzoek tot doel heeft om de effecten van het ontwerp van plan op de landbouwactiviteit op schaal van het referentiegrondbedrijf te evalueren en niet bedrijf per bedrijf;

Overwegende dat de beoordeling van de leefbaarheid van een bedrijf onderzoeken vergt die helemaal anders zijn dan diegene die in het kader van een effectenonderzoek moeten worden uitgevoerd daar zij een persoonlijk onderzoek van elke individuele toestand moet ondergaan waarvan de diversiteit onvermijdelijk aan elke poging tot veralgemening ontsnapt;

Overwegende dat de Waalse Regering er toch wil aan herinneren dat zij in het effectenonderzoek over voldoende informatiegegevens beschikt, wat betreft de effecten van het door haar aangenomen ontwerp van gewestplan op de landbouwactiviteit, om haar beslissing te nemen;

Overwegende dat de Waalse Regering op meer algemene wijze eraan herinnert, wat betreft de innemingen in het landbouwgebied van het gewestplan, dat de opnemings van de nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter te Ans en Saint-Georges-sur-Meuse evenals de opnemings van een nieuwe bedrijfsruimte in Saint-Georges-sur-Meuse berusten op de vaststelling dat er in beide gemeenten een gebrekkig aanbod heerst inzake voor wonen en voor economische activiteit bestemde gronden; dat zij bijgevolg ook is moeten gaan zoeken in gebieden die niet voor bebouwing of economische activiteit bestemd waren;

Overwegende dat de Waalse Regering, voor de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse, haar zoektocht gericht heeft op sites die gelegen zijn ten zuiden van de autosnelweg E42, in het meest bebouwde deel van de gemeente; dat deze keuze o.a. de mogelijkheid biedt om het landelijk karakter te behouden van het plateau van Haspengouw dat in het noorden gelegen is;

Overwegende dat de Waalse Regering, wat betreft de gemeente Ans, voorzien heeft om het voor wonen bestemde gebied enkel voor te behouden voor de gronden die aan een woongebied aangrenzend zijn en die gelegen zijn buiten de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur van Luik-Bierset;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de oppervlakten gepland door de Waalse Regering alsook de ligging van de nieuwe gebieden bekrachtigd heeft na de varianten voor Ans en Saint-Georges-sur-Meuse onderzocht te hebben;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot de innemingen in het landbouwgebied van het gewestplan nauwgezet beperkt heeft en dat zij deze innemingen begrensd heeft overeenkomstig bepaalde opties die overeenstemmen met haar beleid inzake ruimtelijke ordening;

Overwegende dat de Waalse Regering dus van mening is dat het effectenonderzoek voldoende informatie levert wat betreft de gevolgen van het ontwerp van plan op de landbouwactiviteiten; dat ten opzichte van de adviezen van de CWEDD, zij acht dat aan de kwaliteit en de volledigheid van het onderzoek niet getwijfeld moet worden;

Herziening van het gewestplan in het algemeen.

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies uitbrengt over het ontwerp van plan mits inachtneming van de bemerkingen en opmerkingen die zij geopperd heeft;

Overwegende dat de CWEDD een beheer van de meer- of minderwaarden aanbeveelt ten gevolge van de bestemmingswijzigingen;

Overwegende dat eigenaars klagen over de waardevermindering van hun goederen;

Overwegende dat bezwaarindieners vragen welke vergoedingen of compensaties voorzien zijn in geval van wijziging van bebouwingsgebieden in niet-bebouwingsgebieden in het gewestplan.

Overwegende dat er in de wetgeving geen regeling bestaat voor schadeloosstelling aan de omwonenden die een waardedaling van hun onroerende goederen zouden moeten ondergaan wegens de effecten van de bestemmingswijziging van een gebied;

Overwegende dat artikel 70 van het Wetboek daarentegen de voorwaarden vastlegt verschuldigd door het Waalse Gewest wanneer het bouw- of verkavelingsverbod volgend uit een plan dat bindende kracht heeft verkregen, een einde maakt aan het gebruik waarvoor een goed dient of normaal bestemd is de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding; dat de personen die daaraan voldoen dan hun rechten te gelde zullen kunnen maken;

Overwegende dat een bezwaarindieners zich afvraagt of de elementen van het ontwerp van plan nog altijd actueel zijn aangezien het in 2004 werd opgestart;

Overwegende dat de Waalse Regering de doelstellingen bevestigt die geleid hebben tot deze herziening van het gewestplan Luik met uitzondering van de herontplooiing van de Strijdkrachten die niet langer gerechtvaardigd is wegens de door de federale Regering vastgelegde bepalingen om de helikoptercapaciteit van het luchtbestanddeel van de strijdkrachten op de luchtmachtbasis van Bevekom te hergroeperen;

Gelet op de evaluatie van het prioritaire plan genoemd « bedrijfsruimteplan – bis » goedgekeurd door de Waalse Regering op 29 oktober 2010;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid van Ans aan de Waalse Regering heeft laten weten dat zij van het plan afziet om een nieuw voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren te bouwen op de gronden omrand door de rue Guillaume Reynen, rue de Lantin en de militaire weg;

Overwegende dat het effectenonderzoek overigens uit 2009 dateert;

Overwegende dat de DGARNE een ongunstig advies uitbrengt over het ontwerp van plan;

Overwegende dat het advies van het DGARNE wordt bepaald door het strengste advies van de zes geraadpleegde departementen;

Overwegende dat alleen het Departement Landelijke Zaken en Waterlopen van het DGARNE een ongunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp van plan;

Overwegende dat dit advies geen details geeft over de besproken elementen van het ontwerp van plan, dat het uitweidt over een « uitbreiding » die niet geïdentificeerd kan worden, dat dit advies de uitvoering van het « nieuw gemeentelijk plan van aanleg » betreft en naar « artikel 46, § 4, eerste lid, van het « CWATUPE » verwijst, dat verouderd is;

Overwegende dat met deze elementen de Waalse Regering niet in staat is om een uitspraak te doen over dit advies in het bijzonder, waardoor de adviezen van de andere geraadpleegde Departementen van het DGARNE die overigens gunstig zijn onder bepaalde voorwaarden, geenszins in twijfel worden getrokken;

Overwegende dat de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van het DGARNE een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp van plan op voorwaarde dat rekening wordt gehouden met de beschermingsmaatregelen die volgens het Waterwetboek van kracht zijn in de voorkomings- en waterwingebieden;

Overwegende dat de Directie Oppervlaktewater een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp van plan op voorwaarde dat de watermassa's van het onderstroomgebied van de Maas stroomafwaarts niet worden aangetast, krachtens de milieudoelstellingen bepaald in de Kaderrichtlijn Water;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteraad van Bitsingen over het ontwerp van plan;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteraad van Ans over het ontwerp van plan;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de gemeenteraad van Awans over het ontwerp van plan;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de gemeenteraad van Grâce-Hollogne over het ontwerp van plan;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Flémalle over het ontwerp van plan;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse over het ontwerp van plan;

Overwegende dat de gemeenteraad van Wezet in zijn advies geen standpunt inneemt over het ontwerp van plan als dusdanig maar een aanvraag indient om het gebied met een industrieel karakter van « Ternaaien » waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is als planologische compensatie te onderzoeken in het kader van deze herziening;

Gelet op het ongunstig advies van de gemeenteraad van Fexhe-le-Haut-Clocher over het ontwerp van plan;

Overwegende dat bezwaarindieners zich verzetten tegen elke herziening van het gewestplan rondom de luchthaven van Liège-Bierset wegens de overlast veroorzaakt door de luchthaven en zolang er geen maatregelen worden genomen om deze overlast te verminderen;

Overwegende dat in dat verband de Waalse Regering eraan herinnert dat ze de SOWAER ermee belast heeft om de milieumaatregelen die zij heeft aangenomen, uit te voeren, op te volgen en te financieren om de ontwikkeling van de Waalse luchthavens te begeleiden; dat de SOWAER op die manier tussenkomt in de aankoop en de geluidsisolatie van gebouwen die rond de luchthaven gelegen zijn alsook in de toekenning van vergoedingen voor commerciële en beroepsverstoringen en van verhuispremies voor de huurders;

Overwegende dat de bezwaarindieners zich verzetten tegen elke herziening van gewestplan die de inwoners meer hinder ongeacht het soort zou doen ondergaan;

Overwegende dat de hinder die door de verschillende elementen van het ontwerp van plan veroorzaakt is door de auteur van het onderzoek bestudeerd werd en dat de Waalse Regering in dit besluit, geval per geval, een antwoord geeft op de nauwkeurige opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek werden geformuleerd;

Overwegende dat bezwaarindieners wensen dat hun eigendommen die momenteel in een gebied dat niet voor bebouwing bestemd is in een voor bebouwing bestemd gebied gewijzigd wordt, alsook de aanpassing van perceelbeperkingen aan de kadastrale plannen;

Overwegende dat deze aanvragen niet voldoen aan de doelstellingen dat de Waalse Regering zich tot doel gesteld heeft in het kader van deze herziening van het gewestplan Luik;

Overwegende dat de CWEDD zoals verschillende van de geraadpleegde openbare instanties tijdens het openbaar onderzoek, de aanbevelingen van de auteur van het onderzoek steunen om de negatieve gevolgen van het ontwerp van plan die hij vastgesteld heeft, te vermijden, te beperken of te compenseren;

Overwegende dat de uitvoering van de elementen van het ontwerp van plan de vigerende wetgevingen zal moeten naleven, met name het Waterwetboek; dat, in het bijzonder, het saneringsplan per onderstroomgebied van de Maas stroomafwaarts zal moeten worden aangepast in functie van de bestemming van de nieuwe gebieden;

Reserveringsomtrek voor de ruimten nodig voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur.

Overwegende dat het Departement Bodem en Afvalstoffen van de DGARNE de aandacht vestigt op de site « BOMA » te Grâce-Hollogne die het voorwerp heeft uitgemaakt van een karakterisering van de gestabiliseerde ophogingen in mei 2009 door de SPAQuE;

Overwegende dat de opneming van de reserveringsomtrek geen verband houdt of gevolg heeft t.o.v. deze vaststelling;

Overwegende dat de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse zich verzet tegen de opneming van deze reserveringsomtrek « als het niet voorzien is om deze omtrek in 2020 te herzien »;

Overwegende dat de wet van 18 juli 1973 betreffende de strijd tegen het geluid, gewijzigd o.a. bij het decreet van 29 april 2004, in zijn artikel 1, § 2, de ontwikkelingsplannen op lange termijn omschrijft zoals de maximale ontwikkelingsgrenzen van de luchthavens;

Overwegende dat het ontwikkelingsplan op lange termijn niet herzienbaar is, evenals de reserveringsomtrek die eruit voortvloeit in het gewestplan;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat de onduidelijke omschrijving van de reserveringsomtrek en het gebrek aan details over de concrete uitvoering ervan, die te veel interpretatieruimte geven aan de overheid en die voor de inwoners de rechtszekerheid in het gedrang brengen, een systematische weigering van de toekenning van een stedenbouwkundige vergunning in zone A met zich kan meebrengen;

Overwegende dat de Waalse Regering over dit onderwerp geen enkele opmerking heeft vastgesteld in het effectenonderzoek, behalve de problematiek van het hotelwezen;

Overwegende dat de Waalse Regering in dat verband geen enkele opmerking heeft vastgesteld in de adviezen van de geraadpleegde instanties na afloop van het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de doelstelling van de Waalse Regering erin bestaat de bebouwing van de gronden gelegen in de nabijheid van de luchthaveninfrastructuur te beheersen en, in het bijzonder, de ontwikkelingsvoorwaarden van de woonfunctie nauwkeurig te begeleiden;

Overwegende dat deze doelstelling kan worden bereikt door de opneming van een reserveringsomtrek in de zin van artikel 40, § 1, 6°, van het CWATUPe die als doel heeft « ruimten voor te behouden voor de aanleg, de bescherming of de instandhouding van verkeersinfrastructuren; de handelingen en werken die aan een vergunning onderworpen zijn, kunnen verboden worden ofwel ondergeschikt worden gemaakt aan bijzondere voorwaarden;

Overwegende dat de Waalse Regering deze bepaling heeft aangevuld met de omschrijving van de aan een vergunning onderworpen handelingen en werken die verboden kunnen worden in de gebieden die als overdruk de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur bevatten;

Overwegende dat Waalse Regering bijgevolg van mening is dat de opneming van de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur en het bijhorend voorschrift duidelijk en ondubbelzinnig zijn wat betreft de nagestreefde doelstellingen en de middelen die daarvoor aangewend worden;

Overwegende dat de bezwaarindieners zich afvragen waarom het niet beter zou zijn om de bestemming van de betrokken gebieden te wijzigen in plaats van een reserveringsomtrek als overdruk van deze gebieden op te nemen;

Overwegende dat de Waalse Regering in haar besluit van 19 juli 2007 tot herziening van het gewestplan van Luik de redenen van deze keuze heeft gemotiveerd, o.a. wegens het meer operationeel karakter van de reserveringsomtrek;

Overwegende dat bezwaarindieners zich afvragen of het ecologisch is, inzake verplaatsingen, om de werknemers te verplichten om ver van de bedrijven te gaan wonen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de afstand naar de werkplaats niet ziet als een potentieel nadeel van de reserveringsomtrek;

Overwegende dat de Waalse Regering overigens van oordeel is dat de reserveringsomtrek geen overdreven afstand aan de werknemers oplegt die in de nabijheid van hun werkplaats wensen te wonen maar meer bepaald de bescherming van de omwonenden van de luchthaven tegen een te hevige hinder beoogt;

Overwegende dat een bezwaarindieners betreurt dat de mogelijkheid om overal binnen de reserveringsomtrek te wonen, wordt afgeschaft omdat bepaalde plaatsen bewoonbaar zijn;

Overwegende dat de Waalse Regering van oordeel is dat het begrip « bewoonbaar » subjectief is en dat men nauwkeurig omschreven normen moet gebruiken om de bewoonbare of niet-bewoonbare gebieden duidelijk af te bakenen;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opneming bevestigt van een reserveringsomtrek als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;

Opheffing van het bijkomend voorschrift « *S.12 ».

Overwegende dat er geen enkele bijzondere opmerking werd uitgebracht wat betreft de opheffing van het bijkomend voorschrift gemerkt met « *S.12 » op het plan, opgenomen op bepaalde gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, en gelegen op het grondgebied van de gemeenten Ans, Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opheffing van dit bijkomend voorschrift bevestigt en ook de opneming in het gewestplan van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is;

Elementen van het ontwerp van plan op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse.

Gemengde bedrijfsruimte.

Overwegende dat een bezwaarindienaar zich verzet tegen de wijziging van het woongebied met een landelijk karakter gelegen langs de « Chaussée verte » in een gemengde bedrijfsruimte wegens de hinder van de bedrijven, namelijk het geluid, het landschap, de gezelligheid, de verontreiniging, de verkeersveiligheid, de parkeerproblemen, de overstromingen, ... enz.;

Overwegende dat een bezwaarindienaar vindt dat het effectenonderzoek met geen woord rept over « hinder van allerlei soorten (geluid, zicht, gezelligheid, verontreiniging, verkeersveiligheid, parkeerplaatsen, overstromingen, ...enz.) » en over de gevolgen van het ontwerp van plan op het woongebied met een landelijk karakter;

Overwegende dat een bezwaarindienaar vindt dat de hinder vastgesteld door de auteur van het onderzoek op het westelijk gedeelte van de geplande gemengde bedrijfsruimte ook van toepassing is op het oostelijk gedeelte van de « Chaussée Verte »;

Overwegende dat de Waalse Regering haar wil bevestigt om de woningen gelegen langs de « Chaussée Verte » op te nemen in de geplande gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat de Waalse Regering herhaalt dat indien deze opneming wel een effect heeft op de geluidsnormen bepaald bij de algemene uitbatingsvoorwaarden van de inrichtingen die op die terreinen toepasselijk zijn, de milieuvergunningen de bijzondere uitbatingsvoorwaarden van de inrichtingen bepalen, die strikter dan de algemene voorwaarden kunnen zijn;

Overwegende dat het bekijken van de inachtneming van die normen onder de uitvoering van het plan valt;

Overwegende dat een bezwaarindienaar onderstreept dat de auteur van het onderzoek het gebied onderzocht heeft zonder « de uitvoerbare programma's » te kennen, wat zou kunnen laten veronderstellen dat het effectenonderzoek onvoldoende is;

Overwegende dat de Waalse Regering herhaalt dat deze procedure de herziening van het gewestplan Luik beoogt, wat niet noodzakelijk betekent dat nauwkeurige uitvoeringsprojecten reeds bekend zijn;

Overwegende dat een bezwaarindienaar de nadruk legt op het feit dat hij vanaf nu een vergunning in afwijking zal moeten verkrijgen indien hij een woonproject wil ontwikkelen in het nieuw geplande gebied;

Overwegende dat de Waalse Regering vindt dat het inzake ruimtelijke ordening coherent is om ervoor te zorgen dat de projecten die door de bezwaarindienaar ontwikkeld zouden kunnen worden, de keuze die hij gemaakt heeft om een nieuw bedrijfsruimte te ontwikkelen niet in het gedrang brengen;

Overwegende dat een bezwaarindienaar de nadruk legt op het feit dat « de auteur van het onderzoek vaststelt dat er geen enkel objectief element bestaat voor de opneming van een gemengde bedrijfsruimte, behalve dan voor fiscale redenen »;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van oordeel is dat als het tekort aan gemengde bedrijfsruimte op schaal van de gemeente niet bewezen is, dit wel het geval is op schaal van het zuidwestelijk deelgebied beheerd door de intercommunale SPI+;

Overwegende dat het element van het ontwerp van plan evenals de nieuwe bedrijfsruimten die de Waalse Regering op 29 oktober 2010 heeft vastgesteld, deel uitmaken van de projecten die ze wil ontwikkelen om te voldoen aan de behoefte aan nieuwe bedrijfsruimten vastgesteld in de expertise van 21 september 2006 van de « Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT) » (Permanente Conferentie voor Ruimtelijke Ontwikkeling);

Overwegende dat een bezwaarindienaar aanstipt dat geen enkele administratieve overheid een beslissing mag aannemen met als doel de regularisatie van een overtredingssituatie;

Overwegende dat de Waalse Regering op geen enkele manier de regularisering van een overtredingssituatie beoogt via de opneming van dit element van het ontwerp van plan maar daarentegen van mening is dat zijn configuratie het voordeel biedt om de bestaande gebouwen te integreren;

Overwegende dat een bezwaarindienaar zich vragen stelt over de verhouding tussen dit element van het ontwerp van plan en het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER) en de Waalse Gewestelijke beleidsverklaring die zich verzetten tegen de lintbebouwing en de economische activiteit naar de bebouwde centra willen terugbrengen;

Overwegende dat de Waalse Regering, in opvolging van het advies van de auteur van het onderzoek, van oordeel is dat de opneming van het element van het ontwerp van plan bijdraagt tot de ontwikkeling van de Luikse agglomeratie die in het « SDER » wordt omschreven als een ankerpunt van de ontwikkeling van Wallonië;

Overwegende dat de Waalse Regering ook van mening is dat het element van het ontwerp van plan bijdraagt tot de doelstelling van het « SDER » om de steden en dorpen te structureren wegens zijn centrale positie in Saint-Georges-sur-Meuse;

Overwegende dat de Waalse Regering ten slotte van mening is dat het onderdeel van het ontwerp van plan in geen geval een lintbebouwing langs de weg is en dat ze in haar mening gesterkt wordt door de vaststelling van de auteur van het onderzoek die bepaalt dat geen onderdeel van het ontwerp van plan de vorm aanneemt van een lintbebouwing langs de weg;

Overwegende dat een bezwaarindienaar acht dat de bij de opneming van het onderdeel van het ontwerp van plan betrokken landbouwgrond een « landbouwbelang » heeft;

Overwegende dat de Waalse Regering in de algemene overwegingen die opmerking heeft beantwoord;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek erop wijst dat tien landbouwpercelen met een totale oppervlakte van 17,7 ha door het onderdeel van het ontwerp van plan getroffen zullen worden;

Overwegende dat de Waalse Regering van mening is dat de getroffen oppervlakte niettegenstaande de kwaliteit van de grond op schaal van Wallonië onbelangrijk is en eerder gering is rekening houdende met de totale oppervlakte van het onderdeel van het ontwerp van plan;

Overwegende dat de Waalse Regering het eens is om de toekomstige operator te belasten met een begeleiding van de ondernemingen, waaronder de landbouwbedrijven, waarvan de leefbaarheid verzwakt zou kunnen worden door de uitvoering van de gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat een bezwaarindieners de vraag stelt over de hinder, met name in termen van verkeer, die veroorzaakt wordt door de maatschappijen « Hobby Garden » en « Ets Laruelle » gelegen in de omtrek van het ontwerp van plan en waarvoor hij zich afvraagt of ze tot de « kleine ambacht » behoren;

Overwegende dat artikel 30 van het « CWATUPE » bepaalt dat de gemengde bedrijfsruimte met name bestemd is voor « ambachtsactiviteiten » en niet voor « kleine ambacht »;

Overwegende dat de Waalse Regering evenwel niet bevoegd is om de verkeersproblemen veroorzaakt door de bestaande ondernemingen in het kader van deze procedure te regelen;

Overwegende dat ze nochtans rekening moet houden met de potentiële hinder van het bestaande verkeer ten opzichte van de opnemings van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte; dat de auteur van het onderzoek in dat opzicht onderstreept dat « het onderdeel idealiter gevestigd is op het vlak van de verkeerswegen met de aanwezigheid van de N614 en de nabijheid van de autosnelweg »;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg van mening is dat het grootste deel van het verkeer de N614 naar het noorden en de autosnelweg zal nemen en dus het bestaande woongebied gelegen in het zuiden van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte niet zal treffen;

Overwegende dat het advies van de « CRAT » gunstig is voor de opnemings van het gebied, waarbij ze evenwel acht dat de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte in Saint-Georges-sur-Meuse het voorwerp zou moeten uitmaken van een bijkomend voorschrift op grond waarvan de vestiging van kleinhandel in het gebied uitgesloten wordt, aangezien de behoeften aan ruimten voor de handelsactiviteit in de gemeente niet bewezen lijken;

Overwegende dat het advies van de « CWEDD » gunstig is voor de opnemings van het gebied, waarbij hij evenwel op de aanbeveling van de auteur van het onderzoek aandringt, die voorziet in een bijkomend voorschrift op grond waarvan de kleinhandel op het onderdeel van het ontwerp van plan uitgesloten wordt;

Overwegende dat het advies van de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse gunstig is voor de opnemings van het onderdeel van het ontwerp van plan;

Overwegende dat de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse er bovendien op wijst dat het effectenonderzoek bepaalt dat de winkels gelegen in Sur-les-Bois onder concurrentie van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte zullen ondergaan, terwijl ze zijn verdwenen;

Overwegende dat de « CWEDD » niet wijst op die vaststelling in zijn advies over de kwaliteit en de volledigheid van het effectenonderzoek;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek vaststelt dat het gebrek aan bedrijfsruimte in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse vooral betrekking heeft op de activiteit van de kleine en middelgrote ondernemingen en kleine nijverheden maar niet op de handelsactiviteit;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist om de adviezen van de « CRAT » en van de « CWEDD » te volgen, die de handelsactiviteit van het onderdeel van het ontwerp van plan uitsluiten, in tegenstelling tot de optie die ze genomen heeft in haar besluit van 7 mei 2009 tot voorlopige aanneming van het ontwerp van plan;

Overwegende dat de Waalse Regering ten slotte de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte met een oppervlakte van 28 ha en van een bijkomend voorschrift gemerkt « *S.52 » op het plan bevestigt, waarbij ze bepaalt dat de « activiteiten inzake kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking er niet toegelaten zijn behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen of indien ze toegelaten zijn voor de inwerkingtreding van deze herziening van het gewestplan van Luik. »;

Woongebieden met een landelijk karakter, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 », « Notre-Dame de Hal » en « Stockay »;

Overwegende dat de « CRAT » van mening is dat de opnemings van woongebieden met een landelijk karakter gemerkt « *S.14 » in Saint-Georges-sur-Meuse niet gerechtvaardigd is;

Overwegende dat ze echter vaststelt dat « die gebieden al het voorwerp zijn geweest van een principebeslissing in het besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Luik van 6 februari 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 9 april 2003) »;

Overwegende dat de « CRAT » het voorstel van de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse dat in het kader van het openbaar onderzoek gedaan werd en dat erin bestaat een woongebied met een landelijk karakter tussen het dorp Saint-Georges-sur-Meuse en de autosnelweg E42 (zie hieronder) op te nemen, eerder gunstig gezind is; dat dit voorstel haar relevanter lijkt om de bebouwde kern van het dorp te verstevigen;

Overwegende dat de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse van mening is dat hij niet voldoende geraadpleegd is voor de vestiging van de onderdelen van het ontwerp van plan en van de door de auteur van het onderzoek voorgestelde alternatieven;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat ze zich over een willekeurig overleg bij de opmaking van het voorontwerp van plan niet moet rechtvaardigen;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn advies van 24 september 2009 voorgesteld heeft om twee landbouwgebieden te wijzigen als woongebieden met een landelijk karakter gelegen enerzijds in het centrum, tussen de « rue Albert 1^{er} », de « rue du centre » en de autosnelweg E42, en anderzijds, in het noorden van de autosnelweg, tussen de « rue du Vicinal », de oude grondslag van de buurtspoorwegen en de « rue du Centre », als alternatief voor de onderdelen van het ontwerp van plan;

Overwegende dat bezwaarindieners ongunstige adviezen over de onderdelen van het ontwerp van plan hebben uitgebracht;

Overwegende dat de « CWEDD » voor de opnemings van het onderdeel van het ontwerp van plan gunstig genegen is;

Overwegende dat dat advies evenwel geen nieuwe argumenten te berde brengt ten gunste van de opnemings van de onderdelen van het ontwerp van plan;

Overwegende dat de door de gemeenteraad voorgestelde alternatieven de aandacht van de Waalse Regering hebben vastgehouden;

Overwegende dat het alternatief gelegen in de nabijheid van het centrum van Saint-Georges-sur-Meuse a priori tegemoet komt aan de door de Waalse Regering nagestreefde doelstellingen die de verspreiding van de woongebieden willen beperken en de ontwikkeling ervan vanaf de bestaande centra ondersteunen; dat het niet het geval is voor het andere alternatief voorgesteld door de gemeenteraad, dat te ver verwijderd is van het dichtbebouwde centrum van het gemeentelijk grondgebied;

Overwegende dat de Waalse Regering evenwel het voorstel van de gemeenteraad dat voor haar het verstandigste is, niet mag weerhouden zonder de effecten van de opnemings van het nieuwe gebied bestemd voor bewoning op het leefmilieu te hebben laten onderzoeken;

Overwegende dat de Waalse Regering evenwel van mening is dat de termijnen die enerzijds nodig zijn voor de uitvoering van een bijkomend effectenonderzoek op het nieuwe gebied voorgesteld door de gemeenteraad en, anderzijds, voor de uitvoering van de nieuwe na te leven maatregelen inzake openbaar onderzoek, onverenigbaar zijn met de termijnen waarin ze had voorzien om aan de andere doelstellingen tegemoet te komen die ze via de herziening van het gewestplan van Luik nastreeft;

Overwegende dat het feit om afstand te doen van de opnemings van de nieuwe gebieden bestemd voor bewoning op het grondgebied van Saint-Georges-sur-Meuse in het kader van deze herziening van het gewestplan van Luik, geen gevolg heeft op de coherentie van de door laatstgenoemde overwogen inrichting;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot het advies van de « CRAT » bijtreedt en bijgevolg beslist om af te zien van de opnemings in het gewestplan van twee woongebieden met een landelijk karakter, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 » op het plan, die gepland zijn in Saint-Georges-sur-Meuse;

Overwegende dat de Waalse Regering evenwel wil preciseren dat haar beslissing niet als doel heeft de behoefte aan nieuwe gebieden bestemd voor bewoning op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse in twijfel te trekken, waarop ze in artikel 1, § 7, van haar besluit van 6 februari 2003 tot definitieve herziening van de vorige herziening van het gewestplan van Luik had gewezen;

Gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en woongebied met een landelijk karakter in het centrum van het dorp Saint-Georges-sur-Meuse.

Overwegende dat de « CRAT » een onvoorwaardelijk gunstig advies heeft uitgebracht;

Overwegende dat de « CWEDD » een gunstig advies heeft uitgebracht, waarbij hij evenwel de nadruk legt op de handhaving van de rij van 14 opmerkelijke bomen in het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, alsook op het verbod om gebieden met een gering overstromingsrisico te bouwen;

Overwegende dat het Departement Natuur en Bossen van het « DGARNE » vaststelt dat een rij van opmerkelijke bomen door het ontwerp van plan bedreigd lijkt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek naast het instellen van een beschermingsomtrek rond de opmerkelijke bomen tijdens de inrichtingswerken en het treffen van de nodige maatregelen om te strijden tegen de gevolgen van de overstromingen op de personen en goederen, aanbeveelt om woningen met een hoge energieprestatie op te richten;

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van die aanbevelingen waarmee rekening moet worden gehouden bij de uitvoering van het gebied;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen voor een oppervlakte van zeven hectare en van een woongebied met een landelijk karakter voor een oppervlakte van twee hectare op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse bevestigt;

Gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, met de reserveringsomtrek in overdruk

Overwegende dat geen opmerking of waarneming in de weg staat van de opnemings van die onderdelen van het ontwerp van plan wegens redenen die reeds geen antwoord zouden hebben gevonden in dit besluit;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings van twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, bevestigt voor een totale oppervlakte van tien ha op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;

Onderdelen van het ontwerp van plan op grondgebied van de gemeente Flémalle.

Gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.04 ».

Gelet op de gunstige adviezen van de « CRAT » en de « CWEDD »;

Overwegende dat de gemeenteraad van Flémalle een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp van plan, waarbij hij evenwel de schrapping van het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.04 » op het plan, op het geheel van de bedrijfsruimte genoemd « Cahottes » eist om er ondernemingen te kunnen installeren die niet zouden gebonden zijn met de luchthavenactiviteiten;

Overwegende dat een bezwaarindienaar de aanwezigheid van een gasleiding vaststelt en op de verkeersproblemen in de « rue du Cowa » wijst;

Overwegende dat de in het gewestplan aangebrachte wijziging geen andere doelstelling heeft dan de verbetering van een materiële vergissing op het plan gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan van Luik;

Overwegende dat de doelstellingen van de Waalse Regering de beslissingen van het besluit van 6 februari 2003 niet in twijfel willen trekken;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Flémalle bevestigt;

Onderdelen van het ontwerp van plan op grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne.

Industriële bedrijfsruimtes « Ferdoux » en « Fontaine », in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.02 ».

Gelet op het gebrek aan opmerkingen of bemerkingen die de opnemings van die onderdelen van het ontwerp van plan ongunstig gezind zijn;

Gelet op het gebrek aan opmerkingen ongunstig voor de opnemings van een omtrek voor een ecologisch doorgangsgebied als overdruk van de nieuwe industriële bedrijfsruimte die de Waalse Regering voornemens is in « Ferdoux » op te nemen;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings van de industriële bedrijfsruimten genoemd « Ferdoux » en « Fontaine » en van het bijkomend voorschrift, gemerkt « S.02 » op het plan, bevestigt voor een oppervlakte van respectievelijk één en twee ha op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings bevestigt van een omtrek voor een ecologisch doorgangsgebied als overdruk van de nieuwe industriële bedrijfsruimte die ze in « Ferdoux » opneemt;

Gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.05 ».

Gelet op het gebrek aan opmerkingen of waarnemingen die de opnemings van dit onderdeel van het ontwerp van plan ongunstig gezind zijn;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte en van het bijkomend voorschrift, gemerkt « S.05 » op het plan, bevestigt voor een oppervlakte van één ha op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;

Gemengde bedrijfsruimte « chaussée de Liège ».

Overwegende dat de gemeenteraad van Grâce-Hollogne een gunstig advies heeft uitgebracht over dit onderdeel van het ontwerp van plan, voorzien evenwel van een geheel van maatregelen die voor de uitvoering ervan getroffen moeten worden, en waarbij hij de « SPI+ » verzoekt om het beheer ervan te waarborgen;

Overwegende dat de « CWEDD » een gunstig advies heeft uitgebracht over dit onderdeel van het ontwerp van plan, waarbij hij evenwel suggereert het groengebied langs de autosnelweg E42 te handhaven;

Overwegende dat de « CRAT » acht dat de opnemings van die onderdeel van het ontwerp van plan wegens de onmiddellijke nabijheid van de woonzones niet gerechtvaardigd wordt;

Overwegende dat bezwaarindieners zich zorgen maken over een eventuele uitbreiding van de onderneming Mafer in de toekomstige gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat bezwaarindieners op de hinder wijzen, die ze zouden kunnen ondergaan, met name de verslechtering van de leefomgeving, de geluidshinder, het verkeer van de vrachtwagens, enz.;

Overwegende dat bezwaarindieners vragen hebben bij de mogelijkheid om de woningen gelegen langs de « chaussée de Liège » op te nemen in de gemengde bedrijfsruimte en voor degenen die betrokken zouden zijn, bij de gevolgen van eventuele onteigeningen;

Overwegende dat de bekommernissen van de bevolking inzake de uitbreiding van de activiteiten van de onderneming « Mafer » op het betrokken gebied klaarblijkelijk voortvloeien uit verwarringen gebonden aan de uitbreiding van de zogenaamde industriële bedrijfsruimte « Mafer » die aan de overkant van de « chaussée de Liège » gepland is;

Overwegende dat de nadere gegevens verstrekt bij de overlegvergadering die aan het einde van het openbaar onderzoek gehouden is, het mogelijk hebben gemaakt die verwarring weg te werken;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek geen negatieve gevolgen van de opnemings van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte op het naburige woongebied vaststelt, die niet voorkomen, beperkt of gecompenseerd zouden kunnen worden door eventuele uit te voeren maatregelen;

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst dat de aanleg van de omtrek of van de afzonderingsvoorziening, met name ten opzichte van het woongebied, dat expliciet opgelegd is in artikel 30 van het Wetboek, van dien aard is dat hij de door de auteur van het onderzoek vastgestelde effecten voorkomt, beperkt of compenseert en aan de door de bezwaarindieners en door de CRAT uitgedrukte bezwaren tegemoet komt;

Overwegende dat de gemeenteoverheid van Grâce-Hollogne zelf in haar advies van 19 oktober 2009 de voorwaarden heeft bepaald die ze voor de uitvoering van het gebied wil opleggen: « Tijdens de uitvoering van dit gebied door de « SPI+ » moet laatstgenoemde rekening houden met de nabijheid van de gebouwen, bufferzones oprichten en alleen de installatie van niet-verontreinigende en niet-luidruchtige ondernemingen (behalve langs de autosnelweg) toelaten. De enige mogelijke toegangswegen tot dit gebied zullen door de « chaussée de Liège » aangelegd worden. Bovendien moet een bergingsstelsel voor het regenwater (vergaarkom) geëvalueerd en aangelegd worden om de belasting van het huidige rioleringsnetwerk en de waterafvoer naar de « rue des Grosses Pierres » te voorkomen; dat die voorwaarden tegemoet komen aan de vaststellingen van de auteur van het onderzoek en ook van dien aard zijn dat ze ook aan de bezwaren uitgedrukt door de bezwaarindieners en door de « CRAT » tegemoet komen;

Overwegende dat de Regering bijgevolg van mening is dat de combinatie van de wettelijke voorschriften en van de inrichtingsmaatregelen die bij de opvatting van de inrichting van de toekomstige gemengde bedrijfsruimte en dan aan het einde van de behandeling van elke aangevraagde stedenbouwkundige vergunning opgelegd zullen worden, volgende garanties biedt om een kwaliteitsvolle leefomgeving te waarborgen aan de omwoners;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat de opnemings van de woningen gelegen langs de « chaussée de Liège » in de gemengde bedrijfsruimte uit een door de auteur van het effectenonderzoek onderzocht en voorgesteld alternatief voortvloeit, dat het onder andere mogelijk maakt zich van de toegang tot het gebied door alleen de « chaussée de Liège » te vergewissen; dat die bepaling tegemoet komt aan de onrust van de bezwaarindieners wat betreft het verkeersbeheer;

Overwegende dat er bij de overlegvergaderingen aan herinnerd is dat een gewestplan geen onteigeningsplan is en dat indien een openbare overheid tot de voor de uitvoering van het gewestplan nodige onteigeningen wil overgaan, ze in het bezit moet zijn van een door de Waalse Regering goedgekeurd onteigeningsplan;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek vermeldt dat de groene ruimten gebonden aan het weg- en autosnelwegnetwerk werkelijk van ecologisch belang zijn;

Overwegende dat de groene autosnelwegruimten daadwerkelijk de stroken voor biodiversiteit en uitwisselingen tussen de soorten vormen;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg beslist om af te wijken van het advies van de « CRAT » en om de opnemings in het gewestplan van de gemengde bedrijfsruimte genoemd « chaussée de Liège » te bekrachtigen;

Overwegende dat de Waalse Regering evenwel beslist om de noordwestelijke grens van de gemengde bedrijfsruimte met de grens van het domein van de autosnelweg te laten samenvallen om een gedeelte van het bestaande groengebied te behouden;

Overwegende dat de Waalse Regering over de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte voor een oppervlakte van ongeveer vijf ha beslist;

Industriële bedrijfsruimte « Bremhove-Mafer ».

Overwegende dat de « CRAT » een ongunstig advies heeft uitgebracht over dit onderdeel van het ontwerp van plan wegens de nabijheid van de woonzones en de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte met een bijkomend voorschrift dat de handelszaken verbiedt, heeft voorgesteld wegens de slechte toegankelijkheid van het gebied door alternatieve vervoermiddelen voor de auto en omdat de ligging ervan gedecentreerd is t.o.v. de stadsgebieden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Grâce-Hollogne een gunstig advies heeft uitgebracht over dit onderdeel van het ontwerp van plan, waarbij hij heeft aangevraagd dat de percelen gelegen langs de « chaussée de Liège » opgenomen worden als gemengde bedrijfsruimte om er het in wording zijnde project van hun eigenaar te kunnen ontwikkelen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek vaststelt dat de opnemings van de industriële bedrijfsruimte relevant is aangezien ze zich in het rechtstreekse verlengde van de onderneming Bremhove/Mafer op gronden bevindt die ze met een opslaghangar reeds gedeeltelijk bezet;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat het aanzicht vanaf de « Chaussée de Liège » en de woningen op het industrieel gebied uitkomt, dat heden bezet wordt door grote gebouwen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek gezien die vaststellingen het onderzoek van een alternatief voor dit ontwerp van plan niet nuttig heeft geacht; dat hij a fortiori de mogelijkheid om het onderdeel van het ontwerp van plan op te nemen als gemengde bedrijfsruimte niet heeft onderzocht;

Overwegende dat bezwaarindieners, die zich op een stedenbouwkundige vergunning afgegeven op 8 februari 2002 en op een ministerieel besluit van 7 februari 2008 baseren, zich verzetten tegen de wijziging van de groengebieden en van de woongebieden als industriële bedrijfsruimte, wat als gevolg zou hebben dat de bewoning en de dienstactiviteiten er uitgesloten zouden worden;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning niet uitgevoerd is en heden vervallen is;

Overwegende dat het ministerieel besluit waarvan sprake als doel heeft een erkenningsonttrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid op de betrokken gebieden in te stellen; dat het bovendien niet als doel heeft het gewestplan te herzien en, in het bijzonder, de uitbreiding van de economische bedrijvigheid in het groengebied opgenomen op het gewestplan langs de E42 mogelijk te maken;

Overwegende dat de doelstelling van de Waalse Regering om een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van het industrieel park van Grâce-Hollogne op te nemen de opties van het ministerieel besluit van 7 februari 2008 bevestigt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de betrokken gronden niet meer aangepast zijn aan de woonfunctie wegens de nabijheid van de autosnelweg, de aanwezigheid van industriële bedrijvigheid, de luchthaven, enz.;

Overwegende dat bezwaarindieners het woongebied wensen te behouden en dit uit te breiden op het groengebied;

Overwegende dat dat advies evenwel geen argumentatie met zich meebrengt om hierop in te spelen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek vermeldt dat de groene ruimten gebonden aan het weg- en autosnelwegennetwerk werkelijk van ecologisch belang zijn;

Overwegende dat de « CWEDD » een gunstig advies heeft uitgebracht over het onderdeel van het ontwerp van plan, waarbij hij evenwel suggereert het groengebied langs de autosnelweg E42 te handhaven;

Overwegende dat de groene autosnelwegruimten daadwerkelijk de stroken voor biodiversiteit en uitwisselingen tussen de soorten vormen;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg beslist om de noordwestelijke grens van de industriële bedrijfsruimte met de grens van het domein van de autosnelweg te laten samenvallen om een gedeelte van het bestaande groengebied te behouden;

Overwegende dat de Waalse Regering over de opneming van een industriële bedrijfsruimte voor een oppervlakte van ongeveer drie ha beslist;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt om de bedrijvigheid op het gebied tot de opslag en de behandeling te beperken, zoals het heden het geval is op het reeds bezette gedeelte, waarbij elke lawaaierige activiteit of elke activiteit die trillingen veroorzaakt voor de dichtbij gelegen woningen, wordt uitgesloten;

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van die aanbevelingen waarmee rekening moet worden gehouden bij de uitvoering van het gebied;

Onderdelen van het ontwerp van plan op het grondgebied van de gemeenten Grâce-Hollogne en Fexhe-le-Haut-Clocher

Gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen dat nodig is voor de herontplooiing van de Strijdkrachten

Overwegende dat de Strijdkrachten in het kader van het openbaar onderzoek geraadpleegd zijn en dat ze aan het einde van dit onderzoek geen advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de « CRAT » en de « CWEDD » gunstig zijn voor de opneming van dit onderdeel van het ontwerp van plan maar dat ze suggereren dit te voorzien van een bijkomend voorschrift over de omkeerbaarheid van de bestemming ervan om terug te komen tot de toestand die bestond voor de herziening van het gewestplan indien de Minister van Landsverdediging de overeenkomst waarmee hij met het Waalse Gewest gebonden is, opzegde;

Overwegende dat bezwaarindieners voor de hinder en de verschillende nadelen gebonden aan de opneming van het onderdeel van het ontwerp van plan vrezen;

Overwegende dat bezwaarindieners aanpassingen van de grenzen van het onderdeel van het ontwerp van plan en van de maatregelen vragen om er bepaalde hinder en nadelen van te beperken;

Overwegende dat de Minister van Landsverdediging een transformatieplan voor het leger uitgewerkt heeft, dat binnen de beperkte Ministerraad van 21 oktober 2009 is goedgekeurd;

Overwegende dat dit plan erin voorziet de helikoptercapaciteit van het onderdeel lucht van de strijdkrachten op de luchtmachtbasis van Bevekom te verenigen;

Overwegende dat die bepaling niet meer eist dat het bestaande gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen wordt uitgebreid noch naar de aangrenzende gebieden om een nieuwe baan voor de helikopters alsmede alle infrastructuren en gebouwen die voor Wing heli nodig zijn, noch naar de luchthavenbaan om een toegang voor te behouden tot de banen van de luchthaven voor de militaire toestellen;

Overwegende dat de doelstelling die de Waalse Regering nastreefde door het gewestplan van Luik te herzien, nu achterhaald is;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg afziet van de opneming van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bestemd voor het voorbehouden van ruimten voor de herontplooiing van de Strijdkrachten als gevolg van de uitbreiding van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset op de gronden die de Strijdkrachten ingenomen hadden;

Onderdelen van het ontwerp van plan op het grondgebied van de gemeente Ans

Woongebied, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 »

Overwegende dat de « CRAT » acht dat de opneming van het woongebied gemerkt « *S.14 » in Ans niet gerechtvaardigd is;

Overwegende dat ze echter vaststelt dat « dit gebied al het voorwerp is geweest van een principebeslissing in het besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Luik van 6 februari 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 9 april 2003) »;

Overwegende dat de « CWEDD » acht dat het gebied weinig relevant is wegens de aanwezigheid van talrijke drukfactoren en aanbeveelt om er de relevantie van opnieuw te herschatten op grond van bijkomende onderzoeken ten einde de gedeelten met nauwkeurigheid af te bakenen die ervan uitgesloten zullen moeten worden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Ans een gunstig advies heeft uitgebracht over dit onderdeel van het ontwerp van plan, waarbij hij heeft nader bepaald dat een gedetailleerd geotechnisch onderzoek vóór elke bouwaanvraag zal worden aanbevolen;

Overwegende dat Fluxys bepaalt dat gasleidingen dwars door het onderdeel van het ontwerp van plan lopen;

Overwegende dat de gemeenteraad van Ans een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp van plan op voorwaarde dat « wat betreft de ontwikkeling van het op het grondgebied van de gemeente Ans voorziene woongebied, een grondig onderzoek van de mobiliteit uitgevoerd wordt »;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de verkeerstroom die zullen voortvloeien uit de uitvoering van het gebied geraamd heeft;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek daaruit concludeert dat de bijkomende verkeerslasten op de betrokken assen zonder te veel moeilijkheden zouden kunnen worden opgeslorpt;

Overwegende dat de Waalse Regering zich bijgevolg schaart achter de conclusies van de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat het gebied op zeer goede landbouwgronden gevestigd zou worden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek erop wijst dat negentien landouwerpercelen met een totale oppervlakte van 41,21 ha door het onderdeel van het ontwerp van plan getroffen zullen worden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek op het grondgebied van de gemeente Ans gezocht heeft naar alternatieven voor het onderdeel van het ontwerp van plan en dat alle alternatieven effecten hebben op de landbouwactiviteit;

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat het niettegenstaande het landbouwbelang van de gronden dus moeilijk lijkt tegemoet te komen aan de doelstelling om nieuwe woongebieden op te richten op het grondgebied van de gemeente Ans zonder de landbouwactiviteit te treffen;

Overwegende dat de Waalse Regering het eens is om de toekomstige operator te belasten met een begeleiding van de ondernemingen, waaronder de landbouwondernemingen, waarvan de leefbaarheid verzwakt zou kunnen worden door de uitvoering van het woongebied;

Overwegende dat een bezwaarindiener verklaart dat het voor bewoning bestemde gebied groter dan verwacht zal zijn omdat er een aangrenzend project voor Awans bestaat;

Overwegende dat de gemeente Awans immers kan beslissen om het aangrenzende gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen op haar grondgebied, te bestemmen voor bewoning;

Overwegende dat dit project evenwel tegenwoordig niet uitgevoerd wordt en dat de gemeente Awans dus in voorkomend geval rekening zal moeten houden met het nieuwe woongebied gelegen op het grondgebied van de gemeente Ans indien ze een dergelijk project wenst uit te voeren;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de ligging van het onderdeel van het ontwerp van plan volledig weg van het centrum gelegen is, voor zover wordt geprobeerd om het gebruik van de wagen te beperken en dat hij het gebruik van de bestaande vrije gronden tussen de « rue des Français » en de « rue de la Tonne » suggereert;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek gedurende een overlegvergadering nader heeft bepaald dat het zuiden van de gemeente sterk bebouwd is; « dat dit element in aanmerking is genomen door het afwijzen van niet-ideale situaties »;

Overwegende dat de door de bezwaarindiener voorgestelde ligging opgenomen is als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is op het gewestplan;

Overwegende dat de doelstelling die nagestreefd wordt door de Waalse Regering er duidelijk in bestaat een nieuw woongebied op te nemen in het gewestplan op het grondgebied van de gemeente Ans overeenkomstig artikel 1, paragraaf 2, van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik; dat een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in dat opzicht al onder de gemeenteverheid valt, die vrijwillig over de uitvoering ervan kan beslissen;

Overwegende dat een bezwaarindiener zich beklagt over het feit dat een wijk reeds gevestigd is langs de « rue de Juprelle », te Xhendremael en dat het het aanzien van het dorp verandert;

Overwegende dat dit feit doelloos is in het kader van deze herziening van het gewestplan;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opneming van een woongebied bevestigt op het grondgebied van de gemeente Ans voor een oppervlakte van ongeveer 53 ha, waarvan 10 ha op een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en de overige ha op een landbouwgebied;

Overwegende dat de Waalse Regering, rekening houdend met het advies van de CWEDD en de opmerkingen en bezwaren van Fluxys en van de gemeente Awans, van mening is dat de grondbeheersing door de gemeente Ans niet voldoende is om het beheer van de leefmilieudrukfactoren van het gebied te waarborgen w.o. de feitelijke indeling van het grondgebied en de beleidskeuzes inzake inrichting en duurzame ontwikkeling van het betrokken grondgebied in een oriënteringsstuk zouden moeten worden bepaald vóór de aflevering van de vergunningen waarbij de uitvoering ervan wordt toegelaten;

Overwegende dat de verplichting om een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag uit te werken voorafgaand aan de uitvoering van een gebied nu kan worden opgelegd overeenkomstig artikel 25, 2°, van het decreet van 30 april 2009;

Overwegende dat de termijn voor de uitwerking van een dergelijk stuk blijft overeenstemmen met het doel van de Waalse Regering om het gebied in korte tijd te ontsluiten;

Overwegende dat de Waalse Regering de beslissing neemt om het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 » in die zin aan te vullen op het plan dat ze voornemens is op te nemen op het woongebied;

Overwegende dat bovenvermeld bijkomend voorschrift als volgt luidt: « de ontsluiting van het gebied wordt onderworpen aan de aanneming van een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag waarvan de inrichtingsopties in verband met de infrastructuur en de stedenbouw de uitvoering van de gebiedsinrichting beogen, die zo wordt opgevat dat de bouwwerken rond één of meerdere polen worden geconcentreerd waarvan de ligging vastgesteld zal worden in functie van de lokale fysische kenmerken en de performantie van het verkeers- en distributienet en van eventueel ontwikkelde projecten in het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is op het grondgebied van de gemeente Awans, in fases uitgevoerd waarvan de opeenvolging verband houdt met de voltooiing van de bouwwerken rond de vorige kern en het verkeers- en distributienet »;

Overwegende dat de « CWEDD » de aanbeveling van de auteur van het onderzoek steunt om de bouw van woningen met een hoge energieprestatie op te leggen;

Overwegende dat de Waalse Regering het onnodig achtte ze op te nemen in het ontwerpplan dat ze op 7 mei 2009 heeft aangenomen; dat het advies van de « CWEDD » nu de Regering bevestigt in het feit dat ze in de Gewestelijke beleidsverklaring 2009-2014 de nadruk heeft gelegd op de verbetering van de kwaliteit en van de energie-efficiëntie van de woning ten gunste van de bewoners;

Overwegende dat deze aanbeveling in aanmerking zal moeten worden genomen bij de ontsluiting van het gebied;

Gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen voor sportinfrastructuur die als sportaccommodatie moeten dienen.

Overwegende dat de CRAT de opneming van het gebied om er sportaccommodatie te ontwikkelen gunstig acht;

Overwegende dat de CRAT de aandacht toch vestigt op het feit dat het gebied overeenstemt met de bestaande sportaccommodatie aan de andere kant van de « Route militaire » maar dat het programma, met in het bijzonder een voetbalstadion en een voetbalschool, « te zwaar » is; dat de voetbalactiviteit de voorkeur geniet en dat het probleem van mobiliteit vooraf zou moeten worden geregeld;

Overwegende dat de CWEDD de opnemings van het gebied gunstig acht, en herinnert dat hij aanbevelingen heeft uitgebracht in zijn advies van 9 juni 2008 (CWEDD/08/AV.977) over het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag voor de uitvoering van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in het bijzonder betreffende parkeer- en mobiliteitsproblemen en problemen in verband met landschappelijke integratie;

Overwegende dat de uitvoeringsprocedure van dit gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, ingesteld door de gemeente, bestemd is voor de vestiging van een voetbalstadion en van een voetbalschool, van een BMX -circuit en van een « driving range »;

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners zich verzetten tegen de vestiging van elke activiteit die een drukverkeer zou veroorzaken, zoals een voetbalstadion, voornamelijk door milieuhinder, verkeersopstoppingen, parkeerproblemen en mogelijk wangedrag;

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners van mening zijn dat het effectenonderzoek verkeerde beweringen bevat betreffende het bestaan van een voorakkoord op mobiliteitsvlak tussen de gemeenten van Ans en Juprelle, of betreffende de afgifte van de stedenbouwkundige vergunning voor de bouw van een voetbalstadion op het gebied, sindsdien nietig verklaard door de Raad van State;

Overwegende dat de Waalse Regering vaststelt dat de bezwaren tegen de opnemings van het bestanddeel van het ontwerpplan hoofdzakelijk betrekking hebben op het onderliggend ontwerp van vestiging van een voetbalstadion en de hinder die eruit zou kunnen voortvloeien;

Overwegende dat het gemeentecollege van Ans op 2 december 2009 een schrijven heeft gericht aan de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport, met vermelding van de opgave van het project voor de bouw van een stadion wegens de beslissing van de verantwoordelijken van de « Royal Football Club Liégeois » om zijn sportaccommodatie elders te vestigen;

Overwegende dat het gemeentecollege van Ans op 20 januari 2010 de beslissing heeft genomen om de uitvoeringsprocedure van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen « Route militaire », te schorsen, in afwachting van de beslissing van de Waalse Regering betreffende de herziening van het gewestplan Luik; dat het College de aandacht vestigt op het feit dat hij de beslissing heeft genomen om het bouwproject van een stadion voor de « Royal Football Club Liégeois » op te geven;

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners vaststellen dat de wijziging van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen, de noodzakelijkheid niet meer zou bewijzen om een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag uit te werken waarvoor de CRAT een negatief advies (10 juni 2008) en de CWEDD een uitvoerig advies (9 juni 2008) hadden uitgebracht;

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners vrezen dat elk type project kan worden toegestaan in het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen zonder te worden onderworpen aan een effectenonderzoek;

Overwegende dat een bezwaarindieners acht dat de opnemings van een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen laat veronderstellen dat het project steeds de vestiging van een stadion is;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat de wijziging van de bestemming van het gebied, de projecten, die zich daar zullen vestigen, er niet van zal vrijstellen om onderworpen te worden aan het voorafgaand systeem voor de milieueffectenbeoordeling, overeenkomstig artikel 124 van het CWATUPE en deel V van Boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners van mening zijn dat het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, dat in het gewestplan van Luik opgenomen is, een geheel vormt op beide gemeenten van Ans en Juprelle en dat het verstandig zou zijn om de overheden van Juprelle te raadplegen betreffende het lot van het deel gelegen op hun grondgebied;

Overwegende dat de oprichting van sportaccommodatie een project van de gemeentelijke overheid van Ans is en dat de Waalse Regering de uitbreiding van het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Juprelle nooit tot doel heeft gehad; dat de raadpleging van de gemeentelijke overheid van Juprelle in dat opzicht het voorwerp van geen enkel wettelijk verplicht uitmaakt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek geen impact heeft vastgesteld van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen in de gemeente Ans op de inrichting van de naburige gebieden;

Overwegende dat uit de door de bezwaarindieners ingediende opmerkingen en vaststellingen, opgemaakt kan worden dat ze zich niet verzetten tegen de bestemming van het gebied voor sportactiviteiten maar wel tegen de bouw van een voetbalstadion;

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van deze opmerkingen en de mogelijkheid in aanmerking neemt om sportaccommodatie te ontwikkelen naast de bestaande infrastructuur ten westen van de « route Militaire »;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevestigt op het grondgebied van de gemeente Ans voor een oppervlakte van ongeveer 26 ha;

Compensaties in het algemeen

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies heeft uitgebracht over de planologische compensaties genomen door de Waalse Regering, met een voorwaarde betreffende het gebied van het fort van Eben Emael;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies heeft uitgebracht over de planologische compensaties genomen door de Waalse Regering, met uitzondering van de opnemings van een natuurgebied op het gebied van het fort van Eben Emael die beter zou worden vervangen door de wijziging van het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen in Lanaye, op het grondgebied van de gemeente Wezet, als groengebied;

Overwegende dat het Departement Onderzoek van het Natuurlijk en Landbouwmilieu en het Departement Natuur en Bossen van het D'GARNE achten dat de voorgestelde compensaties duidelijk onvoldoende zijn wat betreft het natuurlijke erfgoed;

Overwegende dat deze Departementen een lijst opstellen met de compensaties die naar hun mening beter aangepast zijn dan deze van het ontwerpplan;

Overwegende dat het D'GARNE deze voorstellen in zijn adviezen van 21 september 2007 en 8 februari 2008 over het voorontwerp van plan en de inhoud van het effectenonderzoek niet heeft voorgelegd;

Overwegende dat deze alternatieven voor de planologische compensaties van het ontwerpplan door de auteur van het onderzoek niet zijn voorgesteld, en a fortiori niet zijn onderzocht;

Overwegende dat, ondanks deze overwegingen, de Waalse Regering vaststelt dat de auteur van het onderzoek het niet nodig heeft geacht om alternatieven te zoeken voor de compensaties die ze heeft voorgesteld;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek overigens acht dat de door de Waalse Regering voorgestelde planologische compensaties aan het bepaalde van artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het « CWATUPe » tegemoetkomen;

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners de opnemingsverkiezing van het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen langs de Maas te Lanaye, voorgesteld door de auteur van het onderzoek tijdens de eerste fase van het effectenonderzoek als alternatief voor de compensatie op het gebied van het fort van Eben-Emael en afgewezen door de Waalse Regering;

Overwegende dat het saldo van de oppervlakte van nieuwe bebouwingsgebieden die de Waalse Regering voornemens is op te nemen op het gewestplan van Luik na haar analyse van de opmerkingen en vaststellingen van de bevolking en van de adviezen uitgebracht door de verschillende instanties, 79 ha bedraagt;

Overwegende dat de planologische compensaties beslist door de Waalse Regering deze oppervlakte goed dekken, wat leidt tot het behoud van de meest relevante ervan;

Compensaties op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse

Overwegende dat de CWEDD van mening is dat deze planologische compensaties alleen voldoen aan een planologische logica maar dat ze het grondverlies geleden door de landbouwers als gevolg van de bebouwing ervan, niet compenseren;

Overwegende dat het reglementair voorgeschrevene oplegt om de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied te compenseren door de omvorming van bebouwingsgebieden in gebieden die daar niet voor bestemd zijn; dat het bijgevolg verkeerd zou zijn om ervan uit te gaan dat de Waalse Regering het bestaande landbouwpotentieel van het gebied dat ze wil bestemmen voor bedrijfsactiviteiten te herstellen in de gebieden die ze wil bestemmen als niet-bebouwingsgebieden;

Overwegende dat de bestemming daarvan werd bepaald in functie van de bestaande toestand, wat de Waalse Regering ertoe gebracht heeft in sommige gevallen te kiezen voor een andere bestemming dan die als landbouwgebied;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, indien hij van mening is dat « de valorisatie in landbouwoppervlakte niet echt duidelijk is wegens het duidelijk reliëf van verschillende gebieden », erop wijst dat « deze bestemmingsveranderingen wenselijk zijn ten opzichte van de beginselen inzake bebouwing en doelmatige inrichting van het grondgebied;

Landbouwgebieden « rue Yernawe » en « drève du Château ».

Overwegende dat bezwaarindieners zich ongerust maken over de toekomstige bestemming van deze gebieden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse een gunstig advies heeft uitgebracht over dit bestanddeel van het ontwerpplan;

Overwegende dat de Waalse Regering, rekening houdend met haar beslissing om af te zien van de opnemings op het gewestplan van de twee geplande woongebieden met een landelijk karakter in Saint-Georges-sur-Meuse met een bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 » op het plan, bijgevolg beslist om de landbouwgebieden « rue Yernawe » en « drève du Château », op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse, niet op het gewestplan op te nemen;

Park- en landbouwgebieden « Warfusée » met als overdruk de zuidwestelijke punt van de reserveringsomtrek.

Overwegende dat de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse een gunstig advies heeft uitgebracht over dit bestanddeel van het ontwerpplan, waarbij wordt verzocht om een landbouwgebied op te nemen in plaats van het geplande parkgebied daar de opnemings van laatstgenoemde het voorkomen van elke uitbreiding van twee handelsgebouwen naast het gebied tot gevolg zou hebben;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de opnemings van het parkgebied zeer relevant is daar zij de valorisatie mogelijk maakt van het aanpalende gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen gebruikt door sportuitrustingen; dat noch de « CWEDD », noch de « CRAT » deze optie op de helling zetten;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opnemings bevestigt van drie landbouwgebieden en een parkgebied met als overdruk de zuidwestelijke punt van de reserveringsomtrek van de ruimtes die nodig zijn voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;

Landbouwgebieden te Sur-les-Bois.

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners het dorp Sur-les-Bois wensen terug te vinden zoals het in het verleden was en daardoor elke herziening van het gewestplan weigeren die het herstel van het dorp en zijn buurtdiensten onmogelijk zou maken;

Overwegende dat deze optie strijdig is met de door de Waalse Regering nagestreefde doelstellingen om de ontwikkeling van de activiteiten op de luchthaven Luik-Bierset mogelijk te maken;

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners niet instemmen met de wijziging van verschillende bebouwingsgebieden in landbouwgebied, omdat ze de stedenbouwkundige doelstelling van hun keuze in een woongebied niet begrijpen, op een hellend terrein dat niet bewerkt kan worden in de landbouw, en dat ze zich afvragen of het voorzien is om deze gronden te geven aan landbouwers die er elders verloren hebben;

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst dat deze wijzigingen betrekking hebben op gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en een woongebied, die overigens voor bewoning niet zullen kunnen worden gebruikt wegens de voorschriften gebonden aan de reserveringsomtrek die de Waalse Regering voornemens is op te nemen als overdruk ervan;

Overwegende dat de Waalse Regering, rekening houdend met haar beslissing om af te zien van de opnemings op het gewestplan van de twee geplande woongebieden met een landelijk karakter in Saint-Georges-sur-Meuse met een bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 » op het plan, bijgevolg beslist om de landbouwgebieden niet op het gewestplan op te nemen;

Overwegende dat deze bepaling op het woongebied met een landelijk karakter gelegen te Tincelle niet kan worden toegepast, hoewel het de reserveringsomtrek van de ruimtes die nodig zijn voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur als overdruk bevat, voor zover de Waalse Regering, met de zonering op het gewestplan, ernaar streeft geen verwarring te stichten over de mogelijkheid om er de bouw van woningen toe te staan;

Overwegende dat de Waalse Regering in dat geval de opnemings van het geplande gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en het geplande landbouwgebied bevestigt;

Overwegende dat de Waalse Regering nader bepaalt dat het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, dat zij opneemt in Tincelle, deel uitmaakt van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is waarvan ze de opnemings op het gewestplan handhaaft om slechts één gebied te vormen;

Compensatie op het grondgebied van de gemeente Flémalle.

Landbouwgebied « Warfusée ».

Overwegende dat de gemeenteraad van Flémalle een ongunstig advies heeft uitgebracht over dit bestanddeel van het ontwerpplan wegens het geplande gebruik van het bestaande gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is als « basis voor de vestiging van een nader te bepalen activiteit in verband met de bestemming van de molen van Gleixhe en met het door het Waalse Gewest gesubsidieerde ontwerp van toeristische wandelroute »; dat hij nader bepaalt dat deze handeling « wordt voorgenomen via een goed te keuren stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag en een gemeentelijk plan van aanleg »;

Overwegende dat de Waalse Regering tot nu toe geen explicieter verzoek heeft ontvangen van de gemeentelijke overheid met concrete beoordelingselementen om eventueel te kunnen afzien van de planologische compensatie die ze heeft voorgesteld;

Overwegende dat de Waalse Regering geen andere opmerkingen maakt omtrent de opneming van het bestanddeel van het ontwerpplan;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opneming bevestigt van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Flémalle;

Compensatie op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne.

Groengebied langs de A604 en de spoorweg 36A.

Overwegende dat een bezwaarindiener voorbehoud heeft bij de opneming van het bestanddeel van het ontwerpplan wegens de waardevermindering van de goederen, omdat hij de keuze van een woongebied niet begrijpt, en bij het gebrek aan ernst in de wijze waarop het dossier is bestudeerd;

Overwegende dat de Waalse Regering vaststelt dat het bestanddeel van het ontwerpplan geen woning omvat;

Overwegende dat de Waalse Regering geen andere opmerkingen maakt omtrent de opneming van het bestanddeel van het ontwerpplan;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opneming bevestigt van een groengebied langs de snelweg A604 en de spoorweg A36 op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;

Compensaties op het grondgebied van de gemeenten Bessingen en Wezet.

Natuur-, landbouw-, groen- en parkgebieden.

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de bestemming van het fort van Eben Emael als natuurgebied op het gewestplan negatieve effecten zou kunnen hebben op de bestaande activiteiten op het gebied, wegens de daarmee samenhangende beperkingen;

Overwegende dat de CRAT en de CWEDD in hun adviezen de vaststelling van de auteur van het onderzoek bijtreden;

Overwegende dat de CRAT voorstelt om de ontworpen zonering te wijzigen via de opneming van een minder stringenter groengebied wat de toegelaten werken betreft;

Overwegende dat de gemeenteraad van Bitsingen een gunstig advies heeft uitgebracht over dat bestanddeel van het ontwerpplan zonder evenwel nieuwe argumenten aan te dragen;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen beslist af te zien van de bestemmingswijziging van de delen van het gebied voor algemene nutsvoorzieningen en gemeenschapsuitrustingen waar de bestaande activiteiten hoofdzakelijk doorgaan;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg afziet van de opneming van het parkgebied en van een deel van het ontworpen natuurgebied op de site van het Fort van Eben-Emael op de grondgebieden van de gemeenten Bitsingen en Wezet;

Overwegende dat de Waalse Regering daarentegen onontbeerlijk acht dat de opneming van een deel van het ontworpen natuurgebied langs het Albertkanaal bevestigd wordt om het reeds op het gewestplan opgenomen natuurgebied naar het noorden te verlengen;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg de opneming bevestigt van twee landbouwgebieden, een groengebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Bitsingen, evenals van een landbouwgebied en een natuurgebied op de grondgebieden van de gemeenten Bitsingen en Wezet,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Luik (bladen 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 en 42/5), met het oog op de opneming van :

op het grondgebied van de gemeenten Ans, Awans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher en Saint-Georges-sur-Meuse :

— een reserveringsomtrek voor de ruimtes nodig voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur, als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;

Volgend voorschrift geldt voor de gehele omtrek :

« De handelingen en werken met als doel de bouw of de heropbouw van gebouwen met een woonfunctie of het verlenen van onderdak aan personen en de verbouwing of de wijziging van de bestemming van bestaande gebouwen of delen van bestaande gebouwen om ze te bestemmen voor het wonen of het verlenen van onderdak aan personen of om het aantal wooneenheden te verhogen, worden verboden in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur, het hotelwezen uitgezonderd »;

* op het grondgebied van de gemeente Ans :

— * een woongebied, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 » op het plan;

— een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

— twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is;

* op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse :

— een woongebied met een landelijk karakter;

— een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

— een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.52 » op het plan;

— een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg;

- * op het grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Flémalle :
 - een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg;
 - * op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne :
 - een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.05 » op het plan;
 - twee industriële bedrijfsruimtes, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.02 » op het plan;
 - een industriële bedrijfsruimte;
 - een gemengde bedrijfsruimte;
 - een omtrek voor een ecologisch doorgangsgebied als overdruk van de industriële bedrijfsruimte, Ferdoux genaamd;
 - * op het grondgebied van de gemeente Flémalle :
 - een gemengde bedrijfsruimte;
 - evenals, als planologische compensatie :
 - * op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse :
 - vier landbouwgebieden;
 - één parkgebied;
 - * op het grondgebied van de gemeente Flémalle :
 - één landbouwgebied;
 - * op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne :
 - een groengebied.
 - * op het grondgebied van de gemeente Bitsingen :
 - twee landbouwgebieden;
 - een groengebied;
 - een natuurgebied;
 - * op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet :
 - één landbouwgebied;
 - één natuurgebied;
- wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgevoegde plattegrond en leefmilieuverklaring.

Art. 2. Het bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.12 » op het plan, geldend voor de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, opgenomen op het grondgebied van de gemeenten Ans, Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse, vervalt.

Art. 3. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.02 » op de plattegrond, is van toepassing op de twee industriële bedrijfsruimten bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne : « Dit gebied wordt bestemd voor bedrijven die gebruik maken van de luchthaveninfrastructuur en waarvan de activiteit een ligging noodzakelijk maakt in de onmiddellijke buurt van en verbonden met de luchthaven, zoals productie- en distributiebedrijven met meer bepaald een hoge toegevoegde waarde; dat gebied bevat aan de rand van de woongebieden met een landelijk karakter in Ferdoux en Bierset een minimum 50 m brede afzonderingsmarge bestaande uit met groen beplante beveiligingsmuren of dichtbegroeide natuurschermen, afhankelijk van de topografie van de locatie, samen met een aangepaste geluidswerende constructie indien de voorgenomen activiteit daarom vraagt; er worden gepaste bouwprofielen verplicht gemaakt om de overgang te garanderen tussen de industriële activiteiten en het landbouwgebied. »

Art. 4. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.05 » op de plattegrond, is van toepassing op de de gemengde bedrijfsruimte bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne : « Dit gebied wordt voorbehouden voor activiteiten met licht verkeer; detailhandelsbedrijven worden uitgesloten; de bouwwerken moeten opgenomen worden in de bestaande bebouwing. »

Art. 5. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.14 » op de plattegrond, is van toepassing op het woongebied bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Ans : « Een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag, met betrekking tot het gehele gebied, moet uitgewerkt worden voor ontsluiting ervan. De inrichtingsopties van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag betreffende de infrastructuur en de stedenbouw beogen de ontsluiting van een inrichting die zo opgevat wordt dat de bouwwerken in één of meerdere kernen liggen waarvan de ligging vastgesteld zal worden in functie van de plaatselijke fysieke kenmerken, de performantie van het wegen- en distributienet en de eventuele projecten die ontwikkeld worden in het naburige overleggebied, gelegen in de gemeente Awans, gefaseerd uitgevoerd in de volgorde van de voltooiing van de bouwwerken in de vorige kern en het wegen- en distributienet ».

Art. 6. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.52 » op de plattegrond, is van toepassing op de de gemengde bedrijfsruimte bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse : « kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking worden er niet toegelaten, behalve indien ze horen bij de in het gebied toegelaten activiteiten of indien ze een vergunning kregen voor de inwerkingtreding van deze herziening van het gewestplan Luik ».

Art. 7. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 1 maart 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

WAALSE OVERHEIDSDIENST

Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik (bladen 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 en 42/5) met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit in Luik-Bierset en de daarmee verbonden activiteit

Inleiding.

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het « Wetboek »).

Ze wordt gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik (bladen 34/6, 34/7, 41/4, 41/8, 42/1 en 42/5) met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit in Luik-Bierset en de daarmee verbonden activiteit. Ze wordt samen met dat besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieuverklaring is een samenvattende weergave van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop de milieueffectenstudie, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen. De naar aanleiding van het openbaar onderzoek ingediende bezwaarschriften zijn verdeeld als volgt :

- 16 bezwaarschriften in de gemeente Ans;
- 23 bezwaarschriften in de gemeente Fexhe-le-Haut-Clocher;
- 2 bezwaarschriften in de gemeente Flémalle;
- 61 bezwaarschriften in de gemeente Grâce-Hollogne;
- 53 bezwaarschriften in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- 321 bezwaarschriften in de gemeente Weze.

Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdende met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Daar deze milieuverklaring hypothetisch gesproken een samenvatting is, zij voor de details verwezen naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering.

Voor meer leesbaarheid werd deze verklaring opgedeeld in drie hoofdstukken : het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de herziening van het gewestplan, het tweede gaat in op de chronologie ervan en het derde, op de milieuoverwegingen.

Voorwerp van de herziening van het gewestplan.

De herziening van het gewestplan onderging de procedure waarvan sprake in de artikelen 42 tot en met 44 van het Wetboek.

De herziening van het gewestplan heeft betrekking op de opnemings :

op het grondgebied van de gemeenten Ans, Awans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher en Saint-Georges-sur-Meuse :

— van een reserveringsomtrek voor de ruimtes nodig voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur, als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset.

Volgend voorschrift geldt voor de gehele omtrek :

« De handelingen en werken met als doel de bouw of de heropbouw van gebouwen met een woonfunctie of het verlenen van onderdak aan personen en de verbouwing of de wijziging van de bestemming van bestaande gebouwen of delen van bestaande gebouwen om ze te bestemmen voor het wonen of het verlenen van onderdak aan personen of om het aantal wooneenheden te verhogen, worden verboden in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur, het hotelwezen uitgezonderd »;

* op het grondgebied van de gemeente Ans :

- van een woongebied, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 » op het plan;
- van een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;
- van twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is;

* op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse :

- van een woongebied met een landelijk karakter;
- van een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;
- van een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.52 » op het plan;
- van gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg;

* op het grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Flémalle :

- van gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg;

* op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne :

- van een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.05 » op het plan;
- van twee industriële bedrijfsruimtes, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.02 » op het plan;
- van een gemengde bedrijfsruimte;
- van een industriële bedrijfsruimte;
- van een omtrek voor een ecologisch doorgangsgebied als overdruk van de nieuwe industriële bedrijfsruimte, Ferdoux genaamd;

* op het grondgebied van de gemeente Flémalle :

- van een gemengde bedrijfsruimte;
- evenals, als planologische compensatie :

* op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse :

- vier landbouwgebieden;
- één parkgebied;

* op het grondgebied van de gemeente Flémalle :

- één landbouwgebied;

* op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne :

— een groengebied;

* op het grondgebied van de gemeente Bitsingen :

— twee landbouwgebieden;

— een groengebied;

— een natuurgebied;

* op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet :

— één landbouwgebied;

— één natuurgebied.

Het bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.12 » op het plan, als overdruk geldend voor de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, op het grondgebied van de gemeenten Ans, Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse vervalt.

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.02 », is van toepassing op de twee industriële gemengde bedrijfsruimten bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne : « Dit gebied wordt bestemd voor bedrijven die gebruik maken van de luchthaveninfrastructuur en waarvan de activiteit een ligging noodzakelijk maakt in de onmiddellijke buurt van en verbonden met de luchthaven, zoals productie- en distributiebedrijven met meer bepaald een hoge toegevoegde waarde; dat gebied bevat aan de rand van de woongebieden met een landelijk karakter in Ferdoux en Bierset een minimum 50 m brede afzonderingsmarge bestaande uit met groen beplante beveiligingsmuren of dichtbegroeide natuurschermen, afhankelijk van de topografie van de locatie, samen met een aangepaste geluidswerende constructie indien de voorgenomen activiteit daarom vraagt; er worden gepaste bouwprofielen verplicht gemaakt om de overgang te garanderen tussen de industriële activiteiten en het landbouwgebied. »

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.05 », is van toepassing op de twee industriële gemengde bedrijfsruimten bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne : « Dit gebied wordt voorbehouden voor activiteiten met licht verkeer; detailhandelsbedrijven worden uitgesloten; de bouwwerken moeten opgenomen worden in de bestaande bebouwing. »

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.14 » op de plattegrond, is van toepassing op het woongebied bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Ans : « Een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag, met betrekking tot het gehele gebied, moet uitgewerkt worden voor ontsluiting ervan. De inrichtingsopties van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag betreffende de infrastructuur en de stedenbouw beogen de ontsluiting van een inrichting die zo opgevat wordt dat de bouwwerken in één of meerdere kernen liggen waarvan de ligging vastgesteld zal worden in functie van de plaatselijke fysieke kenmerken, de performantie van het wegen- en distributienet en de eventuele projecten die ontwikkeld worden in het naburige overleggebied, gelegen in de gemeente Awans, gefaseerd uitgevoerd in de volgorde van de voltooiing van de bouwwerken in de vorige kern en het wegen- en distributienet ».

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.52 » op de plattegrond, is van toepassing op de de gemengde bedrijfsruimte bij dit besluit opgenomen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse : « kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking worden er niet toegelaten, behalve indien ze horen bij de in het gebied toegelaten activiteiten of indien ze een vergunning kregen voor de inwerkingtreding van deze herziening van het gewestplan Luik ».

Chronologie van de herziening van het gewestplan.

Bij besluit van 19 juli 2007 (*Belgisch Staatsblad* van 26 september 2007) beslist de Regering tot herziening van het gewestplan Luik en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de herontplooiing van de Strijdkrachten te Luik-Bierset en de verlening van in het kader van de herziening van het gewestplan Luik gereserveerde planologische compensaties aan de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse om de uitbreiding van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de verwante activiteit mogelijk te maken.

Bij besluit van 20 december 2007 (*Belgisch Staatsblad* van 22 januari 2008) bevestigt de Waalse Regering het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik en neemt ze het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opneming van de aanvullende planologische compensaties aan.

Bij besluit van 21 februari 2008 (*Belgisch Staatsblad* van 25 maart 2008) beslist de Waalse Regering een milieueffectenonderzoek te laten uitvoeren op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007. Bij besluit van 9 juni 2008 heeft de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling de NV AGORA als auteur van het effectenonderzoek aangesteld. Dat onderzoek werd ingediend op 4 mei 2009.

Bij besluit van 7 mei 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 19 juni 2009) gaat de Waalse Regering over tot voorlopige aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Luik met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de daaraan verbonden activiteit, de herontplooiing van de Strijdkrachten te Luik-Bierset en de verwante planologische compensaties.

De ontwerp-herziening van het gewestplan werd aan een openbaar onderzoek onderworpen van 24 juni 2009 tot en met 7 september 2009, met schorsing van 16 juli tot en met 15 augustus in de gemeenten Ans, Awans, Bitsingen, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse en Wezet.

De gemeenteraad van Grâce-Hollogne heeft zijn advies van 19 oktober 2009 na afloop van de termijn van artikel 43, § 3, van het Wetboek ingediend.

De gemeenteraad van Fexhe-le-Haut-Clocher heeft zijn advies op 21 september 2009 binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek, ingediend.

De gemeenteraad van Flémalle heeft zijn advies op 15 oktober 2009 binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek ingediend.

De gemeenteraad van Ans heeft zijn advies op 24 september 2009 binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek ingediend.

De gemeenteraad van Awans heeft zijn advies op 22 september 2009 binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek ingediend.

De gemeenteraad van Wezet heeft zijn advies op 21 september 2009 binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek ingediend.

De gemeenteraad van Bitsingen heeft zijn advies op 10 september 2009 binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek ingediend.

De gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse heeft zijn advies op 21 oktober 2009 binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek ingediend.

De « Commission régionale de l'aménagement du territoire » (CRAT) heeft zijn advies van 17 december 2009 ingediend (met als ref. : 09/CRAT A.861-AN) binnen de termijn bedoeld in artikel 43, § 4, lid 2, van het Wetboek. Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie heeft het advies van de « CRAT » betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan, alsook uit het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

De « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » (CWEDD) heeft zijn advies van 4 januari 2010 ingediend (met als ref. : CWEDD/10/AV.27) na afloop van de termijn bedoeld in artikel 43, § 4, lid 2, van het Wetboek. De CWEDD heeft geacht dat « de auteur van het effectenonderzoek een onderzoek van voldoende kwaliteit geleverd heeft » en dat « de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen ».

Het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Landelijke Aangelegenheden en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst heeft zijn advies van 5 januari 2010 (met als ref. : DGARNE/AvPAE/2009-RPS0017/Sortie2009 :28511) na afloop van de termijn bedoeld in artikel 43, § 4, lid 2, van het Wetboek ingediend.

Leefmilieuoverwegingen.

Deze verklaring heeft alleen betrekking op de leefmilieu-overwegingen waarvoor, bij ene of andere stap van het proces van herziening van de hierboven voorgelegde gewestplannen, een positieve of negatieve impact geïdentificeerd wordt. Ze legt de samenvatting vast van de wijze waarop dit besluit tot definitieve aanneming van de herziening van de gewestplannen in acht genomen heeft, met verwijzing naar de tekst van het besluit en naar het advies van de CRAT voor gedetailleerde informatie.

De leefmilieuoverwegingen met betrekking tot de herziening van het globale gewestplan worden eerst besproken, dan volgen de overwegingen betreffende elk gebied ervan. Het document eindigt met de planologische compensaties.

Over de herziening van het gewestplan.

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van plan mits inachtneming van de bemerkingen en opmerkingen die zij geopperd heeft over elk gebied afzonderlijk (zie verder).

De CWEDD acht dat de auteur van het onderzoek geen conclusie heeft kunnen trekken wat de leefbaarheid betreft van de landbouwbedrijven die betrokken zijn bij het ontwerp van plan en beveelt bijgevolg aan om een nauwkeurige evaluatie hiervan te maken en gepaste compenserende maatregelen te nemen. De auteur van het onderzoek heeft zich beperkt tot het opmeten van het grondverlies per uitbater binnen eenzelfde gemeente bij gebrek aan toegang tot de voor hem nuttige informatie om een antwoord te geven op de opmerking van de CWEDD.

De Waalse Regering vindt dat het effectenonderzoek tot doel heeft om de effecten van het ontwerp van plan op de landbouwactiviteit op schaal van het referentiegrondegebied te evalueren en niet bedrijf per bedrijf. De beoordeling van de leefbaarheid van een bedrijf vergt onderzoeken die helemaal anders zijn dan diegene die in het kader van een effectenonderzoek moeten worden uitgevoerd daar zij een persoonlijk onderzoek van elke individuele toestand moet ondergaan waarvan de diversiteit onvermijdelijk aan elke poging tot veralgemening ontsnapt.

De Waalse Regering beschikt in het effectenonderzoek niettemin over voldoende informatiegegevens wat betreft de effecten van het door haar aangenomen ontwerp van gewestplan op de landbouwactiviteit, om haar beslissing te nemen. Wat betreft de innemingen in het landbouwgebied van het gewestplan, de opneming van de nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter te Ans en Saint-Georges-sur-Meuse evenals de opneming van een nieuwe bedrijfsruimte in Saint-Georges-sur-Meuse berusten op de vaststelling dat er in beide gemeenten een gebrek aan aanbod heerst inzake voor wonen en voor economische activiteit bestemde gronden. De Waalse Regering is bijgevolg ook moeten gaan zoeken in gebieden die niet voor bebouwing of economische activiteit bestemd waren.

De Waalse Regering heeft haar onderzoek toegespitst, voor de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse, op sites gelegen bezuiden de autosnelweg E42, in het meest bebouwde deel van de gemeente. Die optie laat o.a. ook de mogelijkheid open om de landbouwbestemming van de noordelijke gelegen Haspengouwse vlakte te vrijwaren.

De Waalse Regering heeft wat betreft de gemeente Ans, voorzien om het voor wonen bestemde gebied enkel voor te behouden voor de gronden die aan een woongebied aangrenzend zijn en die gelegen zijn buiten de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur van Luik-Bierset.

De auteur van het onderzoek heeft de oppervlakten gepland door de Waalse Regering alsook de ligging van de nieuwe gebieden bekrachtigd na de varianten voor Ans en Saint-Georges-sur-Meuse onderzocht te hebben.

De Waalse Regering heeft de grondinnemingen in het landbouwgebied op het gewestplan zo veel mogelijk ingeperkt en plaatsen uitgekozen overeenkomstig de beleidskeuzes inzake ruimtelijke ordening. Ze acht bijgevolg dat het milieueffectenonderzoek voldoende informatie verstrekt over de effecten van het ontwerp-plan op de landbouwactiviteit. Ten opzichte van het advies van de CWEDD acht ze dat de kwaliteit en de volledigheid van het effectenonderzoek niet in twijfel getrokken moeten worden.

De CWEDD wenst eveneens dat er een beheer van de meer- en minderwaarden op de bestemmingswijzigingen volgt. Eigenaars beklagen zich over de waardevermindering van hun goeden en/of wensen schadevergoeding.

In de wetgeving bestaat er geen regeling ter vergoeding van de omwoners die eventuele onroerende waardeverliezen zouden moeten ondergaan ten gevolge van de bestemmingswijziging van een gebied. Artikel 70 van het Wetboek bepaalt daarentegen de voorwaarden voor de eventueel ten laste van het Gewest opgelegde vergoeding, wanneer het bouw- of verkavelingsverbod volgend uit een plan dat bindende kracht heeft verkregen, een einde maakt aan het gebruik waarvoor een goed dient of normaal bestemd is de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding. De personen die daaraan voldoen zullen hun rechten te gelde mogen maken.

DGARNE brengt een ongunstig advies uit over het ontwerp-plan. Dat advies wordt bepaald door het meest dwingende advies van de zes geraadpleegde departementen. Enkel het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen bracht een ongunstig advies uit. De Waalse Regering kan zich onmogelijk op grond van de voorgelegde gegevens uitspreken over dat advies in het bijzonder, wat geenszins de adviezen van de andere geraadpleegde Departementen van DGARNE in opspraak brengt, die overigens voorwaardelijk gunstige adviezen hebben uitgebracht (zie verder).

De Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van D'GARNE heeft een gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan op voorwaarde dat rekening gehouden wordt met de geldende beschermingsmaatregelen voor de voorkomingsgebieden volgens het Waterwetboek. De Directie Oppervlaktewateren heeft een gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan op voorwaarde dat de waterlichamen van het onderstroomgebied van de stroomafwaartse Laas niet getroffen worden krachtens de leefmilieudoelstellingen van de Waterrichtlijn.

Wat die opmerkingen betreft, moet de uitvoering van de samenstellende delen van de gewestplanherziening de vigerende wetgeving naleven, met name het Waterwetboek.

De gemeenteraad van Bitsingen heeft een gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan.

De gemeenteraad van Ans heeft een gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan.

De gemeenteraad van Awans heeft een voorwaardelijk gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan (zie verder).

De gemeenteraad van Grâce-Hollogne heeft een voorwaardelijk gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan (zie verder).

De gemeenteraad van Flémalle heeft een gedeeltelijk gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan (zie verder).

De gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse heeft een gedeeltelijk gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan (zie verder).

De gemeenteraad van Wezet heeft zijn mening niet gegeven in zijn advies over het eigenlijke ontwerpplan.

De gemeenteraad van Fexhe-le-Haut-Clocher heeft een ongunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan (zie verder).

Bezwaarindieners uiten zich tegen elke gewestplanherziening omtrent de luchthaven Luik-Bierset wegens de hinder door laatstgenoemde, zolang er geen verzachtingsmaatregelen worden getroffen.

In dat verband werd SOWAER door de Waalse Regering belast met de uitvoering, de opvolging en de financiering van de door haar getroffen leefmilieumaatregelen die de ontwikkeling van de Waalse luchthavens flankeren. SOWAER komt tussenbeide in de aankoop en de geluidsisolatie van de panden gelegen om de luchthavens heen, evenals in de toekenning van vergoeding voor handels- en beroepsverstoringen en verhuisprijzen voor huurders.

Bezwaarindieners kanten zich tegen elke gewestplanherziening die de bewoners nog meer hinder van allerlei aard zou bezorgen.

De hinder uit de verschillende onderdelen van het ontwerpplan werden door de auteur van het onderzoek onderzocht en de Waalse Regering gaat in op de precieze bemerkingen die tijdens het openbaar onderzoek naar boven kwamen door er geval per geval op in te gaan in het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan.

De CWEDD, net zoals meerdere overheidsinstellingen die tijdens het openbaar onderzoek geraadpleegd werden, ondersteunt de aanbevelingen van de auteur van het onderzoek ter voorkoming, vermindering of compensering van de negatieve effecten van het ontwerpplan die zij vaststelde.

De Waalse Regering wijst erop dat de uitvoering van de samenstellende delen van het ontwerpplan de vigerende wetgeving naleven, met name het Waterwetboek. Het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas zal in het bijzonder aangepast moeten worden aan de bestemming van de nieuwe gebieden.

De reservatieomtrek van de ruimte voor de bescherming en het behoud van de luchthaveninfrastructuur

De gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse kant zich tegen de opneming van de reserveringsomtrek « indien niet voorzien wordt om hem te herzien in 2020 ».

De wet van 18 juli 1973 ter bestrijding van de geluidshinder, met name gewijzigd bij het decreet van 29 april 2004, in artikel 1bis, § 2, ervan, omschrijft het ontwikkelingsplan op lange termijn zoals de maximumgrenzen van luchthavenuitbreidingen. Het ontwikkelingsplan op lange termijn is er dus niet op voorzien herzienbaar te zijn, evenmin als de daaruit voortvloeiende reserveringsomtrek op het gewestplan.

Het effectenonderzoek stipt het feit aan dat het geldende voorschrift in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur het verbod op de uitoefening van hotelactiviteiten zou kunnen meebrengen. De Waalse Regering heeft dus besloten in een uitzondering te voorzien voor het hotelwezen als vermelding in het voorschrift.

Dit voorschrift luidt dus als volgt: « De handelingen en werken met als doel de bouw of de heropbouw van gebouwen voor bewoning of het onderbrengen van personen, evenals de omvorming of de wijziging van de bestemming van bestaande gebouwen of delen ervan om ze te bestemmen voor bewoning of het onderbrengen van personen of het aantal woonheden te verhogen worden in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur verboden met een uitzondering voor het hotelwezen. »

Bezwaarindieners menen dat de vage omschrijving van de reserveringsomtrek en het gebrek aan details over de concrete uitvoering ervan met een te grote interpretatieruimte voor de overheden en het in gevaar brengen van de rechtszekerheid voor de inwoners tot een systematische weigering zou kunnen leiden van de toekenning van de stedenbouwkundige vergunningen in de A-zone.

Door die reserveringsomtrek op te nemen, bevestigt de Waalse Regering weldegelijk dat de beheersing van de bebouwing op de gronden gelegen in de nabijheid van de luchthaveninfrastructuur een prioritaire doelstelling is die de goede werking van deze infrastructuur op lange termijn kan behouden. De woonfunctie, die reeds ruimschoots aanwezig is, kan vanuit dat oogpunt een bedreiging vormen voor het behoud van de infrastructuur indien de voorwaarden voor de uitbreiding ervan niet strict omkaderd worden. Daartoe vormt de weigering van een vergunning, alsook de toekenning van een voorwaardelijke vergunning, in de reserveringsomtrek duidelijk een middel om de ruimte voor te behouden voor de aanleg, de bescherming of het behoud van de luchthaveninfrastructuur.

Bezwaarindieners stellen vast dat de reserveringsomtrek de werknemers van de luchthaven Luik-Bierset ertoe zou kunnen nopen zich ver van hun werkplek te vestigen, wat niet milieuvriendelijk zou zijn. De auteur van het onderzoek heeft dit evenwel niet aangestipt als een nadeel van de reserveringsomtrek. De Waalse Regering acht dat de omtrek de werknemers die in de nabijheid van hun werkplek willen wonen niet overdreven verre afstanden oplegt, maar beoogt met name de bescherming van de omwonenden van de luchthaven tegen al te felle hinder.

Een bezwaarindieners vindt het spijtig dat de mogelijkheid om overal te wonen in de reserveringsomtrek geschrapt wordt daar sommige plaatsen bewoonbaar zijn. De Waalse Regering vindt echter dat het begrip « bewoonbaar » subjectief is en dat welomschreven normen gebruikt moeten worden om juist de gebieden die al dan niet een woonfunctie moeten krijgen af te bakenen.

De opheffing van voorschrift *S.12.

De auteur van het onderzoek vindt dat de opheffing van bijkomend voorschrift *S.12 weinig impact zal hebben op het natuurlijk en menselijk milieu. Hij verstrekt de aanbeveling tot het treffen van maatregelen voor de akoestische isolatie in nieuwe woningen die in het gemeentelijk overleggebied opgetrokken zouden kunnen worden buiten de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur.

Grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse.
Gemengde bedrijfsruimte.

Wat betreft de hinder en de potentiële impact op het woongebied met een landelijk karakter dat de gemengde bedrijfsruimte wordt, bevestigt de Waalse Regering haar wil om de woningen op te nemen in de bedrijfsruimte. Als die integratie daadwerkelijk een gevolg heeft voor de geluidsnormen bepaald door de algemene uitbatingsvoorwaarden van de bedrijven, van toepassing op die gronden, wijst de Waalse Regering erop dat de milieuvergunningen de bijzondere uitbatingsvoorwaarden bepalen voor de bedrijven, en die kunnen strenger zijn dan de algemene voorwaarden. Nagaan of die normen worden nageleefd valt onder de uitvoering van het plan.

Wat betreft de hinder door het potentiële verkeer in de nieuwe gemengde bedrijfsruimte, onderstreept de auteur van het onderzoek dat « dat onderdeel ideaal gelegen is vanuit het standpunt van de mogelijke verkeersknooppunten gelet op de aanwezigheid van de N614 en de nabijheid van de autosnelweg ». De Waalse Regering acht bijgevolg dat het verkeer hoofdzakelijk via de N614 naar het noorden en de autosnelweg zal verlopen en dus geen impact zal hebben op het bestaande woongebied gelegen in het zuiden van de nieuwe bedrijfsruimte.

De auteur van het onderzoek stelt een bepaald aantal potentiële effecten van het gebied vast die zouden voortvloeien uit de vestiging van handelszaken. Hij doet de aanbeveling om het gebied te combineren met een bijkomend voorschrift voor het verbieden van handelsactiviteiten. De CRAT en de CWEDD ondersteunen de aanbeveling van de auteur van het onderzoek. Een voorschrift *S.52 wordt dus als overdruk opgenomen voor de gemengde bedrijfsruimte, waarin vastgesteld wordt dat « kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking zich in dit gebied niet mogen vestigen, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen of indien ze vergund werden voor deze herziening van het gewestplan Luik in werking trad ».

De woongebieden met een landelijk karakter *S.14 « Notre Dame de Hal » en « Stockay ».

De gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse heeft een negatief advies uitgebracht over die samenstellende onderdelen en voorgesteld om het landbouwgebied gelegen tussen rue Albert Ier, rue du Centre en de autosnelweg E42 en anderzijds benoorden de autosnelweg, het landbouwgebied afgebakend door de rue du Vicinal, de voormalige spoorbedding van de buurtspoorweg en de rue du Centre als alternatief voor de samenstellende delen van het ontwerpplan om te vormen tot woongebied met een landelijk karakter. De CRAT acht het voorstel met betrekking tot het zuiden van de autosnelweg E42, bij het centrum van Saint-Georges-sur-Meuse interessant.

Bezwaarindieners hebben ongunstige opinies ingediend met betrekking tot de samenstellende onderdelen van het ontwerpplan.

Het alternatief gelegen in de nabijheid van het centrum van Saint-Georges-sur-Meuse gaat a priori in op de doelstellingen nagestreefd door de Waalse Regering met het oog op het tegengaan van van versnipperde bebouwing van woonhuizen en op het ondersteunen van de uitbreiding ervan vanuit de bestaande dorpskernen. Dat is niet het geval van het andere alternatief voorgesteld door de gemeenteraad, dat te ver verwijderd is van de dorpskern van het gemeentelijk grondgebied.

De Waalse Regering kan evenwel niet ingaan op het voorstel van de gemeenteraad, dat voor hem het verstandigst is, zonder de effecten van de opnemings van het nieuwe voor bewoning bestemd gebied op het leefmilieu te hebben laten onderzoeken.

De Waalse Regering vindt evenwel dat de termijn voor enerzijds de uitvoering van een aanvullend effectenonderzoek op het nieuwe gebied voorgesteld door de gemeenteraad en anderzijds de uitvoering van nieuwe maatregelen voor openbaar onderzoek zoals ze in acht te nemen zijn, onverenigbaar zijn met wat zij bepaald had voor de herziening van het gewestplan Luik.

De Waalse Regering beslist bijgevolg af te zien van de opnemings in het gewestplan van de beide woongebieden met een landelijk karakter gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt *S.14 op het plan, vooropgesteld in Saint-Georges-sur-Meuse, en de gemeentelijke overheid te verzoeken te beginnen met de uitwerking van een gemeentelijk plan van aanleg voor de herziening van het gewestplan om hun voorstel tot een goed einde te brengen.

Het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en het woongebied met een landelijk karakter in de dorpskern van Saint-Georges-sur-Meuse.

De auteur van het onderzoek stelt de aanwezigheid vast van een rij van 14 waardevolle bomen, evenals van een klein overstromingsrisico op een deel van de gebieden. De CWEDD en de DGARNE bevelen aan om rekening te houden met die gegevens bij de uitvoering.

De uitvoering van het gebied zal rekening houden met de waardevolle bomen. De Waalse Regering beveelt aan dat bij de ontsluitingsfase maatregelen getroffen worden om te strijden tegen de overstromingseffecten op het gebied, maar ook stroomop- en stroomafwaarts. Overigens beveelt zij aan om bij de werkzaamheden voor aanleg van het gebied een beschermingsomtrek in te lassen rond om de waardevolle bomen.

De overleggebieden in de reserveringsomtrek.

De gegevens met betrekking tot de opnemings van die gebieden vallen onder de rubriek « Globale gewestplanherziening » (zie hoger).

Grondgebied van de gemeente Flémalle
Voorschrift *S04

Betreffende de correctie van een materiële fout op het plan, werd geen enkel gevolg voor het leefmilieu vastgesteld.

Grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne

De industriële bedrijfsruimten *S20 « Ferdoux » en « Fontaine » en het ecologisch doorganggebied

Geen enkel gevolg wordt vastgesteld voor het leefmilieu.

Gemengde bedrijfsruimte *S.05

Geen enkel gevolg wordt vastgesteld voor het leefmilieu.

Gemengde bedrijfsruimte « chaussée de Liège »

De auteur van het onderzoek heeft de aandacht gevestigd op een bepaald aantal hinderfactoren bij de ontsluiting van dat gebied. Bezwaarindieners klagen die hinder eveneens aan : impact op de leefomgeving, geluidshinder, zwaar vrachtverkeer... Sommige bezwaarindieners zijn ongerust over een eventuele uitbreiding van het bedrijf Mafer in de toekomstige gemengde bedrijfsruimte. De CRAT acht dat de opnemings van die ruimte onverantwoord is gelet op de

nabijheid van het woongebied. Bezwaarindieners hebben vragen bij de geschiktheid om de woningen gelegen langs de chaussée de Liège op te nemen in de gemengde bedrijfsruimte en, voor de betrokkenen, op de gevolgen van eventuele onteigeningen. Sommige bezwaarindieners vrezen voor een waardeverlies van hun goed.

De onrust in verband met een uitbreiding van het bedrijf Mafer ontstaat klaarblijkelijk uit de verwarring in verband met de uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte genoemd Mafer, voorzien aan de andere kant van de chaussée de Liège. De verduidelijkingen van de overlegvergadering die gehouden werd na het openbaar onderzoek hebben een einde gemaakt aan de verwarring.

De impact vastgesteld door de auteur van het onderzoek kan voorkomen, verminderd en gecompenseerd worden door maatregelen die te treffen zijn bij de ontsluiting van het gebied. In het bijzonder is de afzonderingsomtrek -marge van dien aard tegemoet te komen aan de bezwaren geuit door de bezwaarindieners en de CRAT.

Overigens heeft de gemeentelijke overheid van Grâce-Hollogne hun voorwaarden medegedeeld voor de uitvoering van het gebied, met advies van 19 oktober 2009 : « Bij de ontsluiting van dat gebied door SPI+ moet rekening worden gehouden met de nabijheid van de panden en moeten buffergebieden ingesteld worden, enkel de vestiging van niet-verontreinigende en geluidsluwe bedrijven wordt toegelaten (behalve langs de autoweg). Enkel de chaussée de Liège kan dienen als toegangsweg tot dat gebied. Daarnaast moet er een systeem voor het vergaren van regenwater (via een onweersbekken) beoordeeld en uitgevoerd worden om de overbelasting van het huidige rioolnet te voorkomen waardoor het water kan afvloeien naar de rue des Grosses Pierres. »

De opnemings van de woningen gelegen langs de chaussée de Liège kan o.a. de toegang tot het gebied waarborgen via enkel de chaussée de Liège, waardoor aan de bekommernissen van de bezwaarindieners in verband met het verkeer tegemoet kan worden gekomen.

De auteur van het onderzoek en de CWEDD verzoeken dat de groene rand om de autoweg behouden blijft. Daar gaat de Waalse Regering op in door de noord-oostelijke grens van het gebied samen te laten vallen met de grens van het autowegdomein.

Industriële bedrijfsruimte « Bremhove-Mafer ».

De auteur van het onderzoek acht dat de niet-omvorming van het bestaande woongebied tot industriële bedrijfsruimte tot braakland zou kunnen leiden. Hij onderstreept evenwel dat er een bepaald aantal hinderfactoren zouden kunnen ontstaan uit de ontsluiting van het gebied, voor de woningen van de chaussée de Liège. Daarom opport de CRAT de suggestie om een gemengde bedrijfsruimte op te nemen.

De auteur van het onderzoek stelt vast dat de onderneming Bremhove/Mafer de gronden in het woongebied al gedeeltelijk bezet. Hij stelt aanbevelingen voor, voor de uitvoering ervan.

De uitvoering van de industriële bedrijfsruimte moet de opslag- en behandelingsactiviteit beperken. Activiteiten die geluidshinder en trillingen veroorzaken voor de nabij gelegen woningen moeten uitgesloten worden. De Waalse Regering wenst overigens dat de toegang tot het gebied gebeurt via de bestaande industriële bedrijfsruimte en niet via de chaussée de Liège. Alle nodige afzonderingsmaatregelen worden getroffen om de geluids- en visuele hinder te beperken.

De auteur van het onderzoek en de CWEDD verzoeken dat de groene rand om de autoweg behouden blijft. De Waalse Regering gaat daarop in door de noordwestelijke grens van het gebied samen te laten vallen met de grens van het autowegdomein.

Grondgebied van de gemeenten Grâce-Hollogne en Fexhe-le-Haut-Clocher.

Het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen ten behoeve van de luchtmachtbasis van Landsverdediging.

Wegens het vertrek van de militaire nunit de basis van Bierset wordt van de opnemings van dat gebied afgezien.

Grondgebied van de gemeente Ans.

Woongebied *S.14.

De auteur van het onderzoek stelt een groot aantal drukfactoren vast voor de ontsluiting van het gebied. Landschappelijk waardevol gebied, hogedrukgasleidingen, bodemverontreiniging en watervervuiling, aantasting van de landbouwactiviteit, onstabiele grond... Om in te spelen op de doelstelling om nieuwe woonzones in te richten op het gewestplan, grondgebied van de gemeente Ans, werden de lokaliserings- en afbakeningsvarianten onderzocht.

De analyse van die varianten is geen onherroepelijk besluit ten voordele van het belang van die varianten ten opzichte van het vooropgestelde gebied. Overigens zouden die varianten gelegen in Xhendremael indruisen tegen de gemeentelijke optie tot inachtneming van het landelijk karakter van dat deelgebied.

De drukfactoren in verband met de landschappelijk waardevolle omtrek, de waterwinning en de geotechnische aard kunnen ingeperkt worden door specifieke inrichtingsmaatregelen.

Het grondbeheer van de gemeente Ans op een groot deel van het gebied maakt een gecoördineerd en gecentraliseerd beheer van de drukfactoren mogelijk.

Wat betreft de aanwezigheid van gasleidingen eist de maatschappij Fluxys voorschriften voor de vestiging van infrastructuur. Die voorschriften werden strikt nageleefd.

Overigens moet de ontsluiting zoals voor ieder gebied de globale bestaande wetgeving inzake stedenbouw en leefmilieu naleven, zoals het Waterwetboek.

Het vooropgesteld gebied wordt dus opgenomen op het gewestplan, maar de uitvoering ervan wordt verbonden aan een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag waarvan de opties ernaar streven de ontsluiting te eisen van een inrichting die zo opgevat wordt dat de bouwwerken rondom één of meerdere kernen komen te liggen waarvan de ligging bepaald zal worden in functie van de plaatselijke fysieke kenmerken, de performantie van het verkeers- en distributienet en de eventuele projecten die in het daarnaast gelegen gemeentelijk overleggebied (gemeente Awans) ontwikkeld worden, gefaseerd uitgevoerd waarvan de opvolging in verband houdt met de voltooiing van de bouwwerken van de vorige kern en van het verkeers- en distributienet.

Bijkomend voorschrift *S.14 wordt als aanvullende overdruk dienovereenkomstig op het gebied opgenomen.

Het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen ten behoeve van de sportaccommodatie.

De CRAT stelt vast dat het project voor het voetbalstadion te « zwaar » is om in dat gebied gevestigd te kunnen worden, meer bepaald wegens eventuele mobiliteitsproblemen. De bezwaarindieners merken op dat er potentiële hinder kan ontstaan voor de mobiliteit en in verband met wangedrag als er een voetbalstadionproject tot stand komt.

De CWEDD heeft in het advies van 9 juni 2008 (CWEDD 08/AV.977) aanbevelingen verstrekt op het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag ten behoeve van de ontsluiting van het gemeentelijk overleggebied, in het bijzonder in verband met de parkeerproblemen, mobiliteit en landschappelijke integratie.

Van het stadionproject en het voetbalschoolproject wordt eenduidig afgezien wegens de beslissing van de verantwoordelijken van de Royal Football Club Liégeois om hun accommodatie elders te vestigen.

De CRAT en sommige bezwaarindieners verklaren expliciet of impliciet dat ze niet gekant zijn tegen de bestemming van het gebied als vestiging voor kleine sportaccommodatie.

Een aanvullende oplossing is mogelijk met de bestaande sportaccommodatie ten westen van de heirbaan.

De opnemings van het gebied met als doel de uitvoering van kleine sportaccommodaties verkleint aanzienlijk de potentiële hinder van een voetbalstadion.

Overigens stelt de opnemings van het gebied de zich vestigende projecten er niet van vrij om zich aan de milieueffectenbeoordeling te onderwerpen overeenkomstig artikel 124 van het Wetboek en deel V van boek I van het Milieuwetboek.

Planologische compensaties

De Waalse Regering acht dat de planologische compensatie die zij heeft voorgesteld weldegelijk rekening houdt met artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Wetboek.

Gelet op de opnemings in fine van deze herziening van minder bebouwbare gebieden dan was bedoeld in het voorontwerp wordt de planologische compensatieoppervlakte dienovereenkomstig verminderd. De meest pertinente compensaties worden in overweging genomen.

Grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse

De CWEDD acht dat die planologische compensaties slechts ingaan op een planologische logica en geen compensatie vormen voor het grondverlies geleden door de landbouwbedrijven na bebouwing van die gronden.

De regelgeving verplicht tot de compensatie van de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied door de omvorming van bebouwingsgebieden tot niet-bebouwingsgebieden. Het is bijgevolg verkeerd te denken dat de Waalse Regering op zoek moet naar een herstelling van het bestaande landbouwpotentieel van het gebied dat ze wil bestemmen voor het bedrijfsleven via gebieden die ze wil bestemmen als niet-bebouwingsgebieden.

De bestemming van die compensaties werd bepaald in functie van de bestaande toestand, wat de Waalse Regering ertoe geleid heeft in sommige gevallen te kiezen voor een andere bestemming dan die van landbouwgebied.

Daarnaast vindt de auteur van het onderzoek dat hij « hoewel de valorisering van de landbouwoppervlakte niet automatisch vanzelf spreekt aangezien bepaalde gebieden een duidelijk reliëf vertonen » laat opmerken dat die « bestemmingswijzigingen algeheel wenselijk zijn ten opzichte van de bebouwingsbeginselen en de zorgvuldige aanleg van het grondgebied ».

Daar er afgezien wordt van de opnemings van de woonkernen met een landelijk karakter in combinatie met bijkomend voorschrift *S.14 kan van sommige planologische compensaties afgezien worden op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse. De Waalse Regering onderstreept evenwel de geschiktheid van die omvorming tot niet-bebouwingsgebieden. Het is de wil van de Waalse Regering om deze te vrijwaren als planologische compensaties op het gemeentelijk plan van aanleg waarvan zij de opstart aan de gemeente voorstelt om een nieuw woongebied op te nemen in de nabijheid van het centrum van Saint-Georges-sur-Meuse.

De landbouwgebieden « rue Yernawe » en « Drève du Château » worden dus niet opgenomen als landbouwgebied. Tevens worden de landbouwgebieden vooropgesteld door het ontwerpplan op het gemeentelijk overleggebied niet opgenomen.

Het voorstel om die gebieden te gebruiken als planologische compensatie voor het overleggebied dat de gemeente wil opstarten is vanzelfsprekend geen vrijstelling van de uitvoering van een milieueffectenonderzoek en een openbaar onderzoek zoals bedoeld in de artikelen 50 en 51 van het Wetboek.

De niet-bebouwingsgebieden opgenomen als planologische compensatie op de woongebieden met een landelijk karakter in de reserveringsomtrek blijven dan weer behouden. Die woongebieden met een landelijk karakter bewaren zou immers indruisen tegen het doel van de Waalse Regering bestaande uit het op termijn verhinderen van de bewoning in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur. De auteur van het onderzoek vindt die opnemings van dat parkgebied en van die landbouwgebieden als planologische compensatie verantwoord.

Grondgebied van de gemeente Flémalle

Er gaat geen enkele leefmilieuoverweging tegen de opnemings van het landbouwgebied « Warfusée » in het gewestplan in.

Grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne

Er gaat geen enkele leefmilieuoverweging tegen de opnemings van het lgroengebied langs de autosnelweg A604 en de spoorlijn 36A in het gewestplan in.

Grondgebieden van de gemeenten Bitsingen en Wezet

De auteur van het onderzoek stelt vast dat de bestemming van het Fort van Eben-Emael als natuurgebied op het gewestplan negatieve effecten zou kunnen hebben op de bestaande activiteiten op de site, wegens de talrijke beperkingen dat dit oplegt. De CRAT en de CWEDD treden de auteur van het onderzoek bij in diens vaststelling.

De Waalse Regering beslist om die redenen af te zien van de bestemmingsomvorming van de delen van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen waar de meeste bestaande activiteiten zich afspelen. Bijgevolg ziet zij af van de opnemings van het parkgebied en van een deel van het natuurgebied voorzien voor de site van het Fort van Eben-Emael op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2012 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Namen (blad 34/6) en tot aannemings van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez);

Namen, 1 maart 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Advies betreffende de aanvraag tot herziening van het gewestplan Liège met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit van Liège-Bierset, de herschikking van de strijdkrachten en de desbetreffende compensaties op het grondgebied van de gemeenten Ans, Bitsingen, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges-sur-Meuse en Wezet

Inleiding

Aanhangigmaking en antwoord.

In haar schrijven dat op 28 oktober 2009 in ontvangst genomen werd, heeft de cel Ruimtelijke Ontwikkeling de « Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) » verzocht om adviesverlening binnen een termijn van 60 dagen. De afdeling « Normatieve inrichting » van de « CRAT » heeft gezorgd voor de voorbereiding van het advies.

Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium heeft het advies van de « CRAT » betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan, alsook uit het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

Voorgeschiedenis

De « CRAT » heeft al verschillende adviezen over dat ontwerp uitgebracht :

op 24 augustus 2007 heeft de « CRAT » een advies uitgebracht over het voorontwerp van herziening van het gewestplan en over de ontwerp-inhoud van het effectonderzoek (Ref. : 07/CRAT.A 613-AN);

op 10 maart 2009 heeft de « CRAT » bemerkingen geformuleerd in verband met de eerste fase van het effectenonderzoek (Ref. 09/CRAT A.769-AN);

De « CRAT » heeft geen bemerkingen geformuleerd i.v.m. de tweede fase van het effectonderzoek daar de geschreven stukken haar niet ten gepaste tijde werden overgemaakt, al werd het dossier haar mondeling uiteengezet op 14 april 2009..

Context van het ontwerp

De herziening van het gewestplan Liège streeft de volgende doelstellingen na :

ruimte voorbehouden voor de bescherming en de vrijwaring van de verkeersinfrastructuur gevormd door de luchthaven Liège-Bierset;

de nodige ruimte voorbehouden voor de herschikking van de Strijdkrachten als gevolg van de uitbreiding van de luchthavenactiviteit van Liège-Bierset op de gronden die door de Strijdkrachten gebruikt werden;

woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse opnemen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Liège;

bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse opnemen;

twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse opnemen.

De herziening van het gewestplan beoogt de opneming van de volgende gebieden :

* op het grondgebied van de gemeenten Ans, Grâce-Hollogne, Flémalle, Fexhe-le-Haut-Clocher en Saint-Georges-sur-Meuse :

— een reserveringsomtrek voor de ruimtes nodig voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur, als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Liège-Bierset;

* op het grondgebied van de gemeente Ans :

— een woongebied, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.14 » op het plan;

— een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

* op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse :

— twee woongebieden met een landelijk karakter, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « * S.14 » op het plan;

— een woongebied met een landelijk karakter;

— een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

— een gemengde bedrijfsruimte;

— twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is;

* op het grondgebied van de gemeente Fexhe-le-Haut-Clocher en Grâce-Hollogne :

— twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

* op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne :

— een gemengde bedrijfsruimte;

— een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.05 » op het plan;

— twee industriële bedrijfsruimtes, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.02 » op het plan;

— een industriële bedrijfsruimte;

— een omtrek voor een ecologisch doorgangsgebied als overdruk van de industriële bedrijfsruimte « Ferdoux ».

* op het grondgebied van de gemeente Flémalle :

— de grens van de gemengde bedrijfsruimte gelegen op het grondgebied van de gemeente Flémalle waarvoor het bijkomend voorschrift gemerkt « *S.04 » op het plan niet geldt.

Als planologische compensaties voorziet de herziening van het gewestplan in de opneming van de volgende gebieden :

* op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse :

— tien landbouwgebieden;

— een parkgebied;

* op het grondgebied van de gemeente Flémalle :

— een landbouwgebied;

* op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne :

— een groengebied;

- * op het grondgebied van de gemeente Bitsingen :
 - een parkgebied;
 - een natuurgebied;
 - een groengebied;
 - twee landbouwgebieden;
- * op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet :
 - een natuurgebied;
 - een landbouwgebied.

ADVIES

Na kennisneming en analyse van het geheel van de onder punt 1.1 opgesomde elementen van het dossier en na een terreinbezoek brengt de « CRAT » een gunstig advies over het ontwerp uit, mits inachtneming van de volgende bemerkingen en opmerkingen :

Wat de gemengde bedrijfsruimte in Saint-Georges-sur-Meuse betreft

De « CRAT » acht dat de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte in Saint-Georges-sur-Meuse het voorwerp zou moeten uitmaken van een bijkomend voorschrift op grond waarvan de vestiging van kleinhandel in het gebied uitgesloten wordt. Het blijkt immers dat de behoeften aan ruimte bestemd voor handelsactiviteiten op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse niet bewezen zijn.

Wat de woongebieden met een landelijk karakter in Saint-Georges-sur-Meuse betreft

De « CRAT » is de mening toegedaan dat de opnemings van twee woongebieden in Saint-Georges-sur-Meuse niet gerechtvaardigd is. Het woongebied « Notre-Dame de Hal » bevindt zich gedeeltelijk op de vollersaarde uit de zanden van Herve die stabiliteitsproblemen kunnen veroorzaken en het woongebied « de la Sarte » is relatief afgezonderd van de voornaamste wegennetwerken. De « CRAT » stelt echter vast dat die gebieden al het voorwerp zijn geweest van een principiebeslissing in het kader van de procedure tot herziening van het gewestplan Liège die bij besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 aangenomen werd.

De « CRAT » is het voorstel van de gemeenteraad van Saint-Georges-sur-Meuse dat in het kader van het openbaar onderzoek gedaan werd en dat erin bestaat een woongebied met een landelijk karakter tussen het dorp en de autosnelweg E42 op te nemen, eerder gunstig gezind. Dat voorstel lijkt relevanter want de bebouwde kern van het dorp Saint-Georges-sur-Meuse zou erdoor versterkt kunnen worden.

Wat de industriële bedrijfsruimte « MAFER » in Grâce-Hollogne betreft

De « CRAT » brengt een ongunstig advies uit i.v.m. de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op die plek, rekening houdend met de mogelijke gevolgen van een industriële activiteit voor het dichtbijgelegen woongebied.

De « CRAT » acht het geschikter om een gemengde bedrijfsruimte op die plek op te nemen met een voorschrift dat winkels verbiedt. De vestiging van winkels is niet relevant omdat ze moeilijk toegankelijk zijn voor andere vervoermiddelen dan de auto en omdat de ligging ervan gedecentreerd is t.o.v. de stadsgebieden.

Wat de gemengde bedrijfsruimte « chaussée de Liège » in Grâce-Hollogne betreft

De « CRAT » acht dat de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte van het tertiaire type en van kleinhandel in Grâce-Hollogne niet gerechtvaardigd lijkt te zijn omdat het in de onmiddellijke buurt van het bestaande woongebied ligt. Daarenboven, aangezien de « CRAT » voorstelt om een gemengde bedrijfsruimte in het gebied « Mafer » op te nemen, lijkt het terreinaanbod voor bedrijfsruimte op het grondgebied van Grâce-Hollogne te volstaan.

Wat het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen in Fexhe-le-Haut-Clocher en Grâce-Hollogne betreft

Gelet op de onzekerheid betreffende de herschikking van de Strijdkrachten op het nationale grondgebied, stelt de « CRAT » voor om een omkeerbaarheidsclausule op het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen toe te passen. Dat gebied zoals gedefinieerd is het gevolg van een overeenkomst tussen het Waalse Gewest en Defensie (2002-2003), die nog steeds van kracht is. Het Gewest is zijn verbintenissen nagekomen door dat gebied aan het gewestplan te voorbehouden maar Defensie zou kunnen beslissen die overeenkomst op te zeggen. In dat geval zou de toestand die voor de gewestplanherziening gold via de omkeerbaarheidsclausule hersteld kunnen worden.

Wat de gemengde bedrijfsruimte « Les Cahottes » in Flémalle betreft :

De « CRAT » ondersteunt de afschaffing van het voorschrift *SO4 van de gemengde bedrijfsruimte Cahottes in Flémalle, zoals voorgesteld door de Regering in haar ontwerp van gewestplanherziening, aangezien het gaat om de rechtzetting van een materiële fout en gezien het huidige percentage van gebruik van het gebied.

Wat betreft het gebied « Warfusée » in Flémalle waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is

De « CRAT » geeft een gunstig advies over de desurbanisatie van dat gebied.

Wat het woongebied Ans betreft

De « CRAT » acht dat de opnemings van een woongebied van 43 hectaren te Ans niet gerechtvaardigd is rekening houdend met het bestaande aanbod in het bebouwbare gebied op het grondgebied van die gemeente. Het gebied vertoont ook milieu-eisen (aanwezigheid van voormalige fosfaatexploitaties, aanwezigheid van draineergalerijen...) die de bebouwing van het gebied bemoeilijken. De « CRAT » stelt echter vast dat dat gebied al het voorwerp is geweest van een principiebeslissing in het kader van de procedure tot herziening van het gewestplan Liège die bij besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 aangenomen werd.

Wat het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen in Ans betreft

De « CRAT » stemt in met de herbesteding als gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen om er sportinfrastructuur te ontwikkelen. Ze herhaalt evenwel haar advies dat ze uitgebracht heeft in het kader van het « Rapport urbanistique et environnemental van het gebied « Route militaire » (ref : 08/CRAT A. 691-AN) waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is. Daarin wijst ze erop dat

de locatie de mogelijkheid biedt om een complementariteit te creëren met de bestaande sportinfrastructuren aan de andere kant van de militaire weg (wielerbaan, tennis, petanque...) maar dat het programma te zwaar is (voetbalstadion, voetbalopleidingsschool, BMX-circuit, golf practice). Ze acht dat de voetbalactiviteit voorrang moet krijgen en dat eerst de mobiliteitsproblematiek geregeld dient te worden.

Wat het natuurgebied van het Fort van Eben-Emael te Bitsingen betreft

De « CRAT » acht dat de planologische compensaties betreffende het Fort van Eben-Emael gevolgen voor de activiteiten van het fort zouden kunnen hebben. In het natuurgebied zijn immers alleen handelingen en werken toegelaten die noodzakelijk zijn voor de actieve of passieve bescherming van de biologisch waardevolle natuurlijke milieus of van de soorten waarvan de bescherming zich opdringt.

Om het behoud van de activiteit van het fort te bevorderen en om de werken i.v.m. het onderhoud van de gebouwen mogelijk te maken, stelt de « CRAT » voor om het gebied te bestemmen als groengebied, omdat het minder restrictief is wat betreft de werken die er uitgevoerd mogen worden.

Philippe BARRAS,
voorzitter

Lijst van de bezwaarindieners

Gemeente Ans

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
CHEVREMONT	Jacqueline	Rue du Fays	55	4450	LANTIN
COURTOIS	Thérèse	Rue J. Martin	12	4450	LANTIN
DELSA	Philippe	Rue Basse Voie	45	4450	LANTIN
DEUSE	Denis	Rue du Fays	55	4450	LANTIN
GEERTS	Daniel	Rue du Fays	40	4450	JUPRELLE
GOREUX	Guy	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
GOREUX	Vincent	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
HERMANS	Isabelle	Rue du Fays	40	4450	JUPRELLE
LAMOLINE	Thierry	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
LAMOLINE	Guillaume	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
LAMPERTZ	Maria	Rue Basse Voie	49	4450	LANTIN
LEJEUNE	André	Rue J. Martin	12	4450	LANTIN
MARECHAL	M. Rose	Rue du Fays	67	4450	JUPRELLE
MOCKELS	Johan	Rue Basse Voie	49	4450	LANTIN
NAVEAU	Claire	Rue du Fays	61	4450	LANTIN
PEETERS	Karine	Rue Basse Voie	45	4450	LANTIN

Gemeente Fexhe-le-Haut-Clocher

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
BRESMAL	Charles en familie	Grand-Route	35	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
CREPIN	Marianne	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux
DELEDICQ - CHARLIER	Jean-Marie en Chantal	Grand-Route	5	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
DELPORT	Marie	Rue de la Cornette	20	4347	Voroux-Goreux
DIEUDONNE - CAVERENNE	Alfred en Anne-Marie	Rue de la Chapelle	78	4347	Voroux-Goreux
DOCK - BEN MOUSSA	Lionel en Nathalie	Grand-Route	25	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
FRESON	Sophie	Rue de la Cornette	12-14	4347	Voroux-Goreux
GONDA	Estelle	Grand-Route	9	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
KALBUSCH - SERVAIS	Pascal en Anne	Grand-Route	3	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
KORDA - DIDION	Benoît en Aurélie	Rue de Velroux	45	4347	Voroux-Goreux
MATHY	H.	Rue de la Cornette	26	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
MEROLA - LEPRINCE	Christophe en Delphine	Grand-Route	21	4347	Voroux-Goreux
ORBAN	Jean-Paul	Rue de la Cornette	32	4347	Voroux-Goreux
PARENT - BUSTIN	Frédéric en Sophie	Rue de la Cornette	30	4347	Voroux-Goreux
PETERS - DELREE	Luc en Odette	Rue de la Cornette	22	4347	Voroux-Goreux

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
RENWART	Marc en famille	Grand-Route	35	4347	Voroux-Goreux
VANEETVELD	Jenny	Avenue Rogier	8/3	4000	Luik
VANEETVELD	Alain	Grand-Route	9	4347	Fexhe-le-Haut-Clocher
VANGENECHTEN	Marie-Josée	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
VOSSSEN	Gaëlle	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
VOSSSEN - ADAM	Germain en Michèle	Rue de la Cornette	10	4347	Voroux-Goreux
WOUTERS (AWOUTERS)	Servais	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux
WOUTERS (AWOUTERS)	Jean-Pierre	Rue de la Cornette	18	4347	Voroux-Goreux

Gemeente Flémalle

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
Familie POITIER		Rue des Awirs	226	4400	AWIRS
Familie MAAS-PIROTTE		Rue du Cowâ	213	4400	LES AWIRS

Gemeente Grâce-Hollogne

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
ANTROP	Nicole	Rue des Grosses Pierres	11	4460	GRACE-HOLLOGNE
Architect Pierre GERMAÏ voor de Vennootschap BREMHOVE		Rue du Bois de Breux	122b	4020	LUIK
AUGUSTO-HANNESSE	Fransisco-Jacqueline	Rue Sainte-Anne	91	4460	GRACE-HOLLOGNE
AUGUSTO-MARTINEZ	Laurie	Rue Sainte-Anne	91	4460	GRACE-HOLLOGNE
BALDON	Ida	Rue des Grosses Pierres	7	4460	GRACE-HOLLOGNE
BARBE	Saggiatoro	Rue des Grosses Pierres	43	4460	GRACE-HOLLOGNE
BAWIN	Luc	Pas Saint-Martin	2	4460	GRACE-HOLLOGNE
BEAULEN	Andrée	Rue des Grosses Pierres	6	4460	GRACE-HOLLOGNE
BEK	Stéphanie	Rue des Saules	20	4460	GRACE-HOLLOGNE
BENTINEGUA	Giovanni	Chaussée de Liège	126	4460	GRACE-HOLLOGNE
Advocatenkantoor Gérald HORNE voor de heer en mevr. Robert en Dominique RINGLET		Rue Huit Mai	59	4460	GRACE-HOLLOGNE
Advocatenkantoor Gérald HORNE voor mevr. ROM- AND Pascale		Rue Huit Mai	59	4460	GRACE-HOLLOGNE
Kantoor Elegis voor de heer GRUTMAN Marc		Place des Nations-Unies	7	4020	LIEGE
CASTELLE	Claude	Rue des Grosses Pierres	81/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
CROUGHS	Henri	Chaussée de Hannut	563/561	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANGELIS	Emmanuelle	Rue des Grosses Pierres	2/3	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANTINO	Stéphanie	Rue des Grosses Pierres	32	4460	GRACE-HOLLOGNE
D'ANTINO	Alberto	Rue des Grosses Pierres	32	4460	GRACE-HOLLOGNE
DEWAELEHEYS	Jacqueline	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
DUPONT	Henri	Chaussée de Hannut	557	4460	GRACE-HOLLOGNE

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
FAMILLE RAMAKERS-BALDON		Rue des Grosses Pierres	23	4460	GRACE-HOLLOGNE
FRANCK-FOURNEAU	Yvette	Rue Sainte-Anne	75	4460	GRACE-HOLLOGNE
GHENNE	Cécile	Chaussée de Liège	138	4460	GRACE-HOLLOGNE
GILNAY	Jenny	Chaussée de Liège	144	4460	GRACE-HOLLOGNE
GODIN	Philippe	Rue des Grosses Pierres	24	4460	GRACE-HOLLOGNE
HANNESSE-SAGGORATO	Georges-Mirella	Rue des Grosses Pierres	22	4460	GRACE-HOLLOGNE
HEUSDOIN	Fernand	Chaussée de Liège	130	4460	GRACE-HOLLOGNE
INFONTIGO	David	Chaussée de Liège	138	4460	GRACE-HOLLOGNE
IPPOLITO	Salvatore	Grosses Lurris	2	4460	GRACE-HOLLOGNE
JACOB	Pierre	Rue des Grosses Pierres	27/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
JEHAER	Marguerite	Chaussée de Liège	161	4460	GRACE-HOLLOGNE
JOTTAY	Anne	Rue des Grosses Pierres	27/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMBOTTE	David	Rue des Grosses Pierres	2/1	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMCHACHTI	Sarah	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
LAMCHACHTI	Aldo	Chaussée de Liège	132	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEJEUNE	Mireille	Rue des Grosses Pierres	64	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Paul	Rue des Grosses Pierres	15	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Marc	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LEONET	Jean-Jacques	Rue des Grosses Pierres	46	4460	GRACE-HOLLOGNE
LIPOWSKI-STEMPNIEWICK	Elisabeth	Rue des Saules	12	4460	GRACE-HOLLOGNE
MAHURAGIZA	Léonard	Chaussée de Liège	128	4460	GRACE-HOLLOGNE
MASSIN	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	81	4460	GRACE-HOLLOGNE
MELTON	David	Rue Sainte-Anne	99	4460	GRACE-HOLLOGNE
MESTRE-SEVERI	Marie-Louise	Rue des Grosses Pierres	39	4460	GRACE-HOLLOGNE
MICCOLI	Alvira	Rue des Grosses Pierres	22	4460	GRACE-HOLLOGNE
PAUWELS	Luc	Rue des Grosses Pierres	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
PAUWELS	Marc	Rue des Grosses Pierres	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
PIGNOLONI	Jean-Luc	Rue des Grosses Pierres	38	4460	GRACE-HOLLOGNE
RAMAKERS	Isabelle	Rue des Grosses Pierres	23	4460	GRACE-HOLLOGNE
RENE	Didier	Rue des Grosses Pierres	64	4460	GRACE-HOLLOGNE
RENIER	A.	Rue Sainte-Anne	93	4460	GRACE-HOLLOGNE
RINGLET	Robert-Dominique	Rue du Village	79	4460	GRACE-HOLLOGNE
ROSTUCCIA	Paolo	Rue des Grosses Pierres	16	4460	GRACE-HOLLOGNE
SCALISE	Graziella	Rue des Grosses Pierres	2/2	4460	GRACE-HOLLOGNE
SPRL LOFIAM		Chaussée de Liège	130	4460	GRACE-HOLLOGNE
TITS	Véronique	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
VANKEREKHOVEN-TAKAS		Rue des Grosses Pierres	25	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Sévène	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Jean-François	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE
VOLANT	Michaël	Rue des Grosses Pierres	28	4460	GRACE-HOLLOGNE

Gemeente Saint-Georges-sur-Meuse

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
ALBERT	De heer	Avenue Eugène Ysaye	26	4053	EMBOURG
ALBERT	Camille	Avenue Eugène Ysaye	26	4053	EMBOURG
BEELEN	De heer en Mevr.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BELLEAU	Yves en Alexandra	Rue de la Vallée	6	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BODSON	J.	Rue de la Bourse	40	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BONHIVER-BOURGUIGNON	J. en C.	Campagne d'Oulhay	1	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
BOURGEOIS	Lucie	Rue Albert 1 ^{er}	41A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Bureau Bours & Associés voor CRESPO MENCAS	Maria-Rosa	Chaussée Verte	77	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Bureau Bours & Associés voor de vennootschap FRANIM SA		Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
Bureau Bours & Associés voor de heer Jacques CRESPO		Chaussée Verte	78	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
Bureau Bours & Associés voor de heer Pol PIROTTE		Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
CARLISI	De heer en Mevr. R.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
CARLISI	De heer en Mevr. M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DARVILLE	Véronique	Avenue Grand Cortil	39	4053	EMBOURG
DARVILLE	Pierre	Rue du Centre	75	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAVID	Jacques	Rue E. Delcour	63	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAVID	Arthur	Rue de Warfusée	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DAWANCE	De heer en Mevr. T.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
DESMET	De heer en Mevr. M.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
FLUXYS					
FONTAINE	De heer en Mevr. J-D	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
FOSSOUL	Louis	Rue Albert 1 ^{er}	41A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GABRIEL	Mevr. en de heer Claude	Rue de Bende	10	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GRZEMPOWSKI		Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GRZEMPOWSKI - NAHON		Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
GUSTIN-RUELLE	De heer en Mevr.	Rue Warfée	14	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HAVELANGE	Paul	Chaussée Verte	155	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HAVELANGE	Marie-Louise	Chaussée Verte	155	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
HUBY	Mevr. S.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
KAESMACHER - MAUHIN	De heer en Mevr.	Rue de la Vallée	4	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT	André	Rue Reine Astrid	52	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT	Jean-Marie	Rue Emile Delcourt	86	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
LAMBERT-FONTAINE	Mevr. L.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Philippe	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Joseph	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	André	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MACORS	Jules	Rue du Château d'Eau	50-52-52A	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MARECHAL	Philippe	Rue du Centre	128	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MARECHAL	Philippe, Monique, Suzanne	Rue du Centre	128	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MEROTTE	J.				
MEROTTE	Flore	Rue E. Delcour	72	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
MEROTTE	Marie-Claire	Rue E. Delcour	72	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ORBAN	Victor	Rue du Centre	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ORBAN	Suzanne	Rue du Centre	29	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
PETRODIS SA		Rue Voie de Roumont	30	4537	VERLAINE
POTY	Jean	Rue Hamels	56	4367	CRISNEE
RAEMAKERS	De heer en Mevr. N.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
SOCIETE MEUSE CONDROZ LOGEMENT					

NAAM	VOORNAAM	Straat	Nr.	Post-code	Stad
SWENNEN	Gilbert	Rue de la Vallée	8	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
VANHEESWYCK	Jean-Paul	rue Albert Pirson	29	4540	AMAY
VANHEESWYCK	Michel en Isabelle	Boulevard des Combattants	1	4470	STOCKAY
WILMART-BABA	De heer en Mevr.	Riverains Rue de Bende		4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
ZIMMERMAN	Marie-Claire	Rue Grevesse	44	4470	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE

Gemeente Wezet

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
AERTS	Théza	Maison de repos « Les Peupliers »		HERMALLE-SS-ARGENTEAU
AERTS-HENQUET	De heer en Mevr.	Rue Saint-Léonard 284	4000	LUIK
ALTMANN	Gaëlle	Rue des Battes 19	4600	WEZET (Lanaye)
ANDREAE	E.	Rue du Village 90	4600	WEZET (Lanaye)
ANTELIO	Marisa	Rue de l'Ecluse 71	4600	WEZET (Lixhe)
ARETZ	Pierre	Rue Mississippi 9	4000	LIEGE
AUTMANNS	Fanny	Les Cerisiers 56	4800	PETIT-RECHAIN
BAILLIAN	Daniel	Rue Wislet 3	4600	WEZET (Lanaye)
BALAMONTE	B.	rue Long Prés 16/A	4680	HERMEE
BALTUS	Marie	Rue du Village 33	4600	WEZET (Lanaye)
BANEUX (?)	Laurie (?)	Rue de l'Ecluse 22	4600	WEZET
BAR	Marie-Josée	Rue aux Chevaux 26	4600	WEZET (Lixhe)
BAR	Paulette	Rue de la Croix 40	4600	WEZET (Lixhe)
BARTHOL	Annette	Sur les Roches 4	4600	WEZET
BASTIAENS		Rue de Liège 130	4600	WEZET (Lixhe)
BASTIEN	Michaël	Rue de la Croix 44	4600	WEZET (Lixhe)
BEGASSE	René	Rue des Trois Fermes 5	4600	WEZET (Loën)
BELLEN	J.	Rue Basse 40 D/2	4600	WEZET
BERTHUS	Georgette	Rue du Village 74	4600	WEZET (Lanaye)
BETTONVILLE - BEERTS	Jean-Lucienne	Rue du Bois du Bosquet 85	1331	ROSIERE
BLAFFART	Danielle	Rue de Liège 45	4600	WEZET (Lixhe)
BLAFFART	Nico	Rue de Liège 47	4600	WEZET (Lixhe)
BLAFFART	Théo	Rue de l'Abbaye 23	4520	WANZE
BOX	Carine	Rue de l'Ecluse 85	4600	WEZET (Lixhe)
BRAILLON	Gérard	Rue Lambert Mayers 23	4600	WEZET (Lixhe)
BRAINE	Yvonne	Rue Wislet 12	4600	WEZET (Lanaye)
BRINK	Albertha	Rue de Lanaye 91	4600	WEZET (Lanaye)
BRISBOIS	Georgette	Rue Crémers 1	4600	WEZET (Lanaye)
BRISBOIS	Suzanne	Rue du Village 26	4600	WEZET (Lanaye)
BRUYERE	Christine	Rue de Lixhe 59	4600	WEZET (Lixhe)
BULLY	Chantal	Rue des Battes 22	4600	WEZET (Lixhe)
CAENEN	Jeanne	Rue de l'Ecluse 15	4600	WEZET (Lanaye)
CAILLARD	Jean Claude	Rue de l'Ecluse 102	4600	WEZET (Lixhe)

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
CHARPENTIER	Audrey	Rue Paradis 4	4600	WEZET (Lixhe)
CHASTREUX	Nathalie	Rue de la Croix 30	4600	WEZET (Lixhe)
CHASTREUX	Patrick	Rue de la Croix 36	4600	WEZET (Lixhe)
CHASTREUX	Patrick	Rue du Cimetière 1	4600	WEZET (Lanaye)
CHAVEZ	Sonia	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
CHEVIGNE	Nicole	Rue du Midi 21	4130	ESNEUX
CHIODO	Luigi	Rue Aux Chevaux 22	4600	WEZET (Lixhe)
CLAESSENS	Cox	Rue du Hourmay 26	4600	WEZET (Loën)
CLAESSENS	Christian	Rue Martin Gritte 6	4600	WEZET (Lixhe)
CLAEYS	Anne	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WEZET (Lixhe)
COLINET	Geneviève	Rue Paradis 20	4600	WEZET (Lixhe)
COLLINET	Marie-José	Rue Seronval 1	4600	WEZET (Lanaye)
CORSWAREM	Line	Rue E. Renan 3/2	4460	GRACE-HOLLOGNE
CORTIS (?)	Isabelle	Rue de Lanaye 37	4600	WEZET (Lanaye)
COUCLET	Pascal	Rue de Loën 15	4600	WEZET (Lixhe)
COUMANS	Joëlle	Rue Lambert Mayers 7	4600	WEZET (Lixhe)
CRUTZEN	Eric	Rue de Lanaye 33	4600	WEZET (Lanaye)
CRUTZEN	X.	Rue du Village 59	4600	WEZET (Lanaye)
DAEMEN		Rue de Lanaye 132	4600	WEZET (Lanaye)
DAEMEN	Nelly	Rue du Village 30	4600	WEZET (Lanaye)
DARDENNE	Dominique	Rue de Liège 124	4600	WEZET (Lixhe)
DE MOOR	Céline	Rue Biesmans 8	4600	WEZET (Lanaye)
DEBIE	Martine	Rue Piralewe 4	4600	WEZET (Lanaye)
DEBY	Noémie	Rue de la Croix 9	4600	WEZET (Lixhe)
DEFAUX	René	Rue Wislet 12	4600	WEZET (Lanaye)
DEFAYS		Clos de la Sucrierie 10	4600	WEZET
DELATTE	Ph.	Rue Grand Moulin 22	4671	SAIVE
DELCOURT	J-P	Rue Lucassen 1	4600	WEZET (Lanaye)
DELEPONT	Lambert	Rue Haute 106	4690	BITSINGEN
DELVAUX	Josée	Rue de Lanaye 124	4600	WEZET (Lanaye)
DELVAUX	Sophie	Rue Souvenière 96	4900	SPA
DEMOOR	Albert	Rue Martin Gritte 8	4600	WEZET (Lixhe)
DEPREZ	A.	Rue de Liège 77	4600	WEZET (Lixhe)
DERINE	Monique	Rue Deru Dehayes 15	4802	HEUSY
DESUTTER	Jacqueline	Rue F. Nicolay 255	4420	SAINT-NICOLAS
DHOOME	Ch.	Rue du Château 32	4600	WEZET (Lixhe)
DIMANCHE	Caroline	Quai du Barrage 44	4600	WEZET (Lixhe)
DISCART	Alain	Rue Bartels 11	4600	WEZET (Lanaye)
DOCHAIN	Charles	Rue de l'Ecluse 99	4600	WEZET (Lixhe)
DOSSERAY		Rue des Battes 18	4600	WEZET (Lanaye)
DOTHEE	M-P	Rue Wislet 11	4600	WEZET (Lanaye)
DRICOT	Patrick	Rue de l'Ecluse 69	4600	WEZET
DROUGUET	Guy	Cour Phillipart 7	4600	WEZET (Lixhe)

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
DUBOIS	Nadine	Rue Wislet 10	4600	WEZET (Lanaye)
DUFOUR	Christian	Rue Spinard 12	4600	WEZET (Lixhe)
DUMONT	Myriam	Rue Bartels 1	4600	WEZET (Lanaye)
DUPONT	De heer en Mevr.	Rue des Battes 25	4600	WEZET (Lanaye)
EMBRECHTS	René	Rue Village 116	4600	WEZET (Lanaye)
EMO	Didier	Rue de Lixhe 59	4600	WEZET (Lixhe)
EMO (?)	Sandra	Rue de Liège 172	4600	WEZET (Lixhe)
ERHABOR	Patrice	Rue du Village 90	4600	WEZET (Lanaye)
FAUCONNIER	Marie-José	Rue Seronval 2	4600	WEZET (Lanaye)
FEDERICO	Stefania (?)	Rue du Village 35	4600	WEZET (Lanaye)
FERRANTE		Rue Long Prés 16	4680	HERMEE
FERRARO	Antonio	Rue du Village 35	4600	WEZET (Lanaye)
FOURNY	Jacques	Rue de la Croix 48	4600	WEZET (Lixhe)
FRAIKIN	Emile	Rue Vaux 2	4600	WEZET (Lixhe)
FRIJNS	Pierre	Rue de Liège 52	4600	WEZET (Lixhe)
GAERTS	Marcelle	Quai de Coronmeuse 5	4000	LUIK
GAION	Madeleine	Rue aux Chevaux 24	4600	WEZET (Lixhe)
GALLER	Marie-Astrid	Rue de Lixhe 49	4600	WEZET (Lixhe)
GEBOERS	Pascale	Rue des Battes 2A	4600	WEZET (Lanaye)
GEBOERS	P.	Rue Wislet 11	4600	WEZET (Lanaye)
GIELISSEN	Thanaëlle	Rue Martin Gritte 17	4600	WEZET (Lixhe)
GIETKA	Joseph	Rue Collinet 5	4600	WEZET (Lanaye)
GILISSEN	Pierre	Rue du Calvaire 59	4000	LUIK
GILLET-VERDIN	De heer en Mevr.	Rue Vieille Tour 3	4600	WEZET (Lixhe)
GODFRIN		Rue du Village 84	4600	WEZET (Lanaye)
GOMEZ	Ch	Rue des Battes 28	4600	WEZET (Lanaye)
GORISSEN	Emilie	Calamine 103	4801	STEMBERT
GRAEVEN	Henri	Rue du Canal 5	4600	WEZET (Lixhe)
GRAFF	Patricia	Rue de Lanaye 89	4600	WEZET (Lanaye)
GRAILET	Michaël	Avenue des Thermes 128/2	4050	CHAUDFONTAINE
GRAILET	Paul-Henri	Rue de Maestricht 15	4600	WEZET
GRAILET	Jean-François	Rue de Maestricht 15	4600	WEZET
GREFFE	Alain	Rue de Liège 16	4600	WEZET (Lixhe)
GREFFE	Murielle	Rue Spinard 12	4600	WEZET (Lixhe)
GROSJEAN	Mariette	Rue Paradis 45	4600	WEZET (Lixhe)
GUERRERO	Carmen	Place du Tige 11	4600	WEZET (Lixhe)
GUILLAUME	Marthe	Rue Basse Hez 13	4653	BOLLAND
HABAY	Séverine	Rue Piralewe 3	4600	WEZET
HAEKENS	Maxime	Rue du Village 74	4600	WEZET (Lanaye)
HALLEUX	Jean-Marie	Rue des Battes 11	4600	WEZET (Lanaye)
HALLEUX	Benjamin	Rue des Battes 24	4600	WEZET (Lanaye)
HAMOIR	Bruno	Rue d'Anixhe 132	4450	JUPRELLE
HARDY	Henriette	Rue de Lanaye 100	4600	WEZET (Lanaye)

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
HARDY	Alain	Rue Michel	4684	OUPEYE (Haccourt)
HARDY	Jacques	Sur les Roches 23	4600	WEZET
HARDY-BLAFFART	De heer en Mevr.	Rue de Lanaye 79	4600	WEZET (Lanaye)
HEBRANS	Henri	Rue des Battes 16/B	4600	WEZET (Lanaye)
HEBRANS	Damien	Rue des Battes 16/B	4600	WEZET (Lanaye)
HEBRANS	Laëtitia	Rue des Battes 24/A1	4600	WEZET (Lanaye)
HEBRANS	Nicole	Rue du Village 20	4600	WEZET (Lanaye)
HEGGEN	Pauline	Rue de Wezet 697	4020	LUIK (Wandre)
HENQUET	Jean-Pierre	Quai du Barrage 44	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Claire	Rue Collard 2	4600	WEZET (Lanaye)
HENQUET	Pierre	Rue Collard 2	4600	WEZET (Lanaye)
HENQUET	François	Rue Collard 2	4600	WEZET (Lanaye)
HENQUET	Benjamin	Rue Collard 2	4600	WEZET (Lanaye)
HENQUET	Henri	Rue Crémers 1	4600	WEZET (Lanaye)
HENQUET	Valérie	Rue Cremers 1A	4600	WEZET (Lanaye)
HENQUET	Théo	Rue de la Croix 1	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Denis	Rue de la Croix 1	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Martin	Rue de la Croix 1	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Marguerite	Rue de la Croix 38	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Thibault	Rue de Lixhe 27	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Vincent	Rue de Lixhe 27	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Bernadette	Rue de Lixhe 28	4600	WEZET (Lixhe)
HENQUET	Stéphanie	Rue des Peupliers 3/A1	4690	Roclenge S/Geer
HENQUET	Anne	Rue du village 79	4600	WEZET (Lanaye)
HENQUET	Damien	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET	Nicolas	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET	Remy	Voie des Chanoines 43	4621	RETINNE
HENQUET-HAERDEN		Rue du Village 17 (?)	4600	WEZET (Lanaye)
HERMAN	Ginette	Rue de Strasbourg 2		BOURDON
HERMANS	Michel	Rue du Canal 5	4600	WEZET (Lixhe)
HERMANS	Guy	Rue du Canal 5	4600	WEZET (Lixhe)
HERMANS-LACROIX	De heer en Mevr.	Rue de Liège 80	4600	WEZET (Lixhe)
HEYNEN	J-P	Chaussée de Battice 50	4607	DALHEM
HOUBEN	Miette	Rue du Village 65	4600	WEZET (Lanaye)
HUYNEN	Dominique	Rue de Lixhe 28	4600	WEZET (Lixhe)
HUYNEN	R.	Rue de Lixhe 28	4600	WEZET (Lixhe)
ISERENTANT	G.	Rue des Prés 82	4802	VERVIERS
JADOT	René	Rue de Liège 87	4347	Fexhe-le-haut Clocher
JANSEN	M.	Rue Wislet 9	4600	WEZET (Lanaye)
JANSSEN	Sébastien	Rue Biesmans 8	4600	WEZET (Lanaye)
JANSSEN	François	Rue de Lanaye 128	4600	WEZET (Lanaye)
JANSSEN-OTTEY	De heer en Mevr.	Rue Collinet 26	4600	WEZET (Lanaye)
JOCKIN	Céline	Rue de la Croix 42	4600	WEZET (Lixhe)

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
JOCKIN	Jean-Marie	Rue Blanchamps Hamois 1		HAMOIS
JOCKIN	Nicolas	Rue Houlet 5	4520	WANZE
JOCKIN	Hilda	Rue de l'Abbaye 23	4520	WANZE
JOCKIN	Marguerite	Clos des Mésanges 29	4020	JUPILLE
JONLET	Lisette	Rue des Ponts 9	4684	HACCOURT
JUDONG	Philippe	Rue Neuve-Haye 15	4670	BLEGNY
JUPRELLE	Marie-Louise	Rue Paradis 19	4600	WEZET (Lixhe)
KURT	Augustyniak	rue du Brouck 60	4600	WEZET (Loën)
LABYE		Clos Robinson 31	4600	WEZET
LACROIX	E.	Rue H. Collard 7	4600	WEZET (Lanaye)
LAMBERT	Jean-Marie	Rue des Battes 22	4600	WEZET (Lanaye)
LAMBERT	Daniel	Rue Piralewe 2	4600	WEZET (Lanaye)
LAZARIK	Claude	Rue de Liège 41	4600	WEZET (Lixhe)
LECOMTE	Marceline	Rue de Lixhe 44	4600	WEZET (Lixhe)
LEDUC	Gabriel	Rue du Village 20	4600	WEZET (Lanaye)
LEENDERS	Marie-Louise	Rue des Pervenches 27	4600	WEZET
LEHENERZ		Rue Spinard 10	4600	WEZET (Lixhe)
LEJEUNE		Rue du Cimetière 9	4600	WEZET (Lanaye)
LELTZ	JD	Rue Maison Blanche 1	4600	WEZET (Lanaye)
LEMLIN	Françoise	Rue de Liège 118	4600	WEZET (Lanaye)
LEMLIN	Gérard	Rue du Village 65	4600	WEZET (Lanaye)
LEMLIN	Julie	Rue du Village 65	4600	WEZET (Lanaye)
LENAERTS	Vincent	Rue Jean Lacroix 6	4600	WEZET (Lanaye)
LENAERTS-BELBOOM	De heer en Mevr.	Place du Roi Albert 21	4600	WEZET (Lanaye)
LENBERT	Fabienne	Quai du Barrage 8	4600	WEZET (Lixhe)
LEROY	Joseph	Rue des Ponts 9	4684	HACCOURT
LETINON-VRANCKEN	De heer en Mevr.	Rue L'aumont, 5	4690	EBEN-EMAEL
LEVAUX	Albert	Rés. J. Lambert 49	4607	DALHEM
LHEUREUX	Yves	Rue de la Montange 73	4600	WEZET (Loën)
LICKI	Josette	Rue de Liège 104	4600	WEZET (Lixhe)
LICKI	Yvette	Rue de Liège 116	4600	WEZET (Lixhe)
LOIX	Daniel	Rue de Liège 72	4600	WEZET (Lixhe)
LOVERIX	Marie-Josée	Rue de Liège 172	4600	WEZET (Lixhe)
LOWETTE	Alex	Rue de Lanaye 100	4600	WEZET (Lanaye)
LUX	Eric	Rue Martin Gritte 14	4600	WEZET (Lixhe)
MAGNUS	François	Rue du Village 76	4600	WEZET (Lanaye)
MAJEAN	Albert	Rue de l'Ecluse 98	4600	WEZET (Lixhe)
MAJEAN	Bénédicte	Rue de l'Ecluse 99	4600	WEZET (Lixhe)
MARGIOTTA	Roberto	Rue de Lixhe 43	4600	WEZET (Lixhe)
MARTIAL	Dany	Rue de Lanaye 122	4600	WEZET (Lanaye)
MARTIN	Joseph	Cour Phillipart 2	4600	WEZET (Lixhe)
MASSART	Louis	Rue de Wezet 5	4607	DALHEM
MASTELINCK	Colette	Rue Lambert Mayers 23	4600	WEZET (Lixhe)

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
MATHELIN	Christelle	Rue des Battes 2/C	4600	WEZET (Lanaye)
MAWHIN	Stéphanie	Rue de Clécy 88	4610	BEYNE-HEUSAY
MEIJERS	Maria	Rue du Cimetière 6	4600	WEZET (Lanaye)
MESTEROM	Jean	Rue de Lixhe 46	4600	WEZET (Lixhe)
MILET	Jean-François	Rue Bartels 1	4600	WEZET (Lanaye)
MOOR	Julie	Rue du Vicinal 30	4670	BLEGNY
MORRIER	Françoise	Rue Collard 2	4600	WEZET (Lanaye)
MORRIER	Pierre	Rue de la Croix 38	4600	WEZET (Lixhe)
MORRIER	M-A	Rue de la Croix 9	4600	WEZET (Lixhe)
MORRIER	Léon	Rue dela Croix 28	4600	WEZET (Lixhe)
MORRIER	Louis	Rue Paradis 20	4600	WEZET (Lixhe)
MORRIER	Michel	Rue Paradis 20	4600	WEZET (Lixhe)
MOUTON	Fabienne	Hoddbomont 6	4910	THEUX
Natagora, vertegenwoordigd door Mevr. POSKIN Elise		Rue du Wisconsin 3	5000	NAMEN
NEIMRY	Lucienne	Rue H. FONTAINE 32	5020	VEDRIN
NELIS	Marianne	rue de Lanaye 121	4600	WEZET (Lanaye)
NIVETTE	Cathy	Rittwiger 67	4910	THEUX
NOBILE	Anne-Marie	Rue Paradis 23	4600	WEZET (Lixhe)
OCHELEN	Marie	Quai de Coronmeuse 5	4000	LUIK
OGER	Christian	Rue des Carmes 15/B	4600	WEZET
ONCLIN	Gerard	Rue de Lanaye 99	4600	WEZET (Lanaye)
OOMS	M-P	Place du Roi Albert 19	4600	WEZET (Lanaye)
ORTMANS	Stéphanie	Rue Wislet 13	4600	WEZET (Lanaye)
OTTE	Eric	Rue du Brouck 61/A	4600	WEZET (Loën)
PAIN	Elise	Rue Jean Lacroix 3	4600	WEZET (Lanaye)
PALMANS	Louis	Rue W. Dewé 121	4000	LUIK
PAQUOT	Danielle	Rue Parais 1	4600	WEZET (Lixhe)
PARTOUNE	André	Place du Tige 5	4600	WEZET (Lixhe)
PERPETE	M-L	Rue de la Croix 24	4600	WEZET (Lixhe)
PHILIPPART-EMBRECHTS	De heer en Mevr.	Rue de Liège 130/B	4600	WEZET (Lixhe)
PHILIPPE	Fabrice	Rue Wislet 2	4600	WEZET (Lanaye)
PIRE	Raphaël	Allée des Perches 7	4920	REMOUCHAMPS
PIRENNE	M-C	Rue de Maestricht 15	4600	WEZET
PISCINA	Silvio	Place Roi Albert 42	4600	WEZET (Lanaye)
PLOEMMEN	Irène	Rue de l'Ecluse 98	4600	WEZET (Lixhe)
POLI	Vincenzo	Rue Paradis 8	4600	WEZET (Lixhe)
PONCELET	Véronique	Rue de la Croix 1	4600	WEZET (Lixhe)
PONCELET	Pierre	Rue Porte de Mouland 6	4600	WEZET
PONCELET	Hugues	Rue du Perron 19	4681	HERMALLE
PONCIN	Hector	Rue des Battes 12	4600	WEZET (Lanaye)
POSA	G.	Rue Corneil Gomzé 57	4800	VERVIERS
PRICK	Joëlle	Rue Collard 1	4600	WEZET (Lanaye)
PRIEMEN	Fabrice	Rue de la Halle 10	4600	WEZET (Lixhe)

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
QUERINJEAN	Christelle	Rue F. Chèvremont 74	4621	RETINNE
RAHIER	Francine	Rue Gabrielle Coune 10 <i>b</i>	4600	WEZET (Lixhe)
RAIMARCKERS	Christian	Rue du Village 33	4600	WEZET (Lanaye)
RAUSCH	Jean-Michel	Rue du Plaidoir 11	4670	BLEGNY
REMACLE	Nadine	Avenue du Centre 308	4821	ANDRIMONT
REMI	C.	Rue de Lanaye 78	4600	WEZET (Lanaye)
RENSONNET	C.	Rue Vaux 34	4600	WEZET (Lixhe)
REUL	Marguerite	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WEZET (Lixhe)
RISILIA	Mohamet	Rue Naniot 123	4000	LUIK
ROSEN	Geoffrey	Rue des Battes 18	4600	WEZET (Lanaye)
ROUX	Laure	Rue six Août 81	4621	RETINNE
SAIVE	Josée	Asse 436	4654	CHARNEUX
SCHERPENBERGS	Stéphanie	Rue de Lixhe 43	4600	WEZET (Lixhe)
SCHETTERS-JANSSEN	De heer en Mevr.	Quai du Barrage 2	4600	WEZET (Lanaye)
SCHIFFER	Valérie	Avenue des Thermes 128/2	4050	CHAUDFONTAINE
SCHMITZ	Frédérique	Rue Simon Lobet 115	4800	VERVIERS
SCHOONBROODT	Elodie	Rue Riga 21	4684	HACCOURT
SCHREURS	Manu	Rue de Lanaye 119	4600	WEZET (Lanaye)
SCHREURS	Romy	Rue de Lanaye 119	4600	WEZET (Lanaye)
SCHREURS	J-M	Rue de Lanaye 119	4600	WEZET (Lanaye)
SCHWARTZ	Thérèse	Rue des Battes 25	4600	WEZET (Lanaye)
SCHYNS	Armel	Place Roi Albert 48	4600	WEZET (Lanaye)
SCIBILIA	Franco	Quai du Barrage 17	4600	WEZET (Lixhe)
SIMON	Françoise	Rue de Lanaye 116	4600	WEZET (Lanaye)
SIMONI	Jean-Marc	Rue Spinard 7	4600	WEZET (Lixhe)
SMEETS	Zéphirin	Rue de Lanaye 112	4600	WEZET (Lanaye)
SMITS	Carla	Rue de la Croix 8	4600	WEZET (Lixhe)
SPRONCK	Anne-Marie	Rue de la Croix 36	4600	WEZET (Lixhe)
STAS	Y	Rue des Marguerites 24	4600	WEZET
STASSAR	Eric	Rue de Liège 79	4600	WEZET (Lixhe)
STOMMEN	Gaspard	Rue de l'Ecluse 83	4600	WEZET (Lixhe)
SWENEN	Michel	Rue de Campine 17	4684	OUPEYE
SWENEN	Jean-Paul	Rue des Taillis 6	4600	WEZET (Lixhe)
TANNIER	De heer en Mevr.	Rue de la Croix 46	4600	WEZET (Lixhe)
TASSET	Raphaël	Rue A. Libert 3	4600	WEZET (Lanaye)
TASSET	Henri	Rue de Liège 69	4600	WEZET (Lixhe)
TASSIER	Gisèle	Rue de Lixhe 48	4600	WEZET (Lixhe)
THEUNISSEN	Rita	Rue de Wezet 5	4607	DALHEM
THEUNISSEN	Denise	Rue des Battes 8	4600	WEZET (Lanaye)
THEUNISSEN	Michelle	Rue Vieille Tour 6	4600	WEZET (Lixhe)
TIMMERMANS	Georges (?)	Rue des Marguerites 24	4600	WEZET
TOSENS	Cécile	Rue du Village 93	4600	WEZET (Lanaye)
TRIEPELS	R.	Rue du Village 22	4600	WEZET (Lanaye)

NAAM	VOORNAAM	Straat - Nr.	Post-code	STAD
VAES	Tilly	Rue des Battes 16/B	4600	WEZET (Lanaye)
VALENTINI	Pauline	Rue de l'Athénée 102	4630	SOUMAGNE
VALENTINI	Simon	Rue de l'Athénée 102	4630	SOUMAGNE
VALLEM	Geneviève	Rue Gabrielle Coune 10	4600	WEZET (Lixhe)
VAN DE VOORT	Marie-Claire	Rue des Battes 23	4600	WEZET (Lanaye)
VAN den BERG	Annick	Cour Phillipart 7	4600	WEZET (Lixhe)
VAN DEN BERG		Rue du Village 26	4600	WEZET (Lanaye)
VAN EMELEN	Jean	Rue de la Waide 42	4670	BLEGNY
VAN WAEBECK	J.	Rue du Village 69	4600	WEZET (Lanaye)
VANDERHEYNDEN	Joseph	Rue Piralewe 3	4600	WEZET
VANDERSMISSEN	Marie-Rose	Rue Martin Gritte, 13	4600	WEZET (Lixhe)
VANDEVEN	Sylvain	Rue Wislet 13	4600	WEZET (Lanaye)
VANDORMAEL	Michel	Rue Paradis 23	4600	WEZET (Lixhe)
VANHERCK	Rudi	Rue Lambert Mayers 32	4600	WEZET (Loën)
VANHEUKELOM	Jean-Yves	Quai du Barrage 45	4600	WEZET (Lixhe)
VANMOLLEKOT	Audrey	Rue Spinard 7	4600	WEZET (Lixhe)
VERJAN	Michaël	Rue des 4 journées 2	1000	BRUSSEL
VOS	André	Rue Pavé du Gosson 258	4420	MONTEGNEE
VOSLOVAL	Olivier	Rue de Liège 172	4600	WEZET (Lixhe)
WAGEMANS	Annick	Rue Bartels 11	4600	WEZET (Lanaye)
WAMY	Meijer	Rue de Lanaye 91	4600	WEZET (Lanaye)
WEIJDEN	JVD	Rue Lucassen 1	4600	WEZET (Lanaye)
WELKENHUYSEN	Marianne	Rue Martin Gritte 8	4600	WEZET (Lanaye)
WILKIN	MJ.	Fays Polleur 36	4910	THEUX
WILLEM	Véronique	Rue du Brouck 60	4600	WEZET (Loën)
WILLEMS	Claude	Rue de Lanaye 97	4600	WEZET (Lanaye)
ZADEMACKERS		Rue Wiselt 10	4600	WEZET (Lanaye)
ZANZEN-BOTTY	Joseph-Jacqueline	Place du Roi Albert 34	4600	WEZET (Lanaye)
ZECCHINON	Laurent	Rue de Lixhe 15	4600	WEZET (Lixhe)
ZECCHINON	Lucien	Rue Vieille Tour 9	4600	WEZET (Lixhe)